

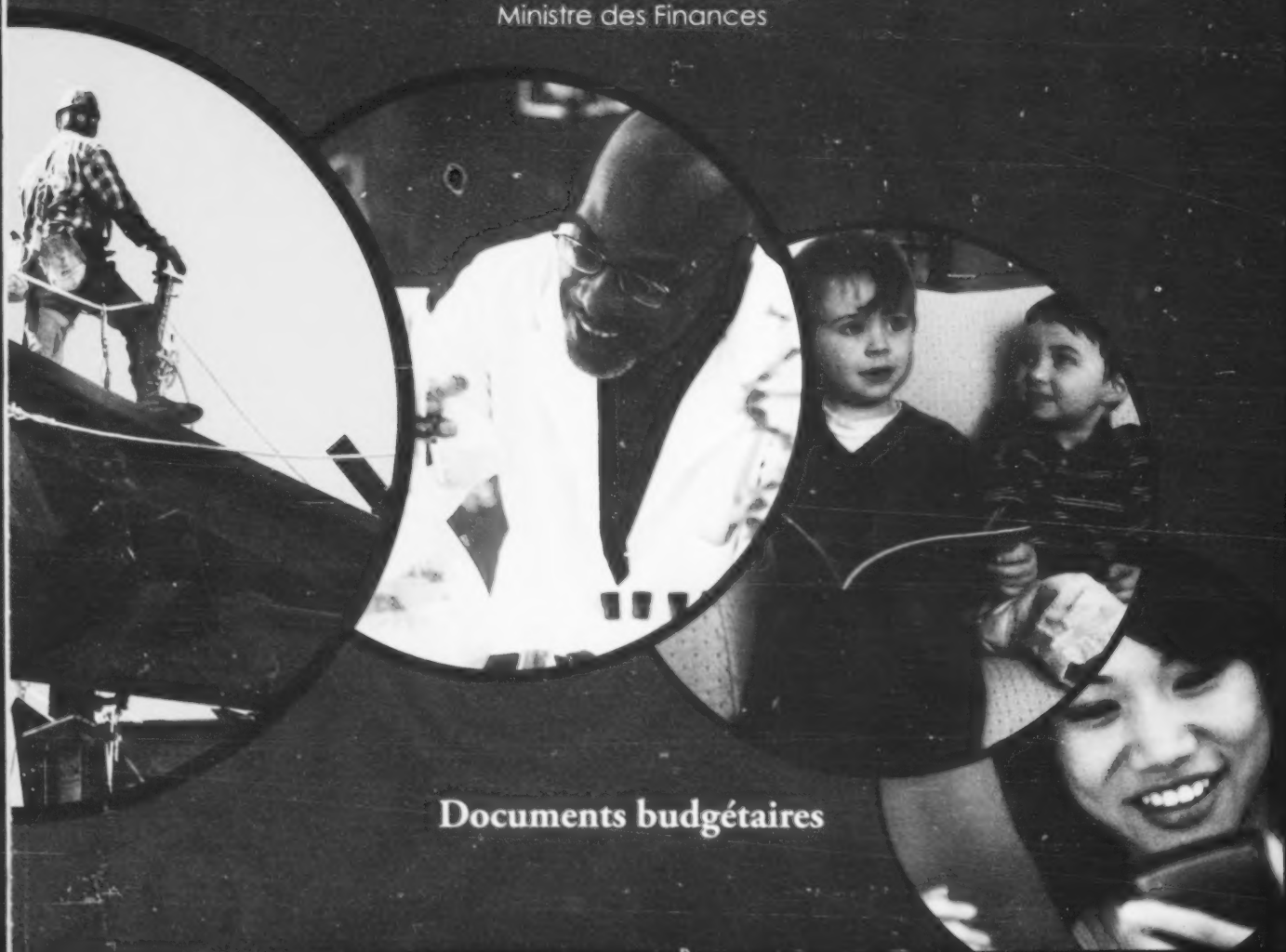


# Budget de l'Ontario 2008

Pour un Ontario plus fort

L'honorable Dwight Duncan  
Ministre des Finances

Documents budgétaires



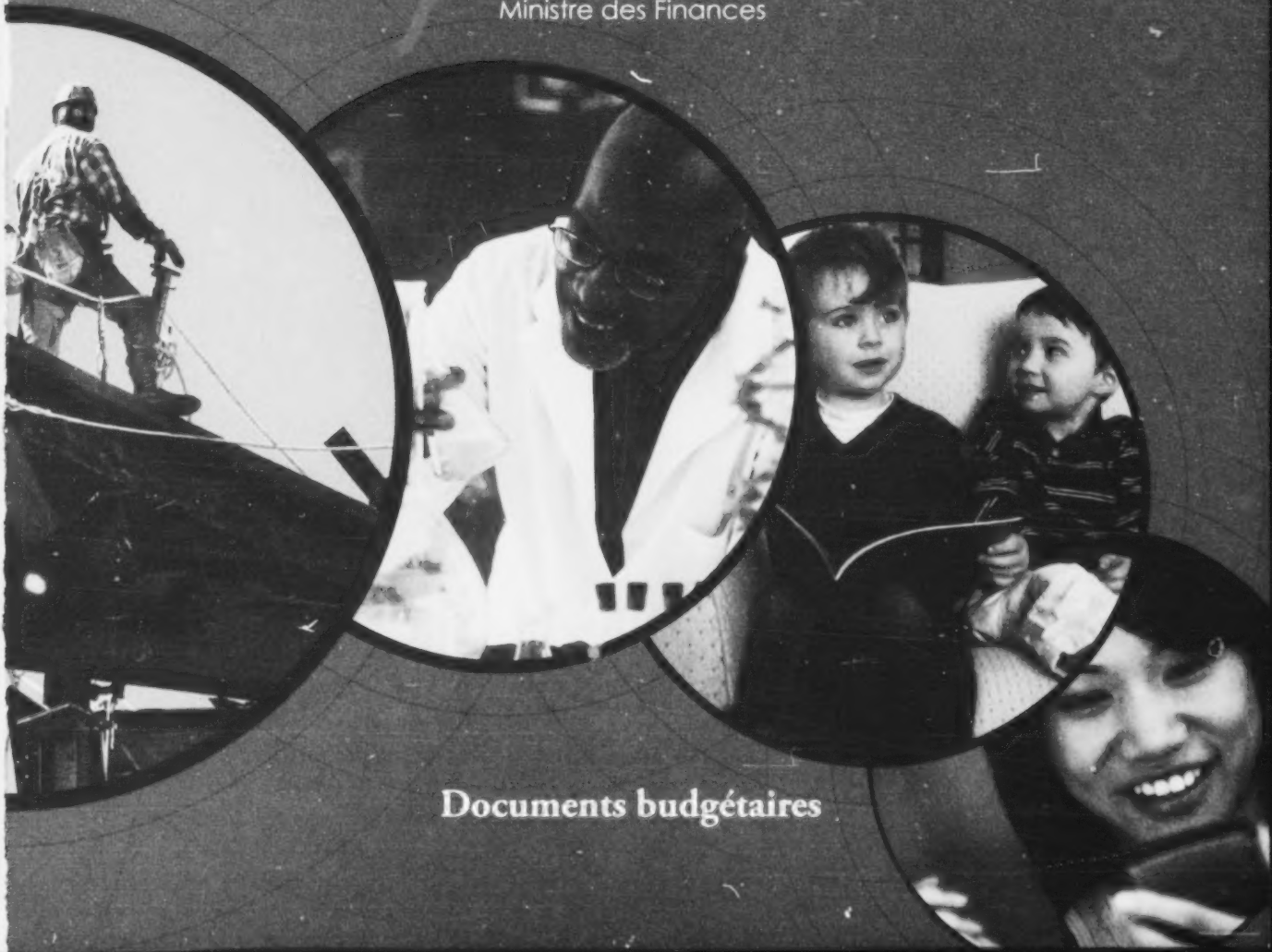




# Budget de l'Ontario 2008

Pour un Ontario plus fort

L'honorable Dwight Duncan  
Ministre des Finances



Documents budgétaires

Pour de plus amples renseignements concernant le  
*Budget de l'Ontario 2008 – Documents budgétaires*,  
prière de s'adresser au :  
Centre d'information du ministère des Finances  
Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222  
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

On peut prendre connaissance du présent document en consultant  
notre site Web, à l'adresse suivante : [www.ontariobudget.ca](http://www.ontariobudget.ca)

On peut aussi se procurer des exemplaires gratuits du présent document à :  
ServiceOntario Publications  
777, rue Bay, Niveau du marché  
Toronto (Ontario) M5G 2C8

Téléphone :	416 326-5300
Sans frais :	1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais :	1 800 268-7095
Site Web :	<a href="http://www.publications.serviceontario.ca">www.publications.serviceontario.ca</a>

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2008  
ISBN 978-1-4249-6162-7 (Imprimé)  
ISBN 978-1-4249-6164-1 (PDF)  
ISBN 978-1-4249-6163-4 (HTML)

This document is available in English under the title:  
*2008 Ontario Budget: Budget Papers*





# TABLE DES MATIÈRES

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	xi
---------------------------	----

## CHAPITRE I : UN ONTARIO PLUS FORT

### Section A. Un Ontario plus fort : Renforcer les compétences et créer des emplois

I. INVESTIR DANS LA FORMATION ET LE SAVOIR .....	3
Investissement de 1,5 milliard de dollars dans le Plan d'action pour la connexion compétences-emplois ....	4
II. INVESTIR DANS L'INFRASTRUCTURE POUR ACCROÎTRE LA VIGUEUR DE L'ONTARIO .....	11
Investissements importants dans l'infrastructure .....	11
Infrastructure électrique de l'Ontario .....	11
III. AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ DE L'ONTARIO .....	13
Réduire les frais des entreprises .....	13
Impôt ontarien sur les entreprises .....	15
Modernisation de la réglementation .....	16
IV. RENFORCER UN ENVIRONNEMENT PROPICE À L'INNOVATION .....	17
V. ÉTABLIR DES PARTENARIATS CLÉS AFIN DE RENFORCER L'ONTARIO .....	19
Efforts d'écologisation de l'économie .....	20
Appui des possibilités pour les peuples autochtones de l'Ontario .....	21
Nouveaux investissements dans les secteurs clés de l'Ontario .....	23

### Section B. Des collectivités plus fortes : Investir dans l'infrastructure municipale et les collectivités

INVESTIR DANS L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE .....	32
Routes et ponts municipaux .....	32
Transports en commun et transports régionaux .....	33
Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale (IIM) .....	36
Logement abordable .....	36
Réseaux d'adduction d'eau et réseaux d'égouts .....	37
Partenariats en matière de financement municipal .....	37
INVESTIR DANS L'INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE .....	37
Passage frontalier à Windsor .....	37
BÂTIR DES COLLECTIVITÉS PLUS FORTES .....	39
Une excellente qualité de vie dans les régions rurales et du Nord .....	39
ÉTABLIR DES PARTENARIATS AVEC LES MUNICIPALITÉS .....	41
Investir dans les municipalités .....	42
Réduction des taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises .....	43
PROTÉGER ET AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT NATUREL DE L'ONTARIO .....	44

## Section C. Un meilleur avenir pour les familles : Améliorer la qualité de vie

APERÇU .....	46
Stratégie de réduction de la pauvreté .....	47
ENFANTS ET JEUNES .....	47
Soins dentaires pour les familles à faible revenu.....	47
Programme de bonne nutrition des élèves .....	47
Centres de formation au rôle parental et de littératie pour les familles.....	48
Abordabilité accrue de l'éducation .....	48
QUALITÉ DE VIE .....	48
Renforcement de l'accès de la population aux services communautaires grâce au service 211 Ontario .....	48
PERSONNES À FAIBLE REVENU .....	49
Investissements dans le logement social .....	49
Stratégie de constitution d'un patrimoine pour les personnes à faible revenu .....	49
Soutien accru en matière d'aide sociale .....	50
Salaire minimum .....	51
Amélioration des installations pour les enfants et les personnes vulnérables.....	51
PERSONNES ÂGÉES .....	51
Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier .....	51
Crédits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes pour les personnes âgées de l'Ontario.....	52

## Section D. Un Ontario du savoir : Favoriser l'excellence de l'éducation publique

HAUTS NIVEAUX DE RENDEMENT DES ÉLÈVES .....	54
Littératie et numératie .....	54
Taux d'obtention du diplôme .....	55
RÉDUCTION DES ÉCARTS EN MATIÈRE DE RENDEMENT DES ÉLÈVES.....	56
ACCROISSEMENT DE LA CONFIANCE DANS L'ÉDUCATION PUBLIQUE .....	57
AIDER PLUS DE PERSONNES À POURSUIVRE DES ÉTUDES POSTSECONDAIRES .....	58

## Section E. Un Ontario en meilleure santé : Renforcer les services de santé pour l'avenir

OBJECTIFS D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ .....	60
Amélioration de l'accès aux soins de santé .....	61
Réduction des temps d'attente .....	63
Promotion de la santé et prévention des maladies .....	64
Modernisation de l'infrastructure de la santé .....	65
DÉTAILS DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ.....	66

## **Section F. Un solide partenaire fédéral : Aider les travailleurs et les industries de l'Ontario**

APERÇU .....	67
AIDE AUX TRAVAILLEURS ONTARIENS .....	68
L'assurance-emploi : injustice envers la population de l'Ontario .....	68
Autres mesures de soutien nécessaires pour les travailleurs ontariens .....	69
SOUTIEN DES FABRICANTS ONTARIENS .....	70
APPUI À L'INFRASTRUCTURE DE L'ONTARIO .....	71
JUSTE PART DES FONDS FÉDÉRAUX .....	72

## **CHAPITRE II : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO**

<b>Section A. Aperçu .....</b>	<b>75</b>
--------------------------------	-----------

### **Section B. Résultats financiers provisoires de 2007-2008**

REVENUS AU COURS DE L'EXERCICE .....	77
Variations des revenus .....	78
CHARGES AU COURS DE L'EXERCICE .....	80
Variations des charges .....	80

### **Section C. Perspectives économiques de l'Ontario**

PERSPECTIVES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PLUS FORTE EN ONTARIO .....	83
Prévisions du secteur privé concernant la poursuite de la croissance .....	83
CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EXTERNE DIFFICILE .....	84
Résilience de l'Ontario face aux défis que pose l'économie mondiale .....	84
La croissance devrait reprendre aux États-Unis pendant la seconde moitié de 2008 .....	85
Les prix du pétrole devraient demeurer élevés .....	85
Quasi-parité des dollars canadien et américain .....	86
Les exportations de l'Ontario devront surmonter des difficultés à court terme .....	87
Baisse des taux d'intérêt en 2008 .....	87
L'inflation devrait diminuer en 2008 .....	88
MAINTIEN D'UNE ÉCONOMIE INTÉRIEURE VIGOUREUSE ET RÉSILIENTE .....	89
La vigueur des investissements, gage de croissance .....	89
La croissance de l'emploi se poursuivra .....	89
Les revenus et les dépenses des ménages devraient augmenter .....	90
Vigueur du marché du logement .....	90
Détails des perspectives économiques de l'Ontario .....	91

### **Section D. Perspectives de revenus de l'Ontario**

INCERTITUDE QUANT AUX PRÉVISIONS DE REVENUS TIRES DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES SOCIÉTÉS .....	96
SOURCES DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS À MOYEN TERME DEPUIS LA PUBLICATION DU BUDGET DE L'ONTARIO DE 2007 .....	97
RISQUES ÉVENTUELS POUR LES REVENUS PROVINCIAUX .....	98

## **Section E. Perspectives de charges à moyen terme**

DÉTAILS DES PERSPECTIVES DE CHARGES .....	102
RISQUES POUR LES PERSPECTIVES DE CHARGES .....	103
Passif éventuel .....	105

## **Section F. Plan financier de l'Ontario**

PERSPECTIVES FINANCIÈRES À MOYEN TERME .....	107
ÉLÉMENTS CLÉS DU PLAN FINANCIER À MOYEN TERME DE L'ONTARIO .....	108
PRUDENCE FINANCIÈRE .....	108
RISQUES ET PERSPECTIVES FINANCIÈRES .....	109

## **Section G. Responsabilité, transparence et gestion financière**

INVESTISSEMENT DES EXCÉDENTS IMPRÉVUS DE HN D'EXERCICE .....	110
ACCROÎTRE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE PAIEMENTS DE TRANSFERT .....	112
EFFICIENCE ET ÉCONOMIES DANS LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ONTARIO .....	112
AMÉLIORER LA TRANSPARENCE DANS LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE .....	114
Rapport préélectoral 2007 .....	114
Consolidation des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges .....	114
Groupe de travail mixte du CCSP .....	115
Investissements dans les immobilisations corporelles .....	115
<i>Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières</i> .....	116

## **Section H. Détails des finances de l'Ontario**

SOUTIEN DÉCOULANT DES ACTIVITÉS DE JEU ET AFFECTÉ À LA SANTÉ, À LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO ET AUX COLLECTIVITÉS .....	125
Recettes tirées des loteries, des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes .....	125
Profits des casinos commerciaux .....	126
Autres bénéficiaires des revenus générés par les casinos de bienfaisance et les machines à sous dans les hippodromes .....	126

## **CHAPITRE III : SOUTIEN FISCAL AUX FAMILLES ET AUX ENTREPRISES**

APERÇU .....	129
INVESTIR DANS LES GENS ET LES COLLECTIVITÉS .....	129
Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier .....	129
Crédits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes pour les personnes âgées de l'Ontario .....	130
Compte d'épargne libre d'impôt .....	131
Cessions de terres agricoles familiales .....	131
Exonération de la taxe de vente au détail (TVD) s'appliquant aux journaux .....	131
Exonération de la TVD s'appliquant aux frais de marketing de destinations .....	132
Exonération de la TVD s'appliquant aux entrées dans les théâtres de 3 200 places ou moins .....	132

FAVORISER UNE ÉCONOMIE NOVATRICE .....	132
Exonération fiscale ontarienne pour la commercialisation .....	132
Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario .....	133
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques .....	133
RÉDUIRE LES COÛTS POUR LES ENTREPRISES .....	134
Élimination de l'impôt sur le capital pour les activités des secteurs de la fabrication et des ressources .....	134
Calendrier d'élimination de l'impôt sur le capital .....	135
Accélération de la déduction pour amortissement (DPA) au titre des investissements dans les machines et le matériel de fabrication et de transformation .....	136
Déduction pour amortissement : Autres mesures .....	137
Réduction de l'impôt scolaire applicable aux entreprises .....	137
Application progressive obligatoire des augmentations de l'évaluation foncière .....	138
FAVORISER UN ENVIRONNEMENT ET UN MODE DE VIE SAINS POUR LES ONTARIENNES ET ONTARIENS .....	139
Exonération de la TVD s'appliquant aux électroménagers et aux ampoules ENERGY STAR® .....	139
Exonération de la TVD s'appliquant aux bicyclettes et à l'équipement de sécurité connexe .....	139
Exonération de la TVD s'appliquant aux thérapies de substitution de la nicotine .....	139
ALIGNEMENT SUR LES MESURES FISCALES FÉDÉRALES .....	140
Correspondance avec la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> du Canada .....	140
HARMONISATION ET SIMPLIFICATION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES SOCIÉTÉS .....	141
Administration unique de l'impôt sur le revenu des sociétés .....	141
Acomptes provisionnels des petites entreprises .....	141
MESURES ADMINISTRATIVES .....	142
<i>Loi sur l'évaluation foncière</i> .....	142
<i>Loi sur la taxe de vente au détail</i> .....	142
<i>Succession Duty Act</i> .....	142
<i>Loi de la taxe sur le tabac</i> .....	143
MISE EN ŒUVRE DES MESURES FISCALES ANNONCÉES DANS LE DOCUMENT <i>PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO DE 2007</i> .....	143
AUTRES MODIFICATIONS DE FORME .....	144
<b>CHAPITRE IV : EMPRUNTS ET GESTION DE LA DETTE</b>	
EMPRUNTS À LONG TERME SUR LES MARCHÉS PUBLICS .....	149
Dettes .....	151
Rapports dette-PIB .....	153
Composition de la dette totale .....	154
Gestion de la dette .....	154
Dettes arrivant à échéance .....	155
Coût de la dette .....	155
Tableaux financiers consolidés .....	156
<b>GLOSSAIRE</b> .....	159

## LISTE DES TABLEAUX

### CHAPITRE I : UN ONTARIO PLUS FORT

Tableau 1 :	Projets de transports en commun de Metrolinx .....	34
Tableau 2 :	Montant maximal annuel de la Prestation ontarienne pour enfants .....	49
Tableau 3 :	Subvention pour l'impôt foncier.....	51
Tableau 4 :	Investissements dans le secteur de la santé.....	66

### CHAPITRE II : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO

Tableau 1 :	Budget de 2008 – Principales données .....	75
Tableau 2 :	Résultats financiers en cours d'exercice 2007-2008 .....	76
Tableau 3 :	Sommaire des variations des revenus au cours de l'exercice 2007-2008 .....	77
Tableau 4 :	Sommaire des variations des charges en cours d'exercice 2007-2008 .....	80
Tableau 5 :	Perspectives économiques de l'Ontario .....	83
Tableau 6 :	Prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario.....	84
Tableau 7 :	Répercussions des changements aux principales hypothèses sur la croissance du PIB réel de l'Ontario .....	84
Tableau 8 :	Perspectives d'évolution des taux d'intérêt au Canada .....	88
Tableau 9 :	Économie de l'Ontario, de 2005 à 2010 .....	91
Tableau 10 :	Changements aux principales hypothèses économiques .....	92
Tableau 11 :	Sommaire des perspectives à moyen terme .....	93
Tableau 12 :	Revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers .....	94
Tableau 13 :	Perspectives des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés.....	95
Tableau 14 :	Sommaire des variations des revenus à moyen terme depuis la publication du budget de 2007 ..	97
Tableau 15 :	Certains risques et sensibilités – Économie et revenus .....	99
Tableau 16 :	Certains risques et sensibilités liés aux charges .....	104
Tableau 17 :	Certains coûts de rémunération.....	105
Tableau 18 :	Plan financier et perspectives à moyen terme .....	107
Tableau 19 :	Plan financier et perspectives à moyen terme .....	117
Tableau 20 :	Perspectives financières pour 2008-2009 .....	117
Tableau 21 :	Revenus .....	118
Tableau 22 :	Total des charges .....	119
Tableau 23 :	Autres charges.....	120
Tableau 24 :	Dépenses liées à l'infrastructure 2008-2009.....	121
Tableau 25 :	Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices.....	122
Tableau 26 :	Soutien aux services de santé, aux organismes de bienfaisance et aux programmes de traitement du jeu problématique et aux programmes connexes .....	125
Tableau 27 :	Soutien au secteur agricole et aux municipalités .....	126



### **CHAPITRE III : SOUTIEN FISCAL AUX FAMILLES ET AUX ENTREPRISES**

Tableau 1 :	Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier proposée – Montants typiques de la subvention et crédits d'impôt foncier actuels .....	130
Tableau 2 :	Plan accéléré de l'Ontario visant à éliminer l'impôt sur le capital selon les initiatives proposées .....	136
Tableau 3 :	Taux plafonds annuels d'imposition scolaire applicable aux entreprises du Nord de l'Ontario .....	138
Tableau 4 :	Réduction de l'impôt scolaire applicable aux entreprises du Nord de l'Ontario .....	138
Tableau 5 :	Résumé des incidences du budget de 2008 .....	145

### **CHAPITRE IV : EMPRUNTS ET GESTION DE LA DETTE**

Tableau 1 :	Programme d'emprunts 2007-2008 : Province et SFIEO .....	150
Tableau 2 :	Perspectives du programme d'emprunt à moyen terme : Province et SFIEO .....	151
Tableau 3 :	Dettes nette et déficit accumulé – Chiffres provisoires pour 2008 .....	156
Tableau 4 :	Échéances de la dette – Chiffres provisoires pour 2008 .....	157
Tableau 5 :	Perspectives à moyen terme – Dette nette et déficit accumulé .....	158
Tableau 6 :	Valeur nominale du portefeuille des instruments financiers dérivés – Chiffres provisoires pour 2008 .....	158

## LISTE DES GRAPHIQUES

### CHAPITRE I : UN ONTARIO PLUS FORT

Graphique 1 :	Nouveaux apprentis .....	6
Graphique 2 :	Croissance de l'emploi dans les services financiers et services professionnels aux entreprises : plus rapide que dans l'ensemble de l'économie .....	23
Graphique 3 :	Croissance de l'emploi dans le secteur du divertissement et de la création : plus rapide que dans l'ensemble de l'économie .....	25
Graphique 4 :	Croissance de l'emploi dans le secteur du tourisme : plus rapide que dans l'ensemble de l'économie .....	26
Graphique 5 :	Le soutien augmente au titre des coûts de fonctionnement des municipalités .....	42
Graphique 6 :	Soutien aux familles bénéficiaires de l'aide sociale .....	50
Graphique 7 :	Charges de programmes pour 2008-2009 .....	53
Graphique 8 :	Investissement dans le secteur de l'éducation .....	53
Graphique 9 :	Subventions pour les besoins des élèves .....	54
Graphique 10 :	Taux d'obtention du diplôme d'études secondaires .....	55
Graphique 11 :	Charges de programmes pour 2008-2009 .....	60
Graphique 12 :	Investissements dans le secteur de la santé .....	60
Graphique 13 :	Augmentation du nombre de places dans les écoles de médecine de l'Ontario .....	62
Graphique 14 :	Changement cumulatif dans les revenus et les charges liés à la santé entre 2003-2004 et 2010-2011 .....	66
Graphique 15 :	Assurance-emploi : faible couverture des Ontariennes et des Ontariens .....	68
Graphique 16 :	Traitement injuste de la population de l'Ontario .....	72

### CHAPITRE II : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO

Graphique 1 :	Bon rendement financier de l'Ontario .....	75
Graphique 2 :	Croissance du PIB réel des États-Unis .....	85
Graphique 3 :	Prix du pétrole brut .....	85
Graphique 4 :	Dollar canadien .....	86
Graphique 5 :	Part des exportations internationales de l'Ontario .....	87
Graphique 6 :	Inflation de l'IPC de l'Ontario .....	88
Graphique 7 :	Emplois en Ontario .....	89
Graphique 8 :	Marché de la revente de logements en Ontario .....	90
Graphique 9 :	Écart par rapport aux prévisions – Revenus tirés de l'impôt sur les sociétés 2006-2007 .....	96
Graphique 10 :	Exemples d'affectation des excédents .....	111
Graphique 11 :	Composition des revenus 2008-2009 .....	123
Graphique 12 :	Composition des charges de programmes 2008-2009 .....	124
Graphique 13 :	Composition des charges totales 2008-2009 .....	124

### **CHAPITRE III : SOUTIEN FISCAL AUX ENTREPRISES ET AUX FAMILLES**

Graphique 1 : Élimination de l'impôt sur le capital pour les activités des secteurs de la fabrication et des ressources .....	134
---	-----

### **CHAPITRE IV : EMPRUNTS ET GESTION DE LA DETTE**

Graphique 1 : Emprunts – Tous les marchés .....	149
Graphique 2 : Emprunts – Marché canadien .....	149
Graphique 3 : Dette .....	151
Graphique 4 : Rapport dette nette-PIB .....	153
Graphique 5 : Rapport déficit accumulé-PIB .....	153
Graphique 6 : Composition de la dette totale .....	154
Graphique 7 : Exposition aux risques associés aux changements des taux d'intérêt .....	154
Graphique 8 : Exposition aux risques de change .....	154
Graphique 9 : Dette arrivant à échéance .....	155
Graphique 10 : Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée) de la dette .....	155



Le premier atout de l'Ontario, son avantage concurrentiel, est sa population. L'Ontario est le plus performant lorsque les Ontariennes et Ontariens ont les possibilités et les outils nécessaires pour réaliser pleinement leur potentiel.

Depuis qu'il a pris le pouvoir en 2003, le gouvernement McGuinty a investi dans des programmes et des services visant à aider la population et les familles ontariennes à se réaliser pleinement : éducation publique, régime universel de soins de santé, infrastructure moderne, soutien aux citoyens vulnérables, Ontario plus vert.

Le gouvernement a pu soutenir ces priorités pour venir en aide à la population et aux familles grâce à sa gestion financière disciplinée et prudente au cours des quatre dernières années et à son plan économique en cinq points. Ce plan favorise la croissance économique et la création d'emplois grâce à des investissements continus dans la formation et le savoir, l'infrastructure, la compétitivité, l'innovation et des partenariats clés.

Ces investissements stratégiques, conjugués à l'ardeur au travail dont fait preuve la population ontarienne, ont eu pour effet de renforcer l'économie et de créer des emplois. Depuis octobre 2003, il s'est créé 456 800 emplois nets en Ontario, dont 101 100 en 2007.

Même si l'économie de la province continue d'afficher une croissance, divers facteurs externes, notamment le ralentissement de l'économie aux États-Unis, la hausse des prix du pétrole et la vigueur du dollar canadien, ont modéré cette croissance. Certains secteurs et collectivités ont perdu des emplois. Dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*, le gouvernement a pris des mesures pour stimuler la compétitivité de l'Ontario au sein de l'économie mondiale. Il a réduit les coûts pour les entreprises, aidé les travailleurs et les collectivités à faire face aux défis concurrentiels et investi dans l'infrastructure.

Le gouvernement ne peut pas maîtriser les changements qui influent sur l'économie ontarienne, mais il peut saisir les possibilités économiques qu'ils entraînent, et il peut, grâce à son plan économique, tirer parti de ces changements pour qu'ils soient favorables aux familles et aux entreprises. L'objectif du gouvernement est que les Ontariennes et Ontariens aient de bons emplois bien rémunérés qui leur permettent de réussir et de subvenir aux besoins de leur famille. À cette fin, le gouvernement doit donner :

- **aux enfants et aux jeunes** les meilleurs programmes possibles d'éducation élémentaire, secondaire et postsecondaire, de formation en apprentissage et de formation professionnelle;
- **aux travailleurs de tout âge** des possibilités continues de perfectionnement professionnel et d'éducation permanente;
- **aux travailleurs qui font face à des changements** les programmes de soutien et de recyclage à long terme dont ils ont besoin non seulement pour trouver un emploi, mais pour trouver un meilleur emploi;
- **aux nouveaux arrivants en Ontario** l'information, l'accès, la formation et les compétences linguistiques dont ils ont besoin pour réaliser tout leur potentiel;

- **aux travailleurs sans emploi ou sous-employés** des programmes d'alphabétisation et de compétences de base, de rattrapage scolaire et de formation, ainsi que les services de soutien dont ils ont besoin pour réintégrer le marché du travail.

Dans le présent budget, le gouvernement continue d'investir dans sa plus grande force : sa population.

### **1. Investir dans la formation et le savoir**

Le présent budget annonce le Plan d'action pour la connexion compétences-emplois de 1,5 milliard de dollars sur trois ans. Ce plan aidera les Ontariennes et Ontariens à obtenir des emplois stables bien rémunérés grâce à des programmes qui soutiennent l'acquisition de nouvelles compétences pour de nouvelles carrières, accroissent l'accès à l'éducation postsecondaire et permettent la construction de lieux d'apprentissage. L'élément central de ce plan est la Stratégie d'aide pour une deuxième carrière, un investissement de 355 millions de dollars sur trois ans qui vise à aider 20 000 chômeurs à obtenir de la formation à long terme leur permettant d'entreprendre une meilleure carrière dans un nouveau domaine. Le Plan d'action pour la connexion compétences-emplois inclut également 75 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour élargir les programmes d'apprentissage. Si l'on compte l'investissement en immobilisations pour la réfection des campus prévu dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*, le gouvernement investit 2 milliards de dollars dans le Plan d'action pour la connexion compétences-emplois.

### **2. Investir dans l'infrastructure pour un Ontario plus fort**

Pour que l'Ontario réalise tout son potentiel, il doit disposer d'une infrastructure moderne qui facilite le déplacement plus rapide et plus efficace des gens et des biens. Dans le présent budget, le gouvernement annonce 1 milliard de dollars de nouveaux investissements dans l'infrastructure municipale en 2007-2008, soit 400 millions de dollars pour les routes et les ponts, 497 millions de dollars pour les transports en commun dans la région du grand Toronto et à Hamilton, et 100 millions de dollars pour restaurer les logements sociaux existants, y compris améliorer leur efficacité énergétique. En outre, aux termes du Plan d'action pour la connexion compétences-emplois, le gouvernement investit 500 millions de dollars supplémentaires pour accroître le nombre de centres de formation, rénover et élargir les installations universitaires, et bonifier le Fonds d'amélioration du matériel et des ressources dans les collèges.

### **3. Réduire les coûts pour les entreprises**

Les avantages compétitifs de l'Ontario en font un lieu où les entreprises désirent s'installer et créer des emplois. Les entreprises de la province peuvent compter sur une main-d'œuvre spécialisée et très instruite, un système de santé publique, la proximité des principaux marchés, et l'excellence de l'infrastructure et des services publics. Le maintien d'un régime fiscal compétitif s'appuie sur ces avantages, favorise les investissements et stimule la croissance économique. Le présent budget propose 750 millions de dollars sur quatre ans sous forme de mesures fiscales pour soutenir les entreprises, en particulier dans les secteurs de la fabrication et des ressources de l'Ontario. Ces mesures comprennent l'élimination et le dégrèvement de l'impôt sur le capital, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007, pour les entreprises ontariennes exerçant principalement des activités dans les secteurs de la fabrication et des ressources. Le gouvernement accélère également la réduction du taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises du Nord de l'Ontario.



#### **4. Renforcer un environnement propice à l'innovation**

L'innovation est importante pour la prospérité de l'Ontario. Le présent budget comprend des mesures pour encourager les entreprises novatrices, notamment une exonération de l'impôt ontarien sur le revenu des sociétés pendant dix ans pour les nouvelles sociétés qui commercialisent la propriété intellectuelle mise au point par des universités, des collèges ou des instituts de recherche admissibles du Canada. Le gouvernement bonifie également le crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario et investit 250 millions de dollars sur cinq ans dans le Fonds pour la recherche en Ontario.

#### **5. Établir des partenariats clés afin de renforcer l'Ontario**

L'établissement de partenariats clés avec l'industrie est aussi une partie importante du plan économique du gouvernement. Le présent budget annonce plusieurs mesures pour stimuler les services financiers et les services aux entreprises, les industries du divertissement et de la création, le tourisme, l'industrie manufacturière, l'industrie minière, la foresterie et l'agriculture. Les points saillants comprennent la bonification proposée du crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques et la modernisation des règlements s'appliquant aux services financiers. Outre les mesures visant à renforcer les secteurs clés, le présent budget aborde l'importance des partenariats conclus par le gouvernement avec les Autochtones, les municipalités et le gouvernement fédéral.

#### **Améliorer la qualité de vie des Ontariennes et des Ontariens**

Le gouvernement est résolu à améliorer la qualité de vie de tous les Ontariens et Ontariennes, notamment des familles et des citoyens vulnérables. Le présent budget prévoit des investissements dans plusieurs initiatives aux termes de la Stratégie de réduction de la pauvreté, y compris 135 millions de dollars sur trois ans pour la prestation de meilleurs soins dentaires aux familles à faible revenu et 32 millions de dollars sur trois ans au Programme de bonne nutrition des élèves. Le gouvernement propose d'augmenter de 2 % en 2008-2009 les prestations du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées ainsi que l'allocation de menues dépenses versée aux pensionnaires des établissements de soins de longue durée. Il propose également une nouvelle subvention au titre de l'impôt foncier, d'une valeur de 1 milliard de dollars sur cinq ans, pour les personnes âgées à faible revenu et à revenu modeste qui sont propriétaires d'un logement.

L'excellence dans les écoles publiques, de meilleurs soins de santé et un Ontario plus vert demeurent des priorités du gouvernement.

Le présent budget propose plusieurs initiatives pour améliorer le rendement scolaire des élèves, notamment des investissements pour accroître les programmes d'éducation de l'enfance en difficulté, d'éducation des Autochtones et d'anglais langue seconde. Le montant des Subventions pour les besoins des élèves passera à 18,8 milliards de dollars en 2008-2009.

Le gouvernement propose aussi les mesures suivantes : élargir la Stratégie de réduction des temps d'attente afin d'inclure les services des urgences; aller de l'avant concernant l'embauche de 9 000 infirmières et infirmiers d'ici 2011-2012; mettre en oeuvre la nouvelle Stratégie de gestion et de prévention des maladies chroniques, qui s'attaquera d'abord au diabète.

Les mesures visant à bâtir un Ontario plus vert comprennent la prolongation pendant 13 mois supplémentaires de l'exonération de la taxe de vente au détail sur les appareils ménagers et les ampoules ENERGY STAR® et des initiatives concernant le changement climatique, notamment des investissements dans les transports en commun.

Le gouvernement a pu faire d'importants investissements dans les gens au cours des quatre dernières années et s'engager à en faire d'autres à l'avenir grâce à sa gestion disciplinée, prudente et équilibrée. Il a rétabli les finances de la province, éliminant le déficit de 5,5 milliards de dollars dont il avait hérité.

Misant sur l'expérience du gouvernement en matière de saine gestion financière, le présent budget prévoit un excédent de 600 millions de dollars en 2007-2008. Les perspectives budgétaires à moyen terme prévoient des budgets équilibrés au cours des trois prochaines années. L'Ontario est donc en bonne voie d'afficher six budgets équilibrés consécutifs de 2005-2006 à 2010-2011, soit le plus grand nombre de budgets équilibrés consécutifs pour la province depuis 1908<sup>1</sup>.

Le gouvernement continue d'inciter vivement le gouvernement fédéral à travailler avec l'Ontario pour relever les défis actuels de la province et devenir un partenaire à part entière pour ce qui est de réaliser la prospérité à long terme de l'Ontario. Cela exige que le gouvernement fédéral fasse de nouveaux investissements pour aider à satisfaire les besoins des travailleurs mis à pied auxquels ne répond pas le Programme d'assurance-emploi fédéral, aide les fabricants ontariens, collabore avec l'Ontario pour investir dans l'infrastructure et assure l'équité dans les transferts fédéraux versés à l'Ontario en matière de santé.

Le présent budget mise aussi sur les investissements faits par le gouvernement depuis 2003 pour renforcer les soins de santé, l'éducation et l'infrastructure et pour protéger l'environnement. Ces investissements ont donné des résultats considérables.

Dans le domaine de la santé :

- les temps d'attente pour les chirurgies de la cataracte, les arthroplasties de la hanche ou du genou, les chirurgies en oncologie, les examens par imagerie par résonance magnétique (IRM), les tomodensitométries et les chirurgies pédiatriques ont diminué;
- plus de 500 000 Ontariens et Ontariennes qui n'avaient pas de médecin de famille en ont maintenant un;
- plus de 8 000 infirmières et infirmiers ont été embauchés entre 2003 et 2008;
- ouverture de l'École de médecine du Nord de l'Ontario — la première nouvelle école de médecine depuis plus de 30 ans au Canada. De plus, le gouvernement crée quatre nouvelles écoles de médecine satellites dans les villes suivantes : Kitchener-Waterloo, Windsor, St. Catharines et Mississauga. Cela fera augmenter les effectifs de première année des écoles de médecine de 23 % entre 2003-2004 et 2008-2009.

Dans le domaine de l'éducation :

- le niveau de rendement des élèves est en hausse; les résultats aux tests de 3<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années ont augmenté en moyenne de 9 % depuis 2002-2003;
- le taux d'obtention du diplôme au palier secondaire a augmenté pour passer de 68 % à 75 % depuis 2003-2004; 10 500 élèves de plus obtiennent leur diplôme d'études secondaires chaque année;

---

<sup>1</sup> En fonction des normes comptables actuelles.

- 99,7 % des classes du palier primaire comptent 23 élèves ou moins, comparativement à 64 % en 2003-2004, et 88,4 % comptent 20 élèves ou moins;
- grâce au Plan d'action pour des résultats supérieurs de 6,2 milliards de dollars du gouvernement, 93 000 étudiants de plus qu'en 2002-2003 fréquentent des collèges et des universités – une augmentation de 22 %;
- 110 000 apprentis apprennent un métier à l'heure actuelle – près de 50 000 de plus qu'en 2002-2003.

Dans le domaine de l'infrastructure :

- le gouvernement fait des progrès considérables pour ce qui est de mener à bien son plan quinquennal ReNouveau Ontario de 30 milliards de dollars, créant l'équivalent d'environ 330 000 emplois à temps plein. Le gouvernement investira 60 milliards de dollars de plus sur dix ans pour moderniser l'infrastructure, créant ainsi l'équivalent d'environ 660 000 emplois à temps plein d'ici 2020.

Dans le domaine de l'environnement :

- le gouvernement a créé une ceinture de verdure qui protège approximativement 1,8 million d'acres de terres écosensibles et de terres agricoles dans la région élargie du Golden Horseshoe;
- le Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents facilite la mise au point de technologies et carburants automobiles propres et verts;
- les projets de transports en commun en Ontario réduisent l'engorgement routier et la pollution;
- 50 millions de nouveaux arbres seront plantés d'ici 2020 pour lutter contre le changement climatique;
- 640 000 foyers ont obtenu gratuitement une ampoule à faible consommation d'énergie grâce au Project Porchlight, avec l'aide de partenariats gouvernementaux.

Dans le présent budget, le premier de son deuxième mandat, le gouvernement continue d'investir dans ce qui compte le plus pour les Ontariennes et Ontariens. Grâce à ses investissements dans les gens, le gouvernement renforcera encore davantage la croissance économique, créera de nouveaux emplois et continuera d'améliorer la qualité de vie de toute la population.



**CHAPITRE I**

**UN ONTARIO PLUS FORT**

---





## SECTION A UN ONTARIO PLUS FORT : RENFORCER LES COMPÉTENCES ET CRÉER DES EMPLOIS

Les connaissances et les compétences de la population ontarienne sont des facteurs clés de la réussite économique de la province. Dans le présent budget, le gouvernement annonce qu'il investira dans les compétences de la population ontarienne.

La présente section décrit comment le gouvernement continuera à faire fond sur les engagements pris dans le discours du Trône et dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* en encourageant la croissance économique et la création d'emplois au moyen de son plan en cinq points :

- Investir dans la formation et le savoir – un nouveau Plan d'action pour la connexion compétences-emplois, doté de 1,5 milliard de dollars, qui aide les travailleurs à suivre une formation pour entreprendre une nouvelle carrière et accroît l'avantage concurrentiel de l'Ontario sur le plan de la formation professionnelle et de l'éducation postsecondaire. Si l'on tient compte de l'investissement en immobilisations pour la réfection des campus compris dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*, le gouvernement investit 2 milliards de dollars dans le Plan d'action pour la connexion compétences-emplois.
- Investir dans l'infrastructure pour rehausser la vigueur de l'Ontario – de nouveaux investissements de 1 milliard de dollars dans l'infrastructure municipale en 2007-2008.
- Réduire les frais des entreprises de l'Ontario – environ 750 millions de dollars sur quatre ans en réductions d'impôts pour aider les entreprises à se moderniser, ce qui bénéficiera surtout aux secteurs de la fabrication et des ressources, à compter de 2007-2008.
- Renforcer un environnement propice à l'innovation – près de 300 millions de dollars en nouveaux investissements pour mettre en valeur et appuyer les atouts de l'Ontario dans le domaine de l'innovation.
- Établir des partenariats clés afin de renforcer l'Ontario – en poursuivant la réalisation de grandes initiatives de développement économique, comme le Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents, la société Investissement Ontario inc. ainsi que l'appui à certains secteurs.

Ce plan économique aidera les travailleurs, les familles, les entreprises et les collectivités de l'Ontario à s'engager dans une nouvelle période de croissance économique.

### I. Investir dans la formation et le savoir

---

La première priorité du plan économique en cinq points du gouvernement est l'investissement dans la formation et le savoir. La main-d'œuvre spécialisée et hautement scolarisée de l'Ontario représente un atout crucial pour l'économie et renforce la position de l'Ontario comme destination de choix pour les investissements provenant du monde entier.

Dans de nombreuses industries en plein essor, notamment la technologie de l'information, la construction, l'énergie et les services de santé, on fait face à une pénurie de main-d'œuvre ayant les compétences voulues. Pendant ce temps, les travailleurs qui ont perdu leur emploi en raison de l'évolution de la conjoncture économique cherchent de nouvelles possibilités d'emploi. Le défi consiste à s'assurer que les industries en plein essor peuvent trouver des travailleurs ayant les compétences nécessaires au moment où elles en ont besoin, tout en procurant aux travailleurs au chômage les services de recyclage professionnel dont ils ont besoin pour obtenir de nouveaux emplois dans les secteurs croissants de l'économie.

## **Investissement de 1,5 milliard de dollars dans le Plan d'action pour la connexion compétences-emplois**

Pour intensifier la stratégie ontarienne de renforcement des compétences et des connaissances et aider les travailleurs à améliorer leur situation, le présent budget annonce un Plan d'action pour la connexion compétences-emplois, un nouvel investissement de 1,5 milliard de dollars sur trois ans. Si l'on tient compte de l'investissement en immobilisations pour la réfection des campus compris dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*, le gouvernement investit 2 milliards de dollars dans le Plan d'action pour la connexion compétences-emplois.

Ce plan prévoit les mesures suivantes :

- 560 millions de dollars pour appuyer l'acquisition de nouvelles compétences en vue d'une nouvelle carrière;
- 465 millions de dollars pour élargir les programmes d'éducation et l'aide financière aux étudiants au palier postsecondaire;
- 970 millions de dollars pour aménager des lieux propices à l'éducation et à la formation.

Le Plan d'action pour la connexion compétences-emplois se greffe à la stratégie du gouvernement visant à promouvoir la réussite des industries qui offriront les emplois bien rémunérés de demain. Cela se fait au moyen d'initiatives comme le Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents, la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile et la Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe. On trouvera des précisions à ce sujet plus loin dans la présente section, à la rubrique *Établir des partenariats clés afin de renforcer l'Ontario*.

### **De nouvelles compétences pour de nouvelles carrières**

Le présent budget prévoit l'affectation de 560 millions de dollars sur trois ans à des initiatives de formation professionnelle visant à :

- instaurer une nouvelle Stratégie d'aide pour une deuxième carrière afin d'aider les travailleurs qui ont perdu leur emploi à se former en vue d'une nouvelle carrière;
- élargir les programmes d'apprentissage et améliorer le matériel destiné à la formation des étudiants;
- appuyer l'intégration efficace des nouveaux arrivants au marché du travail;
- appuyer la formation en milieu de travail.

Cet investissement s'ajoute à l'affectation annuelle de plus de 1 milliard de dollars au programme Emploi Ontario, le programme de la province en matière de services de formation et d'emploi, ainsi qu'à l'affectation annuelle de plus de 400 millions de dollars pour les services de soutien à l'emploi offerts aux nouveaux arrivants et aux bénéficiaires de l'aide sociale.

### **Stratégie d'aide pour une deuxième carrière**

Dans le présent budget, le gouvernement lance une nouvelle Stratégie d'aide pour une deuxième carrière, dotée de 355 millions de dollars sur trois ans, pour aider les travailleurs au chômage à faire la transition vers une nouvelle carrière et à obtenir un emploi bien rémunéré dans les secteurs économiques en plein essor. Cette stratégie assurera des cours de formation de un ou deux ans assortis d'un soutien au revenu selon les besoins et des services de planification de la carrière. Cette stratégie aidera 20 000 chômeurs qui s'engagent à suivre un programme de formation de longue durée.

La Stratégie d'aide pour une deuxième carrière comprend les Services de formation pour un réemploi rapide, programme créé par l'Ontario pour offrir des services d'orientation professionnelle aux travailleurs touchés par des mises à pied massives. En 2007, des équipes de réemploi rapide sont venues en aide à plus de 34 000 travailleurs dans le cadre de 143 interventions dans des collectivités comme London, Smiths Falls, Windsor, Nipigon, Hamilton, Tillsonburg, Guelph, Kenora, Dubreuilville et Dryden.

---

## **STRATÉGIE D'AIDE POUR UNE DEUXIÈME CARRIÈRE - EXEMPLES DE TRAVAILLEURS EN TRANSITION VERS UN NOUVEL EMPLOI**

La Stratégie d'aide à une deuxième carrière permettra d'offrir des programmes de formation professionnelle de longue durée à 20 000 travailleurs au chômage, comprenant un soutien financier selon les besoins individuels.

### **Un travailleur du secteur forestier obtient un nouvel emploi dans le secteur minier.**

- Âgé de 40 ans, il possède un diplôme d'études secondaires (12<sup>e</sup> année).
- Son Plan d'action pour le retour au travail indique que son objectif professionnel à long terme est d'être arpenteur.
- Il suit un programme de quatre semestres (deux ans) en techniques du génie minier dans un collège.
- La Stratégie d'aide pour une deuxième carrière verse 28 000 \$ pour les droits de scolarité et des allocations de subsistance et de déplacement.

### **Une travailleuse d'une usine de fabrication réussit à obtenir un emploi dans un métier spécialisé.**

- Âgée de 28 ans, elle a fait un an d'études universitaires de premier cycle.
- Son Plan d'action pour le retour au travail indique que son objectif professionnel à long terme est d'être technicienne mécanicienne.
- Elle suit un programme de quatre semestres (deux ans) en techniques mécaniques dans un collège.
- La Stratégie d'aide pour une deuxième carrière verse 25 000 \$ pour les droits de scolarité et des allocations de subsistance.

### **Une assembleuse réussit ses études pour devenir technicienne en pharmacie.**

- Âgée de 35 ans, elle est titulaire d'un baccalauréat en sciences obtenu en Inde.
- Son Plan d'action pour le retour au travail indique que son objectif professionnel à long terme est d'être technicienne en pharmacie.
- Elle suit un programme de un an en techniques pharmaceutiques dans un collège privé.
- La Stratégie d'aide pour une deuxième carrière verse 20 000 \$ pour les droits de scolarité et des allocations de subsistance et de garde de personnes à charge.

### **Un nettoyeur acquiert les compétences requises pour devenir technicien de brûleurs à gaz ou à mazout.**

- Âgé de 25 ans, il a un niveau de scolarité inférieur à la 12<sup>e</sup> année.
- Son Plan d'action pour le retour au travail indique que son objectif professionnel à long terme est d'être technicien de brûleurs à gaz ou à mazout.
- Il suit un programme de deux semestres (un an) en techniques de chauffage, brûleurs à gaz ou à mazout, dans un collège.
- La Stratégie d'aide pour une deuxième carrière verse 16 500 \$ pour les droits de scolarité et des allocations de subsistance.

### **Une manoeuvre se dirige vers un emploi d'aide-comptable.**

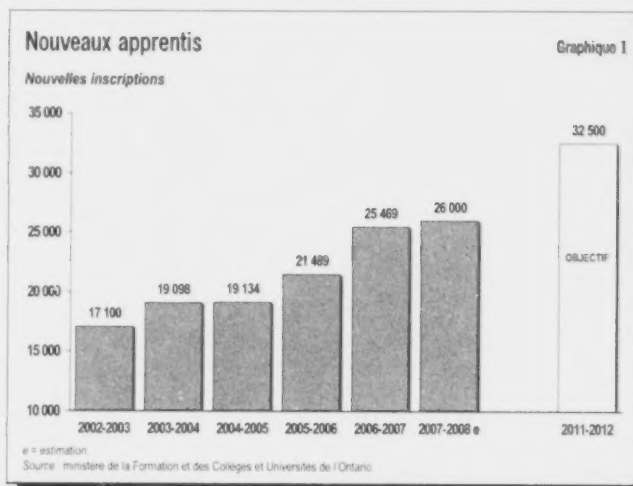
- Âgée de 37 ans, elle détient un diplôme en comptabilité informatisée obtenu en Chine.
- Son Plan d'action pour le retour au travail indique que son objectif professionnel à long terme est d'être aide-comptable.
- Elle obtient un emploi de stagiaire dans un cabinet de comptable local afin d'acquérir de l'expérience et des compétences de travail en tant qu'aide-comptable.
- La Stratégie d'aide pour une deuxième carrière verse 7 000 \$ à l'employeur, ce qui correspond à 50 % du salaire de la stagiaire pour six mois.

### **Un opérateur de machine se prépare à l'examen pour obtenir la certification en TI reconnue par l'industrie.**

- Âgé de 45 ans, il possède un diplôme collégial en sciences informatiques.
  - Son Plan d'action pour le retour au travail indique que son objectif professionnel à long terme est d'être technicien de réseau.
  - Il a de l'expérience en réseautage informatique, mais ne possède pas la certification en TI requise par les employeurs pour travailler comme technicien de réseau.
  - Il suit des cours dans un collège pour se préparer à l'examen de certification en TI.
  - La Stratégie d'aide pour une deuxième carrière verse 3 000 \$ pour les droits de scolarité.
-

## Expansion de l'apprentissage professionnel

Dans le présent budget, le gouvernement annonce un investissement totalisant 75 millions de dollars pour les trois prochaines années et atteignant 50 millions de dollars annuellement d'ici l'exercice 2011-2012 pour accroître encore davantage le nombre d'apprentis en Ontario. Cette mesure augmentera le nombre de gens de métiers dans les industries qui font face à des pénuries de main-d'oeuvre et à des taux élevés de retraite, comme la construction et les mines. Le nouveau financement appuiera la formation en classe, élargira les programmes de préapprentissage qui préparent les jeunes à leur formation et augmentera le taux d'achèvement des programmes.



En Ontario, on compte actuellement environ 110 000 apprentis en formation, soit près de 50 000 de plus qu'en 2002-2003. Ce chiffre représente une hausse de 52 % des inscriptions annuelles, qui sont passées de 17 100 à 26 000 au cours de cette période. Le nouvel objectif du gouvernement est d'augmenter d'un autre pourcentage de 25 % les nouvelles inscriptions aux programmes d'apprentissage pour qu'elles atteignent 32 500 par année d'ici 2011-2012.

En outre, le Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage fournira 45 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour l'acquisition de matériel de pointe indispensable à la formation technique des apprentis.

En Ontario, plus de 30 000 employeurs jouent un rôle actif dans le domaine de la formation en apprentissage. Les employeurs qui embauchent des apprentis admissibles continueront d'avoir droit à des crédits d'impôt pour la formation en apprentissage (CIFA), mesure qui représente un allègement estimatif de 70 millions de dollars en 2007.

## MESURES FISCALES POUR APPUYER LA FORMATION PROFESSIONNELLE

### Crédit d'impôt pour la formation en apprentissage

En 2004, l'Ontario a instauré un nouveau crédit d'impôt pour la formation en apprentissage (CIFA) afin d'encourager les employeurs à embaucher et à former des apprentis dans les métiers spécialisés. Ce crédit d'impôt remboursable de 25 % (30 % pour les petites entreprises) est offert aux entreprises pour les salaires et traitements versés à des apprentis admissibles de l'Ontario suivant une formation dans les métiers de la construction, les métiers industriels, les métiers des forces motrices et certains métiers dans le secteur des services.

### Crédit d'impôt pour l'éducation coopérative

Les entreprises ontariennes sont admissibles à un crédit d'impôt remboursable de 10 % (15 % pour les petites entreprises) pour les salaires et traitements versés à des étudiants admissibles inscrits dans un programme reconnu d'éducation coopérative au palier postsecondaire.

### Déduction pour outils destinée aux gens de métier et aux apprentis en mécanique automobile

Aux fins de l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers, les gens de métier et les apprentis inscrits en mécanique automobile peuvent déduire jusqu'à 500 \$ de leur revenu d'emploi pour la portion du coût de leurs outils admissibles dépassant 1 019 \$. Les apprentis inscrits en mécanique automobile pourraient aussi, dans certaines circonstances, demander une déduction additionnelle pour couvrir le coût total des outils admissibles.

## INVESTISSEMENT DE 1,5 MILLIARD DE DOLLARS DANS LE PLAN D'ACTION POUR LA CONNEXION COMPÉTENCES-EMPLOIS

Un nouvel investissement de 1,5 milliard de dollars au cours des trois prochaines années vient renforcer les stratégies du gouvernement en matière de formation professionnelle et d'éducation postsecondaire. Si l'on tient compte de l'investissement en immobilisations pour la réfection des campus compris dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*, le gouvernement investit 2 milliards de dollars dans le Plan d'action pour la connexion compétences-emplois.

### De nouvelles compétences pour de nouvelles carrières — 560 millions de dollars sur trois ans

- 355 millions de dollars sur trois ans affectés à la nouvelle Stratégie d'aide pour une deuxième carrière afin d'aider 20 000 travailleurs au chômage à obtenir une formation de longue durée leur permettant d'avoir accès à une nouvelle carrière
  - comprend les Services de formation pour un réemploi rapide, un programme d'intervention en cas de mises à pied massives
- 75 millions de dollars sur les trois prochaines années pour intensifier les programmes d'apprentissage
  - cible de 32 500 nouvelles inscriptions annuelles — une augmentation de 25 % — d'ici 2011-2012
  - expansion de la formation en classe et du préapprentissage
  - nouvelles mesures pour augmenter le taux d'achèvement des programmes
  - soutien aux employeurs pour assurer des stages en milieu de travail
- 45 millions de dollars sur trois ans au Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage afin de fournir du matériel de pointe
- près de 30 millions de dollars pour enrichir les programmes d'anglais langue seconde et les services de formation additionnels destinés aux nouveaux arrivants au Canada
- 25 millions de dollars en 2007-2008 pour la formation assurée par les employeurs dans le secteur manufacturier, par l'intermédiaire de la Fondation Yves-Landry
- 22,1 millions de dollars en 2007-2008 pour le centre de formation de Toyota à Cambridge et 700 000 \$ pour la recherche
- 5,6 millions de dollars en 2007-2008 à Chrysler Canada pour des activités de formation à Etobicoke, Brampton et Windsor
- réaménagement du mode de prestation des services pour améliorer l'accès à Emploi Ontario

### Accès aux études, excellence de l'éducation — 465 millions de dollars sur trois ans

- 385 millions de dollars sur trois ans pour une nouvelle Subvention au titre des manuels scolaires et de la technologie, qui apportera à environ 550 000 étudiants à temps plein des collèges et universités une subvention individuelle de 300 \$ lorsque cette initiative sera pleinement en vigueur
- 27 millions de dollars sur trois ans pour une nouvelle Subvention aux étudiants et étudiants des régions éloignées afin de les aider à assumer les frais de déplacement
- près de 17 millions de dollars en 2007-2008 pour un nouveau programme de stages de recherche pour les étudiants de deuxième et troisième cycles en partenariat avec des entreprises
- plus de 16 millions de dollars en 2007-2008 pour élargir le programme Passeport pour la réussite destiné aux jeunes à risque
- plus de 7 millions de dollars sur trois ans pour une Stratégie internationale de l'Ontario pour attirer des étudiants étrangers
- plus de 1 million de dollars sur trois ans pour Avantage mondial afin d'offrir des stages de travail dans des sociétés internationales pour aider les étudiants du palier postsecondaire à établir des liens à l'étranger en vue de faciliter la réussite de leur future entreprise
- 3,5 millions de dollars en 2007-2008 à la Fondation Sciences Jeunesse Canada et 1,5 million de dollars à *Let's Talk Science* pour encourager les jeunes à s'engager dans une carrière en sciences ou en technologie

### Aménagement de lieux propices à l'éducation et à la formation — 970 millions de dollars sur trois ans

- 200 millions de dollars pour un Programme d'investissement stratégique dans les immobilisations pour la formation professionnelle afin d'assurer l'expansion des centres de formation
- 200 millions de dollars en 2007-2008 pour la réfection des campus universitaires afin d'entretenir et de moderniser les installations
- 60 millions de dollars sur trois ans au Fonds d'amélioration du matériel et des ressources dans les collèges
- 25 millions de dollars en 2007-2008 à l'Université de Toronto pour établir la nouvelle Munk School of International Studies
- 10 millions de dollars en 2007-2008 à l'Université de Waterloo à Stratford pour un nouvel institut sur les médias numériques
- 9 millions de dollars en 2007-2008 à l'École d'art et de design de l'Ontario pour un laboratoire sur les médias numériques
- 464 millions de dollars compris dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* pour la réfection des campus et des projets stratégiques d'immobilisations



### **Services de soutien pour les nouveaux arrivants au Canada**

L'Ontario engage actuellement environ 160 millions de dollars chaque année, par l'intermédiaire de plusieurs ministères, pour aider les nouveaux arrivants à s'établir dans leur terre d'accueil, à améliorer leurs compétences linguistiques et à trouver des emplois au moyen de programmes de formation qui peuvent assurer le relais entre les compétences acquises dans leur pays d'origine et les qualifications reconnues en Ontario. En mai 2007, le gouvernement a également lancé le Programme des candidats de l'Ontario, lequel permet à l'Ontario de soumettre la candidature de particuliers à la résidence permanente en fonction des pénuries de main-d'oeuvre constatées.

Le présent budget prévoit l'affectation de près de 30 millions de dollars de plus au cours des trois prochaines années pour intensifier les services d'anglais langue seconde pour les nouveaux arrivants adultes et appuyer davantage de programmes de formation relais.

L'immigration est un facteur clé du niveau élevé de scolarisation de la main-d'oeuvre ontarienne, et la diversité est un des grands atouts de l'Ontario. En 2006, l'Ontario a accueilli 126 000 nouveaux arrivants, soit la moitié de tous les immigrants arrivés au Canada. Les gens talentueux venant de partout dans le monde procurent à l'Ontario un avantage concurrentiel dans l'économie mondiale. Les politiques qui favorisent une intégration plus rapide et plus efficace des néo-Canadiennes et néo-Canadiens continueront d'être une priorité.

### **Soutien à la formation en milieu de travail**

Le présent budget prévoit également de nouvelles affectations pour promouvoir la formation en milieu de travail :

- 25 millions de dollars en 2007-2008 à la Fondation Yves-Landry pour encourager des partenariats entre l'industrie et le monde de l'éducation afin de former un contingent de calibre international de travailleurs dans le secteur manufacturier, en mettant l'accent sur les technologies, les logiciels et l'équipement de pointe. Cet investissement profitera aux employeurs et employés de 500 entreprises.
- 22,1 millions de dollars en 2007-2008 à Toyota Motor Manufacturing Canada pour les frais de formation dans un nouveau centre de formation à Cambridge, ainsi que 700 000 \$ pour la recherche.
- 5,6 millions de dollars en 2007-2008 à Chrysler Canada pour élargir son programme de formation SMART dans ses usines de Brampton, d'Etobicoke et de Windsor.

### **Amélioration du réseau Emploi Ontario**

Emploi Ontario investit plus de 1 milliard de dollars dans les services d'emploi et de formation des travailleurs. Le gouvernement continue d'améliorer le mode de prestation des programmes et des services, afin que les Ontariennes et Ontariens puissent recevoir des services rapidement et facilement au sein de leur collectivité. L'Ontario poursuivra l'intégration des services provinciaux et fédéraux, établira des mesures claires du rendement et ajoutera au programme de nouveaux éléments comme la planification locale du marché du travail. Le Plan d'action pour la connexion compétences-emplois ajoutera 475 millions de dollars sur trois ans en nouvelles dépenses destinées à Emploi Ontario, ce qui permettra d'augmenter les programmes et le matériel d'apprentissage et de mettre en oeuvre la nouvelle Stratégie d'aide pour une deuxième carrière.

### **Accès aux études, excellence de l'éducation**

On estime que 70 % des nouveaux emplois qui seront créés dans la prochaine décennie nécessiteront une éducation postsecondaire, alors que ce pourcentage a été de 60 % au cours des dix dernières années. C'est pourquoi le gouvernement de l'Ontario poursuit son Plan d'action pour des résultats supérieurs en éducation postsecondaire, doté de 6,2 milliards de dollars. Ce plan a multiplié les possibilités d'éducation, accru l'aide financière aux étudiants et amélioré la qualité de la vie étudiante.



Le présent budget prévoit l'affectation d'une somme additionnelle de 465 millions de dollars pour élargir les programmes et l'aide financière aux étudiants.

Faisant fond sur les grandes améliorations apportées à l'aide financière aux étudiants au cours des trois dernières années, le présent budget prévoit trois initiatives de plus pour que l'éducation dans les collèges et universités soit plus abordable. Ensemble, ces nouveaux investissements aideront chaque année environ 550 000 étudiants à temps plein.

- 85 millions de dollars en 2008-2009, 130 millions de dollars en 2009-2010 et 170 millions de dollars par année à compter de 2010-2011, pour financer une nouvelle Subvention au titre des manuels scolaires et de la technologie. Cette mesure aidera à réduire les coûts chaque année pour environ 380 000 étudiants à temps plein au niveau universitaire et environ 170 000 au niveau collégial qui bénéficieront d'une subvention individuelle de 150 \$ cet automne, de 225 \$ à l'automne 2009 et de 300 \$ les années suivantes.
- 27 millions de dollars sur trois ans pour une nouvelle Subvention aux étudiantes et étudiants des régions éloignées versée chaque année pour aider les étudiants des collèges et universités qui habitent des régions rurales et éloignées à assumer les frais de transport.
- Près de 17 millions de dollars en 2007-2008 pour appuyer ACCELERATE Ontario, une initiative de MITACS (Les mathématiques des technologies de l'information et des systèmes complexes) et d'autres entreprises partenaires. Ce groupe créera un nouveau programme de stages de recherche afin d'organiser des stages pour des étudiants prometteurs de deuxième et troisième cycles dans des entreprises, et de permettre au secteur privé de bénéficier d'une recherche de pointe. Cet investissement aidera à fournir 250 bourses de recherche, chiffre qui atteindra 550 au cours de la troisième année de cette initiative.

Dans le présent budget, le gouvernement annonce également qu'il financera quatre nouvelles initiatives pour accroître la participation à l'éducation postsecondaire :

- Plus de 7 millions de dollars sur trois ans pour une Stratégie internationale de l'Ontario afin d'attirer des étudiants talentueux du palier postsecondaire de partout dans le monde, ce qui rehaussera le niveau d'excellence de la recherche dans les universités de l'Ontario et contribuera à la prospérité économique. Cette initiative comprend une nouvelle bourse de doctorat destinée aux étudiants étrangers et un Registre des écoles autorisées.
- Plus de 1 million de dollars sur trois ans à Avantage mondial, un programme qui organise des stages de formation et de travail dans des sociétés internationales pour les étudiants du palier postsecondaire qui sont les entrepreneurs de demain. Cette initiative aidera les jeunes Ontariennes et Ontariens de 19 à 29 ans à découvrir les possibilités et les difficultés inhérentes à la conduite des affaires sur les marchés internationaux et favorisera de bonnes relations d'affaires à long terme avec d'autres pays.
- Plus de 16 millions de dollars en 2007-2008, en plus des 2,9 millions de dollars déjà engagés, pour enrichir un programme des plus fructueux, Passeport pour ma réussite, afin d'augmenter le nombre de jeunes à risque finissant leurs études secondaires et se dirigeant vers des études postsecondaires ou directement vers le marché du travail. De nouveaux projets communautaires à Ottawa et à Kitchener, ainsi que deux à Toronto, bénéficieront de cette mesure.
- 3,5 millions de dollars à la Fondation Sciences Jeunesse Canada et 1,5 million de dollars à *Let's Talk Science* en 2007-2008 pour encourager les élèves des écoles secondaires à s'engager dans une carrière en sciences ou en technologie.

### **Aménagement de lieux propices à l'éducation et à la formation**

Dans le présent budget, le gouvernement prévoit des investissements en immobilisations de 970 millions de dollars pour la construction et la réfection des établissements d'éducation et de formation.

Il affecte 200 millions de dollars en 2007-2008 à l'entretien et à la réfection des installations des universités et 200 millions de dollars à la construction ou à l'expansion d'installations ou de centres de formation professionnelle dans le cadre du Programme d'investissement stratégique dans les immobilisations pour la formation professionnelle. Il fournit également 60 millions de dollars au cours des trois prochaines années au Fonds d'amélioration du matériel et des ressources dans les collèges, afin que les collèges disposent d'un matériel à la fine pointe de la technologie.

Le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* prévoyait un investissement en immobilisations de 464 millions de dollars pour les collèges et les universités de l'Ontario. Cette somme se répartissait ainsi :

- 264 millions de dollars pour des projets stratégiques d'immobilisations qui ont une incidence évidente sur la croissance économique et la compétitivité (voir les détails de cet investissement dans l'encadré qui suit);
- 200 millions de dollars pour une Stratégie de réfection des campus afin d'assurer la sécurité, l'efficacité énergétique et la modernisation des installations.

---

#### **RÉCENTS INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS POUR L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**

- 45 millions de dollars à l'Université Ryerson pour le Student Learning Centre (SLC)
  - 40 millions de dollars à l'Université de Windsor pour le Centre for Engineering Innovation (CEI)
  - 33,5 millions de dollars à l'Université Brock pour le Niagara Health and Biosciences Research Complex
  - 20 millions de dollars à l'Université York (campus de Glendon) pour le Centre d'excellence pour les études postsecondaires en français et bilingues
  - 18 millions de dollars à l'Université de Nipissing et au Collège Canadore pour le E-Learning Resource Centre
  - 16,5 millions de dollars à l'Université McMaster et au Collège Mohawk pour un programme de baccalauréat en technologie offert en partenariat
  - 91 millions de dollars pour 15 autres projets d'immobilisations
- 

Dans le présent budget, le gouvernement affecte 25 millions de dollars en 2007-2008 pour stimuler le soutien financier du secteur privé en vue d'établir la nouvelle Munk School of International Studies à l'Université de Toronto. Cet établissement aura un effet positif sur la capacité de la province de gérer la mondialisation et de créer de nouvelles possibilités de réussite dans l'économie mondiale.

Le présent budget prévoit également l'investissement de 19 millions de dollars en 2007-2008 pour favoriser les capacités de perfectionnement professionnel et de recherche dans le domaine des médias numériques, une industrie axée sur le savoir dans laquelle l'Ontario peut miser sur ses atouts actuels et créer de nouveaux emplois spécialisés :

- 10 millions de dollars à l'Université de Waterloo à Stratford pour la création d'un institut et centre de convergence sur les médias numériques;
- 9 millions de dollars à l'École d'art et de design de l'Ontario pour un laboratoire de recherche et d'innovation dans le domaine du design interactif et des médias numériques.

## II. Investir dans l'infrastructure pour accroître la vigueur de l'Ontario

---

### **Investissements importants dans l'infrastructure**

Dans le présent budget, le gouvernement annonce de nouveaux investissements de 1 milliard de dollars dans l'infrastructure municipale en 2007-2008.

Pour que l'Ontario soit compétitif dans l'économie mondiale et qu'il réalise pleinement son potentiel, il lui faut une infrastructure moderne qui favorise la productivité des entreprises, facilite la circulation rapide des personnes et des biens, et contribue à la qualité de vie de toute la population ontarienne. C'est la raison pour laquelle des investissements dans l'infrastructure font partie du plan économique en cinq points de l'Ontario. Pour de plus amples renseignements, voir la section B, *Des collectivités plus fortes : Investir dans l'infrastructure municipale et les collectivités*.

Le gouvernement modernise l'infrastructure provinciale par l'intermédiaire de ReNouveau Ontario, un plan quinquennal d'investissement dans l'infrastructure de 30 milliards de dollars. Ce plan finance les grands investissements dans les domaines d'importance capitale pour la population ontarienne : transports, santé, éducation et prospérité économique. Le gouvernement mettra en oeuvre un nouveau plan d'infrastructure de 60 milliards de dollars sur dix ans après que le plan ReNouveau Ontario sera achevé.

Les investissements dans l'infrastructure créent des emplois, améliorent l'accès aux marchés et favorisent les investissements des entreprises. Ils entraînent des avantages immédiats grâce à la création d'emplois et ils constituent le fondement de la croissance économique à long terme, puisqu'une infrastructure moderne est un facteur important pour attirer des investissements privés et des entreprises de calibre international.

De concert avec les municipalités, la province exhorte le gouvernement fédéral à investir dans l'infrastructure de l'Ontario, en particulier dans le plan Transports-Action 2020, une initiative du gouvernement de l'Ontario dotée de 17,5 milliards de dollars, dans le poste frontalier de Windsor, dans la Porte continentale et le Corridor de commerce Ontario-Québec, et dans le renforcement de l'infrastructure communautaire. Pour de plus amples renseignements, voir la section F, *Un solide partenaire fédéral : Aider les travailleurs et les industries de l'Ontario*.

### **Infrastructure électrique de l'Ontario**

#### ***Investissements dans de nouvelles sources d'approvisionnement en électricité***

Les investissements dans l'infrastructure électrique de l'Ontario sont indispensables pour appuyer et accroître la compétitivité économique de l'Ontario, réaliser les objectifs environnementaux et rehausser la qualité de vie dans la province. Le plan énergétique de 20 ans et les politiques du gouvernement jettent des bases qui assureront un approvisionnement d'électricité stable, abordable et fiable pour les deux prochaines décennies.

#### ***Conservation et aménagement de sources d'énergie plus verte et plus propre***

Le plan de 20 ans commence par des mesures visant à remplacer la production d'électricité par les centrales au charbon d'ici 2014, à réduire la demande en électricité de 6 300 mégawatts (MW), soit environ 20 % de la demande de pointe prévue, et à doubler l'utilisation de l'énergie renouvelable. Lorsque les centrales au charbon auront toutes été remplacées, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pourrait atteindre 30 mégatonnes, la plus importante mesure de réduction d'émissions au Canada.

Pour encourager la conservation d'énergie, le présent budget maintient l'exonération de la taxe de vente au détail sur les nouveaux appareils ménagers et ampoules ENERGY STAR<sup>®</sup> admissibles jusqu'à la fin d'août 2009, ce qui correspond à une économie de taxes de 37 millions de dollars en 2008-2009 et de 22 millions de dollars en 2009-2010 pour la population ontarienne.

Le gouvernement est déterminé à offrir au secteur de l'énergie renouvelable un système d'évaluation foncière équilibré et viable qui lui procure de la certitude tout en ne dissuadant pas les résidents de prendre des mesures pour fournir eux-mêmes de l'énergie propre. Le gouvernement consultera les municipalités, la Société d'évaluation foncière des municipalités (MPAC) et le secteur de la production d'énergie afin que l'application de l'impôt foncier aux installations de production d'énergie renouvelable continue d'être équitable et uniforme et qu'elle favorise le développement d'énergie verte. Les consultations se termineront vers l'automne 2008.

En novembre 2006, le gouvernement a établi le Programme d'offre standard en matière d'énergie renouvelable pour favoriser la mise en oeuvre de petites centrales fonctionnant à la biomasse ou à l'énergie éolienne, hydraulique ou solaire d'une capacité de moins de 10 MW chacune. Ce programme, qui est le plus important en son genre en Amérique du Nord, a été très bien accueilli par les producteurs d'électricité éventuels; en février 2008, des contrats avaient été signés pour 279 projets qui devraient entraîner la production de plus de 1 100 MW.

S'appuyant sur l'expérience acquise au cours des 18 premiers mois de fonctionnement du Programme, le gouvernement collaborera avec les organismes et intervenants du secteur de l'énergie en Ontario afin que l'efficacité, l'équité et l'efficacité de ce programme d'avant-garde en fassent un modèle pour les autres territoires de compétence. Le gouvernement collaborera également avec les intervenants afin que les projets d'énergie puissent commencer rapidement et que les processus d'approbation soient rapides et prévisibles.

Le gouvernement proposera également des mesures législatives pour assurer la transparence et l'équité dans l'application des normes de transport de l'électricité en Ontario.

### **Renouvellement du parc nucléaire de l'Ontario**

Un autre élément clé du plan énergétique du gouvernement échelonné sur 20 ans consiste à maintenir la capacité du parc nucléaire de la province à 14 000 MW. En mars 2008, le ministre de l'Énergie, l'honorable Gerry Phillips, a annoncé la prochaine étape de ce plan en mettant en oeuvre un processus concurrentiel et transparent de sélection de la technologie des nouvelles centrales nucléaires. Quatre fournisseurs reconnus à l'échelle internationale ont été invités à participer à ce processus. La décision sera prise en fonction de la meilleure technologie offerte au meilleur prix, qui procure le plus d'avantages et comporte le moins de risques pour les contribuables sur toute la durée de vie des nouvelles installations, y compris la capacité du fournisseur d'achever les travaux dans les délais prévus et dans les limites du budget établi et d'apporter des retombées économiques pour la province.

Conformément à la demande que le gouvernement lui a faite en juin 2006, l'Ontario Power Generation (OPG) mène des études de faisabilité à propos de la remise en état des centrales nucléaires existantes et elle a déposé une demande auprès de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement à un permis de préparation d'emplacement applicable à de nouveaux réacteurs nucléaires à la centrale nucléaire de Darlington. La société Bruce Power Limited Partnership a déposé sa propre demande auprès de la CCSN à l'égard de la préparation d'un emplacement.

L'industrie nucléaire sera mieux en mesure de répondre à la demande accrue de travailleurs spécialisés grâce au Plan d'action pour la connexion compétences-emplois, et plus particulièrement à une autre augmentation de 25 % des programmes d'apprentissage.

### III. Améliorer la compétitivité de l'Ontario

---

Une économie forte est une économie qui se renouvelle sans cesse face aux défis externes et à l'évolution de la conjoncture. L'économie de l'Ontario a traversé une période de profonds changements ces dernières années, pourtant elle est demeurée résiliente et continue à croître malgré les nombreux défis externes.

Dans le présent budget, le gouvernement annonce que le premier ministre McGuinty a demandé à Richard Florida, professeur en commerce et créativité à la Rotman School of Management, et à Roger Martin, doyen de la Rotman School of Management à l'Université de Toronto, d'entreprendre une étude de la composition changeante de l'économie et de la main-d'oeuvre de l'Ontario. MM. Florida et Martin examineront l'évolution passée et les tendances futures prévues qui ont une incidence sur l'Ontario, et ils recommanderont au gouvernement des moyens de faire en sorte que l'économie et la population de l'Ontario demeurent prospères et compétitives à l'échelle mondiale.

Le gouvernement recevra avec un vif intérêt les recommandations de MM. Florida et Martin.

#### Réduire les frais des entreprises de l'Ontario

Les atouts compétitifs de l'Ontario en font un endroit où il est avantageux pour les entreprises de s'installer et de créer des emplois. En effet, les entreprises de l'Ontario bénéficient d'une main-d'oeuvre bien formée et très instruite, d'un système de santé financé par les deniers publics, de la proximité des grands marchés et de l'excellence de l'infrastructure et des services publics.

Le gouvernement a déjà investi et continue d'investir dans les réductions d'impôts en faveur des entreprises. Cependant, le seul fait de réduire les impôts ne suffira pas à assurer la compétitivité d'une économie sur la scène mondiale. Selon une étude sur la compétitivité effectuée en 2006 par le cabinet KPMG, le total combiné de tous les impôts et taxes exigés par tous les ordres de gouvernement représentent seulement de 3 % à 13 % des frais associés à l'emplacement d'une activité commerciale. Comme l'indique le cabinet KPMG, « Pour choisir le site d'implantation qui lui convient le mieux, une entreprise doit tenir compte de facteurs économiques et autres », notamment le coût de revient, le contexte commercial, le coût de la vie et la qualité de vie<sup>1</sup>.

---

« La compétitivité n'est pas qu'affaire de facteurs de coûts ou de taux d'imposition. Certes, la qualité de l'environnement commercial est importante, mais aussi la qualité de l'environnement humain. Une collectivité doit développer le talent, retenir le talent et attirer le talent de partout dans le monde, c'est là le secret de la compétitivité. Pour ce faire, une collectivité doit exceller non seulement en ce qui concerne les facteurs durs mais aussi les facteurs mous, comme la culture, l'ouverture, la tolérance et la diversité, pour n'en nommer que quelques-uns. »  
(notre traduction)

Richard Florida, professeur en commerce et créativité, Rotman School of Management et auteur de *Rise of the Creative Class*

---

<sup>1</sup> *Choix concurrentiels : Le guide de KPMG sur les coûts des entreprises à l'échelle internationale - Édition 2006.*

Bien que le présent budget propose des mesures fiscales en faveur des entreprises dans le but de stimuler encore plus la croissance économique, la province attire des investissements parce que le plan économique de l'Ontario mise sur les autres avantages compétitifs de la province :

○ Une main-d'oeuvre spécialisée et très instruite :

- L'Ontario dispose d'un vaste réseau d'établissements d'éducation postsecondaire comprenant 19 universités et 24 collèges répartis dans toute la province.
- En Ontario, environ 60 % des personnes âgées de 25 à 64 ans ont un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires ou un grade universitaire, ce qui est le taux le plus élevé de scolarisation postsecondaire parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.
- Les universités ontariennes décernent plus de grades que les universités de toutes les autres provinces canadiennes. En 2005, environ 40 % des baccalauréats, des maîtrises et des doctorats acquis ont été décernés en Ontario.

○ Une infrastructure des transports moderne :

- Grâce au plan d'infrastructure ReNouveau Ontario, on prévoit les résultats suivants d'ici 2010 :
  - la réfection de 1 600 km de voies publiques et la construction de 130 km de nouvelles voies publiques dans le Sud de l'Ontario;
  - la construction et la réfection de 264 ponts dans le Sud de l'Ontario;
  - la réfection de 2 000 km de voies publiques et la construction de 64 km de nouvelles voies publiques dans le Nord de l'Ontario;
  - la construction et la réfection de 254 ponts dans le Nord de l'Ontario.
- Le plan d'action en matière de transport urbain rapide pour la région du grand Toronto et Hamilton, Transports-Action Ontario 2020, doté de 17,5 milliards de dollars, donnera les résultats suivants :
  - 902 km de nouvelles voies ou de voies améliorées de transport urbain rapide;
  - 800 millions de nouveaux déplacements en transport en commun par année, d'où 300 millions de déplacements en voiture de moins par année;
  - une réduction du smog et une diminution de 10 mégatonnes d'émissions de dioxyde de carbone d'ici 2020.

○ Des entreprises novatrices :

- Les investissements dans l'innovation permettent aux Ontariennes et aux Ontariens créatifs de transformer leurs idées en emplois dans les secteurs émergents.
- En 2005-2006, les initiatives appuyées par le ministère de la Recherche et de l'Innovation ont permis de recueillir d'autres sources des investissements de 314 millions de dollars et contribué à la création de 33 entreprises dérivées. Ces initiatives ont également aidé 10 500 personnes à acquérir des connaissances et des compétences d'un niveau plus élevé afin de pouvoir participer à la nouvelle économie.
- Grâce aux investissements de l'Ontario pour étendre son infrastructure publique des communications, les entreprises pourront mettre à profit les technologies et les services de pointe. Connexions rurales, un programme doté de 10 millions de dollars annoncé dans le budget de 2007, permet d'élargir à 18 municipalités l'accès aux services Internet à large bande.



○ Un système de santé universel à la fois efficace et accessible :

- Le système public de services de santé de l'Ontario réduit les coûts pour les entreprises qui veulent offrir à leurs employés des avantages sociaux en matière de santé. Il s'agit d'un important atout concurrentiel pour l'Ontario quand il s'agit de créer des emplois, surtout dans le secteur de la fabrication.
- Par l'intermédiaire de ReNouveau Ontario, le gouvernement apporte une aide financière à plus de 100 grands projets visant à améliorer et à agrandir des hôpitaux, ce qui leur permettra d'offrir de meilleurs services dans les secteurs où les besoins s'accroissent, ainsi qu'à moderniser les vieux hôpitaux, à améliorer l'accès aux services de santé et à réduire le temps d'attente.

○ Un système d'éducation de grande qualité, axé sur les résultats :

- La hausse du taux d'obtention d'un diplôme accroît la compétitivité de la main-d'œuvre spécialisée et la vigueur de l'économie ontarienne.
  - Depuis 2003-2004, le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires a augmenté de sept points de pourcentage pour atteindre 75 %, ce qui signifie que, chaque année, le nombre d'élèves qui obtiennent leur diplôme augmente de 10 500.
- Dans le cadre de ReNouveau Ontario, le gouvernement investit plus de 10 milliards de dollars pour rénover et agrandir les écoles et les établissements d'éducation postsecondaire, y compris 600 millions de dollars pour une importante augmentation des places dans les facultés de médecine et les programmes de deuxième et troisième cycles, ce qui entraînera :
  - Une augmentation de 15 % du nombre de médecins obtenant leur diplôme chaque année, à compter de 2011-2012;
  - 14 000 nouvelles places dans les programmes de deuxième et troisième cycles dans toute la province d'ici 2009-2010.

En poursuivant ses investissements dans tous ces secteurs qui font sa force, l'Ontario peut maintenir son niveau de vie élevé et son excellente qualité de vie, et se mesurer avec succès à n'importe quel territoire de compétence au monde.

## **Impôt ontarien sur les entreprises**

Le maintien d'un régime fiscal qui favorise les investissements et encourage la croissance économique ne peut que renforcer les avantages fondamentaux de l'Ontario.

Dans le présent budget, le gouvernement propose des mesures fiscales d'une valeur de 750 millions de dollars sur quatre ans visant à fournir un soutien aux entreprises, y compris celles du secteur manufacturier de l'Ontario. Ces investissements, qui commencent en 2007-2008, visent notamment ce qui suit :

- éliminer l'impôt sur le capital pour les sociétés exerçant leurs activités surtout dans les secteurs de la fabrication et des ressources, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007;
- prolonger le taux d'amortissement accéléré s'appliquant aux investissements faits avant 2012 pour des machines et du matériel de fabrication et de transformation, et adopter des mesures parallèles aux autres mesures d'amortissement annoncées dans le budget fédéral de 2008;
- accélérer la réduction des taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises pour les entreprises du Nord de l'Ontario;

- fournir une exonération de dix ans de l'impôt ontarien sur le revenu des sociétés aux nouvelles entreprises qui commercialisent des biens intellectuels élaborés par des universités, collèges ou instituts de recherche admissibles du Canada.

Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*.

Ces nouvelles mesures s'ajouteraient aux réductions d'impôt pour les entreprises se chiffrant à 1,1 milliard de dollars sur trois ans proposées dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* et résumées dans le tableau qui suit.

---

#### MESURES FISCALES POUR LES ENTREPRISES PROPOSÉES DANS *PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO DE 2007*

- Élimination de l'impôt sur le capital pour les sociétés exerçant surtout des activités dans les secteurs de la fabrication et des ressources à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.
  - Réduction de 21 % du taux de l'impôt sur le capital pour toutes les entreprises, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007, en vue d'une élimination totale en 2010.
  - Élargissement du taux d'imposition réduit applicable aux petites sociétés à un plus grand nombre de petites entreprises, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007.
  - Augmentation des taux du crédit d'impôt pour la production cinématographique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.
- 

Ces mesures fiscales proposées s'ajoutent aux mesures comprises dans le plan du gouvernement visant à éliminer l'impôt sur le capital pour toutes les sociétés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010 et à réduire les taux élevés de l'impôt scolaire applicable aux entreprises dans toute la province, réduction qui devrait se chiffrer à 540 millions de dollars en sept ans.

À l'heure actuelle, les taux combinés fédéraux-provinciaux de l'impôt sur le revenu des sociétés en vigueur en Ontario et applicables aux sociétés ordinaires et aux entreprises manufacturières sont près de sept points de pourcentage de moins que la moyenne des taux en vigueur dans les États des Grands Lacs, les principaux partenaires commerciaux de la province. En fait, le taux combiné de l'impôt sur le revenu des sociétés de l'Ontario applicable aux sociétés ordinaires et aux entreprises manufacturières est moindre que le taux combiné en vigueur dans chacun des 50 États américains.

### Modernisation de la réglementation

Le gouvernement modernise le régime réglementaire afin de renforcer la compétitivité de l'Ontario sur les marchés mondiaux et de répondre aux préoccupations soulevées par le monde des affaires. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a indiqué que la lourdeur des formalités administratives constitue un problème de taille pour bon nombre de petites et moyennes entreprises.

L'objectif de l'Ontario est d'être en tête de tous les territoires de compétence canadiens dans ses efforts pour mesurer et réduire le fardeau réglementaire. La modernisation de la réglementation ontarienne commencera par une initiative rigoureuse de « plafonnement et échange » relativement aux règlements du gouvernement, en vertu de laquelle lorsque de nouveaux règlements entrent en vigueur, d'autres doivent être éliminés.

Le gouvernement invitera aussi le monde des affaires et ses chefs de file à participer activement à l'amélioration du régime réglementaire ontarien afin d'arriver à des changements utiles. Ce partenariat contribuera aux initiatives portant sur les questions et secteurs prioritaires, afin que le gouvernement offre ses services de manière plus simple, plus rapide, plus intelligente et mieux intégrée.



---

## MODERNISATION DE LA RÉGLEMENTATION DE L'ONTARIO

### Services fiscaux de l'Ontario (ONT-TAXS)

Les Services fiscaux de l'Ontario (ONT-TAXS) offrent aux entreprises des façons souples, plus faciles et plus commodes de s'acquitter de leurs obligations fiscales, dont les suivantes :

- de nouvelles options libre-service sur Internet à partir du service ONT-TAXS en ligne pour déposer leurs déclarations, effectuer leurs paiements et voir leur compte;
- un seul numéro sans frais, qui remplace les 39 qui existent actuellement;
- un seul système informatique intégré pour appuyer la prestation de services à guichet unique;
- un seul numéro d'entreprise pour avoir accès à plusieurs comptes d'impôts;
- des lettres et des formulaires faciles à utiliser.

Ces initiatives de modernisation seront achevées en 2010 pour tous les programmes fiscaux administrés par l'Ontario.

### Mesure législative sur l'administration des taxes et impôts

Une loi sur l'administration des taxes et impôts regrouperait en un même texte législatif les règles administratives relatives aux taxes et impôts provinciaux que l'on trouve actuellement dans diverses lois, ce qui entraînerait une réduction du nombre de règlements.

Une telle mesure aurait pour effet de simplifier la réglementation pour les contribuables en offrant les avantages suivants :

- un seul point de référence;
- une réduction globale pouvant aller jusqu'à 25 % du nombre de mesures législatives en matière fiscale;
- l'uniformité des règles administratives;
- une chance de simplifier la formulation des textes législatifs.

Cette initiative n'en est qu'à ses débuts et on s'attend à ce qu'elle soit terminée à la fin de 2009.

### Impôt sur les sociétés

Grâce à l'administration fédérale des impôts ontariens sur les sociétés, il sera plus facile et moins coûteux pour les entreprises de respecter leurs obligations fiscales.

- Le transfert de l'administration des impôts sur les sociétés au gouvernement fédéral pour les années d'imposition se terminant après 2008 permettra aux entreprises ontariennes d'économiser jusqu'à 100 millions de dollars en frais administratifs.
- Les entreprises économiseront en plus 90 millions de dollars par année au titre de l'impôt ontarien sur le revenu des sociétés en raison de l'harmonisation de l'assiette fiscale visant les sociétés.
- Un seul formulaire de déclaration de revenus, un seul ensemble de règles, un seul processus de vérification et un seul processus d'appel : cette simplification des processus représente un avantage pour les entreprises de l'Ontario.

---

## IV. Renforcer un environnement propice à l'innovation

L'innovation est un facteur clé de la prospérité future de l'Ontario, un catalyseur de croissance dans tous les secteurs de l'économie. Elle constitue un élément essentiel du plan économique en cinq points de l'Ontario.

Dans le présent budget, le gouvernement propose des incitatifs fiscaux pour appuyer le démarrage et la croissance des entreprises novatrices (pour de plus amples renseignements, voir le chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*), dont les suivants :

- exonération pendant dix ans de l'impôt ontarien sur le revenu pour les nouvelles sociétés qui commercialisent de la propriété intellectuelle mise au point par des universités, des collèges ou des instituts de recherche admissibles au Canada;

- bonification du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario dont peuvent se prévaloir les petites et moyennes entreprises pour les activités de recherche scientifique et de développement expérimental admissibles en Ontario.

Le présent budget fait aussi état des nouveaux investissements de près de 300 millions de dollars du ministère de la Recherche et de l'Innovation qui mettent en valeur et appuient les forces d'innovation de la province :

- 250 millions de dollars seront affectés au cours des cinq prochaines années au Fonds pour la recherche en Ontario pour des investissements dans l'infrastructure de recherche, comme les laboratoires et le matériel, dans les établissements ontariens. Cette mesure aidera les établissements à obtenir au moins 375 millions de dollars du gouvernement fédéral, du secteur privé et d'autres sources, et à attirer et à retenir des chercheurs de talent. Le financement destiné à l'infrastructure de recherche sera guidé par les priorités de l'Ontario en matière d'investissement, comme la bioéconomie/la technologie propre, les technologies médicales évoluées et les industries de la création (p. ex. les médias numériques);
- 42,5 millions de dollars en investissements stratégiques pour stimuler l'innovation dans l'économie ontarienne, y compris :
  - des investissements visant le perfectionnement des compétences et l'augmentation de la capacité de recherche liée aux médias numériques : 10 millions de dollars à l'Université de Waterloo à Stratford et 9 millions de dollars à l'École d'art et de design de l'Ontario
  - 7,5 millions de dollars à l'Université Western Ontario pour appuyer la recherche interdisciplinaire dans les produits chimiques et les carburants issus des ressources agricoles, ce qui aidera l'Ontario à faire la transition vers une économie à faible empreinte carbone
  - 3,5 millions de dollars à la Fondation Sciences Jeunesse Canada et 1,5 million de dollars à l'organisme *Let's Talk Science*
  - 5 millions de dollars au District de la découverte MaRS pour appuyer ses initiatives de commercialisation
  - 6 millions de dollars afin d'élargir le Fonds pour les projets pilotes d'innovation, qui appuie la commercialisation et les projets de démonstration initiale des technologies, processus ou produits novateurs.

Ces investissements s'ajoutent à une initiative quinquennale de 150 millions de dollars annoncée récemment, le Programme d'investissement dans le secteur biopharmaceutique, un volet du Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents (FESE) doté de 1,15 milliard de dollars qui vise à attirer des investissements dans le secteur biopharmaceutique en Ontario.

En outre, le ministère de la Recherche et de l'Innovation met en oeuvre le Programme de collaboration stratégique, un autre volet du FESE, pour appuyer les partenariats dirigés par l'industrie et réunissant des entreprises, des chercheurs, des universités et des organismes à but non lucratif de l'Ontario dans certains domaines où la province excelle. Ce volet sera axé entre autres sur la bioéconomie et la technologie propre. La création de nouveaux produits, processus, technologies et industries écologiques créera de l'emploi dans un vaste éventail de compétences, d'occupations et de professions.

## V. Établir des partenariats clés afin de renforcer l'Ontario

---

Une autre dimension clé du plan économique en cinq points du gouvernement consiste à promouvoir et à appuyer les nouveaux investissements des entreprises grâce à des partenariats stratégiques avec l'industrie, les autres ordres de gouvernement, les autres territoires de compétence et les peuples autochtones.

Afin que l'Ontario puisse se mesurer à la concurrence mondiale croissante pour les nouveaux investissements des entreprises et les emplois, le gouvernement établira la société Investissement Ontario inc., un organisme indépendant, chargé de donner aux entreprises un accès rapide et efficace au soutien et aux services de développement économique. Le gouvernement pourra ainsi adopter des moyens plus stratégiques de cibler les marchés et les secteurs sur lesquels concentrer ses activités en matière d'investissements et de commerce. La société contribuera également à rehausser la notoriété de l'Ontario sur le plan international.

L'organisme, qui misera sur une solide coopération entre les secteurs public et privé, exercera les principales fonctions suivantes : attirer les investissements internationaux, promouvoir les exportations des petites et moyennes entreprises, intéresser les gens d'affaires immigrants, et conseiller le ministre du Développement économique et du Commerce concernant les tendances et intentions des investisseurs à l'échelle internationale ainsi que les débouchés possibles pour l'Ontario.

Le gouvernement va également de l'avant avec le Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents, doté de 1,15 milliard de dollars sur cinq ans. Le Fonds aidera les entreprises novatrices à réaliser les objectifs suivants :

- Obtenir de nouveaux investissements et emplois fondés sur le savoir en Ontario.
- Miser sur les points forts de l'Ontario dans les secteurs où la province est actuellement ou potentiellement un chef de file international.
- Soutenir la croissance et la réussite des entreprises à valeur ajoutée grâce au développement et à l'expansion de leurs marchés et exportations sur la scène internationale.
- Appuyer les partenariats publics-privés qui aideront l'Ontario à accroître son savoir-faire en matière d'innovation et de commercialisation.
- Appuyer le plan Ontario vert en réduisant la consommation d'énergie et les émissions de carbone.
- Améliorer la réputation de l'Ontario en tant que territoire de compétence concurrentiel sur la scène mondiale, capable de se mesurer à la concurrence et d'attirer les investissements internationaux.

Le Fonds comporte trois volets :

- Programme d'investissement dans le secteur biopharmaceutique, qui appuie l'expansion de la recherche et de la fabrication avancée par les sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie.
- Programme d'emplois et d'investissements, qui aide les sociétés d'un large éventail de secteurs à prendre de l'essor en Ontario et à mettre au point des produits novateurs pour les marchés internationaux.

- Programme de collaboration stratégique, qui appuie les initiatives de collaboration secteur public-secteur privé menées par l'industrie et axées sur l'augmentation du savoir-faire ontarien en matière d'innovation dans trois secteurs clés : la bioéconomie et les technologies propres, les technologies avancées dans le domaine de la santé, et les industries de la création comme celles des médias numériques et des technologies de l'information et des communications.

Pour aider les sociétés à lancer leur projet plus rapidement, le gouvernement s'engage à leur faire part de sa décision dans les 45 jours de la réception de toute proposition dûment remplie.

## Efforts d'écologisation de l'économie

En juin 2007, le premier ministre a annoncé des objectifs rigoureux en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES) pour faire passer les émissions de l'Ontario à un niveau inférieur de 6 % au niveau de 1990 d'ici 2014, de 15 % inférieur au niveau de 1990 d'ici 2020, et de 80 % inférieur à ce niveau d'ici 2050.

Deux initiatives joueront un rôle considérable dans la réalisation de ces objectifs. Premièrement, la fermeture de la centrale de production électrique au charbon Lakeview en 2005 et la promulgation d'un règlement interdisant l'utilisation du charbon pour produire de l'électricité dans les centrales de Nanticoke, d'Atikokan, de Lambton et de Thunder Bay après le 31 décembre 2014 devraient entraîner une réduction des émissions de GES pouvant atteindre 30 mégatonnes. Deuxièmement, l'initiative gouvernementale Transports-Action Ontario 2020, dotée de 17,5 milliards de dollars, favorisera la construction de 902 km de nouvelles voies ou de voies améliorées de transport rapide dans la région du grand Toronto et de Hamilton (RGTH), ce qui se traduira par une réduction de dix mégatonnes de plus des GES.

Le Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents n'est que l'un des nombreux programmes de l'Ontario qui reposent sur le postulat selon lequel tous les partenaires économiques, c'est-à-dire le gouvernement, les industries et les particuliers, ont un rôle à jouer pour lutter contre le changement climatique et s'y adapter, tout en profitant d'importantes possibilités économiques. Le gouvernement fait sa part. Dans le présent budget, il annonce les mesures suivantes qui renforcent ses investissements précédents :

- Affecter 100 millions de dollars à la restauration de logements sociaux dans les collectivités de toute la province. Les fournisseurs de logements pourraient utiliser ce financement pour améliorer le rendement énergétique de ces logements.
- Allouer 30 millions de dollars sur quatre ans afin d'appuyer les consultations menées par la Table du Nord au sujet de la planification de l'aménagement du territoire et la gestion des ressources sur une grande échelle dans le Grand Nord, un puits de carbone vital.
- Proposer l'exonération de la TVD sur les ampoules et les nouveaux appareils électroménagers ENERGY STAR® admissibles jusqu'à la fin d'août 2009.
- Verser 25 millions de dollars à l'égard de la création d'un centre de recherche et d'innovation en bioéconomie à Thunder Bay.
- Accorder 14 millions de dollars par année pour appuyer la stratégie *Cueillez la fraîcheur de l'Ontario!* et l'initiative des marchés de producteurs de l'Ontario afin d'encourager la population à acheter des produits locaux.
- Accorder 7,5 millions de dollars à l'Université Western Ontario afin de soutenir la recherche interdisciplinaire dans les produits chimiques et les carburants issus de ressources agricoles.

- Accorder près de 4 millions de dollars sur quatre ans afin de rehausser la conception, le suivi et la capacité de recherche du ministère de l'Environnement en ce qui a trait aux effets des changements climatiques.
- Consulter les municipalités, la Société d'évaluation foncière des municipalités (MPAC) et le secteur de la production d'électricité concernant la détermination de l'impôt foncier pour la production d'énergie renouvelable.

L'Ontario travaillera en étroite collaboration avec d'autres provinces, le gouvernement fédéral et le gouvernement d'États américains pour réduire les émissions de GES. La province agira également de concert avec l'industrie car, à long terme, l'innovation et la transformation de secteurs clés seront essentielles à l'établissement d'une économie prospère à faible empreinte carbone. Le gouvernement ontarien poursuivra son action au moyen de ses politiques et mesures visant la réduction des émissions de GES provenant des immeubles, de l'aménagement des terres, des transports et de l'industrie. Il facilitera aussi les gestes pris par les particuliers afin de réduire leur empreinte carbone grâce au Fonds d'écologisation communautaire et à des initiatives de sensibilisation du public.

La participation de l'Ontario à un vaste système nord-américain d'échange de droits d'émission (plafonnement et échange) est essentielle pour faciliter sa transition vers une économie à faible empreinte carbone mais, jusqu'à maintenant, aucun système harmonisé à l'échelle nord-américaine n'a vu le jour. Il en résulte que l'Ontario maintient des partenariats avec des provinces et États ayant des points de vue analogues aux siens afin d'élaborer des initiatives régionales comme la Western Climate Initiative (WCI), la Regional Greenhouse Gas Initiative (RGGI) et le Midwestern Greenhouse Gas Accord (MGGA). L'Ontario a entamé des discussions avec le Québec pour établir un système de plafonnement et d'échange. En outre, la province a un rôle d'observateur auprès de la WCI et de la RGGI et pourrait demander d'avoir ce rôle auprès du MGGA également.

## **Appui des possibilités pour les peuples autochtones de l'Ontario**

La création du ministère des Affaires autochtones, qui est dirigé par un ministre et un sous-ministre attitrés, est une étape importante pour l'établissement de relations plus suivies avec les peuples autochtones.

Le gouvernement consacrera environ 600 millions de dollars en moyenne par année à des initiatives pangouvernementales afin d'améliorer la qualité de vie des peuples autochtones. En voici des exemples :

- 300 millions de dollars pour les services aux enfants et les services sociaux
- 85 millions de dollars pour les services de santé
- 80 millions de dollars pour des initiatives liées à la justice et aux services policiers
- 45 millions de dollars pour des programmes d'éducation et de formation

Dans le cadre de cet appui, le gouvernement prendra notamment les mesures suivantes :

- hausser le financement du programme Akwe:go de 4 millions de dollars par année. Ce programme fournit aux enfants autochtones à risque vivant en milieu urbain et à leur famille des soutiens communautaires et pertinents sur le plan culturel tels que des cercles de soutien, du counseling individuel et des activités après l'école;
- affecter 5 millions de dollars de plus au cours de l'année scolaire 2008-2009 pour l'éducation autochtone. Ce financement accru soutiendra l'apprentissage et les résultats des élèves autochtones, et contribuera à faire mieux connaître la culture, l'histoire et les perspectives autochtones dans les écoles. Cette initiative table sur l'investissement de 13 millions de dollars dans la Stratégie d'éducation des Autochtones, qui vise l'amélioration du rendement des élèves des Premières nations, inuits et métis et qui a été lancée en janvier 2007;

- verser 1,5 million de dollars, montant qui donnera lieu à un versement de contrepartie de la Fondation des maladies du cœur de l'Ontario, pour l'établissement d'une chaire de recherche dans la santé des Autochtones et la santé en milieu rural à l'École de médecine du Nord de l'Ontario. Ce sera la première chaire du genre au Canada.

Le gouvernement est déterminé à travailler de concert avec les peuples autochtones de l'Ontario, qu'il s'agisse de personnes vivant dans une réserve ou non, pour multiplier leurs possibilités de développement économique et améliorer leur qualité de vie. Cela comprend la possibilité d'inviter les peuples autochtones à accroître la viabilité à long terme des collectivités, de l'économie et de l'environnement du Grand Nord, l'élaboration du Plan de croissance du Nord de l'Ontario et le recensement des propositions visant le partage des avantages découlant de l'exploitation des ressources naturelles.

Par l'entremise du ministère des Affaires autochtones, le gouvernement explorera des moyens d'établir des partenariats stratégiques avec les collectivités des Premières nations de l'Ontario aux fins d'éventuels projets d'énergie renouvelable. Par exemple, la province étudiera la faisabilité de fournir des garanties de prêt afin d'aider les entreprises des Premières nations à mettre sur pied des projets de production d'électricité de source renouvelable en Ontario.

---

### **PROGRÈS DANS L'ÉTABLISSEMENT DE NOUVEAUX LIENS**

Conformément à l'annonce du premier ministre en juin 2007, le mandat du ministère des Affaires autochtones comprend ce qui suit : collaborer avec le gouvernement fédéral au règlement rapide des revendications territoriales; instaurer un Fonds pour les nouvelles relations pour aider les collectivités autochtones à renforcer leurs compétences et leurs ressources afin de travailler plus harmonieusement avec les ordres de gouvernement; collaborer en vue de résoudre la question de l'utilisation future du parc provincial Ipperwash.

- Sous la houlette du ministère des Affaires autochtones, le gouvernement est en train de donner suite aux recommandations du rapport Linden, publié en mai 2007. Il assurera la gestion des terres comprises dans le parc provincial Ipperwash avec les Chippewas de Kettle et Stony Point et il constituera le Comité des priorités et du plan d'action de la Commission d'enquête sur Ipperwash, qui sera chargé de collaborer avec les Autochtones, les Premières nations et les Métis à l'évaluation des recommandations du rapport.

En février 2008, le gouvernement a ratifié l'Entente de partage des recettes de jeux avec les Premières nations de l'Ontario, qui prévoit plus de trois milliards de dollars sur 25 ans.

- L'Entente comprend un paiement immédiat de 201 millions de dollars en février 2008. Elle autorisera les Premières nations de l'Ontario à toucher 1,7 % des recettes de jeux dans la province à partir de 2011. Ces recettes, qui représenteront une source stable de revenus pour les Premières nations de la province, appuieront la santé, l'éducation, ainsi que le développement communautaire, économique et culturel.
-



## Nouveaux investissements dans les secteurs clés de l'Ontario

### Services financiers et services professionnels aux entreprises

Les services financiers et les services professionnels aux entreprises forment des secteurs importants de l'économie et ils contribuent grandement à la croissance et à la compétitivité de l'Ontario. Ensemble, ces deux secteurs représentent plus de 10 % du nombre total d'emplois. De 2000 à 2007, le nombre d'emplois dans ces secteurs a augmenté presque deux fois plus vite que dans l'ensemble de l'économie de l'Ontario, et il atteint plus de 700 000.

Toronto est le premier centre pour les affaires et les sièges sociaux financiers au Canada, et arrive au troisième rang des plus grands centres financiers en Amérique du Nord en termes d'emplois.

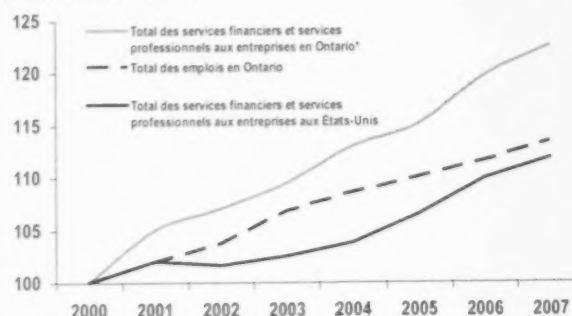
Le gouvernement entend faire ce qui suit :

- Mettre en oeuvre un cadre réglementaire de gestion prudente remanié pour les investissements des compagnies d'assurance de l'Ontario. Cela renforcera la capacité concurrentielle des mutuelles d'assurance qui offrent leurs produits en milieu rural et des autres assureurs ontariens, qui disposeront d'une marge de manoeuvre accrue quant aux types d'investissements qu'ils peuvent faire.
- Terminer l'élaboration de la réglementation pour mettre en oeuvre la modernisation et la rationalisation de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*, afin d'accroître la compétitivité de l'industrie.
- Proposer des modifications législatives visant à harmoniser davantage les approches dans l'ensemble des territoires de compétence en ce qui a trait à la réglementation des courtiers en valeurs mobilières, des conseillers et des gestionnaires de fonds de placement.
- Constituer un comité chargé de diriger le prochain examen de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario afin de veiller à ce que le système de réglementation soit de haute qualité et puisse renforcer l'application des dispositions législatives et la protection des investisseurs et consolider la position concurrentielle des marchés ontariens des valeurs mobilières.
- Offrir aux personnes âgées qui tirent un revenu de comptes ontariens immobilisés une plus grande souplesse et un accès accru à leurs fonds immobilisés. On harmonisera les règles actuelles s'appliquant aux comptes immobilisés et adoptées en vertu du règlement pris en application de la *Loi sur les régimes de retraite*, en permettant que les caractéristiques bonifiées du nouveau fonds de revenu viager (FRV), soit une hausse du retrait maximal et la possibilité de transférer une tranche de 25 % vers un compte non immobilisé, s'appliquent également à tout FRV ou fonds de revenu de retraite immobilisé (FRRI) résiduel.

Croissance de l'emploi dans les services financiers et services professionnels aux entreprises : plus rapide que dans l'ensemble de l'économie

Graphique 2

(Indice de l'emploi, 2000 = 100)



\*Comprend les services juridiques, comptables et consultatifs de gestion.

Sources : U.S. Bureau of Labor Statistics, Statistique Canada (Enquête sur la population active) et ministère des Finances de l'Ontario.

Il s'est créé dans le secteur torontois des services financiers plus de 50 000 emplois nets ces dix dernières années, plus que dans le secteur comparable de toute autre ville nord-américaine. Les services financiers forment un secteur clé fondé sur le savoir, puisque 70 % des employés de ce domaine à Toronto détiennent un diplôme d'études postsecondaires. Les travailleurs des services financiers gagnent en moyenne 30 % de plus que la moyenne des travailleurs de toutes les industries ontariennes.

Les services financiers et les services professionnels aux entreprises sont également essentiels à la croissance d'autres secteurs de l'économie. Ils permettent aux entreprises de toute taille d'obtenir des services consultatifs dans les domaines financiers et commerciaux ainsi que du financement. Il est important pour l'économie que ces secteurs clés renforcent leur compétitivité à l'échelle internationale en accroissant leurs capacités axées sur les connaissances dans les domaines de l'innovation, de l'éducation et de l'acquisition de compétences. Il importe tout autant que le gouvernement travaille de concert avec le secteur des services financiers pour que celui-ci puisse continuer à aller de l'avant, à croître et à attirer les ressources humaines et les sociétés financières les plus compétentes et les plus dynamiques du monde.

Le gouvernement continue à se faire le champion de l'établissement d'un organisme unique de réglementation des valeurs mobilières afin d'améliorer l'efficacité, l'intégrité et la compétitivité des marchés financiers canadiens. Un organisme unique de réglementation des valeurs mobilières aiderait le Canada à réaliser son plein potentiel économique.

### **Secteur du divertissement et de la création**

Le secteur ontarien des industries du divertissement et de la création est une pierre d'assise de la nouvelle économie novatrice. Il arrive au troisième rang en Amérique du Nord au chapitre du nombre d'emplois après la Californie et New York.

Dans le présent budget, le gouvernement augmente l'enveloppe du ministère de la Culture de 63 millions de dollars au cours des quatre prochaines années.

Le gouvernement propose également les mesures fiscales suivantes afin d'aider le secteur du divertissement et de la création (pour de plus amples renseignements, voir le chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*) :

- bonifications du crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques;
- exonération permanente de la taxe de vente au détail sur l'entrée dans les théâtres d'au plus 3 200 places qui présentent des spectacles devant un public.

Dans le présent budget, le gouvernement propose d'investir les sommes suivantes :

- 2,5 millions de dollars en 2007-2008 dans le Centre canadien du film pour l'aider à entreprendre la réparation cruciale de biens d'équipement et à aménager des installations améliorées pour la formation;
- 7 millions de dollars au cours des quatre prochaines années pour accroître la part du marché des produits numériques réalisés en Ontario et soutenir la réalisation de nouveaux produits pour les utilisations mobiles et en ligne, en donnant de l'expansion au Fonds pour les produits multimédias interactifs numériques de la Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario;
- 4 millions de dollars au cours des quatre prochaines années dans le Fonds international pour appuyer les coproductions, les initiatives de marketing et les tournées internationales ainsi que la participation culturelle aux foires et missions commerciales, afin de rehausser le profil des artistes et des industries culturelles de l'Ontario sur la scène mondiale.



Au cours des 12 prochains mois, le ministère de la Culture, le ministère de la Promotion de la santé et le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration mèneront des consultations auprès des principaux intervenants relativement à la conception d'un nouveau programme d'immobilisations, et aux critères applicables, afin d'étayer les atouts culturels et récréatifs des collectivités ontariennes et d'améliorer leur santé économique et sociale.

#### BONIFICATIONS DU SOUTIEN FISCAL POUR LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE ET TÉLÉVISUELLE ANNONCÉES DANS LE DOCUMENT *PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO DE 2007*

- Le taux du crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne (CIPCTO) passerait de 30 % à 35 % pour les dépenses de main-d'œuvre engagées après le 31 décembre 2007 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.
  - La prime régionale de 10 % demeurerait disponible pour les tournages à l'extérieur de la région du grand Toronto, et les producteurs qui en sont à leur première production resteraient admissibles à un taux bonifié de 40 % sur la première tranche de 240 000 \$ des dépenses de main-d'œuvre.
- Le taux du crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production (CIOSP) passerait de 18 % à 25 %, pour les dépenses de main-d'œuvre engagées par les productions étrangères après le 31 décembre 2007 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Le CIPCTO a fourni un montant évalué à 120 millions de dollars et le CIOSP a fourni un montant évalué à 37 millions de dollars en 2007 afin de contribuer à stimuler la croissance et la création d'emplois dans le secteur de la production cinématographique et télévisuelle de l'Ontario.

Le gouvernement travaille de concert avec l'industrie cinématographique afin d'explorer les moyens d'avancer du soutien financier aux producteurs au début des productions.

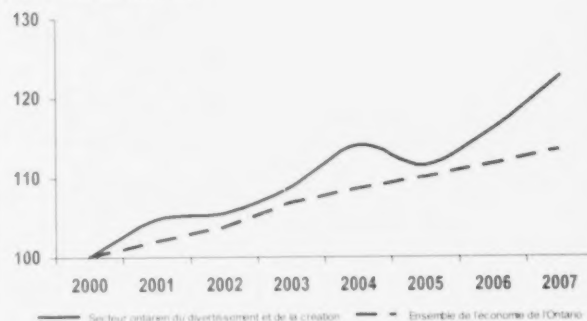
Le secteur ontarien du divertissement et de la création comprend les industries de la production cinématographique et télévisuelle, de l'enregistrement sonore, de l'édition, des nouveaux médias (p. ex., les effets spéciaux numériques et les produits interactifs comme les jeux vidéo et sur ordinateur), ainsi que les artistes indépendants, les auteurs, les musiciens et les cinéastes. La vigueur économique de ce secteur favorise la créativité et l'innovation dans la province, ce qui a pour effet de stimuler la croissance économique en attirant des entreprises, une main-d'œuvre compétente ainsi que des professionnels et des investisseurs ayant une mobilité élevée.

Entre 1999 et 2007, le secteur du divertissement et de la création de l'Ontario a présidé à la création de plus de 80 000 emplois nets en Ontario, ce qui représente une augmentation de 38,3 %, alors que la croissance de l'emploi dans l'ensemble de l'économie ontarienne pendant cette période s'est chiffrée à 17 %. En 2007, le secteur employait environ 292 000 personnes en Ontario, soit 4,3 % de la main-d'œuvre totale dans ce secteur au Canada.

Croissance de l'emploi dans le secteur du divertissement et de la création : plus rapide que dans l'ensemble de l'économie

Graphique 3

(Indice de l'emploi, 2000 = 100)



Sources : Statistique Canada (Enquête sur la population active) et ministère des Finances de l'Ontario.

## Tourisme

Afin de soutenir le tourisme en Ontario, le présent budget fait état de nouveaux investissements et d'une mesure fiscale proposée représentant au total 92 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2007-2008. Le gouvernement propose ce qui suit :

- Prolonger l'exonération de la taxe de vente au détail (TVD) pour les frais de marketing de destinations : 6 millions de dollars sur deux ans, soit jusqu'au 30 juin 2010. (Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*.)
- Investir 8 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour mener des recherches sur les nouveaux marchés touristiques, obtenir les renseignements nécessaires pour cibler notre stratégie touristique et nos investissements connexes, et déterminer les étapes nécessaires pour attirer un plus grand nombre de touristes en Ontario. Le 10 mars 2008, le gouvernement a annoncé que le député provincial de Vaughan, Greg Sorbara, présiderait cette nouvelle étude visant à intensifier la compétitivité de l'industrie touristique de l'Ontario.
- Investir 50 millions de dollars au cours des quatre prochaines années dans le marketing du tourisme et le Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals, afin d'appuyer les festivals et événements et de promouvoir l'Ontario comme destination touristique de premier plan.

Le tourisme est un volet important de l'économie ontarienne. En 2007, plus de 185 000 personnes travaillaient dans le secteur du tourisme en Ontario, ce qui représente 2,8 % du marché total de l'emploi de la province, et 37 % de l'ensemble des effectifs du secteur du tourisme au Canada.

La force du dollar canadien et le resserrement de la sécurité aux postes frontaliers ont créé des défis de taille pour le secteur du tourisme. Le nombre de touristes de l'étranger qui viennent en Ontario et dans les autres provinces a diminué de façon constante depuis 2001, principalement en raison d'une baisse du nombre de visiteurs en provenance des États-Unis. Toutefois, le nombre de touristes

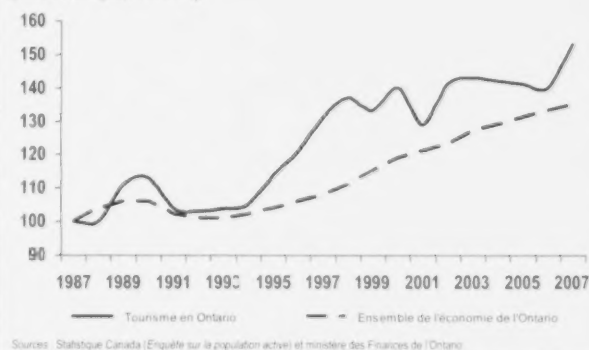
canadiens qui ont voyagé en Ontario au cours de la même période a augmenté de 2,3 %. Les Ontariennes et Ontariens qui prennent leurs vacances en Ontario jouent un rôle crucial dans l'industrie du tourisme. Ils ont été 6,7 % plus nombreux à le faire entre 2005 et 2007. Selon les données préliminaires des *Perspectives touristiques en Ontario 2007-2011* du ministère du Tourisme de l'Ontario, les touristes de l'Ontario ont effectué quelque 93 millions de visites et dépensé 9,5 milliards de dollars dans la province en 2007, ce qui représente 79 % du nombre total de visites et 52 % du total des dépenses des touristes en Ontario l'an dernier.

L'emploi dans le secteur touristique de l'Ontario continue à croître, malgré les défis qu'entraînent l'appréciation du dollar canadien et la diminution du nombre de touristes de l'étranger. En partie grâce au soutien du gouvernement, l'emploi dans ce secteur a affiché une croissance de 16,7 % au cours des dix dernières années. Quelque 15 000 emplois ont été créés dans le secteur ontarien du tourisme en 2007. De 2006 à 2007, le nombre d'emplois dans le secteur du tourisme en Ontario a augmenté de 9 % (comparativement à 5,21 % dans le reste du Canada).

Croissance de l'emploi dans le secteur du tourisme :  
plus rapide que dans l'ensemble de l'économie

Graphique 4

(Indice de l'emploi, 1987 = 100)



### **Secteur manufacturier**

Pour favoriser la modernisation des entreprises de la province, notamment celles du secteur manufacturier, le gouvernement propose d'appliquer des mesures fiscales représentant 750 millions de dollars sur quatre ans, à partir de 2007-2008 :

- Éliminer l'impôt sur le capital pour les sociétés exerçant leurs activités surtout dans les secteurs de la fabrication et des ressources, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007.
- Prolonger le taux d'amortissement accéléré s'appliquant aux investissements faits avant 2012 pour des machines et du matériel de fabrication et de transformation, et adopter d'autres mesures à cet égard semblables à celles qui ont été annoncées dans le budget de 2008 du gouvernement fédéral.
- Accélérer la réduction des taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises pour les entreprises du Nord de l'Ontario.

Ces mesures s'ajoutent à l'investissement de 1,1 milliard de dollars sur trois ans en soutien qui a été proposé dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*.

Le gouvernement fournit en 2007-2008 :

- 25 millions de dollars au secteur manufacturier pour des améliorations de productivité et des projets de conservation de l'énergie. Cette initiative sera menée sous l'égide des Manufacturiers et Exportateurs du Canada, avec l'aide de partenaires comprenant des fournisseurs d'énergie et l'Association canadienne de la technologie de l'information.
- Des investissements importants dans la formation, avec une nouvelle affectation de 25 millions de dollars à la Fondation Yves-Landry, de 22,1 millions de dollars à Toyota Motor Manufacturing Canada à Cambridge et de 5,6 millions de dollars à Chrysler Canada à Brampton, Etobicoke et Windsor.
- 5 millions de dollars à l'Ontario Chamber of Commerce pour le Global Expansion Program, qui aidera les entreprises à accroître leur accès aux marchés d'exportation.
- 500 000 \$ pour appuyer les activités du Conseil ontarien du secteur de la fabrication, y compris la facilitation, les études, la logistique et le rayonnement.

Le nouveau Centre ontarien des investissements et du commerce est une organisation de pointe née d'un partenariat entre l'Ontario, d'autres ordres de gouvernement, des organismes voués au développement économique et des associations de gens d'affaires. Officiellement inauguré le 4 février 2008, il rassemblera les renseignements dont les investisseurs ont besoin et aidera la province à se faire valoir comme le meilleur endroit où les entreprises peuvent s'établir, prospérer et créer de bons emplois.

Le gouvernement continue à soutenir les fabricants ontariens aux prises avec des défis économiques et à intervenir en leur faveur. Afin d'étoffer les avantages découlant de la Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe (SISFP), le gouvernement abaissera le seuil de la valeur des projets d'investissement admissibles à un minimum de 10 millions de dollars et à 50 emplois créés ou conservés. En outre, l'incitatif offert en vertu du programme sera augmenté et la proportion du prêt passera de 10 % à 30 %. Ces bonifications accroîtront l'accès à un plus grand nombre de projets envisagés par des petits et moyens fabricants de l'Ontario.

Les initiatives actuelles ont aidé le secteur manufacturier de l'Ontario à relever ces défis de la manière la plus efficace, c'est-à-dire en continuant d'investir dans de nouveaux produits, installations et équipements en vue d'accroître la compétitivité.

Ces importantes nouvelles mesures de soutien contribueront à fournir une aide réelle et immédiate aux fabricants dans toute la province.

---

## **RAPPORT RAMSAY SUR LES INITIATIVES À L'INTENTION DU SECTEUR MANUFACTURIER DE L'ONTARIO**

En novembre 2007, le premier ministre McGuinty a demandé à David Ramsay, adjoint parlementaire au premier ministre et député provincial de Timiskaming-Cochrane, de mener une recherche sur les défis auxquels fait face le secteur manufacturier de l'Ontario et sur les possibilités qui s'offrent à lui, et de fournir des conseils quant aux mesures à court terme que le gouvernement pourrait mettre en place pour aider ce secteur vital à prendre de l'expansion et à s'épanouir dans l'économie mondiale.

Après avoir mené des consultations auprès de l'industrie, M. Ramsay a communiqué des conseils au premier ministre et au ministre des Finances dans les principaux domaines suivants :

- Offrir des allègements fiscaux aux petites et moyennes entreprises (PME) du secteur manufacturier, qu'elles soient rentables ou non à l'heure actuelle.
- Fournir des ressources visant l'accroissement de l'innovation et de la productivité, ce qui comprend des activités de production allégée.
- Rehausser les compétences, y compris la formation en milieu de travail et l'apprentissage.
- Modifier la Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe afin de réduire le seuil d'admissibilité des projets et d'en élargir l'accès pour les PME.
- Accroître la présence des fabricants de l'Ontario, en particulier les PME, sur les marchés mondiaux.

M. Ramsay mentionne également l'importance d'un partenariat avec le gouvernement fédéral pour aider le secteur manufacturier en Ontario. Le gouvernement fédéral serait invité à faire ce qui suit :

- Augmenter considérablement son engagement financier à l'égard du Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile afin d'aider à soutenir les projets de recherche-développement d'envergure dans le secteur de l'automobile.
- Prolonger jusqu'en 2014 l'amortissement linéaire à un taux de 50 % des investissements effectués dans le matériel de fabrication.
- Appliquer le crédit d'impôt à l'investissement de 10 % qu'il applique pour la région de l'Atlantique à toutes les activités de fabrication partout au Canada, afin d'encourager les nouveaux investissements et de contribuer à égaliser les règles du jeu pour toutes les entreprises exerçant des activités au Canada.

Le gouvernement attend avec impatience le rapport complet de M. Ramsay au cours des prochains mois.

---

### **Petites et moyennes entreprises et entrepreneuriat**

Les petites et moyennes entreprises représentent un élément crucial de l'économie de l'Ontario. Elles bénéficieront d'un bon nombre des nouvelles initiatives visant le secteur manufacturier et des mesures fiscales qui sont proposées dans le présent budget. Le gouvernement fournit également un soutien direct au secteur des petites et moyennes entreprises. Dans le présent budget, il annonce ce qui suit :

- Le programme Avantage mondial, doté de 1,7 million de dollars sur quatre ans, pour faciliter les possibilités de travail et d'apprentissage à l'étranger offertes aux étudiants entrepreneurs du niveau postsecondaire. Ce programme favorisera également l'établissement de solides relations d'affaires futures à l'échelle internationale.

- Un investissement supplémentaire de 1 million de dollars dans les centres d'encadrement des petits entrepreneurs de l'Ontario, afin d'offrir du soutien aux entreprises en démarrage et aux petites entreprises pendant leurs premières années de croissance et d'activité.

Les petites et moyennes entreprises bénéficieraient des propositions visant l'élargissement de l'admissibilité aux taux d'imposition sur le revenu des petites entreprises rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2007 qui a été annoncé dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*. Parmi les allègements fiscaux dont profiteraient les petites et moyennes entreprises, mentionnons la hausse du taux des déductions pour amortissement, la bonification du Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario remboursable et les réductions accélérées de l'impôt scolaire applicable aux entreprises.

### **Secteur minier**

Pour contribuer au succès continu de l'industrie minière de l'Ontario, le gouvernement annonce ce qui suit dans le présent budget :

- 20 millions de dollars sur quatre ans pour appuyer la cartographie géologique, ce qui aidera le secteur de l'exploration minière de l'Ontario à repérer les régions ayant du potentiel économique;
- près de 7 millions de dollars sur quatre ans pour mettre en oeuvre la Stratégie ontarienne d'exploitation des minéraux, qui comprendra la modernisation de la *Loi sur les mines*.

L'industrie minière à l'échelle mondiale connaît actuellement un essor exceptionnel en raison d'une demande forte et soutenue. En 2007, la valeur des métaux, des minéraux non métalliques et des agrégats exploités en Ontario s'est élevée à environ 11 milliards de dollars, soit une hausse de plus de 1 milliard de dollars par rapport à 2006. En outre, Toronto fait partie des principaux centres financiers du secteur minier au monde, et plus de 1 200 sociétés minières sont cotées sur les marchés boursiers du Groupe TSX établis à Toronto.

Les dépenses de l'industrie au titre de l'exploration et de l'évaluation des gisements ont bondi en 2007, et on évalue qu'elles pourraient s'élever à 502 millions de dollars contre 347 millions de dollars en 2006. Les activités dans le secteur minier ont permis de découvrir de nouvelles réserves de minerai et de prolonger la vie de mines existantes. Les intentions de dépenser présentent une hausse additionnelle de 25 % et s'élèvent à 629 millions de dollars en 2008, en tête de tous les autres territoires de compétence au Canada.

### **Secteur forestier**

Le gouvernement est résolu à favoriser la transformation du secteur forestier de l'Ontario ainsi que sa forte compétitivité sur le marché international.

- En sa qualité de l'un des secteurs ontariens les plus exigeants en investissements, le secteur des produits forestiers bénéficierait des initiatives fiscales proposées dans le présent budget telles que l'élimination de l'impôt sur le capital pour les sociétés exerçant leurs activités dans les secteurs de la fabrication et des ressources, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007, la bonification des taux d'amortissement accéléré s'appliquant aux investissements faits pour des machines et du matériel de fabrication et de transformation, et l'accélération de la réduction de l'impôt scolaire applicable aux entreprises du Nord.
- Pour, d'une part, encourager les nouveaux investissements et une utilisation accrue des espèces de peuplier sous-utilisées et, d'autre part, appuyer les usagers actuels, le gouvernement propose de réduire de 2,76 \$ le mètre cube les droits de coupe pour le bois de peuplier, pour qu'ils correspondent à ceux du bouleau blanc, une mesure qui entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008 et dont la valeur est évaluée à 6 millions de dollars en 2008-2009. Les redevances au Fonds de reboisement et au Fonds de réserve forestier resteront en vigueur.

- Le gouvernement fixera des prix de la biofibre forestière qui encourageront une plus grande utilisation de cette ressource sous-utilisée pour la production d'énergie et d'autres bioproduits à valeur ajoutée. Il appuiera aussi la mise au point de nouvelles technologies, tout en veillant à ce que les utilisateurs continuent à contribuer au renouvellement et à la protection des forêts de l'Ontario. La biofibre comprend les cimes d'arbres, le bois de rebut et les arbres récupérés qui ne peuvent être mis en marché ou qui ne conviennent pas à une utilisation dans les produits forestiers classiques.
- Le gouvernement versera 25 millions de dollars à l'égard d'un centre de recherche et d'innovation en bioéconomie, qui sera établi à Thunder Bay et qui mènera des recherches de pointe sur la prochaine génération de produits de bois de valeur supérieure tels que le papier satiné servant à l'impression des encarts publicitaires pour les journaux.
- Le gouvernement affectera 15 millions de dollars sur quatre ans en vue de l'établissement d'un centre de gestion des espèces envahissantes à Sault Ste. Marie.

Le secteur forestier de la province emploie près de 67 000 personnes et il représente le pilier de nombreuses collectivités, particulièrement dans le Nord de l'Ontario. Il doit composer avec les défis que posent l'intensification de la concurrence mondiale, l'effondrement du marché du logement aux États-Unis et l'appréciation marquée du dollar canadien.

Grâce à l'aide des programmes ontariens existants, l'industrie marque des points dans la réduction des coûts de l'énergie qu'elle achète et l'exploitation de nouvelles sources de valeur provenant de la fibre de bois, à la faveur des investissements dans les installations de cogénération et la mise au point de biocombustibles tels que les granulés de bois.

L'Ontario continuera à faciliter l'amélioration du positionnement concurrentiel du secteur, tout en collaborant avec celui-ci et les collectivités tributaires de l'exploitation forestière, en vue d'une meilleure gestion de cette transition durant la période actuelle de faiblesse des marchés.

Depuis 2005, le gouvernement a annoncé le versement de plus de 1 milliard de dollars afin de soutenir le secteur des produits forestiers. Les programmes issus de ces investissements stimulent de nouveaux investissements dans les activités de cogénération et de fabrication à valeur ajoutée, et ils aident l'industrie à se repositionner sur le marché mondial.

### **Agriculture**

Le gouvernement aide les agriculteurs à rester concurrentiels dans un marché mondial en évolution rapide et à assurer leur viabilité future. Dans le présent budget, le gouvernement :

- accorde 56 millions de dollars sur quatre ans à la stratégie *Cueillez la fraîcheur de l'Ontario!* et à l'initiative des marchés de producteurs de l'Ontario afin d'encourager la population à acheter des produits locaux;
- soutient la recherche sur la santé animale et le Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario en fournissant 56 millions de dollars en 2007-2008 à l'Université de Guelph;
- soutient le Centre de recherche et d'innovation de Vineland en lui accordant 12,5 millions de dollars en 2007-2008, qui s'ajoutent au soutien accordé en 2006-2007; au total, le gouvernement a fourni 25 millions de dollars au Centre;



- propose d'élargir l'exonération des droits de cession immobilière dans les cas de cession de fermes familiales, de manière qu'elle s'applique aux cessions de sociétés agricoles familiales à des membres particuliers de la famille;
- soutient la recherche interdisciplinaire sur les produits chimiques et les carburants issus des ressources agricoles en accordant 7,5 millions de dollars en 2007-2008 à l'Université Western Ontario;
- accroît l'accès aux services à large bande dans le milieu rural du Sud de l'Ontario grâce à un financement annuel de 7,5 millions de dollars pendant quatre ans.

L'Ontario possède le plus grand secteur agricole du Canada, représentant 25 % des recettes nationales tirées de l'agriculture et de l'élevage en 2006. Ce secteur est hautement diversifié et il tire profit de la proximité des grands marchés, d'un climat favorable et de sols de qualité. L'agriculture employait environ 96 000 personnes en Ontario en 2007.

Récemment, certains secteurs agricoles ont dû composer avec des défis particuliers, comme l'augmentation du coût du carburant. Pour remédier à cette situation, le gouvernement a annoncé en 2007 de nouvelles mesures pour leur venir en aide. Le Programme de gestion des risques et le soutien accordé aux éleveurs de bétail et aux horticulteurs aident le secteur à relever les défis immédiats.

Il est prévu que les dépenses totales du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario s'élèveront à plus de 1,2 milliard de dollars au cours de l'exercice 2007-2008.

## **SECTION B DES COLLECTIVITÉS PLUS FORTES : INVESTIR DANS L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE ET LES COLLECTIVITÉS**

Le présent budget comprend 1 milliard de dollars en nouveau financement pour l'infrastructure municipale en 2007-2008 :

- 400 millions de dollars au Fonds pour les routes et les ponts municipaux visant les collectivités à l'extérieur de Toronto;
- 497 millions de dollars pour les transports en commun dans la région du grand Toronto et de Hamilton (RGTH) pour les projets entrepris par Metrolinx et d'autres priorités en matière de transports en commun;
- 100 millions de dollars pour des investissements dans l'infrastructure afin de restaurer les logements sociaux existants, y compris améliorer leur efficacité énergétique. Le gouvernement prévoit aussi rendre les principaux fournisseurs de logements sociaux du secteur public admissibles au programme de prêts de l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA) d'Infrastructure Ontario, lequel fournirait jusqu'à 500 millions de dollars en prêts économiques.

Ces investissements permettront de créer environ 10 000 emplois pendant les travaux de construction et s'appuieront sur de récentes initiatives, y compris l'Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale (IIIM) de 450 millions de dollars, laquelle a permis aux municipalités de faire une demande de financement pour les projets qu'elles jugent le plus prioritaires.

Les municipalités auront aussi la possibilité de bénéficier éventuellement de la *Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario* proposée (voir le chapitre II, *Perspectives économiques et plan financier de l'Ontario*).

### **Investir dans l'infrastructure municipale**

---

#### **Routes et ponts municipaux**

Les routes et ponts municipaux sont des composantes essentielles du réseau de transport de l'Ontario, car ils relient les collectivités et leur donnent accès à des possibilités économiques. Dans le présent budget, le gouvernement établit le nouveau Fonds pour les routes et les ponts municipaux, doté de 400 millions de dollars, qui aidera les municipalités de toute la province à investir dans des projets essentiels. Le financement sera affecté aux municipalités à l'extérieur de Toronto, selon leur part du réseau routier provincial relativement à la population. Ce nouvel investissement s'appuie sur la réussite d'un investissement semblable annoncé dans le budget de 2006.

La province investit 450 millions de dollars en 2007-2008 dans l'Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale (IIIM), soit le total des 300 millions de dollars annoncés dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* et des 150 millions de dollars annoncés lors de la conférence de l'Ontario Good Roads Association/Rural Ontario Municipal Association (OGRA/ROMA) de 2008. Ces investissements aideront les collectivités de la province à améliorer leur infrastructure, notamment les routes, ponts, réseaux d'adduction d'eau et d'égouts, et installations communautaires.



La province aide les municipalités à investir dans les routes et les voies publiques locales visées par le Programme des routes de raccordement aux routes principales, qui sont des routes municipales expressément conçues pour raccorder des routes provinciales. En 2006-2007, le Programme a permis d'investir 16 millions de dollars pour financer 37 projets. Dans son budget de 2007, le gouvernement a annoncé un investissement ponctuel supplémentaire de 25 millions de dollars pour aider à l'amélioration des voies publiques municipales. Dans le présent budget, la province affecte 16 millions de dollars au financement de 35 projets.

## **Transports en commun et transports régionaux**

L'efficacité et l'accroissement des transports en commun auront des avantages : réduction de l'engorgement routier; déplacement plus facile et plus rapide des gens et des biens; diminution du smog et augmentation de la salubrité de l'air que nous respirons; réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES); soutien du développement urbain durable. Tous ces éléments contribuent à des collectivités plus fortes et à une meilleure qualité de la vie.

Dans le présent budget, le gouvernement s'engage à verser du financement pour tous les projets recommandés aux termes de l'initiative Solutions rapides de Metrolinx. (Voir le tableau 1, *Projets de transports en commun de Metrolinx*.)

En tenant compte des engagements destinés aux transports en commun annoncés dans le présent budget, la province aura financé le tiers du coût de 360 nouvelles voitures de métro pour la Commission de transport de Toronto (CTT) et l'infrastructure nécessaire pour accroître la capacité de la ligne de métro Yonge.

## Projets de transports en commun de Metrolinx

Tableau 1

		Investissement provincial (En millions de dollars)
<b>Hamilton</b>	Amélioration de la ligne B, corridor King-Main	17,4
	Amélioration de la ligne A, corridor James-Upper James avec service vers l'aéroport international de Hamilton	12,4
	Gare GO/VIA, rue James Nord, porte d'entrée vers Niagara	3,0
<b>Peel</b>	Amenagement des couloirs de transport prioritaires de Dundas et Hurontario	26,5
	Gare multimodale Pearson-Renforth (Mississauga Transitway)	39,0
	Améliorations de GO Transit à Bolton	0,6
<b>Halton</b>	Service d'autobus rapides de la rue Dundas	57,6
<b>York</b>	VIVA, route 7 – De Pine Valley Drive jusqu'à Kennedy Road	52,0
	VIVA, rue Yonge – Du centre de Richmond Hill jusqu'à la 19 <sup>e</sup> Avenue	19,0
	VIVA, rue Yonge – De la 19 <sup>e</sup> Avenue jusqu'à Newmarket	29,0
<b>Durham</b>	Service d'autobus rapides de la route 2	82,3
	Gare de Cornell	5,6
<b>Toronto</b>	Début du projet de la CTT de système léger sur rail (SLR) Transit City	7,1
	Amélioration de la capacité de la ligne de métro Yonge	293,0
	Service d'autobus rapides Yonge-Finch-Steeles	5,7 <sup>1</sup>
<b>Interrégional</b>	Expansion du transport à bicyclette : nouveaux supports à bicyclettes sur les véhicules de transport en commun municipaux et aires de rangement des bicyclettes dans les gares du réseau de GO Transit	5,0
	Expansion du parc ferroviaire de GO Transit : ajout de 20 voitures voyageurs à double niveau pour le corridor Lakeshore	60,0
	Autobus à deux étages de GO Transit : 10 nouveaux autobus à deux étages de banlieue pour le corridor de l'autoroute 407-403 et vers l'Université York	9,0
	Expansion du réseau de voies ferrées de GO Transit : nouvelles sections de dépassement dans les corridors Bradford et Stouffville de GO Transit	20,0
<b>Total<sup>2</sup></b>		744,2

<sup>1</sup> Financement déjà accordé à la ville de Toronto au titre de la part provinciale du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.<sup>2</sup> Financement versé aux termes du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*, du budget de 2008 et du plan d'infrastructure ReNouveau Ontario.

Afin d'assurer le déplacement plus efficace des gens et des biens, le gouvernement a récemment annoncé le volet Transports-Action Ontario 2020, un plan d'action visant les transports en commun rapides dans la RGTH. Dans le cadre de cette initiative pluriannuelle, dotée de 17,5 milliards de dollars, on propose de mettre en œuvre 52 projets de construction ou d'amélioration de 902 km de voies de transports en commun rapides. On s'attend à ce que cela crée plus de 175 000 emplois pendant les travaux de construction.

La province s'est engagée à fournir 11,5 milliards de dollars du financement des projets de Transports-Action Ontario 2020 et a demandé au gouvernement fédéral de fournir au moins 6 milliards de dollars. Pour assurer la réalisation optimale du plan, il faudra que le gouvernement fédéral apporte un nouvel appui financier à long terme allant au-delà des initiatives en matière d'infrastructure annoncées dans ses récents budgets.

Dans le cadre de Transports-Action Ontario 2020, le gouvernement étendra le service de GO Transit à l'est d'Oshawa.

Metrolinx élabore un plan de transport régional pour la RGTH. Ce plan visera à améliorer la coordination et l'intégration de tous les modes de transport dans la région. Il comprendra aussi les recommandations formulées par Metrolinx concernant le volet Transports-Action Ontario 2020, en particulier la sélection, l'établissement des priorités et le calendrier des projets prévus dans le plan.

Pour améliorer l'intégration des services de transports en commun dans la région du grand Toronto (RGT), la province soutient également l'instauration de la Carte Presto, la nouvelle carte de transport en commun régionale.

La province continuera d'affecter au transport en commun les recettes provenant de la taxe sur l'essence, soit au total 314 millions de dollars en 2008. Ces recettes seront versées à 86 réseaux de transports en commun desservant 108 collectivités de la province. En outre, le Programme ontarien de remplacement des autobus permet aux réseaux de transports en commun municipaux d'acquies des autobus plus neufs et plus accessibles.

En plus de ses investissements, le gouvernement rend la planification des projets de transports en commun plus efficace grâce à des plans visant à ramener à six mois la durée du processus d'évaluation environnementale concernant ces projets.

GO Transit fait partie intégrante du réseau de transports de la région du grand Toronto, de la ville de Hamilton ainsi que des comtés de Simcoe, de Dufferin et de Wellington, et transporte plus de 48 millions de passagers par année. En 2007, GO Transit a ouvert deux nouvelles gares : Lisgar et Barrie South. Le présent budget comprend de nouveaux fonds destinés à des investissements dans l'infrastructure de GO Transit. Ces investissements amélioreront les services, moderniseront l'infrastructure et répondront aux préoccupations qu'a soulevées le vérificateur général dans son rapport annuel de 2007. Les investissements clés sont les suivants :

- 382 millions de dollars en 2008-2009 pour des projets de restauration, notamment des améliorations aux installations de GO Transit à la gare Union et dans d'autres gares du réseau ainsi que le remplacement et le renouvellement du matériel de GO Transit;
- 166 millions de dollars au cours des cinq prochaines années afin d'élargir le service d'autobus rapides de GO Transit, notamment l'achat de nouveaux autobus à deux étages, l'aménagement d'installations d'entretien des autobus, des investissements complémentaires liés au service d'autobus rapides dans le réseau Transitway à Mississauga, et la création d'une plateforme de correspondances interrégionale à la station de métro Kipling;
- 89 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour des projets de GO Transit relevés par Metrolinx, notamment l'achat de 20 nouvelles voitures voyageurs à double niveau et de dix nouveaux autobus à deux étages et l'expansion des voies ferrées dans certains couloirs ferroviaires de GO Transit.

De plus, la province reste déterminée à améliorer le réseau de transports en commun de la ville d'Ottawa en collaboration avec ses partenaires municipaux et fédéraux. La province examinera la vision que l'on a récemment publiée concernant les transports en commun à Ottawa et évaluera avec la ville et le gouvernement fédéral les prochaines mesures à prendre. Elle reste déterminée à investir 200 millions de dollars dans les transports en commun à Ottawa.

La région de Waterloo compte parmi les collectivités les plus novatrices et dont la croissance est la plus rapide en Ontario. Le gouvernement est résolu à collaborer avec les pouvoirs publics locaux et régionaux et le gouvernement fédéral en ce qui concerne la réalisation des études techniques et de l'évaluation environnementale liées à un nouveau projet de transports en commun rapide dans cette région et à financer jusqu'à deux tiers des coûts de ce projet.

### **Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale (IIIM)**

La province investit 450 millions de dollars dans l'IIIM en 2007-2008, soit 300 millions de dollars annoncés dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* et 150 millions de dollars annoncés lors de la conférence de l'OGRA/ROMA de 2008. L'IIIM mise sur la réussite de l'Initiative d'investissement dans l'infrastructure rurale (IIR) de l'an dernier. Les critères d'admissibilité de l'IIIM ont également été élargis : 462 municipalités et régies locales des services publics ont présenté une demande à l'IIIM, comparativement à 358 pour l'IIR. Dans le cadre de l'IIIM, les municipalités pouvaient faire une demande pour un projet d'infrastructure choisi en fonction de leurs propres priorités. Plus de 80 % des demandes visaient des projets dans les domaines suivants : routes et ponts, réseaux d'adduction d'eau et d'égouts, culture et loisirs. Les subventions seront annoncées d'ici le 31 mars 2008.

### **Logement abordable**

Dans le présent budget, le gouvernement fait un nouvel investissement de 100 millions de dollars pour restaurer les logements sociaux existants, y compris améliorer leur efficacité énergétique.

Le gouvernement entend élargir l'admissibilité au programme de prêts de l'OSIFA afin d'inclure les principaux fournisseurs de logements sociaux du secteur public. Ceux-ci pourraient avoir accès à au plus 500 millions de dollars sous forme de prêts économiques qui les aideraient à faire les investissements nécessaires dans l'infrastructure de logement social. La province collaborera également avec des spécialistes du logement social pour améliorer la gestion des biens dans ce secteur.

Le plan de la province visant à offrir aux familles et aux personnes de l'Ontario un plus large éventail d'options en matière de logement abordable avance bien. Aux termes du Programme Canada-Ontario de logement abordable mis en place en 2005, la province s'est engagée à verser 301 millions de dollars afin de créer de nouveaux logements locatifs et logements avec services de soutien et d'aider les familles et les personnes à faible revenu à acheter un nouveau logement.

## Réseaux d'adduction d'eau et réseaux d'égouts

La nouvelle IIM de 450 millions de dollars devrait permettre de fournir un financement important aux projets municipaux visant les réseaux d'adduction d'eau et d'égouts.

Dans le cadre de l'IIM de l'an dernier, 56 millions de dollars ont été affectés par suite de demandes de projets touchant les réseaux d'adduction d'eau et d'égouts. Le gouvernement, de concert avec son partenaire fédéral, investit près de 380 millions de dollars dans les réseaux d'adduction d'eau et d'égouts de 60 municipalités par l'entremise du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario (FIMRCO). Aux termes du programme de prêts de l'OSIFA d'Infrastructure Ontario, 1,1 milliard de dollars ont été affectés à des projets de réseaux municipaux d'adduction d'eau et d'égouts depuis 2003.

## Partenariats en matière de financement municipal

Infrastructure Ontario s'occupe de gérer la réalisation des projets de diversification des modes de financement et de l'approvisionnement de la province et d'administrer les prêts consentis aux municipalités et à d'autres organismes pour des investissements dans l'infrastructure.

En plus de rendre admissibles au programme de prêts de l'OSIFA d'Infrastructure Ontario les principaux fournisseurs de logements sociaux du secteur public, le gouvernement accepterait les demandes de prêt des régies locales des services publics et des instituts professionnels publics sans but lucratif d'enseignement des arts en Ontario.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement s'est engagé à fournir près de 2,8 milliards de dollars en financement à faible taux d'intérêt et à long terme à près de 200 municipalités et autres organismes du secteur public dans le cadre du programme de prêts de l'OSIFA. Grâce aux 1,6 milliard de dollars avancés jusqu'à maintenant, près de 700 projets d'infrastructure ont été lancés pour appuyer des priorités dans divers domaines : eau saine, traitement des eaux usées, gestion des déchets, amélioration des routes et des ponts, installations d'enseignement et d'apprentissage, installations de loisirs et de sports.

## Investir dans l'infrastructure économique

---

### Passage frontalier à Windsor

Le commerce international fait partie intégrante de la prospérité économique de l'Ontario et du Canada. Le gouvernement est déterminé à faire en sorte que le commerce avec les États-Unis passant par les frontières, portes d'entrée et corridors commerciaux de l'Ontario reste efficient et ininterrompu.

Le gouvernement collabore avec le gouvernement fédéral et ses partenaires américains à l'instauration d'une stratégie visant la création d'un nouveau passage frontalier et l'aménagement de l'infrastructure nécessaire à la porte d'entrée Windsor-Détroit. Cette initiative, appelée l'étude sur le passage frontalier international de la rivière Détroit, devrait donner lieu au printemps 2008 à des recommandations relatives à un nouveau système de transport qui favorisera le déplacement sécuritaire, efficient et ininterrompu des personnes et des biens à la frontière canado-américaine. Ce système soutiendrait les économies de la région de Windsor-Essex, de l'Ontario, du Michigan, du Canada et des États-Unis.

On s'attend à ce que les recommandations portent sur l'emplacement et la conception d'un nouveau passage de la rivière, de la route d'accès et du complexe douanier. Le gouvernement fédéral dirige l'aménagement du nouveau passage de la rivière et du nouveau complexe douanier, et a prévu un montant initial de 400 millions de dollars dans le cadre de son engagement d'assumer la moitié du total des coûts d'immobilisation admissibles des projets de route d'accès.

Dans le cadre du processus d'évaluation environnementale, on a presque terminé la sélection de l'option préférée concernant la route d'accès. On prévoit que les travaux de construction commenceront en 2009. L'Ontario financera entièrement sa part des coûts du raccordement final proposé entre l'autoroute 401 et le nouveau passage frontalier. Les fonds nécessaires aux coûts du projet sont prévus dans le plan d'infrastructure de dix ans du gouvernement. De plus, les travaux de construction liés au projet, qui est le plus important projet d'infrastructure mis en oeuvre au Canada et aux États-Unis, généreront des milliers d'emplois à Windsor. Des précisions seront annoncées au cours des prochaines semaines.

Ce projet inclura des installations sans précédent pour rehausser la qualité de vie des habitants de la région de Windsor-Essex, tout en assurant la fluidité de la circulation routière.

### **Routes**

Le présent budget inclut un nouveau financement de 448 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour accélérer les projets de réfection des ponts faisant partie du réseau routier provincial. Grâce à cet investissement, on s'attend à pouvoir réparer plus de 100 ponts en plus de ceux visés par le plan ReNouveau Ontario.

Grâce au plan d'infrastructure quinquennal ReNouveau Ontario, le gouvernement investit plus de 3,4 milliards de dollars pour améliorer le réseau routier provincial dans le Sud de l'Ontario et 1,8 milliard de dollars dans le Nord. En 2008-2009, le gouvernement investira 927 millions de dollars dans le Programme des routes du Sud de l'Ontario et 557 millions de dollars dans le Programme des routes du Nord de l'Ontario.

Divers nouveaux projets d'amélioration de la sécurité du réseau routier dans le Nord de l'Ontario sont également ajoutés au plan ReNouveau Ontario. Ces projets viseront les principaux corridors, notamment la route 17 à l'est et à l'ouest de Thunder Bay, l'autoroute de Thunder Bay, la route 17 près de North Bay, et la route 11 au nord de North Bay. Ces travaux serviront à l'ajout de nouvelles voies de dépassement, à l'amélioration de carrefours et de virages, à l'éclairage et à l'installation de panneaux à messages variables. Un autre nouveau projet prévoit l'augmentation de la capacité de la route 17 près d'Arnprior dans l'Est de l'Ontario pour répondre à la circulation croissante et améliorer la sécurité.

La province fait de bons progrès pour ce qui est de réaliser son plan visant à terminer d'ici 2013 le prolongement de l'autoroute 407 vers l'est, depuis Brock Road à Pickering jusqu'à la route 35/115 à Clarington. Les travaux liés au processus d'évaluation environnementale, notamment la conception du tracé, sont en cours.

### Une excellente qualité de vie dans les régions rurales et du Nord

Des collectivités fortes et dynamiques dans les régions rurales et le Nord sont importantes au succès économique de l'Ontario et à la qualité de la vie dans la province. Ces régions ont de nombreuses possibilités de contribuer à la nouvelle économie novatrice de l'Ontario, mais elles font également face à des difficultés particulières nécessitant des mesures ciblées et coordonnées. C'est pourquoi le gouvernement collabore avec les collectivités et les intervenants pour leur fournir les possibilités et les outils dont ils ont besoin pour s'assurer un avenir prospère.

Dans son budget de 2007, le gouvernement annonçait la nomination de Robert Rosehart au poste de facilitateur économique pour la région du Nord-Ouest de l'Ontario. Il était chargé de collaborer avec les personnes et entreprises locales pour susciter une nouvelle ère de croissance dans la région. Le gouvernement désire remercier M. Rosehart de son bon travail à cet égard et espère pouvoir bientôt examiner son rapport et ses recommandations.

### Créer des possibilités dans le Nord de l'Ontario

En plus d'investissements dans les secteurs de l'éducation et de la santé, le présent budget annonce l'affectation de 508,7 millions de dollars sur quatre ans à des initiatives stratégiques visant à créer des possibilités dans les collectivités du Nord et à assurer la place de cette région dans la nouvelle économie ontarienne, notamment :

- 302 millions de dollars au cours des quatre prochaines années pour de nouveaux investissements dans les routes du Nord (voir *Routes*);
- augmentation de 10 millions de dollars par année du financement de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO), qui passera de 60 millions de dollars en 2007-2008 à 100 millions de dollars en 2011-2012. La SGFPNO travaille avec des entrepreneurs, des collectivités et des entreprises du Nord pour appuyer des projets d'infrastructure communautaire et de développement économique essentiels qui créent des emplois et améliorent la qualité de vie dans le Nord;
- 30 millions de dollars sur quatre ans pour appuyer les consultations par l'entremise de la Table du Nord sur des activités durables d'aménagement du territoire et de gestion des ressources dans le Grand Nord, un puits de carbone vital. Un puits de carbone, par exemple une forêt, est un réservoir pouvant absorber ou « piéger » le dioxyde de carbone de l'atmosphère;
- 25 millions de dollars pour soutenir la création d'un centre de recherche et d'innovation en bioéconomie axée sur la foresterie à Thunder Bay;
- 15 millions de dollars sur quatre ans pour appuyer la création d'un centre de gestion des espèces envahissantes à Sault Ste. Marie;
- 9,7 millions de dollars pour compléter les 14,7 millions de dollars que l'Ontario s'est engagé à affecter pour établir le Centre de recherche en médecine moléculaire à Thunder Bay;
- affectation de 27 millions de dollars sur trois ans à la nouvelle Subvention aux étudiantes et étudiants des régions éloignées, qui permet aux étudiants des régions rurales et éloignées d'assumer leurs frais de déplacement.



Le présent budget accélère la réduction des taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises du Nord annoncée dans le budget de 2007. Les taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises seront réduits plus rapidement dans 85 municipalités du Nord, ce qui profitera à plus de 30 000 entreprises de toutes tailles. Les entreprises du Nord bénéficieront ainsi de la réduction complète des taux d'ici 2010, soit quatre ans plus tôt que ce qui avait été originellement annoncé. Ces réductions représenteront pour ces entreprises plus de 70 millions de dollars d'économie au cours des trois prochaines années.

Le gouvernement collabore aussi avec les Premières nations et les intervenants du Nord concernant le Plan de croissance du Nord. Celui-ci visera à réaliser une croissance durable et à créer des possibilités économiques et un éventail de modes de vie qui inciteront les jeunes de la province à vivre, à travailler et à élever une famille dans le Nord.

### **Créer des possibilités dans les régions rurales de l'Ontario**

Afin d'étoffer davantage les possibilités de croissance et de favoriser une excellente qualité de la vie dans les collectivités rurales de l'Ontario, le présent budget annonce ce qui suit :

- 30 millions de dollars sur quatre ans pour améliorer l'accès à large bande dans les régions rurales du Sud de l'Ontario en misant sur les investissements d'entreprises privées et de partenaires du secteur public dans l'infrastructure à large bande pour accroître et améliorer l'accès aux services publics comme l'apprentissage en ligne, la cybersanté et la prestation de services gouvernementaux en direct;
- augmentation de 30 millions de dollars sur quatre ans du financement destiné au Programme de développement économique des collectivités rurales;
- 53 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour accroître de 50 d'ici 2011-2012 le nombre d'équipes Santé familiale dans les collectivités rurales et insuffisamment desservies.

Dirigé par le ministère du Développement économique et du Commerce, le gouvernement travaille aussi avec des intervenants pour établir le Fonds de développement économique de l'Est de l'Ontario. Par l'entremise de ce fonds, le gouvernement accordera du financement pour l'investissement des entreprises et le développement économique dans la région. Quant à elles, les collectivités rurales bénéficieront, d'une part, d'initiatives visant à soutenir des secteurs clés comme la fabrication, l'agriculture et la foresterie et, d'autre part, de l'engagement qu'a pris la province de développer la bioéconomie.

Le 25 février 2008, le gouvernement a annoncé qu'il allait investir 150 millions de dollars supplémentaires dans l'IIIM déjà en place et dotée de 300 millions de dollars. L'IIIM vise à fournir aux municipalités de la province à l'extérieur de Toronto du financement pour construire et réparer des routes, ponts et autres installations publiques.

Les collectivités rurales bénéficieront aussi du nouveau Fonds pour les routes et les ponts municipaux de 400 millions de dollars.

Ces nouvelles initiatives s'appuient sur les investissements actuels, en milieu rural, dans la santé, l'éducation, l'infrastructure, le soutien aux principaux secteurs industriels et les nouvelles possibilités économiques.

---

## RÉALISATIONS

- 298 millions de dollars dans le cadre du FIMRCO afin de contribuer à financer 280 projets d'infrastructure, dont un programme de gestion des biens pour aider les collectivités rurales et de petite taille à améliorer leur capacité de gérer les biens d'infrastructure
  - Investissements pour aider les municipalités rurales et de petite taille à établir une infrastructure locale fiable et sûre. Cela comprend 140 millions de dollars aux termes de l'IIIR pour des projets critiques relevés par les collectivités
  - Financement pour 68 hôpitaux ruraux et de petite taille au cours de l'exercice 2006-2007 afin de combler les lacunes dans les services et de maintenir les services de base pour assurer les soins d'urgence dans leur collectivité dans le cadre du Plan d'action pour les services des urgences d'octobre 2006
  - 17 millions de dollars en nouveaux fonds annuels pendant l'année scolaire 2007-2008 dans le cadre de l'Allocation d'aide aux écoles, dotée de 63 millions de dollars, destinée au personnel enseignant et aux coûts de fonctionnement dans les écoles qui ont un effectif peu élevé et qui sont trop éloignées pour se regrouper
  - Approbation, dans le cadre du Programme de développement économique des collectivités rurales, de 18,4 millions de dollars en 2007-2008 pour 50 projets de trois domaines prioritaires : accès amélioré aux services de santé, revitalisation des collectivités et des centres-villes, et amélioration de l'acquisition de nouvelles compétences
  - Octroi, dans le cadre de Connexions rurales, de 10 millions de dollars pour aider 18 collectivités rurales du Sud de l'Ontario à mettre en place des services à large bande en 2007-2008
  - Aide en 2007, dans le cadre du Programme d'emplois d'été en milieu rural, pour permettre à plus de 3 800 élèves âgés de 14 à 24 ans d'acquérir de l'expérience et des compétences professionnelles utiles
- 

## Établir des partenariats avec les municipalités

---

### PARTENARIATS AVEC LES MUNICIPALITÉS

Le gouvernement a conclu avec l'Association des municipalités de l'Ontario et la ville de Toronto des ententes qui officialisent le principe de la consultation du secteur municipal. Aux termes de ces ententes, la province et les municipalités s'engagent à travailler ensemble dans une relation fondée sur le respect mutuel, la consultation continue et la coopération au sujet de questions d'intérêt mutuel.

Dans le cadre de l'Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services, le gouvernement collabore avec les municipalités à l'élaboration de moyens abordables et durables pour financer et fournir des services aux collectivités ontariennes.

L'objectif principal de l'Examen est l'établissement de rapports provinciaux-municipaux viables dans le cadre desquels les deux ordres de gouvernement pourront s'acquitter de leurs responsabilités. L'Examen portera sur les points suivants :

- abordabilité et viabilité financière pour les deux ordres de gouvernement;
- équité pour les contribuables;
- investissements dans l'infrastructure en temps opportun;
- prestation efficace des services provinciaux et municipaux à l'échelle de l'Ontario;
- développement économique à long terme et prospérité pour l'Ontario et ses collectivités.

Le rapport public fondé sur le consensus issu de l'Examen devrait paraître au printemps 2008.

---

## Investir dans les municipalités

Le gouvernement a fait des investissements historiques dans les municipalités et conclu des partenariats municipaux. Cela s'est traduit par une aide financière continue et croissante au titre des coûts de fonctionnement des municipalités; la prise en charge des coûts qu'avaient transférés les gouvernements précédents; et un soutien pour combler les besoins en immobilisations des municipalités.

Depuis 2003, la province a plus que doublé son aide destinée aux budgets de fonctionnement des municipalités. En 2008, cela représente 2,2 milliards de dollars au titre des dépenses permanentes de fonctionnement des municipalités.

Le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO) aide les municipalités à payer leurs coûts des programmes sociaux. Il inclut des mesures de péréquation, répond aux difficultés auxquelles font face les collectivités rurales et du Nord, et contribue aux coûts des services policiers dans les collectivités rurales. Dans le cadre du Fonds, on transférera 870 millions de dollars en 2008, soit 41 % ou 252 millions de dollars de plus que les transferts de 2004 aux termes du programme antérieur.

Deux cents par litre de la taxe provinciale sur l'essence ont été accordés annuellement aux municipalités pour le transport en commun. En 2008, 314 millions de dollars seront versés aux réseaux de transports en commun desservant 108 collectivités de la province, ce qui représente au total depuis l'instauration du programme plus de 1,6 milliard de dollars d'ici 2010.

La part de la province du financement de la santé publique a augmenté, passant de 50 % en 2004 à 75 % en 2007.

Depuis 2006, le gouvernement a investi un peu plus de 300 millions de dollars supplémentaires dans les services municipaux d'ambulances terrestres, réalisant ainsi son engagement de partager moitié-moitié le coût des services municipaux d'ambulances terrestres actuels d'ici 2008.

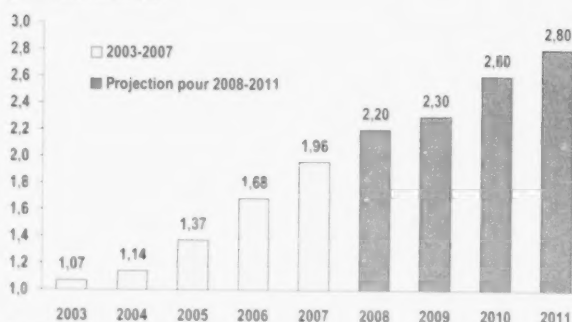
La province supprime progressivement la cotisation pour les programmes sociaux dans la RGT, ce qui permettra d'éliminer un fardeau de 200 millions de dollars de l'assiette de l'impôt foncier des municipalités cotisantes de la RGT. Aux termes de ce plan, la province prend en charge les coûts de l'aide sociale et du logement social actuellement financés en vertu du programme.

En août 2007, le premier ministre a annoncé une prise en charge sans précédent du coût des programmes sociaux. Le gouvernement a assumé la part municipale du coût du Programme de médicaments de l'Ontario (PMO) en janvier 2008, puis commencera à prendre en charge les dépenses associées au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées de l'Ontario (POSPH) en 2009. Une fois complètement mise en oeuvre en 2011, cette prise en charge permettra aux municipalités d'économiser plus de 900 millions de dollars par année.

Le soutien augmente au titre des coûts de fonctionnement des municipalités

Graphique 5

(En milliards de dollars)



Sources : ministère des Finances, ministère des Transports, ministère de la Santé et des Soins de longue durée, et ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario

Grâce à ces investissements, la province aura porté d'ici 2011 le soutien annuel au titre des coûts permanents de fonctionnement des municipalités à 2,8 milliards de dollars, une augmentation de plus de 1,7 milliard de dollars, soit 160 %, comparativement à 2003.

---

## RÉALISATIONS

Voici certaines des mesures prises par le gouvernement pour appuyer les municipalités :

- Mise en oeuvre d'un programme de paiements de transfert plus équitable et mieux adapté, le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO)
  - Versement de 870 millions de dollars dans le cadre du FPMO en 2008, une augmentation de 252 millions de dollars, ou 41 %, par rapport au financement accordé en 2004
  - Versement de 314 millions de dollars en financement provenant de la taxe sur l'essence en 2008, pour un total de plus de 1,6 milliard de dollars d'ici 2010
  - Augmentation de la part provinciale du financement public de la santé, qui est passée de 50 % en 2004 à 75 % en 2007
  - Affectation de plus de 300 millions de dollars supplémentaires aux services municipaux d'ambulances terrestres depuis 2006
  - Suppression progressive sur sept ans de la cotisation pour les programmes sociaux dans la région du grand Toronto, à partir de 2007
  - Prise en charge des coûts du PMO et du POSPH, ce qui permettra aux municipalités de faire des économies de plus de 900 millions de dollars par année d'ici 2011
  - Réduction des taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises
- 

## Réduction des taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises

Dans le budget de 2007, le gouvernement a annoncé une réduction de 540 millions de dollars sur sept ans des taux élevés de l'impôt scolaire applicable aux entreprises, faisant ainsi passer ces taux à un maximum cible de 1,60 %. Cette initiative est un important élément de la stratégie globale du gouvernement pour améliorer le climat d'investissement en Ontario.

Cette initiative permettra également de réduire la grande disparité dans les taux existant dans la province. Ces écarts faussent les décisions quant au choix d'un bon emplacement pour les entreprises et défavorisent de nombreuses régions de la province.

Le présent budget annonce l'accélération de la réduction des taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises dans le Nord de l'Ontario. Grâce à cette réduction accélérée, les entreprises du Nord bénéficieront de la réduction complète des taux d'ici 2010, quatre ans plus tôt que ce qui avait été originellement annoncé.

Les entreprises du Nord sont celles qui sont situées dans l'un des districts suivants : Algoma, Cochrane, Kenora, Manitoulin, Nipissing, Parry Sound, Rainy River, Sudbury, Thunder Bay et Timiskaming.

La réduction accélérée des taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises reconnaît les difficultés particulières auxquelles font face les entreprises du Nord et répond aux recommandations récemment formulées par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et d'autres intervenants. À l'avenir, si le plan financier le permet, le gouvernement envisagera d'accélérer la réduction de ces taux dans d'autres régions de la province.

Cette réduction accélérée dans le Nord de la province profitera à plus de 30 000 entreprises de toutes tailles dans 85 municipalités. Les entreprises du Nord réaliseront des économies totalisant plus de 70 millions de dollars au cours des trois prochaines années. La réduction permettra d'améliorer la position concurrentielle des entreprises du Nord de la province, de créer des emplois et de renforcer l'économie provinciale dans son ensemble.

## Protéger et améliorer l'environnement naturel de l'Ontario

Depuis 2003, l'Ontario est devenu l'un des chefs de file nord-américains pour ce qui est de protéger l'air, l'eau, les espaces verts et les milieux sauvages. Les Ontariens souhaitent profiter d'un environnement propre et sûr, explorer la nature, respirer un air sain et boire de l'eau propre. Améliorer l'environnement de l'Ontario rehausse non seulement la qualité de vie de la population, mais lui permet aussi d'être en meilleure santé. La mise à jour du cadre réglementaire, l'instauration de programmes de réacheminement des déchets et la mise au point de technologies vertes sont des éléments clés pour répondre aux défis environnementaux et bâtir des collectivités durables.

Le gouvernement investit pour protéger la santé des Ontariens en prenant des mesures contre les substances toxiques. Voici les investissements et mesures prévus à cet égard :

- ❑ 41 millions de dollars sur quatre ans pour appuyer l'élaboration, d'une part, de mesures législatives relativement aux substances toxiques et, d'autre part, d'une stratégie de réduction de ces substances exigeant que les entreprises qui émettent des substances toxiques réduisent graduellement leurs émissions; le gouvernement collaborera avec Action Cancer Ontario et l'Ontario Medical Association pour relever, cibler et réduire les agents cancérigènes rejetés dans l'environnement. En outre, le ministère de l'Environnement (MEO), en coopération avec le ministère du Développement économique et du Commerce (MDEC) et le ministère de la Recherche et de l'Innovation (MRI), élaborera des initiatives et des stratégies pour appuyer la mise au point et la mise en place de nouvelles technologies pour réduire la dépendance de l'industrie envers les produits chimiques toxiques.
- ❑ Affectation de plus de 10 millions de dollars sur quatre ans pour appuyer le plan de la province visant à interdire l'utilisation de pesticides non essentiels. Cela favorisera le développement et la vente de moyens de remplacement verts qui sont meilleurs pour l'environnement et la santé des familles ontariennes. Le financement servirait aussi à l'éducation, à la sensibilisation et à l'observation.
- ❑ Collaboration avec Réacheminement des déchets Ontario en vue d'augmenter le réacheminement des déchets ménagers grâce à l'instauration d'un nouveau programme de réacheminement des déchets municipaux dangereux ou spéciaux (DMDS). Ce programme devrait permettre de doubler la quantité de ces déchets détournée des décharges ou de l'environnement au cours des cinq prochaines années; affectation de près de 5 millions de dollars sur quatre ans à l'embauche de nouveaux inspecteurs des déchets en vue de renforcer l'observation du recyclage dans les installations industrielles, commerciales et institutionnelles; versement de près de 2 millions de dollars sur deux ans pour enlever 300 000 pneus illégalement entreposés dans le comté de Middlesex et examiner le stock de vieux pneus dans la province.
- ❑ Affectation de 56 millions de dollars sur deux ans pour éliminer du sol contaminé par des biphényles polychlorés (BPC) entreposé à London. Sept millions de dollars supplémentaires seront investis en 2008-2009 pour l'assainissement d'autres sites.

Le présent budget inclut une série d'initiatives pour améliorer la capacité du gouvernement de protéger l'environnement de l'Ontario et de favoriser l'initiation à l'environnement.

- ❑ Affectation de près de 31 millions de dollars au cours des quatre prochaines années pour obtenir de nouvelles ressources et du personnel dans le domaine de l'inspection. Ces nouvelles ressources seront principalement affectées à l'accroissement des services d'inspection et d'exécution, notamment au plan d'action gouvernemental relatif au plomb.
- ❑ Augmentation de 14 % des dépenses du MEO en 2008-2009.

- Affectation de plus de 12 millions de dollars sur quatre ans à l'embauche de nouveaux employés au MEO, et de plus de 23 millions de dollars en 2007-2008 à 19 offices de protection de la nature afin qu'ils procèdent à des études techniques appuyant l'élaboration des plans de protection des sources exigés aux termes de la *Loi de 2006 sur l'eau saine*.
- Investissement de plus de 10 millions de dollars en 2008-2009 pour moderniser le matériel de laboratoire et de surveillance du MEO, qui est essentiel à l'échantillonnage de l'eau, de l'air et du sol. Une somme additionnelle de 7,3 millions de dollars sera investie sur deux ans pour mettre à niveau les installations de laboratoire et de surveillance du ministère de l'Environnement à Toronto.
- Octroi au ministère des Richesses naturelles d'une aide financière totalisant 27 millions de dollars sur quatre ans pour acheter, à des fins de conservation, des terres écosensibles.
- Affectation de 20 millions de dollars sur quatre ans à une stratégie d'éducation du public et de diffusion externe en matière d'environnement. Aux termes de cette stratégie, on coordonnera sous un même toit tous les efforts d'éducation du public en matière d'environnement. La stratégie vise à accroître la participation dans les initiatives environnementales existantes ou nouvellement mises en place et à encourager la population à adopter des comportements plus écologiques.
- Affectation de 6,5 millions de dollars sur quatre ans à l'acquisition de nouvelles ressources pour préparer le personnel enseignant à enseigner le nouveau programme sur l'environnement.



## Aperçu

---

Le gouvernement est résolu à améliorer la qualité de vie de tous les habitants de la province, notamment ceux qui sont les plus vulnérables.

Les premières initiatives du gouvernement visant à réduire la pauvreté et à venir en aide aux Ontariennes et Ontariens dans le besoin comprennent les suivantes :

- 135 millions de dollars sur trois ans pour offrir de meilleurs soins dentaires aux familles à faible revenu;
- 32 millions de dollars sur trois ans pour le Programme de bonne nutrition des élèves;
- 385 millions de dollars sur trois ans pour offrir annuellement une nouvelle Subvention au titre des manuels scolaires et de la technologie. Cette subvention qui, lorsqu'elle sera appliquée intégralement, atteindra 300 \$ par année, sera accordée aux étudiants à temps plein des universités et des collèges;
- 27 millions de dollars sur trois ans pour offrir une nouvelle Subvention aux étudiantes et étudiants des régions éloignées visant à aider les étudiants du palier postsecondaire habitant des régions rurales ou éloignées à assumer leurs frais de transport;
- plus de 13 millions de dollars sur quatre ans pour offrir le programme 211Ontario à l'échelle de la province. Ce système intégré est accessible par téléphone et par Internet, et fournit aux correspondants et aux usagers un accès à guichet unique à des renseignements sur les programmes et services gouvernementaux disponibles à l'échelle locale dans différents domaines, dont les services communautaires, sociaux et de santé, de même qu'à des services d'aiguillage;
- 100 millions de dollars en financement ponctuel qui peuvent servir à restaurer les logements sociaux existants et à améliorer leur efficacité énergétique, et à donner aux principaux fournisseurs de logements sociaux du secteur public la possibilité d'avoir accès à 500 millions de dollars sous forme de prêts économiques par l'intermédiaire du programme de prêts de l'OSIFA d'Infrastructure Ontario;
- 10 millions de dollars sur quatre ans pour instaurer un programme pilote de constitution d'un patrimoine à l'intention des personnes à revenu peu élevé;
- majoration des taux d'aide sociale de 2 %, qui se traduira par 36 millions de dollars de plus en 2008-2009 et 87 millions de dollars de plus en 2009-2010 en prestations versées aux bénéficiaires du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH);
- hausse du salaire minimum pour le faire passer de 6,85 \$ l'heure en 2003 à 8,75 \$ l'heure au 31 mars 2008 et à 10,25 \$ l'heure d'ici 2010;
- 30 millions de dollars en financement ponctuel en 2007-2008 pour des projets d'immobilisations afin d'appuyer les organismes qui fournissent des services aux enfants et aux segments vulnérables de la population.

D'autres mesures sont prévues dans le présent budget pour aider les Ontariennes et Ontariens :

- approximativement 1 milliard de dollars sur cinq ans pour offrir une nouvelle subvention pour l'impôt foncier aux personnes âgées propriétaires à faible revenu ou à revenu modeste;



- 16 millions de dollars sur quatre ans pour bonifier les crédits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes pour les couples âgés de l'Ontario.

## **Stratégie de réduction de la pauvreté**

Le Comité ministériel de réduction de la pauvreté qu'a créé le gouvernement et qui est placé sous la présidence de l'honorable Deb Matthews, ministre des Services à l'enfance et à la jeunesse, axera ses activités sur l'accroissement des possibilités pouvant être offertes aux personnes vivant dans la pauvreté. Il élaborera une stratégie ciblée de réduction de la pauvreté assortie de mesures, d'indicateurs et d'objectifs raisonnables d'ici la fin de 2008. Le Comité examinera la meilleure façon d'organiser et de réaménager le système actuel de soutiens pour accroître l'efficacité des investissements et de l'administration. Le gouvernement collaborera avec les collectivités et les autres ordres de gouvernement pour accroître les possibilités offertes à tous les habitants de la province et réduire à long terme la pauvreté. Voici certaines des premières initiatives prévues.

## **Enfants et jeunes**

---

### **Soins dentaires pour les familles à faible revenu**

Dans le cadre de sa stratégie de réduction de la pauvreté, le gouvernement élaborera un plan pour fournir des services dentaires aux familles à faible revenu. Il investira 135 millions de dollars sur trois ans à partir de 2008-2009 afin d'améliorer la prestation du Programme de soins dentaires pour enfants (PSDE). À l'heure actuelle, le PSDE offre des soins dentaires d'urgence aux enfants de familles à revenu peu élevé, de la naissance à la 8<sup>e</sup> année ou jusqu'à leur quatorzième anniversaire de naissance, selon ce qui se produit en dernier. En janvier 2009, le PSDE sera étoffé et englobera les enfants de familles à faible revenu jusqu'à leur dix-huitième anniversaire de naissance. En outre, le gouvernement collaborera avec les bureaux de santé publique, les centres de santé communautaire, les dentistes et les hygiénistes dentaires à la prestation de services de prévention et de traitement aux personnes à faible revenu. L'honorable George Smitherman, ministre de la Santé et des Soins de longue durée, fournira des précisions sur le programme dans un proche avenir.

### **Programme de bonne nutrition des élèves**

Le Programme de bonne nutrition des élèves vient en aide aux organismes locaux qui offrent des collations et des repas nutritifs aux enfants et aux jeunes dans les écoles et dans un contexte communautaire. Il permet d'atténuer les incidences de la pauvreté en aidant tous les enfants à arriver à l'école prêts à apprendre. Dans le cadre de sa stratégie de réduction de la pauvreté, le gouvernement propose d'investir 32 millions de dollars de plus sur trois ans dans ce programme. À l'heure actuelle, le gouvernement fournit 8,5 millions de dollars par année, appuyant ainsi près de 400 000 enfants. Les nouveaux investissements feront plus que doubler le financement annuel de ce programme.

## Centres de formation au rôle parental et de littératie pour les familles

Le gouvernement créera 34 nouveaux Centres de formation au rôle parental et de littératie pour les familles dans la province grâce à un investissement supplémentaire de 2 millions de dollars pendant l'année scolaire 2008-2009. Ainsi, les familles de tous les milieux peuvent aider leurs enfants à arriver à l'école prêts à apprendre. Ces centres aident à préparer les enfants à réussir leur entrée à l'école.

## Abordabilité accrue de l'éducation

Le gouvernement comprend qu'une bonne éducation est la clé du succès et que, pour réussir, les étudiants doivent avoir accès à une éducation abordable. C'est pourquoi il est en train d'instaurer de nouvelles initiatives en 2008-2009 pour réduire le coût des études postsecondaires. Il annonce les investissements suivants :

- 385 millions de dollars sur trois ans pour offrir annuellement une nouvelle Subvention au titre des manuels scolaires et de la technologie; cette subvention s'élèverait à 300 \$ par étudiant à temps plein une fois la mise en oeuvre du programme achevée;
- 27 millions de dollars sur trois ans pour accorder annuellement une nouvelle Subvention aux étudiantes et étudiants des régions éloignées visant à aider les étudiants du palier postsecondaire habitant des régions rurales ou éloignées à assumer leurs frais de transport.

Pour de plus amples renseignements, voir la section D, *Un Ontario du savoir : Favoriser l'excellence de l'éducation publique*.

## Qualité de vie

---

### Renforcement de l'accès de la population aux services communautaires grâce au service 211Ontario

Le gouvernement propose dans le présent budget d'investir plus de 13 millions de dollars sur quatre ans, en collaboration avec divers partenaires dont les organismes Centraide Ontario, pour offrir les services 211Ontario à l'échelle de la province à partir de 2008-2009. Cette bonification du programme permettrait de réformer sur une grande échelle la façon dont la population reçoit des renseignements sur les services communautaires.

Le système 211Ontario est un système intégré accessible par téléphone et par Internet qui fournit aux correspondants et aux usagers un accès à guichet unique à des renseignements sur les programmes et services gouvernementaux disponibles à l'échelle locale dans différents domaines, dont les services sociaux et de santé, de même qu'à des services d'aiguillage.

En composant le 2-1-1, les citoyens de la province seraient directement reliés à un spécialiste compétent de l'information et de l'aiguillage pouvant répondre à leurs questions sur les services disponibles dans leur collectivité.

Le service 211Ontario.ca est un répertoire sur Internet qui permet aux membres du grand public de chercher et de trouver des renseignements en ligne sur les services communautaires dans leur localité.

L'investissement prévu accroîtra la capacité de recherche sur le Web et améliorera l'accès à des spécialistes compétents de l'information et de l'aiguillage. Le service 211Ontario vise à contribuer à l'efficacité globale du secteur des services sociaux et à avoir des incidences permanentes sur l'accès de la population ontarienne à des services communautaires dans leur secteur de la province.

## PRESTATION ONTARIENNE POUR ENFANTS

Dans son budget de 2007, le gouvernement a annoncé la création de la Prestation ontarienne pour enfants (POE). Cette initiative avait pour but de réformer sur une grande échelle la façon dont les prestations sont accordées à toutes les familles à faible revenu. La nouvelle POE aidera à abaisser le mur de l'aide sociale en retranchant les prestations à l'égard des enfants du système d'aide sociale. Elle accroîtra l'équité du système en veillant à ce que toutes les familles ayant un revenu semblable reçoivent le même paiement par enfant au titre de la POE, que leurs parents soient des travailleurs ou des bénéficiaires de l'aide sociale.

- En juillet 2007, le gouvernement a versé aux familles admissibles un paiement ponctuel pouvant atteindre 250 \$ par enfant.
- À partir de juillet 2008, la Prestation sera versée tous les mois par l'intermédiaire du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers. Elle profitera à toutes les familles à faible revenu dont les enfants ont moins de 18 ans.
- La mise en oeuvre de la Prestation ontarienne pour enfants s'échelonne sur cinq ans. Le montant de la POE augmentera chaque année, jusqu'en juillet 2011. Parallèlement, la POE remplacera les prestations d'aide sociale pour enfants et le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants.
- Une fois que la POE sera complètement mise en oeuvre, près de 1,3 million d'enfants recevront des paiements annuels au titre de la POE d'au plus 1 100 \$ par enfant. Les familles recevront cumulativement 2,1 milliards de dollars de plus en prestations au cours des cinq premières années.

Montant maximal annuel de la Prestation ontarienne pour enfants  
(montant en dollars par enfant et par année de prestation<sup>1</sup>)

Tableau 2

	2008	2009	2010	2011
Niveau de la prestation	600	805	900	1 100

<sup>1</sup> L'année du calcul de la prestation s'étend du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

## Personnes à faible revenu

### Investissements dans le logement social

Dans le présent budget, le gouvernement prévoit 100 millions de dollars de plus qui pourront servir à restaurer les logements sociaux existants à l'échelle de la province et, notamment, à améliorer leur efficacité énergétique.

Les principaux fournisseurs de logements sociaux du secteur public pourront utiliser ces fonds et faire une demande de prêt dans le cadre du programme de prêts de l'OSIFA d'Infrastructure Ontario. Le gouvernement a l'intention d'élargir les critères d'admissibilité au programme de prêts de l'OSIFA afin d'inclure les principaux fournisseurs de logements sociaux du secteur public. Ils pourraient ainsi avoir accès à des prêts économiques dans le cadre d'un fonds doté d'au plus 500 millions de dollars pour les aider à faire les investissements nécessaires dans l'infrastructure du logement social.

### Stratégie de constitution d'un patrimoine pour les personnes à faible revenu

Le gouvernement propose d'investir 10 millions de dollars sur quatre ans afin de créer un nouveau programme pilote pour aider les personnes à faible revenu à se constituer un patrimoine et à épargner pour payer des études ou lancer une entreprise. La ministre des Services sociaux et communautaires, l'honorable Madeleine Meilleur, fournira des précisions sur ce programme, y compris des buts précis et des objectifs en matière d'épargne, plus tard cette année.

## Soutien accru en matière d'aide sociale

Afin d'aider les bénéficiaires de l'aide sociale, le gouvernement propose de majorer de 9 % en 2008-2009 les allocations de base versées aux adultes et l'allocation de logement maximale. Ainsi, les bénéficiaires du programme Ontario au travail et du POSPH se partageraient 36 millions de dollars de plus en soutien du revenu en 2008-2009 et 87 millions de dollars de plus en 2009-2010. Les familles bénéficiant d'une aide pour soins temporaires et d'une aide à l'égard des enfants qui ont un handicap grave profiteraient aussi de cette augmentation tout comme les pensionnaires de foyers de soins de longue durée qui reçoivent une allocation de menues dépenses.

Les municipalités ne seraient tenues de contribuer à l'augmentation proposée des taux qu'à partir de janvier 2009.

Si la majoration proposée est acceptée, le taux d'augmentation cumulative des prestations d'aide sociale depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement en octobre 2003 se chiffrerait à 9 %. Auparavant, les taux des prestations d'aide sociale générale avaient été considérablement réduits en 1995, tandis que les taux des prestations pour personnes handicapées étaient demeurés constants aux taux en vigueur en 1993.

Une fois que la majoration proposée des taux de l'aide sociale aura été mise en œuvre et que les paiements de la POE auront atteint le maximum prévu, le revenu total d'une personne chef de famille monoparentale, avec deux enfants de cinq et sept ans, qui touche des prestations dans le cadre du programme Ontario au travail serait supérieur de 5 718 \$ (31 %) à ce qu'il était en 2003-2004 (voir le graphique 6).

Le programme d'aide sociale englobe le programme Ontario au travail, qui fournit un soutien du revenu et une aide à l'emploi aux personnes ayant temporairement besoin d'une aide financière, et le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, qui fournit une aide financière et un soutien du revenu aux adultes ayant des handicaps de longue durée. Les bénéficiaires de l'aide sociale ont aussi droit au remboursement de la plupart des médicaments sur ordonnance par l'intermédiaire du Programme de médicaments de l'Ontario. Pour un complément d'information sur ces programmes, voir le *chasseur*.

Soutien aux familles bénéficiaires de l'aide sociale

Graphique 6

Revenu  
7 000  
6 000  
5 000  
4 000  
3 000  
2 000  
1 000  
0

Chief de famille monoparentale avec deux enfants (5 et 7 ans)  
Variation du revenu annuel depuis 2003-2004 (en dollars)



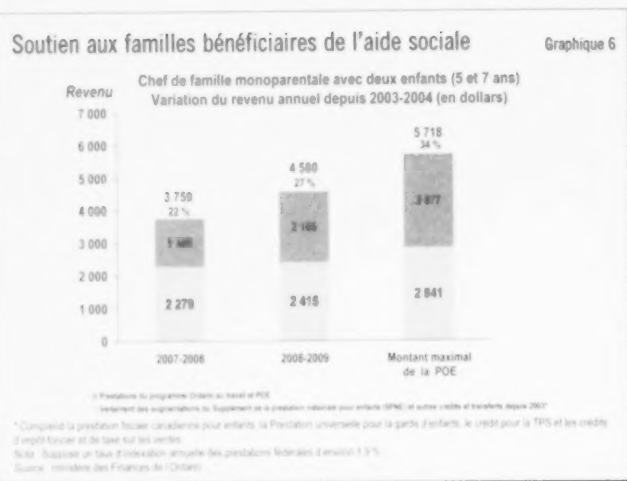
Source : données du ministère de l'Ontario

Notes : Les données sont basées sur le revenu annuel d'un chef de famille monoparentale avec deux enfants de 5 et 7 ans, vivant avec un adulte.

Les données sont basées sur le revenu annuel d'un chef de famille monoparentale avec deux enfants de 5 et 7 ans, vivant avec un adulte. Les données sont basées sur le revenu annuel d'un chef de famille monoparentale avec deux enfants de 5 et 7 ans, vivant avec un adulte. Les données sont basées sur le revenu annuel d'un chef de famille monoparentale avec deux enfants de 5 et 7 ans, vivant avec un adulte.

## Soutien accru en matière d'aide sociale

Afin d'aider les bénéficiaires de l'aide sociale, le gouvernement propose de majorer de 2 % en 2008-2009 les allocations de base versées aux adultes et l'allocation de logement maximale. Ainsi, les bénéficiaires du programme Ontario au travail et du POSPH se partageraient 36 millions de dollars de plus en soutien du revenu en 2008-2009 et 87 millions de dollars de plus en 2009-2010. Les familles bénéficiant d'une aide pour soins temporaires et d'une aide à l'égard des enfants qui ont un handicap grave profiteraient aussi de cette augmentation tout comme les pensionnaires de foyers de soins de longue durée qui reçoivent une allocation de menues dépenses.



Les municipalités ne seraient tenues de contribuer à l'augmentation proposée des taux qu'à partir de janvier 2009.

Si la majoration proposée est acceptée, le taux d'augmentation cumulative des prestations d'aide sociale depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement en octobre 2003 se chiffrerait à 9 %. Auparavant, les taux des prestations d'aide sociale générale avaient été considérablement réduits en 1995, tandis que les taux des prestations pour personnes handicapées étaient demeurés constants aux taux en vigueur en 1993.

Une fois que la majoration proposée des taux de l'aide sociale aura été mise en œuvre et que les paiements de la POE auront atteint le maximum prévu, le revenu total d'une personne chef de famille monoparentale, avec deux enfants de cinq et sept ans, qui touche des prestations dans le cadre du programme Ontario au travail serait supérieur de 5 718 \$ (+ 34 %) à ce qu'il était en 2003-2004 (voir le graphique 6).

Le programme d'aide sociale englobe le programme Ontario au travail, qui fournit un soutien du revenu et une aide à l'emploi aux personnes ayant temporairement besoin d'une aide financière, et le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, qui fournit une aide financière et un soutien du revenu aux adultes ayant des handicaps de longue durée. Les bénéficiaires de l'aide sociale ont aussi droit au remboursement de la plupart des médicaments sur ordonnance par l'intermédiaire du Programme de médicaments de l'Ontario. Pour un complément d'information sur ces programmes, voir le *Glossaire*.

## Salaire minimum

Le gouvernement portera le salaire minimum à 10,25 \$ d'ici 2010. Des augmentations annuelles consécutives de 0,75 \$ sont prévues le 31 mars 2008 et par la suite.

Après un gel du salaire minimum en Ontario pendant neuf ans, le gouvernement a augmenté cinq fois le salaire minimum, le faisant passer de 6,85 \$ l'heure en 2003 à 8,75 \$ l'heure le 31 mars 2008.

### Taux du salaire minimum

31 mars 2008	8,75 \$
31 mars 2009	9,50 \$
31 mars 2010	10,25 \$

## Amélioration des installations pour les enfants et les personnes vulnérables

Le gouvernement est également en train d'investir 30 millions de dollars sous forme de financement ponctuel dans des projets d'immobilisations pour appuyer les organismes communautaires qui fournissent des services aux enfants et aux segments vulnérables de la population, y compris les familles ayant besoin de services de garde d'enfants, les femmes victimes de violence, les adultes et les enfants ayant une déficience intellectuelle, et les jeunes ayant des problèmes émotifs et comportementaux. Ces projets d'agrandissement et de rénovation permettront de faire des mises à niveau importantes à ces installations. Exemples : agrandissement de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence et de centres de traitement pour enfants et travaux d'amélioration pour accroître l'accessibilité.

## Personnes âgées

### Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier

Le gouvernement provincial propose une nouvelle subvention pour l'impôt foncier dont le montant totalisera environ 1 milliard de dollars sur cinq ans pour venir en aide aux personnes âgées à

faible revenu et à revenu modeste qui sont propriétaires de leur propre logement. En 2009, environ 550 000 personnes âgées propriétaires pourraient obtenir une nouvelle subvention d'au plus 250 \$. La subvention maximale serait portée à 500 \$ en 2010 et pour les années subséquentes.

#### Subvention pour l'impôt foncier

Tableau 3

	2009	2010	2011
Valeur de la subvention	jusqu'à 250 \$	jusqu'à 500 \$	jusqu'à 500 \$
Nombre de personnes âgées recevant la subvention (personnes et couples)	550 000	575 000	600 000
Avantage net pour les personnes âgées	120 millions de \$	245 millions de \$	260 millions de \$

Une personne âgée propriétaire admissible qui a un revenu annuel d'au plus 35 000 \$ et une facture d'impôt foncier de 2 000 \$ recevrait une subvention de 250 \$ en 2009 et de 500 \$ en 2010, soit 25 % de sa facture d'impôt foncier en 2010. Elle aurait aussi droit à un allègement fiscal foncier aux termes des crédits existants d'impôt foncier et de taxe sur les ventes pour les personnes âgées de l'Ontario.

## Crédits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes pour les personnes âgées de l'Ontario

Conformément au régime provincial de l'impôt sur le revenu, les personnes âgées à faible revenu propriétaires ou locataires de leur logement peuvent être admissibles à une aide dans le cadre du programme des crédits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes pour les personnes âgées de l'Ontario. Depuis 2003, le gouvernement a considérablement bonifié ces crédits pour veiller à ce qu'ils soient plus adaptés à la situation des personnes âgées. En 2008, le gouvernement propose de bonifier à nouveau ce programme au moyen d'un investissement de 16 millions de dollars sur quatre ans pour faire en sorte que les couples de personnes âgées qui touchent le niveau minimal garanti de revenu des gouvernements reçoivent la pleine valeur de ces crédits. Pour plus de précisions, consulter le chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*. En 2008, près de 735 000 bénéficiaires âgés profiteraient des bonifications apportées à ces crédits depuis 2003, bonifications qui totalisent approximativement 107 millions de dollars.

---

### IMPÔT FONCIER – SYSTÈME D'APPEL PLUS ÉQUITABLE

Dans un rapport publié le 28 mars 2006, Ombudsman Ontario a recommandé que le fardeau de la preuve en cas d'appels de l'évaluation foncière soit inversé. Ainsi, si un propriétaire foncier interjette appel d'une évaluation, la Société d'évaluation foncière des municipalités serait tenue de prouver l'exactitude de ses calculs. Le gouvernement convient avec Ombudsman Ontario que cette mesure accroîtrait l'équité du processus d'appel. Il entend déposer des mesures législatives qui, si elles sont adoptées, obligeront la Société à prouver l'exactitude des évaluations foncières portées en appel devant la Commission de révision de l'évaluation foncière.

Le gouvernement entend aussi déposer des mesures législatives pour mettre en oeuvre des modifications au système d'appel des décisions d'évaluation annoncées dans le budget de l'Ontario de 2007, modifications conçues pour créer un système d'appel plus rationalisé et plus transparent. L'une de ces principales modifications propose que le processus de demande de réexamen devienne la première étape du processus d'appel dont pourraient se prévaloir les propriétaires fonciers. La demande de réexamen, qui est gratuite, encourage l'échange de renseignements entre la Société et le propriétaire foncier, et donne aux contribuables la possibilité de régler directement leurs différends avec la Société dans un contexte informel.

Le ministère des Finances collabore aussi avec la Société et la Commission de révision de l'évaluation foncière afin de divulguer aux contribuables des renseignements sur leur évaluation foncière en temps utile. Ainsi, les propriétaires fonciers pourront vérifier l'exactitude de leur évaluation, décider s'ils veulent amorcer le processus de demande d'examen et se préparer pour leur audience s'ils décident d'aller en appel devant la Commission.

Les mesures proposées entreraient en vigueur à l'égard de l'année d'imposition 2009. Des précisions sur les nouvelles modalités d'appel et les dates limites proposées seront communiquées aux propriétaires fonciers dans les prochains mois, avant la date de mise en oeuvre en 2009.



## SECTION D UN ONTARIO DU SAVOIR : FAVORISER L'EXCELLENCE DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE

Le maintien de la prospérité de l'Ontario dans une économie mondiale fort concurrentielle dépend d'une main-d'œuvre bien instruite et hautement spécialisée. Un système public d'éducation, fort et dynamique, est la pierre angulaire d'un Ontario axé sur le savoir et la réussite.

Le gouvernement investit dans trois secteurs essentiels de priorité comme il l'énonce dans le plan « Appuyer chaque élève » pour dynamiser l'éducation en Ontario :

- hauts niveaux de rendement des élèves;
- réduction des écarts en matière de rendement des élèves;
- accroissement de la confiance de la population dans l'éducation publique.

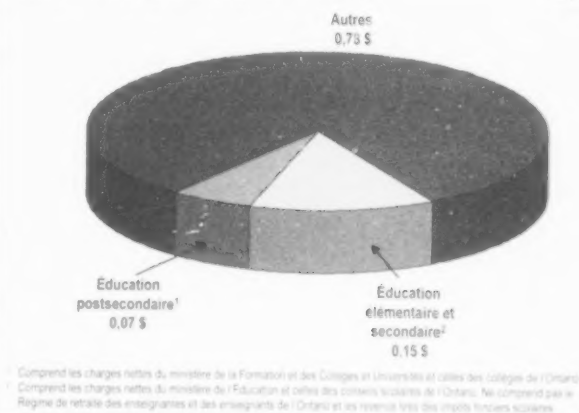
Pour appuyer tous les élèves et renforcer encore davantage le système d'éducation publique, le présent budget prévoit une augmentation des fonds versés aux conseils scolaires :

- Au cours de l'année scolaire 2008-2009, le financement versé aux conseils scolaires au titre des Subventions pour les besoins des élèves atteindra 18,8 milliards de dollars, une augmentation de 315 millions de dollars comparativement à l'an dernier et de 3,2 milliards de dollars, soit 20,3 %, depuis 2003-2004, et ce, malgré une baisse générale de l'effectif.
- On estime que le financement moyen par élève atteindra 9 821 \$ en 2008-2009, une augmentation de 1 901 \$, soit 24,0 %, depuis 2003-2004.

Le gouvernement a mis en oeuvre le Plan d'action pour des résultats supérieurs, doté de 6,2 milliards de dollars, pour assurer l'accessibilité et la grande qualité de l'éducation postsecondaire. Dans le présent budget, il annonce qu'il affectera 1,5 milliard de dollars de plus sur trois ans dans le cadre du Plan d'action pour la connexion compétences-emplois afin d'appuyer directement d'autres améliorations au palier postsecondaire ainsi que des initiatives de formation professionnelle visant à donner aux travailleurs les compétences nécessaires pour obtenir de meilleurs emplois.

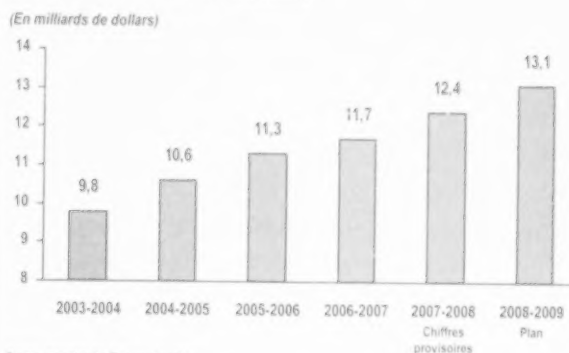
Charges de programmes pour 2008-2009

Graphique 7



Investissement dans le secteur de l'éducation  
(comprend les charges nettes des conseils scolaires et les dépenses du ministère de l'Éducation)

Graphique 8



## Hauts niveaux de rendement des élèves

Grâce à des augmentations considérables du financement et à des partenariats avec les écoles et les conseils scolaires, le gouvernement a jeté des bases solides pour favoriser la réussite des élèves. Le plan de l'éducation de la province crée un environnement d'apprentissage dans lequel les élèves venant de tous les milieux sont bien accueillis et se sentent appréciés, où tous les élèves sont mieux en mesure de réaliser pleinement leur potentiel. Au cours des quatre prochaines années, le gouvernement entend prendre les mesures suivantes pour renforcer les assises de l'éducation :

- Continuer à améliorer la formule de financement des écoles. Le financement destiné aux Subventions pour les besoins des élèves sera porté à 18,8 milliards de dollars pour l'année scolaire 2008-2009, une augmentation de 20,3 % depuis 2003-2004. La formule sera examinée d'ici 2010 en vue de s'assurer qu'elle appuie les priorités du gouvernement visant un meilleur rendement des élèves dans toutes les écoles de l'Ontario.
- Rehausser les compétences en littératie chez les enfants en investissant 10 millions de dollars au cours de l'année scolaire 2008-2009 pour augmenter d'environ 160 le nombre de membres du personnel des bibliothèques et accroître les ressources documentaires.
- Investir 3 millions de dollars pendant l'année scolaire 2008-2009 dans une gamme d'initiatives coordonnées visant à intégrer l'éducation environnementale à l'apprentissage de tous les élèves et à s'assurer que les écoles tiennent compte des considérations environnementales lorsqu'elles planifient la gestion des ressources nécessaires, des activités et des installations.



## Littératie et numératie

Le gouvernement investit une somme additionnelle de 8 millions de dollars en 2008-2009 dans des programmes visant à continuer à améliorer la littératie et la numératie, ce qui porte l'investissement annuel total à 65 millions de dollars. Il s'est engagé à aider les élèves à améliorer leurs habiletés en lecture, en écriture et en mathématiques afin que 75 % des élèves de 6<sup>e</sup> année atteignent les normes provinciales à l'issue des évaluations en lecture, en écriture et en mathématiques.

Au cours des quatre dernières années, les notes des tests en lecture, en écriture et en mathématiques ont augmenté de façon remarquable. Les résultats des tests en 3<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année ont affiché une hausse de neuf points de pourcentage de 2002-2003 à 2006-2007, la dernière année d'évaluation.

- En 2006-2007, 65 % des élèves de 3<sup>e</sup> année ont satisfait ou dépassé la norme provinciale, une hausse par rapport au taux de 54 % en 2002-2003.
- En 2006-2007, 61 % des élèves de 6<sup>e</sup> année ont satisfait ou dépassé la norme provinciale, une hausse par rapport au taux de 54 % en 2002-2003.

## LES ÉLÈVES DE L'ONTARIO EXCELLENT

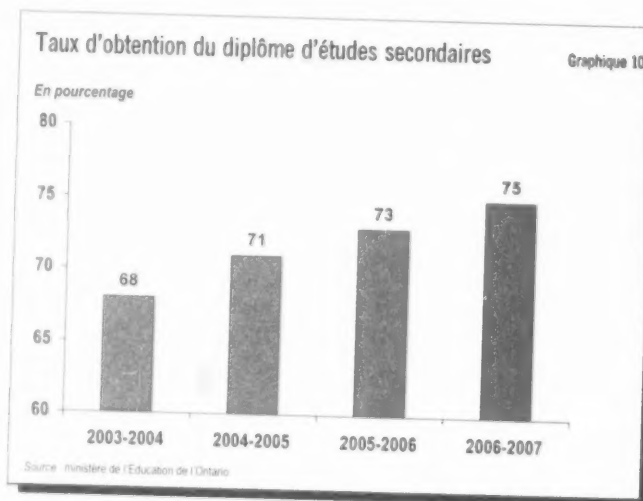
Une récente étude internationale a accordé à l'Ontario de bonnes notes pour l'excellence de son système d'éducation :

- Les élèves de 4<sup>e</sup> année de la province se sont classés parmi les meilleurs participants à une évaluation internationale des compétences en lecture, le Programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS) de 2006 mené par l'Association internationale pour l'évaluation des acquis scolaires. Des 45 pays et provinces qui ont participé à l'étude internationale, seules la Russie et Hong Kong ont dépassé l'Ontario pour l'ensemble des résultats en lecture.

## Taux d'obtention du diplôme

Le nombre d'élèves qui obtiennent leur diplôme est un indicateur important du rendement des élèves. Le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires a augmenté pour passer de 68 % en 2003-2004 à 75 % en 2006-2007, ce qui représente 10 500 diplômés de plus chaque année. Le gouvernement vise un taux d'obtention du diplôme de 85 % d'ici 2010-2011.

Le gouvernement fournira plus de 16 millions de dollars en 2007-2008 pour élargir un programme qui a fait ses preuves, Passeport pour la réussite, afin d'aider un plus grand nombre de jeunes à risque à finir leurs études secondaires. Il investira également une somme additionnelle de plus de 50 millions de dollars pendant l'année scolaire 2008-2009 dans des programmes visant à aider un plus grand nombre d'élèves à obtenir leur diplôme. Ces programmes comprennent le soutien à l'éducation coopérative, des cours à double reconnaissance de crédit, des majeures haute spécialisation et le soutien aux élèves fréquemment absents.



---

## AIDER LES ÉLÈVES À OBTENIR LEUR DIPLÔME

La Stratégie visant la réussite des élèves, établie par le gouvernement, aide les élèves de la 7<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année à adapter leurs études à leurs points forts, à leurs buts et à leurs intérêts. Beaucoup de programmes ont été mis en œuvre pour aider les élèves qui envisagent d'aller au collège ou à l'université, de suivre un programme de formation en apprentissage ou d'intégrer le marché du travail après leurs études secondaires.

- Les majeures haute spécialisation permettent aux élèves de se concentrer sur une future carrière grâce à un regroupement de cours en classe, d'expériences en milieu de travail et de certifications sectorielles.
- L'élargissement des possibilités d'éducation coopérative permet aux élèves du secondaire de suivre une formation pratique qui leur procurera deux crédits obligatoires.
- L'apprentissage électronique offre aux élèves des cours en ligne et permet aux enseignants de toute la province d'échanger leurs ressources.
- Les cours à double reconnaissance de crédit comptent pour l'obtention du diplôme d'études secondaires et d'un certificat ou d'un diplôme d'études collégiales ou d'un certificat d'apprentissage.

Du soutien est également offert aux élèves du secondaire qui ont du mal à réussir pour les aider à reprendre le terrain perdu et à obtenir leur diplôme.

- Le programme de transition entre l'école élémentaire et l'école secondaire aide les élèves à réussir leurs études secondaires grâce à des horaires adaptés et à d'autres programmes.
  - Les projets phares aident les élèves à se recentrer sur l'obtention de leur diplôme en leur proposant des initiatives uniques élaborées par les conseils scolaires.
  - Dans chaque école, les équipes responsables de la réussite des élèves (direction d'école, enseignante ou enseignant pour la réussite des élèves, conseillère ou conseiller en orientation, enseignante ou enseignant de l'enfance en difficulté et autres éducateurs) prêtent une attention accrue aux élèves qui en ont besoin.
- 

## Réduction des écarts en matière de rendement des élèves

---

Donner à *tous* les élèves des écoles financées par les deniers publics une éducation de qualité est une priorité essentielle pour le gouvernement. Il faut mettre en place les conditions nécessaires pour appuyer la réduction des écarts en matière de rendement des élèves. Les écoles ont besoin de ressources spécialisées pour aider chaque élève à réaliser pleinement son potentiel. On doit prêter une attention particulière aux élèves défavorisés d'un point de vue socioéconomique, ou à ceux qui font face à des obstacles culturels ou à des difficultés d'apprentissage lorsqu'ils sont à l'école.

Pour aider tous les enfants à réussir, le gouvernement prend les mesures suivantes :

- Investissement de 10 millions de dollars pour des programmes d'anglais langue seconde au cours de l'année scolaire 2008-2009. Depuis 2003, le gouvernement a augmenté de 64 millions de dollars le financement des programmes d'anglais langue seconde et entend accroître de 18 % d'ici 2011-2012 le financement de ce programme par rapport au niveau de 2007-2008.
- Investissement de 67 millions de dollars pour l'éducation de l'enfance en difficulté au cours de l'année scolaire 2008-2009 dans le cadre de la Subvention pour les besoins des élèves. Cet investissement appuiera la réforme qui se poursuit dans le domaine de l'éducation de l'enfance en difficulté, renforcera la capacité des conseils scolaires d'offrir des services adaptés aux élèves ayant des besoins particuliers et améliorera le rendement des élèves. Le gouvernement affectera en plus des crédits ciblés de 24 millions de dollars à l'extérieur de la Subvention pour les besoins des élèves afin d'appuyer les élèves ayant des besoins particuliers. Cette mesure s'ajoute au financement

annuel enrichi se chiffrant à 20 millions de dollars à compter de 2008-2009 pour offrir des services aux élèves ayant des besoins particuliers complexes,

- Investissement d'une somme additionnelle de 32 millions de dollars sur trois ans dans le Programme de bonne nutrition des élèves. Le nouvel investissement fera plus que doubler le financement annuel de ce programme.
- Ajout de 34 Centres de formation au rôle parental et de littératie pour les familles dans la province, grâce à un investissement additionnel de 2 millions de dollars au cours de l'année scolaire 2008-2009, afin que les familles de tous les milieux puissent aider leurs enfants à commencer l'école prêts à apprendre. Ces centres aident à préparer les enfants à réussir leur entrée à l'école en cultivant des liens positifs avec la future école et en favorisant des partenariats entre la maison et l'école.

## Accroissement de la confiance dans l'éducation publique

---

La confiance de la population est un élément essentiel de l'établissement de collectivités qui valorisent l'apprentissage et qui sont déterminées à maintenir et à améliorer le réseau d'écoles publiques. Quatre-vingt-quinze pour cent des élèves de l'Ontario fréquentent les écoles financées par les deniers publics.

Les élèves qui sont dans de petites classes reçoivent plus d'attention et réussissent mieux au cycle primaire. Le gouvernement continue de travailler avec les conseils scolaires pour consolider les grands progrès accomplis dans la mise en oeuvre de son plan visant à ce qu'au moins 90 % des classes du cycle primaire en Ontario comptent un maximum de 20 élèves.

---

### NOMBRE D'ÉLÈVES PAR CLASSE AU PRIMAIRE

Les élèves de la maternelle à la 3<sup>e</sup> année reçoivent plus d'attention individuelle de leurs enseignants. Dans les classes du cycle primaire :

- 99,7 % comptent maintenant 23 élèves ou moins cette année, comparativement à 64 % en 2003-2004;
  - 88,4 % comptent maintenant 20 élèves ou moins cette année, comparativement à 31 % en 2003-2004.
- 

Le gouvernement mise sur les progrès accomplis jusqu'à présent pour renforcer les écoles et les collectivités en mettant en oeuvre les mesures suivantes :

- Appuyer un investissement de 750 millions de dollars à compter de l'année scolaire 2008-2009 pour construire de nouvelles écoles et pour réparer des installations scolaires. Depuis 2005-2006, les conseils scolaires ont utilisé les fonds affectés par le gouvernement dans le cadre de l'initiative Des lieux propices à l'apprentissage pour entreprendre plus de 10 600 projets de réfection répondant à des besoins pressants de réparation dans plus de 2 500 écoles d'un bout à l'autre de la province.
- Investir 10 millions de dollars au cours de l'année scolaire 2008-2009 au moyen de la nouvelle Subvention pour l'amélioration des programmes afin d'aider les élèves à recevoir une éducation riche et diversifiée grâce à des programmes éducatifs portant sur les arts en général, la musique, les activités physiques et les classes de plein air.
- Augmenter le financement du Programme d'utilisation communautaire des installations scolaires de 13 millions de dollars pendant l'année scolaire 2008-2009 afin que les locaux servant aux activités après les heures de classe soient abordables pour toutes les familles de l'Ontario et gratuits dans les collectivités qui en ont le plus besoin. Le

gouvernement entend doubler le financement actuel de 20 millions de dollars affecté à ce programme pour le porter à plus de 40 millions de dollars en 2009-2010.

- Faire des écoles ontariennes des milieux plus sains en déposant le projet de loi 8, la *Loi de 2007 portant sur une alimentation saine pour des écoles saines*, lequel, s'il était adopté, interdirait les gras trans issus d'un procédé industriel dans les aliments et les boissons vendus dans les cafétérias des écoles et retirerait des distributeurs automatiques des écoles les aliments et les boissons ne correspondant pas aux normes d'une alimentation saine.
- Assurer un milieu sûr et propice à l'apprentissage. Le gouvernement a une stratégie globale pour faire en sorte que les élèves aient un environnement sûr et accueillant où ils peuvent apprendre et s'épanouir. Pour appuyer cette stratégie, le gouvernement investira 57 millions de dollars au cours de l'année scolaire 2008-2009, y compris une nouvelle affectation de 10 millions de dollars pour les écoles secondaires situées en milieu urbain.

## Aider plus de personnes à poursuivre des études postsecondaires

---

Dans le cadre de son Plan d'action pour des résultats supérieurs, doté de 6,2 milliards de dollars, le gouvernement a accru les possibilités éducatives et l'aide financière offertes aux étudiants et amélioré la qualité de l'enseignement postsecondaire. Il s'agit de l'investissement pluriannuel dans l'éducation postsecondaire le plus important en 40 ans.

Le Plan d'action pour des résultats supérieurs a été un franc succès. Un nombre record d'étudiants ontariens peuvent fréquenter les collèges et les universités de la province, 93 000 de plus qu'en 2002-2003, soit une hausse de 22 %.

La stratégie du gouvernement en matière d'emploi et de formation, *Emploi Ontario*, fournit plus de 1 milliard de dollars par année pour l'accroissement des compétences de la main-d'œuvre ontarienne.

Le gouvernement met en œuvre de nouvelles initiatives en 2008-2009 afin de rendre l'éducation postsecondaire plus abordable. Il entend également augmenter le nombre de travailleurs spécialisés en Ontario en offrant davantage de programmes d'apprentissage et aider les travailleurs en chômage à suivre une formation pour entreprendre une nouvelle carrière grâce à son Plan d'action pour la connexion compétences-emplois, une initiative dotée de 1,5 milliard de dollars.

Dans le présent budget, le gouvernement affecte des fonds pour appuyer des initiatives nouvelles ou améliorées dans le secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation professionnelle, notamment :

- 385 millions de dollars sur trois ans pour une nouvelle Subvention au titre des manuels scolaires et de la technologie offerte chaque année aux étudiants à temps plein des collèges et universités, qui sera de 150 \$ par étudiant cet automne, de 225 \$ à l'automne 2009 et de 300 \$ les années suivantes;
- 27 millions de dollars sur trois ans pour une nouvelle Subvention aux étudiantes et étudiants des régions éloignées pour aider les étudiants du palier postsecondaire habitant les régions rurales ou éloignées à assumer les frais de déplacement;
- plus de 7 millions de dollars sur trois ans pour une nouvelle Stratégie internationale de l'Ontario pour attirer des étudiants du palier postsecondaire de partout dans le monde;
- plus de 1 million de dollars sur trois ans pour *Avantage mondial*, un programme qui facilite les stages de travail et d'apprentissage internationaux pour les étudiants du palier postsecondaire qui ont l'esprit d'entreprendre;

- 355 millions de dollars sur trois ans pour une Stratégie d'aide pour une deuxième carrière afin d'aider 20 000 travailleurs en chômage à acquérir les compétences nécessaires pour entreprendre une nouvelle carrière;
- 75 millions de dollars sur les trois prochaines années pour poursuivre l'expansion des programmes d'apprentissage.

Pour de plus amples renseignements sur ces initiatives d'éducation postsecondaire et de formation professionnelle, voir la section A, *Un Ontario plus fort : Renforcer les compétences et créer des emplois*.



## Objectifs d'amélioration de la santé

Le plan du gouvernement axé sur l'amélioration de la santé consiste à inciter la population ontarienne à rester en santé, à lui fournir des soins de toute première qualité en cas de maladie et à garantir le maintien du système de santé publique pour les générations futures.

Les investissements dans les soins de santé publics contribuent aux avantages de l'Ontario à titre d'environnement où investir car ils réduisent les coûts des entreprises, rehausse la productivité de la main-d'œuvre de la province et soutiennent une qualité de vie élevée qui sert aux travailleurs qualifiés.

Depuis 2003, le gouvernement a pris des mesures importantes visant à renforcer l'efficacité de la santé. En 2008-2009, le gouvernement investit 11,1 milliards de dollars de plus qu'en 2003-2004.

Le budget de 2008 fait fond sur ces mesures dans le cadre de quatre stratégies clés :

- amélioration de l'accès aux soins de santé;
- réduction des temps d'attente;
- promotion de la santé et prévention des maladies;
- modernisation de l'infrastructure de la santé.

Les dépenses proposées dans le secteur de la santé s'élèveront à 40,4 milliards de dollars en 2008-2009, et elles atteindront 43,4 milliards de dollars en 2009-2010, puis 44,5 milliards de dollars en 2010-2011. Le gouvernement alloue 0,46 \$ de chaque dollar consacré aux programmes

Charges de programmes pour 2008-2009

Graphique 11



Investissements dans le secteur de la santé

Graphique 12

(En milliards de dollars)



## Objectifs d'amélioration de la santé

Le plan du gouvernement axé sur l'amélioration de la santé consiste à inciter la population ontarienne à rester en santé, à lui fournir des soins de toute première qualité en cas de maladie et à garantir le maintien du système de santé publique pour les générations futures.

Les investissements dans les soins de santé publics contribuent aux avantages de l'Ontario à titre d'endroit où investir car ils réduisent les coûts des entreprises, rehaussent la productivité de la main-d'œuvre de la province et soutiennent une qualité de vie élevée qui sied aux travailleurs qualifiés.

Depuis 2003, le gouvernement a pris des mesures importantes visant à renforcer les services de santé. En 2008-2009, le gouvernement investit 11,1 milliards de dollars de plus qu'en 2003-2004.

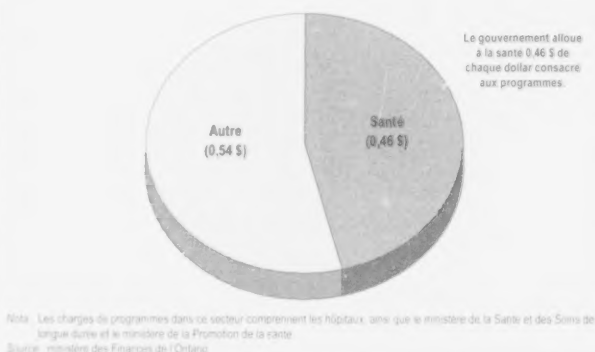
Le budget de 2008 fait fond sur ces mesures dans le cadre de quatre stratégies clés :

- amélioration de l'accès aux soins de santé;
- réduction des temps d'attente;
- promotion de la santé et prévention des maladies;
- modernisation de l'infrastructure de la santé.

Les dépenses proposées dans le secteur de la santé s'élèveront à 40,4 milliards de dollars en 2008-2009, et elles atteindront 42,4 milliards de dollars en 2009-2010, puis 44,7 milliards de dollars en 2010-2011. Le gouvernement alloue à la santé 0,46 \$ de chaque dollar consacré aux programmes.

**Charges de programmes pour 2008-2009**

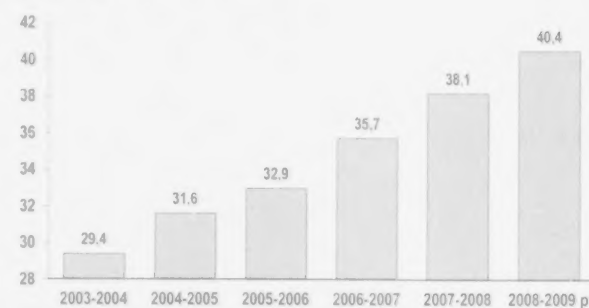
Graphique 11



**Investissements dans le secteur de la santé**

Graphique 12

(En milliards de dollars)



p = projection du ministère des Finances aux fins de planification.  
Source : ministère des Finances de l'Ontario

## Amélioration de l'accès aux soins de santé

Le gouvernement est résolu à améliorer l'accès aux soins de santé sur lesquels les familles comptent. L'amélioration de l'accès ne se limite pas à augmenter l'enveloppe de la santé. Il s'agit de créer une approche centrée sur le patient grâce à laquelle les soins sont prodigués par une équipe de professionnels de la santé, à l'endroit et au moment voulus. Dans le présent budget, le gouvernement vise à améliorer l'accès aux soins grâce aux investissements suivants :

- 53 millions de dollars au cours des trois prochaines années afin d'établir, d'ici 2011-2012, 50 équipes Santé familiale (ESF) supplémentaires, en particulier dans les régions rurales et insuffisamment desservies; on poursuivra aussi la mise en place de 150 ESF.
- 38 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour la mise sur pied de 25 cliniques dirigées par des infirmières et des infirmiers praticiens d'ici 2011-2012.
- En sus des autres investissements, plus de 500 millions de dollars au cours des trois prochaines années afin d'embaucher 9 000 infirmières et infirmiers d'ici 2011-2012.
  - Grâce à cet investissement, 2 000 infirmières seront embauchées pour les foyers de soins de longue durée au cours des quatre prochaines années; ces postes s'ajouteront aux 1 200 postes d'infirmières et d'infirmiers auxiliaires autorisés qui ont été annoncés en 2007.
- Conformément à l'annonce faite en mars 2008, 90 millions de dollars en 2008-2009 afin de prolonger le programme Garantie d'emploi des diplômés en soins infirmiers et d'offrir une possibilité d'emploi à temps plein aux diplômés en sciences infirmières de l'Ontario.

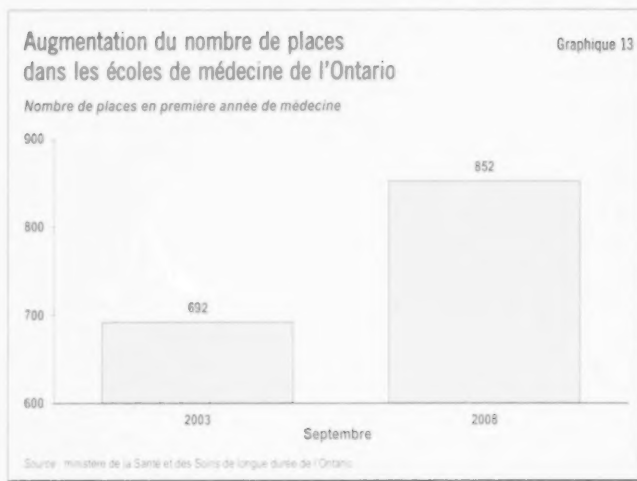
---

### AMÉLIORER L'ACCÈS AUX PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

- Plus de 500 000 personnes qui n'avaient pas de médecin de famille en ont maintenant trouvé un.
  - Plus de 8 000 infirmières et infirmiers ont été embauchés en Ontario entre 2003 et 2008.
  - Le nombre de postes de formation et d'évaluation pour les médecins diplômés à l'étranger a plus que doublé, passant de 90 en 2002 à 200 par année depuis 2004.
-

Ces investissements tableront sur les initiatives existantes pour améliorer l'accès et soutenir d'autres professionnels de la santé, notamment :

- Ouverture, en septembre 2005, de l'École de médecine du Nord de l'Ontario (EMNO), la première nouvelle école de médecine depuis plus de 30 ans au Canada. Les effectifs de première année des écoles de médecine auront augmenté de 23 % entre 2003-2004 et 2008-2009, grâce à l'EMNO et aux autres nouvelles places en médecine sur quatre campus satellites, ceux de Kitchener-Waterloo, Windsor, St. Catharines et Mississauga.



- Hausse du nombre de places dans les programmes d'études du premier cycle menant à la profession de sage-femme, pour le faire passer de 60 à 90 de 2007-2008 à 2008-2009.
- Bonifications de 13 millions de dollars en 2008-2009 du Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales afin d'aider les résidents du Nord à accéder aux services de santé.
- Hausse du nombre des places pour des infirmières praticiennes qui veulent se spécialiser en soins primaires, qui passera de 150 à 200 au cours des quatre prochaines années.

### **Améliorer l'accès aux soins de santé pour les personnes âgées**

Le présent budget améliorerait également l'accès pour les personnes âgées en investissant :

- 107 millions de dollars au cours des trois prochaines années en vue de la création de 2 500 postes de préposés aux services de soutien à la personne dans les foyers de soins de longue durée. Ce personnel et ces infirmières supplémentaires susmentionnées augmenteront considérablement la quantité et la qualité des soins prodigués aux pensionnaires des foyers de soins de longue durée.
- 278 millions de dollars au cours des trois prochaines années afin de combler différents besoins au niveau des programmes dans les foyers de soins de longue durée, ce qui s'ajoute aux investissements visant les infirmières et les infirmiers et les préposés aux services de soutien à la personne et à l'engagement pris à l'égard du réaménagement de 35 000 lits vétustes de soins de longue durée.
- Conformément à l'annonce d'août 2007, plus de 700 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour la mise en place de la stratégie « Vieillir chez soi », afin d'offrir des services communautaires supplémentaires, tels que des soins à domicile, des logements avec services de soutien et d'autres mesures de soutien communautaire. Les personnes âgées et les autres personnes admissibles recevront des soins à domicile ou elles déménageront dans des logements avec assistance en fonction de leurs besoins, ce qui leur permettra de conserver leur autonomie et d'être en meilleure santé pendant plus longtemps.
- Plus de 100 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour traiter les bénéficiaires du Programme de médicaments de l'Ontario atteints de dégénérescence maculaire néovasculaire (humide) liée à l'âge (DMLA) avec Lucentis, un médicament sur ordonnance.

## Réduction des temps d'attente

Dans le présent budget, le gouvernement concrétise son intention d'élargir la portée de la Stratégie de réduction des temps d'attente de manière à y inclure les temps d'attente dans les services des urgences et pour les chirurgies générales. Depuis 2004, des investissements considérables ont été faits dans la cadre de la Stratégie de réduction des temps d'attente afin d'offrir un plus grand nombre d'interventions médicales et de réduire les temps d'attente. La stratégie a d'abord porté sur cinq domaines clés : chirurgies en oncologie, certaines interventions cardiaques, chirurgies de la cataracte, arthroplasties de la hanche ou du genou, examens par imagerie par résonance magnétique (IRM) et tomodensitométries. Dans le budget de l'an dernier, le gouvernement avait ajouté les chirurgies pédiatriques à la stratégie.

Les services des urgences constituent un élément crucial du système de santé dans son ensemble. C'est l'endroit dont nous dépendons lorsque nous sommes les plus vulnérables. Lorsqu'on met le système en perspective, les services des urgences apparaissent également comme un indicateur clé du fonctionnement général du système. Le problème de temps d'attente dans les services des urgences exige une solution appliquée à l'échelle du système. Dans le présent budget, le gouvernement propose d'apporter à l'ensemble du système des améliorations propres à régler la question des temps d'attente dans les services des urgences, et il continue à améliorer les autres éléments de la stratégie grâce aux investissements suivants :

- 180 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour offrir des incitatifs afin qu'on continue à améliorer la réduction des temps d'attente aux urgences et la satisfaction des patients.
- 64 millions de dollars au cours des trois prochaines années afin de pratiquer quelque 12 400 chirurgies générales supplémentaires à compter de 2008-2009, nombre qui passera à environ 30 000 en 2010-2011.
- 120 millions de dollars au cours des trois prochaines années afin d'aider les hôpitaux dans les régions connaissant une forte croissance démographique à répondre à la demande prévue.
- 190 millions de dollars au cours des trois prochaines années afin de mettre en oeuvre la Stratégie de gestion et de prévention des maladies chroniques, à commencer par le diabète. La prévention des maladies chroniques et l'amélioration des soins aux patients devraient contribuer à réduire les temps d'attente dans les services des urgences.
- 80 millions de dollars au cours des trois prochaines années afin d'améliorer les services de santé mentale et de traitement de la toxicomanie, ce qui comprend des fonds pour accroître les services de traitement des troubles de l'alimentation et d'intervention précoce dans les cas de psychose. Le gouvernement a également entrepris l'élaboration d'une vaste stratégie en matière de santé mentale et de traitement de la toxicomanie.
- 20 millions de dollars afin de venir en aide aux enfants ayant des besoins particuliers complexes, ce qui porte à plus de 440 millions de dollars par année le total des dépenses provinciales au chapitre des services de santé mentale pour les enfants.
- 17 millions de dollars au cours des trois prochaines années afin de financer le fonctionnement de cinq autres appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM). Cet investissement permettra d'offrir quelque 21 900 examens par IRM supplémentaires, afin d'améliorer l'accès aux services diagnostiques et de réduire les temps d'attente pour ces services dans les endroits où la demande est forte.

---

## RÉDUCTION DES TEMPS D'ATTENTE

Les temps d'attente pour diverses interventions clés ont diminué depuis 2005 :

- les temps d'attente pour les chirurgies de la cataracte ont diminué de 191 jours, soit 61 %;
  - les temps d'attente pour les angiographies ont diminué de 26 jours, soit 47 %;
  - les temps d'attente pour les arthroplasties du genou ont diminué de 196 jours, soit 45 %;
  - les temps d'attente pour les tomodensitométries ont diminué de 32 jours, soit 40 %;
  - les temps d'attente pour les arthroplasties de la hanche ont diminué de 129 jours, soit 37 %;
  - les temps d'attente pour les angioplasties ont diminué de 9 jours, soit 32 %;
  - les temps d'attente pour les chirurgies en oncologie ont diminué de 12 jours, soit 15 %;
  - les temps d'attente pour les examens IRM ont diminué de 7 jours, soit 6 %;
  - les temps d'attente pour les chirurgies pédiatriques ont diminué de 14 jours depuis 2006, soit 5 %.
- 

## Promotion de la santé et prévention des maladies

Le gouvernement continue à se concentrer sur la sensibilisation aux bienfaits des modes de vie sains et actifs, la promotion de la santé et la prévention des maladies. À long terme, ces investissements devraient contribuer à contenir les coûts de la santé. Dans le présent budget, le gouvernement prévoit investir :

- 154 millions de dollars au cours des trois prochaines années pour élargir la portée du programme provincial de dépistage du cancer afin d'accroître le dépistage et le traitement précoces des cancers du sein, du col de l'utérus et du colorectum. Cette affectation permettra également de couvrir le coût du test de l'antigène prostatique spécifique (APS), qui sert à diagnostiquer le cancer de la prostate et à suivre le traitement des patients, et de prolonger le programme de vaccination contre le virus du papillome humain (VPH).
- 10 millions de dollars par année à une stratégie de lutte contre l'obésité chez les enfants, afin d'encourager les enfants à manger sainement et à faire de l'exercice.
- 135 millions de dollars sur trois ans pour offrir de meilleurs soins dentaires aux familles à faible revenu. Pour de plus amples renseignements, voir la section C, *Un meilleur avenir pour les familles : Améliorer la qualité de vie*.
- 32 millions de dollars sur trois ans dans le Programme de bonne nutrition des élèves. Ce nouvel investissement fait plus que doubler le financement annuel de ce programme.

Le gouvernement fait également ce qui suit :

- Dépose un projet de loi visant à interdire le tabagisme dans les voitures lorsque des enfants y prennent place.
- Impose l'interdiction complète d'exposer des produits du tabac d'ici le 31 mai 2008, comme le prévoyait initialement la *Loi favorisant un Ontario sans fumée*.
- Propose une exonération permanente de la taxe de vente au détail pour les produits admissibles de remplacement de la nicotine en vente libre afin d'aider les fumeurs de l'Ontario à renoncer au tabac.

- Propose de prolonger jusqu'au 31 décembre 2010 l'exonération temporaire de la taxe de vente au détail pour les bicyclettes et l'équipement de sécurité connexe, afin d'encourager les Ontariennes et Ontariens à rester en bonne santé et à faire de l'exercice tous les jours.
- Améliore l'orientation santé des écoles ontariennes avec le projet de loi 8, la *Loi de 2007 portant sur une alimentation saine pour des écoles saines*. Si elle est adoptée, cette loi interdira les gras trans dans les aliments et les boissons vendus dans les cafétérias des écoles et elle interdira la vente de boissons et d'aliments malsains dans les distributeurs automatiques en milieu scolaire.
- Nomme le nouveau bureau de l'Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé le *Centre Sheela Basrur*, en l'honneur de l'ancienne médecin hygiéniste en chef de l'Ontario, qui fut également médecin hygiéniste de la ville de Toronto pendant l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). Le Dr Vivek Goel dirigera l'Agence.

## Modernisation de l'infrastructure de la santé

Dans le cadre du plan ReNouveau Ontario, le gouvernement a pris l'engagement de financer plus de 100 grands projets d'expansion ou de modernisation d'hôpitaux dans toute la province et d'investir avec ses partenaires plus de 5 milliards de dollars dans l'infrastructure du système de santé d'ici 2010. Ces projets contribueront à renouveler l'infrastructure publique de la province, à moderniser les hôpitaux, à améliorer l'accès aux soins de santé et à réduire les temps d'attente.

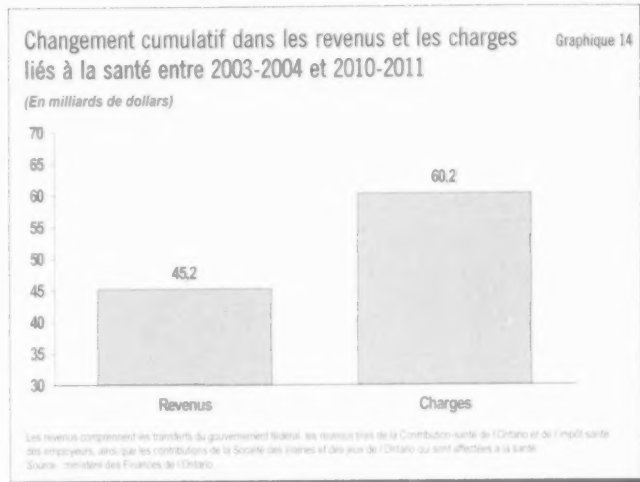
Il est prévu que les travaux de construction de plusieurs projets d'envergure d'hôpitaux commenceront en 2008-2009. Lorsqu'ils seront achevés, ces projets auront entraîné des investissements considérables. En outre, le gouvernement propose ce qui suit :

- Affecter 14 millions de dollars en 2007-2008 à dix maisons de soins palliatifs de la province pour leur permettre d'offrir des soins en fin de vie dans un milieu semblable au domicile, aux personnes qui ne peuvent recevoir des soins à domicile.
- Affecter 9 millions de dollars en 2007-2008 afin d'appuyer l'aménagement d'un nouveau Manoir Ronald McDonald agrandi à Toronto, ce qui permettra d'offrir du soutien et le gîte aux familles d'enfants de toute la province qui sont gravement malades et doivent se rendre à Toronto pour obtenir un traitement médical.
- Investir 47 millions de dollars en 2008-2009, montant qui atteindra 239 millions de dollars en 2010-2011, dans les systèmes de cybersanté servant, par exemple, à la gestion des images diagnostiques, des renseignements sur les médicaments et de l'information des laboratoires, ainsi que dans un registre du diabète, qui aidera les diabétiques à gérer activement leur maladie, en consultation avec leurs fournisseurs de soins.



## Détails des investissements dans le secteur de la santé

Depuis son accession au pouvoir, le gouvernement a fait des investissements stratégiques et il obtient des résultats tangibles. Les investissements dans le secteur de la santé ont augmenté, passant de 29,4 milliards de dollars en 2003-2004 à un montant prévu de 40,4 milliards de dollars en 2008-2009. Les investissements dans les soins de santé devraient augmenter pour atteindre 42,4 milliards de dollars en 2009-2010 et 44,7 milliards de dollars en 2010-2011. L'établissement de la Contribution-santé de l'Ontario (CSO) a fait en sorte que le gouvernement a pu accroître sa capacité de maintenir les services de santé. Tout l'argent provenant de la Contribution-santé de l'Ontario (CSO) est affecté à l'amélioration du système de santé de l'Ontario. En 2008-2009, les revenus générés par la CSO devraient s'élever à 2,8 milliards de dollars, ce qui représente 6,9 % du total des dépenses du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé.



### Investissements dans le secteur de la santé

(En milliards de dollars, variation de 2003-2004 à 2008-2009)

Tableau 4

Hôpitaux – pour hausser les paiements au titre des activités hospitalières directes	3,5
Services en vertu de l'Assurance-santé de l'Ontario – principalement pour financer les services dispensés par les médecins et d'autres praticiens de la santé	2,8
Programmes de médicaments de l'Ontario – afin de soutenir ces programmes, notamment le Programme de médicaments de l'Ontario	1,2
Foyers de soins de longue durée – pour améliorer la qualité des soins offerts à quelque 76 000 pensionnaires de foyers de soins de longue durée et accroître la capacité de ces établissements	1,1
Services communautaires – pour offrir davantage de soins à domicile, de services de soutien communautaire et de logements avec services de soutien	0,8
Santé publique, y compris la promotion de la santé – principalement pour accroître le financement des programmes de santé publique, notamment ceux qui sont offerts par les bureaux de santé publique, et des programmes de vaccination	0,6
Autres – y compris Action Cancer Ontario et les programmes de santé mentale, de services de santé d'urgence et autres	1,2
<b>Augmentation totale du financement</b>	<b>11,1</b>

*Nota :* Les chiffres tiennent compte des paiements de transfert importants au sein du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé de l'Ontario; ils ne tiennent pas compte de la structure publique dans le budget des dépenses. Le total peut ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

*Sources :* ministère de la Santé et des Soins de longue durée et ministère des Finances de l'Ontario.

## **SECTION F UN SOLIDE PARTENAIRE FÉDÉRAL : AIDER LES TRAVAILLEURS ET LES INDUSTRIES DE L'ONTARIO**

### **Aperçu**

Le gouvernement de l'Ontario collabore avec le gouvernement fédéral pour aider les travailleurs et les industries de la province à exploiter les possibilités économiques tout en relevant les défis du marché mondial.

L'Ontario a fait des progrès considérables en concluant avec le gouvernement fédéral une entente de perception de l'impôt permettant au milieu des affaires de profiter des avantages offerts par l'administration unique de l'impôt sur le revenu des sociétés. Aux termes de cette entente, l'Agence du revenu du Canada percevra et administrera l'impôt sur le revenu des sociétés de l'Ontario. Cela permettra aux entreprises de la province d'économiser, d'une part, jusqu'à 100 millions de dollars par année en coûts d'observation et, d'autre part, 90 millions de dollars de plus par année en impôt ontarien sur le revenu des sociétés.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral s'est engagé à verser 500 millions de dollars par année entre 2008-2009 et 2013-2014 dans le cadre des ententes relatives au marché du travail (EMT) devant être conclues avec les provinces et les territoires. L'Ontario a signé récemment avec le gouvernement fédéral l'une de ces ententes, en vertu de laquelle la province recevra 195 millions de dollars par année. Ces fonds seront affectés à des programmes améliorés ou nouvellement créés dans le cadre d'Emploi Ontario et du Plan d'action pour la connexion compétences-emplois annoncé dans le présent budget.

Dans son budget de 2008, le gouvernement a accordé un financement supplémentaire à l'Ontario afin de soutenir les priorités provinciales, notamment par l'entremise de la Fiducie pour le développement des collectivités, qui appuie les collectivités en transition, et de la Fiducie d'investissement pour les transports en commun, qui permet d'investir dans les projets de transports en commun.

Il serait bon que l'Ontario et le gouvernement fédéral continuent de faire fond sur ces progrès et s'engagent à relever les défis économiques actuels et futurs de la province.

L'Ontario continuera de faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il fasse ce qui suit :

- aider les travailleurs ontariens, qui sont désavantagés par le programme d'assurance-emploi (AE) actuel;
- aider les fabricants ontariens, qui font face à de nombreux défis : ralentissement de l'économie américaine, prix élevés du pétrole, force du dollar canadien et concurrence croissante des économies en émergence rapide;
- aider les municipalités ontariennes en offrant davantage de financement durable à long terme et en accordant un soutien financier supplémentaire pour des investissements cruciaux dans l'infrastructure et les transports en commun;
- verser une juste part des fonds fédéraux afin d'appuyer la prestation de services publics de qualité qui sont importants pour les Ontariens.

### L'assurance-emploi : injustice envers la population de l'Ontario

Les chômeurs ontariens sont toujours désavantagés par le programme d'AE. Ce programme ne réussit particulièrement pas à répondre aux besoins en matière de remplacement des revenus des travailleurs licenciés de secteurs actuellement en transition, dont le secteur manufacturier.

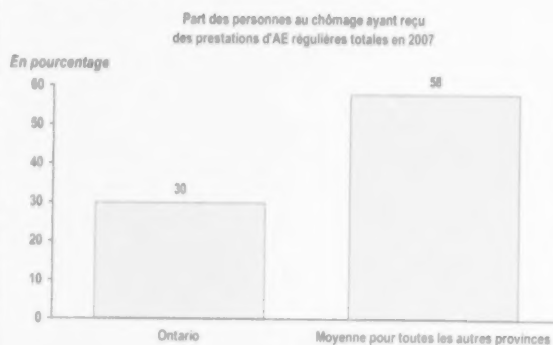
De toutes les provinces, c'est en Ontario que les prestations d'assurance-emploi régulières totales<sup>1</sup> par personne au chômage sont les plus basses. En 2007, seulement 30 % des chômeurs ontariens ont eu droit à des prestations d'AE régulières totales, comparativement à une moyenne de 58 % dans d'autres provinces. En 2007, ces prestations étaient en moyenne d'environ 5 120 \$ en Ontario et de 9 750 \$ dans d'autres provinces. Cela représente une différence de quelque 2,1 milliards de dollars au total.

Les travailleurs et les employeurs de l'Ontario ont versé près de 40 % de toutes les cotisations au régime d'AE, mais les chômeurs de la province n'ont reçu que 27 % des prestations régulières totales en 2007. Par suite de la gestion inefficace du compte d'assurance-emploi, la caisse de l'AE affichait un excédent cumulé de 54 milliards de dollars en 2006-2007, en grande partie attribuable aux cotisations excédentaires payées par les travailleurs ontariens.

Dans son budget de 2008, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il allait créer une nouvelle société d'État indépendante chargée de gérer le compte d'assurance-emploi. Celui-ci sera financé grâce à une réserve de 2 milliards de dollars, somme négligeable si on la compare à l'excédent accumulé de 54 milliards de dollars dont a déjà bénéficié le gouvernement fédéral.

Assurance-emploi : faible couverture des Ontariennes et des Ontariens

Graphique 15



Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada

<sup>1</sup> Les prestations d'assurance-emploi régulières totales englobent les prestations régulières de formation, de création d'emplois et pour activité indépendante découlant du programme de prestations de revenu de l'assurance-emploi (partie I de la *Loi sur l'assurance-emploi*). Les prestations d'assurance-emploi régulières procurent un remplacement temporaire du revenu aux personnes qui perdent leur emploi sans en être responsables, par exemple, à la suite d'un manque de travail ou d'une mise à pied saisonnière ou massive, si elles sont disponibles et en mesure de travailler, mais qu'elles ne peuvent trouver d'emploi.

La partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*, qui porte sur les services de soutien et de formation à la main-d'oeuvre, ne répond pas non plus aux besoins des chômeurs de la province. Ces derniers représentent 42 % des personnes au chômage au Canada, mais ils ne reçoivent que 27 % des fonds nationaux affectés aux programmes selon la partie II de la Loi. En 2007-2008, le financement fédéral de la formation par l'entremise du programme d'AE n'a représenté que 1 177 \$ par personne au chômage en Ontario par rapport à 2 241 \$ dans le reste du Canada. Si le gouvernement fédéral avait accordé 2 241 \$ par personne au chômage en Ontario à des fins de formation, les chômeurs de la province auraient reçu 478 millions de dollars de plus en mesures de soutien et de formation à la main-d'oeuvre.

Ces lacunes des parties I et II de la *Loi sur l'assurance-emploi* nuisent considérablement à la capacité de la province de stimuler la croissance économique, la compétitivité et la prospérité. En outre, le programme d'AE n'est pas conforme aux principes du plan économique à long terme du gouvernement fédéral, qui vise à favoriser la prospérité du pays.

### **Autres mesures de soutien nécessaires pour les travailleurs ontariens**

Le gouvernement fédéral devrait également fournir des ressources ciblées pour la formation et d'autres mesures de soutien de l'emploi qui s'ajoutent à ce que prévoit le programme d'AE.

Le gouvernement fédéral doit verser annuellement à l'Ontario 119 millions de dollars pour chacune des trois années de la Fiducie pour le développement des collectivités. L'Ontario utilisera ces fonds pour des programmes appuyant l'amélioration de la productivité et de la compétitivité, la mise au point de technologies et la formation dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie et de la fabrication (y compris le secteur des pièces automobiles). Les initiatives comprendront la création de nouveaux centres de formation professionnelle offrant de la formation à jour aux chômeurs de la province qui ont besoin de perfectionnement des compétences. Cependant, la contribution fédérale à ces initiatives devrait être augmentée et accordée pendant plus de trois ans.

Même si le financement fédéral accordé dans le cadre de l'EMT rectifie en partie le traitement non équitable dont l'Ontario se plaint depuis longtemps, il n'élimine pas l'insuffisance des fonds versés depuis bien des années à l'Ontario au titre de la formation de la main-d'oeuvre en vertu de la partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de l'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) connexe.

Le gouvernement fédéral devrait également améliorer considérablement la prestation fiscale pour le revenu gagné en haussant le montant de la prestation et le seuil de revenu et en abaissant le taux de réduction afin de fournir davantage d'aide aux familles et aux particuliers qui travaillent.

## Soutien des fabricants ontariens

Le secteur manufacturier est important pour l'économie de l'Ontario et, en fait, pour l'économie de toute l'Amérique du Nord. Cependant, l'emploi dans ce secteur est en perte de vitesse sur tout le continent.

Compte tenu des ressources financières dont il dispose, le gouvernement de l'Ontario prend d'importantes mesures, entrant en vigueur immédiatement, pour appuyer les fabricants (pour plus de renseignements, se reporter au chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*). Les efforts déployés par le gouvernement fédéral jusqu'ici – soit la réduction des taux d'imposition du revenu des sociétés, la prolongation de l'application de la déduction pour amortissement accélérée visant les investissements faits avant 2012 relativement aux machines et au matériel de fabrication et de transformation, et l'établissement de la Fiducie pour le développement des collectivités – seront utiles. Cependant, le gouvernement fédéral doit collaborer dans le cadre d'un partenariat. Le taux général ontarien d'imposition du revenu des sociétés de 14 % et le taux de 12 % s'appliquant aux fabricants sont tous deux inférieurs aujourd'hui au taux de 15 % que le gouvernement fédéral atteindra lorsque les réductions des taux d'imposition du revenu des sociétés qu'il a annoncées récemment auront toutes été mises en oeuvre, en 2012. Par ailleurs, le fonds d'innovation pour l'industrie de l'automobile, doté de 250 millions de dollars sur cinq ans, qui a été annoncé dans le budget fédéral de 2008, ne tient pas compte de l'importance du secteur ontarien de l'automobile, qui a apporté 24,4 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) en 2006.

L'Ontario désire que le gouvernement d'Ottawa accorde des montants équivalents à ceux que la province affecte aux investissements stratégiques et prenne des mesures fiscales pour appuyer les investissements des entreprises, notamment :

- prolonger la période d'application de l'amortissement selon la méthode linéaire à un taux de 50 % au titre des investissements dans les machines et le matériel de fabrication et de transformation faits avant 2014. Les auteurs d'une étude menée par le ministère des Finances fédéral en 2004 ont conclu que, pour ce qui est de soutenir les investissements des entreprises, l'augmentation de la déduction pour amortissement est préférable à la réduction de la taxe de vente sur les biens d'équipement et beaucoup plus efficace que la baisse du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés. C'est pourquoi la province demande au gouvernement fédéral de prolonger cet amortissement des plus utiles jusqu'en 2014;
- étendre à toute l'activité manufacturière du Canada le crédit d'impôt fédéral à l'investissement de 10 % accordé à la région de l'Atlantique pour favoriser les nouveaux investissements et rendre les règles plus équitables pour les entreprises qui font des affaires au Canada;
- offrir un incitatif fiscal équivalent à l'exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés pendant dix ans que propose l'Ontario pour la commercialisation de la propriété intellectuelle mise au point par des universités, des collèges ou des instituts de recherche du Canada. Cette mesure appuierait la recherche et l'innovation.

Comme il a été indiqué plus tôt, l'Ontario travaille avec le gouvernement fédéral en vue de conclure un accord de perception de l'impôt sur le revenu des sociétés. Cependant, lors des discussions visant à arrêter définitivement l'accord, le gouvernement fédéral a proposé un calendrier des paiements fédéraux à l'Ontario qui coûterait à la province 80 millions de dollars en moyenne par année en intérêts plus élevés. Un calendrier de paiements équitable pour l'Ontario s'appliquerait aussi aux autres provinces qui ont conclu une entente de perception de l'impôt sur le revenu des sociétés avec le gouvernement fédéral et se traduirait, pour elles, par un avantage financier totalisant environ 20 millions de dollars par année.

## Appui à l'infrastructure de l'Ontario

---

Le gouvernement fédéral doit s'associer à l'Ontario pour investir dans des projets d'infrastructure qui appuient la croissance économique de ses collectivités, tels que Transports-Action Ontario 2020, le poste frontalier de Windsor, la porte continentale et le corridor de commerce Ontario-Québec, et d'autres projets d'infrastructure dans les régions rurales et du Nord de l'Ontario.

L'Ontario comble les besoins de la province en matière d'infrastructure et s'est engagé à respecter un plan d'infrastructure à long terme (voir la section A, *Un Ontario plus fort : Renforcer les compétences et créer des emplois*, et la section B, *Des collectivités plus fortes : Investir dans l'infrastructure municipale et les collectivités*). Aux termes de la *Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario* proposée, les excédents serviraient à aider les municipalités à s'attaquer à leurs priorités en matière d'infrastructure et à réduire la dette provinciale. Les excédents supérieurs aux prévisions ne seraient donc pas uniquement consacrés au remboursement de la dette.

Il y a malheureusement un manque à gagner quant au financement fédéral des besoins de l'Ontario en matière d'infrastructure matérielle. Les 3,1 milliards de dollars qui seront versés à la province sur une période de sept ans dans le cadre du Fonds Chantiers Canada pour l'infrastructure, qui a été annoncé dans le budget fédéral de 2007, sont insuffisants pour combler ses besoins actuels en matière d'infrastructure. La méthode utilisée par le gouvernement fédéral pour répartir les fonds entre les provinces entraîne un manque à gagner de 970 millions de dollars pour l'Ontario.

L'Ontario travaillera avec le gouvernement fédéral en vue de prendre des arrangements financiers positifs pour aider à éliminer le déficit de la province en matière d'infrastructure. Pour commencer, le gouvernement ontarien cherchera à obtenir sa juste part de tous les programmes de financement fédéraux. Le gouvernement de la province insistera aussi auprès du gouvernement fédéral sur la nécessité que les futures ententes fédérales de partage des coûts soient très souples de façon à tenir compte des pressions financières exercées sur la province et sur certaines municipalités de l'Ontario.

L'Ontario s'inquiète également des retards qu'accuse le gouvernement fédéral en ce qui concerne le versement de ses contributions aux projets d'infrastructure. Pensons par exemple au versement des fonds fédéraux pour le prolongement du métro de Toronto à York qui se fait toujours attendre. Le gouvernement fédéral s'est engagé à verser 697 millions de dollars à ce projet en mars 2007, mais sa contribution n'est toujours pas arrivée. Le gouvernement fédéral tarde également à s'engager à participer à l'initiative Transports-Action Ontario 2020. Le gouvernement d'Ottawa a été invité à participer à cette initiative en assumant au moins 35 % des coûts de construction pendant la durée des projets, ce qui représenterait 6 milliards de dollars au total. L'Ontario s'est déjà engagé à affecter 11,5 milliards de dollars à cette initiative.

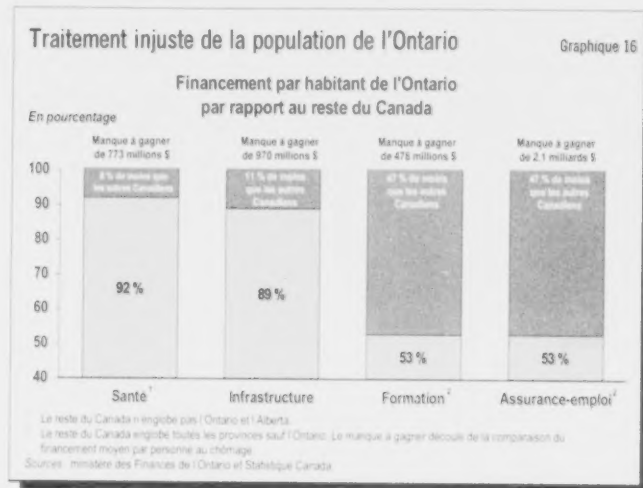
Dans son budget de 2008, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la Fiducie d'investissement pour les transports en commun, qui fournira à l'Ontario 97 millions de dollars par année sur deux ans. Cette somme sera investie en partie dans le volet Transports-Action Ontario 2020 afin de rehausser le service des trains GO à l'est d'Oshawa.

La province continue d'exhorter le gouvernement fédéral à faire sa part pour les municipalités de l'Ontario en leur versant des fonds additionnels de 1,9 milliard de dollars par année pour l'infrastructure et les réseaux de transports en commun.

## Juste part des fonds fédéraux

Aucun gouvernement provincial ne peut arriver seul à financer adéquatement le système de santé. Le gouvernement fédéral joue un rôle crucial à cet égard.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a confirmé que le Transfert canadien en matière de santé ne s'effectuera pas sous forme d'un soutien en espèces égal par habitant avant 2014. Le report de la mise en œuvre de cette mesure coûtera 773 millions de dollars à l'Ontario en 2008-2009 seulement. Par conséquent, l'Ontario demande au gouvernement fédéral d'appliquer immédiatement le principe du montant égal par habitant au Transfert canadien en matière de santé.



Grâce au soutien financier du gouvernement fédéral, l'Ontario s'est engagé à réduire les temps d'attente pour accéder aux services de santé clés. En septembre 2004, le gouvernement d'Ottawa a établi le Fonds pour la réduction des temps d'attente afin d'aider les provinces et les territoires mettant en œuvre des stratégies visant à réduire les temps d'attente. Toutefois, le financement fédéral diminuera considérablement au cours des prochaines années, tandis que l'engagement provincial à l'égard de cette initiative se poursuivra. En 2007-2008, l'Ontario a reçu 468 millions de dollars du Fonds pour la réduction des temps d'attente fédéral, mais il recevra moins de 235 millions de dollars en 2008-2009 et moins de 98 millions de dollars en 2009-2010.

Tout comme pour le Fonds pour la réduction des temps d'attente, le gouvernement fédéral s'est engagé à verser des fonds pendant une période limitée à plusieurs secteurs prioritaires de la province, dont l'infrastructure du secteur de l'éducation postsecondaire, le logement abordable et l'environnement. Les engagements permanents de la province à l'égard de ces secteurs ne prendront pas fin lorsque les transferts fédéraux cesseront.

Par conséquent, pour que ces projets donnent de bons résultats à long terme, il faut que le gouvernement fédéral maintienne les niveaux actuels de financement et prolonge la durée de ce financement pour répondre aux besoins permanents de l'Ontario. La province est convaincue que le gouvernement fédéral maintiendra ses engagements dans ces domaines et élargira les programmes existants ou les remplacera par de nouveaux programmes fournissant un financement continu.

De la même façon, les 31 millions de dollars accordés à l'Ontario par le gouvernement fédéral pour chacune des cinq années du Fonds de recrutement de policiers sont limités dans le temps et ne permettent de payer qu'une fraction seulement des coûts de la part équitable qui revient à l'Ontario dans l'objectif de 2 500 policiers fixé pour l'ensemble du Canada. Depuis 2003, le gouvernement de l'Ontario a embauché ou financé l'embauche de plus de 1 200 policiers.



## CHAPITRE II

# PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO

---



## Budget de 2008 – Principales données

Tableau 1

Économie de l'Ontario :		Finances provinciales :	
Croissance prévue du PIB réel, 2008	1,1 %	Excédent provisoire 2007-2008	600 millions \$
Croissance moyenne du secteur privé, 2008	1,2 %	Prévision des revenus 2008-2009	96,9 milliards \$
Croissance prévue du PIB réel, 2009	2,1 %	Prévision des dépenses 2008-2009	96,2 milliards \$
Emplois depuis octobre 2003	456 800	Reserve de 2008-2009	750 millions \$
Emplois créés en 2007	101 100	Rapport dette <sup>1</sup> -PIB (2003-2004)	25,2 %
PIB réel (2007 par rapport à 2003)	10 %	Rapport dette <sup>1</sup> -PIB (2007-2008)	18,1 %
Revenu disponible réel (2007 par rapport à 2003)	12 %		
Investissement dans les machines et le matériel (2007 par rapport à 2003)	41 %		

<sup>1</sup> La dette s'entend du déficit accumulé.

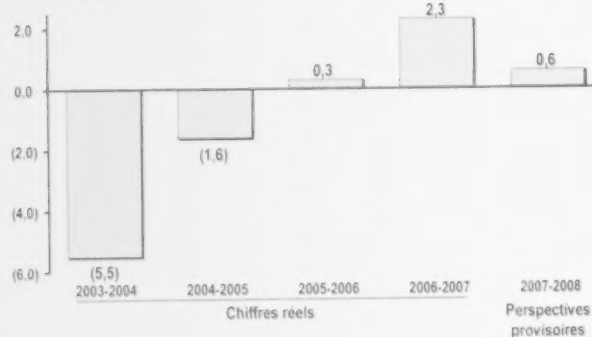
Au cours des dernières années, l'économie ontarienne a été vigoureuse et résiliente, affichant une croissance de l'emploi plus forte que prévu et un niveau élevé de dépenses de consommation et d'investissements des entreprises. On s'attend à une croissance économique modeste en 2008, car l'économie de la province fait toujours face au ralentissement de l'économie américaine ainsi qu'aux défis constants liés aux prix élevés du pétrole et à la vigueur du dollar canadien. La croissance devrait connaître une reprise après 2008 grâce, d'une part, aux investissements dans le cadre du plan en cinq points mis en œuvre par le gouvernement ontarien pour renforcer l'économie et, d'autre part, à l'amélioration de l'économie américaine.

Avec un excédent prévu de 0,6 milliard de dollars pour 2007-2008, la province est en voie de dépasser ses objectifs budgétaires pour la quatrième année de suite et de réaliser son troisième excédent consécutif. La province reste résiliente et est en voie d'afficher six budgets équilibrés consécutifs au cours de la période allant de 2005-2006 à 2010-2011, pour la première fois depuis 1908.

## Bon rendement financier de l'Ontario

Graphique 1

Équilibre financier  
(En milliards de dollars)



## SECTION B RÉSULTATS FINANCIERS PROVISOIRES DE 2007-2008

L'approche prudente adoptée par le gouvernement pour gérer les finances de la province continue à donner des résultats. Il a éliminé le déficit de 5,5 milliards de dollars dont il a hérité en 2003-2004 et il est en bonne voie d'afficher le troisième excédent de suite. On prévoit un excédent de 0,6 milliard de dollars pour 2007-2008, ce qui représente une amélioration en cours d'exercice de 1,0 milliard de dollars par rapport au plan budgétaire de 2007.

Les perspectives provisoires indiquent des revenus estimatifs s'élevant à 96,6 milliards de dollars pour 2007-2008, une augmentation de 5,5 % par rapport aux prévisions du budget de 2007. Les charges totales devraient se chiffrer à 96,0 milliards de dollars, soit 5,3 % de plus que le montant prévu dans le plan de 2007.

Les résultats provisoires de 2007-2008 sont fondés sur les meilleurs renseignements disponibles au début de mars 2008.

Puisqu'elles sont provisoires, ces projections pourront être modifiées lorsque les revenus et les charges réels seront déterminés de façon définitive dans les *Comptes publics de l'Ontario 2007-2008*.

**Résultats financiers en cours d'exercice 2007-2008  
(en millions de dollars)**

**Tableau 2**

	Plan budgétaire	Chiffres provisoires	Variation en cours d'exercice
<b>Revenu</b>	<b>91 503</b>	<b>96 563</b>	<b>5 060</b>
<b>Charges</b>			
Programmes	82 030	86 997	4 967
Intérêt sur la dette	9 123	8 966	(157)
<b>Total des charges</b>	<b>91 153</b>	<b>95 963</b>	<b>4 810</b>
Réserve	750	—	(750)
<b>Excédent/(Déficit)</b>	<b>(400)</b>	<b>600</b>	<b>1 000</b>

## Revenus au cours de l'exercice

Le total des revenus est estimé à 96 563 millions de dollars en 2007-2008, soit une augmentation de 5 060 millions de dollars par rapport aux prévisions du budget de 2007. Cette situation est attribuable surtout à la plus forte croissance économique et aux revenus plus élevés provenant du traitement de déclarations de revenus d'années précédentes.

### Sommaire des variations des revenus en cours d'exercice 2007-2008 (En millions de dollars)

**Tableau 3**

		Chiffres provisoires 2007-2008
<b>Revenus fiscaux</b>		
Impôt sur les sociétés	2 141	
Impôt sur le revenu des particuliers	1 381	
Droits de cession immobilière	235	
Taxe de vente au détail	198	
Impôt-santé des employeurs	122	
Contribution-santé de l'Ontario	70	
Taxe sur le tabac	(96)	
Paievements tenant lieu d'impôts (électricité)	(148)	
Tous les autres impôts et taxes	100	
		4 003
<b>Gouvernement du Canada</b>		
Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux	473	
Tous les autres revenus provenant du gouvernement du Canada	285	
		758
<b>Revenus tirés des entreprises publiques</b>		
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	90	
Toutes les autres entreprises publiques	27	
		117
<b>Autres revenus non fiscaux</b>		182
<b>Total des variations des revenus</b>		<b>5 060</b>

## Variations des revenus

- Les revenus tirés de l'**impôt sur les sociétés** pour 2007-2008 devraient être supérieurs de 2 141 millions de dollars aux prévisions établies dans le budget de 2007, surtout en raison de la plus forte augmentation des bénéfices des entreprises en 2007, des montants finals d'impôt élevés versés par le secteur financier en décembre et des revenus supérieurs découlant du traitement de déclarations de revenus d'années précédentes. La fluctuation des revenus tirés de l'impôt sur les sociétés découle aussi de l'incidence d'un certain nombre de mesures fiscales adoptées depuis le budget de 2007, y compris les mesures fiscales que l'Ontario a introduites pour faire pendant aux mesures du budget fédéral de 2007, des mesures fiscales annoncées dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* et des nouvelles mesures proposées dans le chapitre III : *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*.
- Les revenus tirés de l'**impôt sur le revenu des particuliers** devraient être supérieurs de 1 381 millions de dollars aux prévisions de 2007-2008 surtout en raison de la plus forte croissance des traitements et salaires en 2007 et des revenus plus élevés découlant du traitement des déclarations de revenus de 2006. Depuis la publication du budget de 2007, le traitement des déclarations de revenus de 2006 et des années antérieures a entraîné une hausse des revenus de 2006-2007 comparativement aux prévisions établies dans le budget, ce qui a accru l'assiette à laquelle est appliquée la croissance aux fins de l'établissement des prévisions des revenus découlant de l'impôt sur le revenu des particuliers pour 2007-2008 et les années ultérieures. La hausse des revenus par rapport aux prévisions figurant dans les Comptes publics de 2006-2007 entraîne une augmentation unique des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'ordre de 517 millions de dollars en 2007-2008 étant donné que les écarts par rapport aux prévisions antérieures dans les Comptes publics figurent dans l'exercice en cours. Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers en 2007-2008 incluent aussi un versement de 120 millions de dollars du gouvernement fédéral à l'égard des corrections apportées aux crédits fiscaux des années antérieures. Les incidences des mesures fiscales annoncées dans le budget fédéral de 2007 et que l'Ontario a aussi adoptées sont également comptabilisées, de même que les mesures fiscales annoncées dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* et les nouvelles mesures fiscales proposées par la province qui sont énoncées dans le chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*.
- On estime que les revenus tirés des **droits de cession immobilière** dépasseront les prévisions de 235 millions de dollars en raison de la vigueur du marché ontarien de la revente immobilière qui a atteint de nouveaux records en 2007. La fluctuation des droits de cession immobilière tient compte de l'effet des mesures fiscales annoncées dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*.
- On estime que les revenus tirés de la **taxe de vente au détail** augmenteront de 198 millions de dollars en raison des plus fortes dépenses de consommation en 2007. La fluctuation de la taxe de vente au détail dénote l'effet des mesures fiscales déjà annoncées et des nouvelles mesures fiscales énoncées dans le chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*.
- On estime que les revenus tirés de l'**impôt-santé des employeurs** dépasseront de 122 millions de dollars les prévisions du budget 2007 en raison d'une plus forte croissance de l'emploi et des salaires.
- Les revenus tirés de la **Contribution-santé de l'Ontario** devraient dépasser de 70 millions les prévisions, en raison surtout d'une plus forte augmentation des traitements et des salaires en 2007.
- D'après l'état des revenus à ce jour, les revenus tirés de la **taxe sur le tabac** seraient inférieurs de 96 millions de dollars aux prévisions. Cela est dû à une combinaison de facteurs, notamment l'adoption de modes de vie plus sains par la population ontarienne et la contrebande de cigarettes. Des mesures d'exécution destinées à lutter contre cette activité illicite se poursuivent. Pour de plus amples renseignements, voir le chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*.

- Les **paiements tenant lieu d'impôts (électricité)** devraient être de 148 millions de dollars inférieurs aux prévisions, ce qui est en grande partie attribuable à la baisse des versements provenant de Hydro One Inc. (HOI) et de l'Ontario Power Generation (OPG). La diminution des paiements provenant de HOI est attribuable à la baisse de ses revenus nets découlant de la décision rendue par la Commission de l'énergie de l'Ontario au sujet de la demande concernant les tarifs de transport déposée par HOI, y compris une baisse du taux de rendement des capitaux propres approuvé pour les activités de transport de HOI. La diminution des paiements provenant de l'OPG est attribuable à la contribution spéciale effectuée par la société en décembre 2007 au fonds distinct de gestion des déchets de combustion des centrales nucléaires établi en 2003 pour pouvoir assumer le coût de l'évacuation à long terme des déchets de combustion. Ce dernier effet sur les paiements tenant lieu d'impôts est compensé par une augmentation équivalente des revenus nets de l'OPG.
- On estime que les revenus tirés de **tous les autres impôts et taxes** dépasseront les prévisions de 100 millions de dollars, en grande partie grâce au revenu plus élevé de l'impôt sur les bénéfices miniers découlant de la solidité des prix des métaux. Cependant, cette augmentation est contrebalancée en partie par la diminution des revenus tirés de la taxe sur l'essence et de la taxe sur les carburants qui ont été plus faibles que prévu en raison, respectivement, de la hausse des prix à la pompe et de la baisse des expéditions du secteur manufacturier.
- Les revenus provenant du **Transfert canadien en matière de santé (TCS)** et du **Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS)** devraient dépasser les prévisions de 473 millions de dollars, en raison surtout des estimations révisées des contributions fédérales dans le cadre de ces programmes pour le présent exercice et les exercices antérieurs. Les estimations révisées des crédits auxquels l'Ontario a droit au titre du TCS et du TCPS sont largement attribuables au fait que la part de l'assiette fiscale pancanadienne a été sous-estimée en 2006, ce qui a eu pour effet de surestimer la part ontarienne du financement fédéral. Cela a donné lieu à une hausse de 339 millions de dollars du TCS et du TCPS, y compris un accroissement ponctuel des revenus de 239 millions de dollars, les écarts par rapport aux estimations antérieures des Comptes publics étant imputés à l'année en cours. En outre, les changements apportés au calcul des contributions en vertu du TCS et du TCPS, qui ont été annoncés dans le budget fédéral de 2007, se sont traduits par une hausse supplémentaire des revenus de 134 millions de dollars.
- Les **revenus en provenance d'autres transferts du gouvernement fédéral** dépassent les prévisions de 285 millions de dollars en 2007-2008, ce qui est attribuable en grande partie à l'annonce, dans le budget fédéral de 2007, de fonds destinés à réduire les temps d'attente des patients et à offrir un programme d'immunisation par le vaccin contre le papillomavirus ainsi qu'à des transferts plus élevés pour des projets d'immobilisations et à de nouveaux transferts fédéraux liés à l'élimination de l'impôt ontarien sur le capital.
- On prévoit que des revenus nets combinés d'**Hydro One Inc.** et de l'**Ontario Power Generation** dépasseront les prévisions de 90 millions de dollars, ce qui est attribuable en grande partie à la hausse des revenus nets de l'OPG en raison de la contribution spéciale au fonds distinct de gestion des déchets de combustion des centrales nucléaires, dont l'effet est compensé par une diminution équivalente des paiements tenant lieu d'impôts de l'OPG. L'augmentation des revenus nets de l'OPG compense plus que largement la diminution des revenus nets de HOI découlant de la décision susmentionnée de la Commission de l'énergie de l'Ontario.
- Les revenus nets tirés de **toutes les autres entreprises publiques** ont augmenté en raison de la hausse des revenus nets de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et de la Régie des alcools de l'Ontario.
- Les **autres revenus non fiscaux** devraient dépasser les prévisions de 182 millions de dollars, en raison surtout des recouvrements supérieurs des dépenses de l'exercice précédent, des remboursements par les municipalités des dépenses engagées par la province et des revenus consolidés des ventes et locations.



## Charges au cours de l'exercice

On prévoit actuellement que le total des charges en 2007-2008 sera de 95 963 millions de dollars, soit une hausse de 4 810 millions de dollars par rapport aux prévisions du budget de 2007. Cette augmentation provient principalement des investissements effectués par le gouvernement pour renforcer la croissance économique de l'Ontario au moyen de son plan économique en cinq points.

**Sommaire des variations des charges en cours d'exercice 2007-2008**  
(En millions de dollars)

**Tableau 4**

	Chiffres provisoires 2007-2008
<b>Variations des charges de programmes :</b>	
Infrastructure et transports	1 923,4
Secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation professionnelle	758,4
Renforcement des industries de l'Ontario	516,2
Services à l'enfance, services sociaux et logement social	493,4
Secteur de la justice	378,4
Affaires autochtones	207,3
Secteur de la santé	178,2
Renforcement de l'environnement propice à l'innovation	71,2
Développement du Nord et richesses naturelles	64,9
Développement économique et commercial	57,0
Un Ontario plus vert	35,8
Autres variations des charges de programmes (nettes)	282,9
<b>Total des variations des charges de programmes</b>	<b>4 967,2</b>
<b>Économies au titre de l'intérêt sur la dette</b>	<b>(157,0)</b>
<b>Total des variations des charges</b>	<b>4 810,2</b>

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de chiffres, qui ont été arrondis.

### Variations des charges

Depuis la publication du budget de 2007, le total des charges a augmenté de 4 810,2 millions de dollars, en raison surtout d'une hausse de 4 967,2 millions de dollars des charges de programmes, laquelle est compensée par des économies de 157,0 millions de dollars au titre de l'intérêt sur la dette. Voici les points saillants des variations des charges :

- ❑ En 2007-2008, les charges relatives à **l'infrastructure et aux transports** ont augmenté d'un montant net de 1 923,4 millions de dollars. Ce montant comprend 1 104,0 millions de dollars pour de nouveaux services de transports en commun municipaux, y compris le financement annoncé dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*; 400,0 millions de dollars pour les routes et les ponts municipaux, affectation annoncée dans le présent budget; 450,0 millions de dollars pour financer l'Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale; une somme additionnelle de 32,4 millions de dollars pour aider les municipalités à répondre à des besoins immédiats en matière d'infrastructure des transports.
- ❑ Les charges se rapportant au **secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation professionnelle**, y compris les charges nettes des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario, ont augmenté d'un montant net de 758,4 millions de dollars en 2007-2008. Cette augmentation découle principalement des investissements dans les universités et les collèges de l'Ontario, y compris 353,5 millions de dollars pour financer les améliorations

énergétiques et les projets de réfection des campus des établissements d'éducation postsecondaire et 289,4 millions de dollars pour les investissements stratégiques en immobilisations dans les collèges et universités.

- Les investissements visant le **renforcement des industries de l'Ontario** se sont chiffrés à 516,2 millions de dollars en 2007-2008, et comprennent les initiatives suivantes :
  - Une augmentation nette des charges en cours d'exercice de 335,1 millions de dollars dans le **secteur de l'agriculture**, y compris un financement de 150,0 millions de dollars destiné aux agriculteurs éleveurs de bovins et de porcs et aux horticulteurs pour les aider à gérer les effets des conditions actuelles du marché, ainsi que des initiatives pour renforcer la compétitivité et 135,0 millions de dollars pour appuyer les producteurs de céréales et de graines oléagineuses.
  - Une augmentation des charges de 102,2 millions de dollars pour des initiatives du **secteur de la culture et du tourisme**. Cette augmentation découle principalement des investissements dans les bibliothèques, ainsi que dans les festivals et les initiatives de marketing visant à attirer de nouveaux visiteurs canadiens et étrangers vers les collectivités et les grandes attractions d'un bout à l'autre de la province.
  - Un investissement additionnel de 78,9 millions de dollars par le gouvernement dans le **secteur manufacturier**. Cette affectation comprend 25 millions de dollars à la Fondation Yves Landry pour des programmes de formation afin d'améliorer la productivité et l'adaptabilité de la main-d'œuvre. Des fonds sont également fournis pour aider des entreprises à réduire leurs coûts et à améliorer leur compétitivité.
- Les charges pour les **services à l'enfance et les services sociaux** ont augmenté d'un montant net de 493,4 millions de dollars en 2007-2008, surtout pour appuyer la prestation des services d'aide sociale, des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle et les services de garderie, ainsi qu'à fournir un financement ponctuel aux municipalités pour la remise en état du parc de logements sociaux.
- Les charges dans le **secteur de la justice** ont augmenté de 378,4 millions de dollars en 2007-2008, en raison surtout de l'affectation d'un montant unique pour traiter les arriérés des causes devant la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, d'investissements en immobilisations et de diverses initiatives relatives à la justice et à l'amélioration de la sécurité des collectivités.
- En 2007-2008, les charges destinées aux **affaires autochtones** ont augmenté d'un montant net de 207,3 millions de dollars. Cette variation est principalement attribuable à l'Entente de partage des recettes de jeux avec les Premières nations de l'Ontario, laquelle assure une source de revenus aux Premières nations pour appuyer leur développement communautaire, économique et culturel et les services de santé et d'éducation.
- Une variation des charges nettes de l'exercice de 178,2 millions de dollars dans le **secteur de la santé**, découlant en grande partie de l'affectation de 39,2 millions de dollars pour lancer un nouveau programme volontaire de vaccination contre le papillomavirus, de l'investissement de 14,1 millions de dollars dans 10 foyers de soins palliatifs pour traiter des patients dans un milieu accueillant, de l'affectation de 9,0 millions de dollars pour l'agrandissement du Manoir Ronald McDonald de Toronto, ainsi que des investissements pour faire face aux pressions liées à l'Assurance-santé de l'Ontario et au secteur des foyers de soins de longue durée.
- Le financement visant le **renforcement de l'environnement propice à l'innovation** a augmenté d'un montant net de 71,2 millions de dollars en 2007-2008. Cette fluctuation est attribuable notamment à des investissements stratégiques dans des initiatives de recherche, d'innovation et de commercialisation, y compris l'Institut ontarien de recherche sur le cancer, l'Institute for Quantum Computing et le Windsor Institute for Diagnostic Imaging.

- Le soutien pour le **développement du Nord et les richesses naturelles** a augmenté d'un montant net de 64,9 millions de dollars en 2007-2008. Cette somme a servi surtout à financer les activités accrues de lutte contre les incendies, en raison du nombre d'incendies plus élevé que la moyenne cette année, à respecter les obligations concernant la réfection et autres obligations juridiques découlant de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* et à financer le démarrage du Centre de recherche en médecine moléculaire à Thunder Bay.
- Les charges destinées au **développement économique et commercial** ont augmenté de 57,0 millions de dollars en 2007-2008. Cette augmentation résulte surtout de l'aide financière ponctuelle apportée à la Rotman School of Management de l'Université de Toronto pour un nouveau Prosperity Institute. Cet institut développera la capacité de recherche interdisciplinaire sur la création d'avantages économiques dans un territoire de compétence. Le financement vise également les collectivités qui font face à des défis importants, ainsi que le nouveau Programme de développement des marchés mondiaux pour aider les sociétés à se faire une place sur les marchés de l'exportation.
- En 2007-2008, les charges visant à promouvoir un **Ontario plus vert** ont augmenté de 35,8 millions de dollars. Cette augmentation nette en cours d'exercice vise en grande partie à appuyer le Plan d'action de l'Ontario contre le changement climatique, Ontario vert, et l'élaboration de plans de protection des sources d'eau potable.
- Les **autres variations des charges de programmes** indiquent une augmentation nette de 282,9 millions de dollars en 2007-2008, ce qui représente le reste des variations des charges de programmes. Les principales dépenses additionnelles comprises dans ces variations englobent les investissements dans la technologie de l'information du gouvernement, les secours internationaux en cas de catastrophe et le Marché commun du secteur de l'éducation.
- L'**intérêt sur la dette**, qui se chiffre à 8 966,0 millions de dollars, est inférieur de 157,0 millions de dollars au plan budgétaire de 2007. Cette fluctuation illustre l'impact de la baisse des taux d'intérêt et de la gestion économique du programme d'emprunt, lequel est compensé en partie par l'affectation préliminaire de 100 millions de dollars pour les papiers commerciaux adossés à des actifs comme l'indique le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*.

## Perspectives de croissance économique plus forte en Ontario

La présente section décrit les perspectives macroéconomiques actuelles de l'Ontario, sur lesquelles est fondé le plan financier. Le ministère des Finances prévoit une croissance du PIB réel de 1,1 % en 2008, 2,1 % en 2009 et 2,7 % en 2010.

On estime que le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 2,1 % en 2007, soit 0,5 point de pourcentage de plus que le prévoyait le ministère au moment de la publication du budget de 2007. La croissance a été plus forte que prévu en dépit d'une conjoncture économique externe beaucoup plus difficile, pour diverses raisons : appréciation du dollar canadien, hausse des prix du pétrole, ralentissement de la croissance aux États-Unis et bouleversements sur les marchés des capitaux par suite de la hausse des arriérés dans les hypothèques à risque élevé aux États-Unis.

**Perspectives économiques de l'Ontario  
(En pourcentage)**

**Tableau 5**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008 <sup>p</sup>	2009 <sup>p</sup>	2010 <sup>p</sup>
Croissance du PIB réel	1,4	2,5	2,9	2,1	2,1 <sup>e</sup>	1,1	2,1	2,7
Croissance du PIB nominal	3,2	4,8	3,9	3,9	5,1 <sup>e</sup>	2,8	3,9	4,6
Croissance de l'emploi	3,0	1,7	1,3	1,5	1,6	1,0	1,1	1,3
Inflation de l'IPC	2,7	1,9	2,2	1,8	1,8	1,4	1,9	2,0

e = estimation; p = projection de planification du ministère des Finances.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

### Prévisions du secteur privé concernant la poursuite de la croissance

Les projections économiques constituent un élément essentiel du plan financier du gouvernement. Pour faire en sorte que les projections économiques soient raisonnables et responsables, le ministère des Finances consulte des prévisionnistes du secteur privé. Le Conseil ontarien des prévisions économiques<sup>1</sup> fournit des conseils spécialisés sur les hypothèses et projections macroéconomiques pour l'élaboration du budget. Le ministre des Finances a rencontré les membres du Conseil et d'autres prévisionnistes du secteur privé deux fois au cours de la dernière année dans le cadre du processus de préparation du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* et du budget de 2008. En outre, les membres du Conseil ont examiné les hypothèses économiques sous-tendant le budget de 2008 pour s'assurer que les prévisions étaient raisonnables.

<sup>1</sup> Les membres sont Peter Dungan de l'Université de Toronto, Ernie Stokes du Centre for Spatial Economics, Dale Orr de Global Insight et Glen Hodgson du Conference Board of Canada.

**Prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario  
(En pourcentage)**

**Tableau 6**

	2008	2009	2010
Conference Board du Canada (février)	2,1	2,9	3,4
Global Insight (février)	1,4	1,9	2,3
Centre for Spatial Economics (janvier)	1,3	2,0	2,4
Université de Toronto (février)	0,4	2,5	3,2
RBC Groupe financier (février)	0,9	2,2	—
Groupe Banque Scotia (février)	1,4	1,7	—
Groupe financier Banque TD (janvier)	1,5	2,5	—
BMO Marchés des capitaux (février)	0,9	2,4	—
Marchés mondiaux CIBC (février)	1,3	—	—
<b>Moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé</b>	<b>1,2</b>	<b>2,3</b>	<b>2,8</b>
<b>Hypothèse de planification de l'Ontario</b>	<b>1,1</b>	<b>2,1</b>	<b>2,7</b>

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et enquête du ministère des Finances de l'Ontario sur les prévisions (29 février 2008).

## Conjoncture économique externe difficile

### Résilience de l'Ontario face aux défis que pose l'économie mondiale

Les perspectives économiques à court terme de l'Ontario sont grandement influencées par des facteurs externes tels que les prix du pétrole, le taux de change du dollar canadien, les taux d'intérêt et la croissance économique américaine. Le tableau qui suit montre l'intervalle des répercussions typiques de ces facteurs externes sur la croissance du PIB réel de l'Ontario pour la première année et la deuxième année. Ces estimations reposent sur des relations constatées par le passé et illustrent les limites supérieures et inférieures de la réaction moyenne. Elles indiquent les répercussions des changements aux hypothèses clés isolément des changements subis par d'autres facteurs externes. La combinaison d'autres circonstances peut également avoir d'importants effets sur les résultats obtenus.

**Répercussions des changements aux principales hypothèses sur la croissance du PIB réel de l'Ontario<sup>1</sup>  
(Augmentation en points de pourcentage)**

**Tableau 7**

	Première année	Deuxième année
Dépréciation du dollar canadien de 0,05 \$US	0,1 à 0,8	0,5 à 1,2
Diminution du prix mondial du pétrole brut de 10 \$US le baril	0,1 à 0,5	0,1 à 0,5
Augmentation de la croissance du PIB réel des É.-U. de un point de pourcentage	0,3 à 0,7	0,4 à 0,8
Diminution des taux d'intérêt canadiens de un point de pourcentage	0,1 à 0,5	0,2 à 0,6

<sup>1</sup> Répercussions fondées sur des changements soutenus.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

## La croissance devrait reprendre aux États-Unis pendant la seconde moitié de 2008

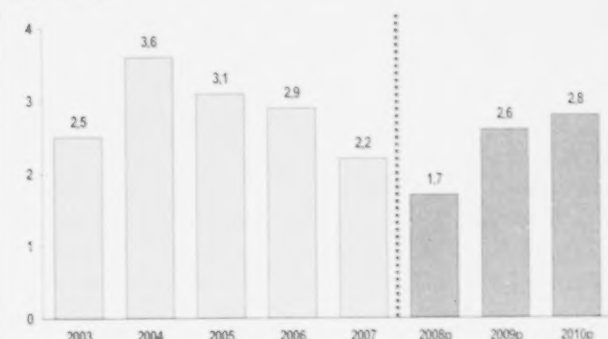
L'état de l'économie américaine est important pour l'Ontario. En 2007, presque 84 % des exportations internationales de la province se sont faites vers les États-Unis. La baisse des investissements dans la construction résidentielle aux États-Unis, la diminution des dépenses à la consommation et le recul des investissements des entreprises conjugués aux difficultés des marchés financiers découlant de l'augmentation des arriérés hypothécaires ont contribué au ralentissement de la croissance du PIB réel aux États-Unis qui est passée à 2,2 % en 2007.

La plupart des économistes s'attendent à ce que l'essoufflement de l'économie américaine soit de courte durée. La Réserve fédérale américaine a abaissé son taux directeur de 225 points de base depuis septembre 2007 afin de stimuler l'économie et d'endiguer la crise dans le secteur du logement. La baisse des taux d'intérêt conjuguée à d'importantes mesures de stimulation financière, dont des remises fiscales, devrait relancer les dépenses à la consommation. Selon la moyenne des prévisions du secteur privé, le PIB réel des États-Unis devrait augmenter de 1,7 % en 2008, et connaître une croissance modérée pendant la première moitié de 2008 et une reprise solide pendant la seconde moitié de l'année. On prévoit que la croissance aux États-Unis sera de 2,6 % en 2009 et de 2,8 % en 2010.

Croissance du PIB réel des États-Unis

Graphique 2

En pourcentage



p = moyenne des prévisions du secteur privé  
Sources : U.S. Bureau of Economic Analysis et Blue Chip Economic Indicators (revient 2008)

## Les prix du pétrole devraient demeurer élevés

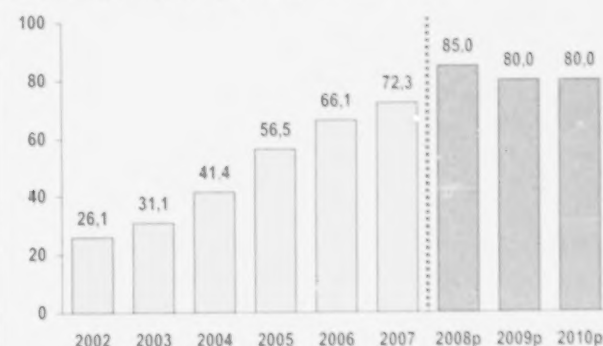
L'Ontario importe pratiquement tout le pétrole brut qu'il consomme et la hausse des prix de ce produit essentiel fait augmenter les coûts pour les entreprises et les consommateurs. Cependant, les prix élevés du pétrole ne posent pas le même risque que par le passé puisque l'économie ontarienne est plus de 50 % plus éconergétique qu'elle ne l'était pendant la crise du pétrole des années 1970.

Les prix du pétrole se situaient en moyenne à 72,30 \$US le baril en 2007, augmentant pour une sixième année consécutive. Ils sont passés de moins de 50 \$US à la mi-janvier 2007 à plus de 110 \$US au début de mars 2008.

Prix du pétrole brut

Graphique 3

En dollars américains le baril, West Texas Intermediate



p = projection de planification du ministère des Finances  
Sources : New York Mercantile Exchange et ministère des Finances de l'Ontario

Les prix du pétrole ont augmenté et devraient demeurer élevés pendant l'horizon prévisionnel en raison de la baisse de l'offre et de la forte demande à l'échelle mondiale. Les risques géopolitiques continus que connaissent les principales régions productrices, le maintien des restrictions sur la production imposées par l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), et la faible croissance de la capacité des régions productrices n'appartenant pas à l'OPEP limiteront l'approvisionnement mondial. La hausse de la demande mondiale, en particulier dans les économies en

émergence rapide comme la Chine et l'Inde, contribuera à maintenir les marchés mondiaux du pétrole serrés et vulnérables à une interruption majeure de l'approvisionnement.

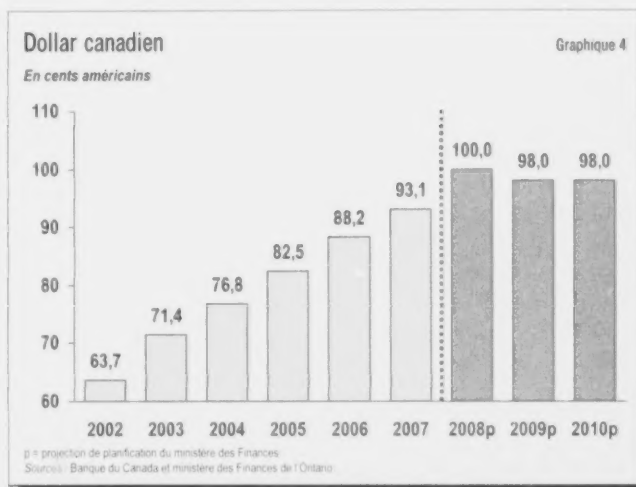
Selon les prévisions moyennes du secteur privé, les prix du pétrole s'établiront en moyenne à 84 \$US le baril en 2008, 77 \$US le baril en 2009 et 79 \$US le baril en 2010 (moyennes annuelles). Les projections de planification du ministère des Finances (voir graphique ci-dessus) sont prudentes par rapport à la moyenne des prévisions du secteur privé. Il règne une grande incertitude sur les marchés du pétrole et les projections des analystes quant à la moyenne annuelle des prix pour 2008 vont de moins de 77 \$US le baril à plus de 92 \$US le baril.

### Quasi-parité des dollars canadien et américain

Le dollar canadien prend de la valeur depuis 2002 en raison surtout des prix élevés du pétrole et des produits de base et, depuis peu, de la faiblesse de l'économie américaine. L'appréciation du dollar canadien crée des défis pour les secteurs manufacturier, agricole et forestier de l'Ontario, qui sont axés sur l'exportation, et pour l'industrie du tourisme.

La valorisation du dollar favorise les entreprises de l'Ontario qui importent des biens et des services, notamment en diminuant les prix des machines et du matériel importés.

Le dollar canadien valait en moyenne 93,1 cents américains en 2007, en hausse pour une cinquième année de suite. Les prévisionnistes s'attendent en moyenne à ce que le dollar canadien vaille 98,7 cents américains en 2008, 96,2 cents américains en 2009 et 97,9 cents américains en 2010. Les projections de planification du ministère des Finances (voir graphique ci-dessus) sont prudentes comparativement aux prévisions moyennes du secteur privé. Les prévisions relatives à la valeur du dollar canadien en 2008 vont de 96 cents américains à 1,03 \$US.





## Les exportations de l'Ontario devront surmonter des difficultés à court terme

Outre la baisse de la demande aux États-Unis et la concurrence de plus en plus vive des nouveaux pays industriels, les exportateurs ont dû composer avec la force du dollar canadien. Ils ont réagi en se tournant vers des produits à plus forte valeur ajoutée, en pénétrant de nouveaux marchés internationaux et en augmentant les échanges avec le reste du Canada.

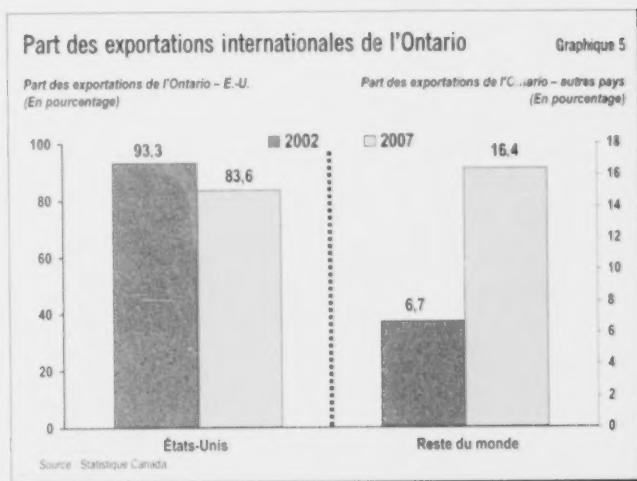
Au cours des cinq dernières années, la valeur des exportations de marchandises de l'Ontario vers les États-Unis a diminué de 12,3 %, tandis que la valeur des exportations vers d'autres pays a plus que doublé. L'an dernier, la valeur des exportations ontariennes de marchandises a chuté de 0,2 % puisque les exportations vers les États-Unis ont diminué de 3,6 %, tandis que les exportations vers le reste du monde augmentaient de 21,6 %.

Les importations ont augmenté rapidement au cours des cinq dernières années, témoignant de la vigueur du dollar canadien. Cette appréciation de notre monnaie a eu les effets suivants : réduction du coût relatif des biens et des services importés, hausse des investissements dans les machines et le matériel qui contribuent à augmenter la productivité, dont la majeure partie est importée, et accroissement de la demande des ménages.

En raison de la baisse de la demande aux États-Unis et de la force du dollar canadien, la valeur réelle des exportations ontariennes ne devrait pas changer cette année. L'ouverture de la nouvelle usine de Toyota à Woodstock, où la production devrait débuter l'automne prochain, donnera un essor aux exportations. La hausse de la demande aux États-Unis en 2009 devrait se traduire par une augmentation des exportations d'automobiles et de biens durables. La forte croissance enregistrée dans l'Ouest canadien continuera à stimuler les exportations de l'Ontario vers les autres provinces et les territoires. On prévoit que les exportations réelles de l'Ontario augmenteront de 2,5 % en 2009 et de 2,9 % en 2010.

### Baisse des taux d'intérêt en 2008

On s'attend actuellement à ce que les taux d'intérêt diminuent en 2008 et augmentent modérément par la suite. La Banque du Canada a abaissé son taux de référence de 100 points de base entre décembre et le début de mars, faisant chuter à 3,50 % le taux canadien de financement à un jour. D'autres baisses sont prévues. Selon la Banque du Canada, la demande intérieure au Canada demeure forte, mais la Banque reconnaît qu'il « faudra probablement encore augmenter le degré de détente monétaire dans un proche avenir ».



À cause de l'aversion accrue pour le risque sur les marchés financiers et du ralentissement de la croissance économique, le rendement d'actifs gouvernementaux sûrs comme les bons du Trésor et les obligations a connu un recul. La baisse des taux d'intérêt ne s'est pas fait sentir de la même façon sur la dette du gouvernement que sur la dette du

secteur privé. Au début de mars, le taux des bons du Trésor canadiens de trois mois a accusé un recul d'environ 220 points de base depuis août 2007, tandis que le taux des billets de trésorerie de trois mois a chuté d'environ 120 points de base. Les prévisionnistes du secteur privé croient que le rendement des bons du Trésor de trois mois du Canada se situera en moyenne à 3,3 % en 2008, par rapport à 4,2 % en 2007. Lorsque les conditions économiques et la situation du crédit se seront améliorées, on prévoit que les taux d'intérêt augmenteront, mais demeureront bien en dessous des moyennes historiques. Les prévisionnistes s'attendent à ce que le rendement des bons du Trésor de trois mois augmente et passe à 3,8 % en 2009 et à 4,5 % en 2010. Le taux de rendement des obligations de dix ans du gouvernement du Canada devrait s'établir, en moyenne, à 3,9 % en 2008, à 4,5 % en 2009 et à 5,2 % en 2010. Les projections de planification du ministère des Finances (voir tableau ci-dessus) correspondent à la moyenne des prévisions du secteur privé.

**Perspectives d'évolution des taux d'intérêt au Canada** **Tableau 8**  
(Pourcentage annuel)

	2007	2008p	2009p	2010p
Taux des bons du Trésor de trois mois	4,2	3,3	3,8	4,5
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement	4,3	3,9	4,5	5,2

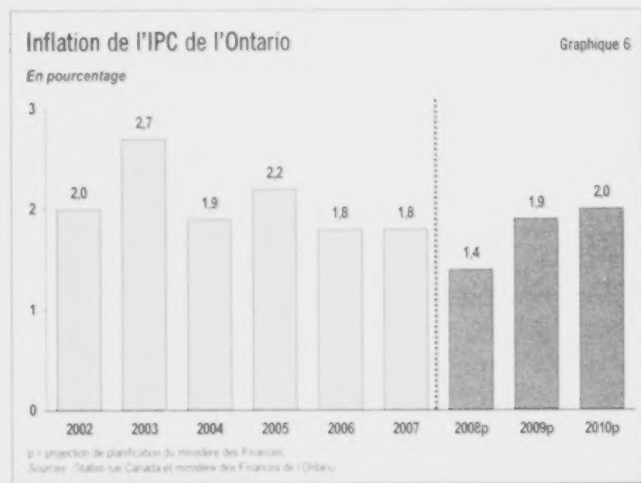
p = projection de planification du ministère des Finances.

Sources : Banque du Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

## L'inflation devrait diminuer en 2008

Le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Ontario a été faible et stable ces dernières années, se chiffrant à 1,8 % en moyenne en 2006 et en 2007.

On pense que l'inflation restera faible au cours de l'horizon prévisionnel. Le taux d'inflation de l'IPC de l'Ontario devrait diminuer pour se situer à 1,4 % en 2008, soit le taux le plus faible en dix ans. Cette baisse résulte en grande partie de la réduction de un point de pourcentage de la taxe sur les produits et services (TPS) du gouvernement fédéral. Lorsque la baisse de la TPS de 2008 n'aura plus d'effets sur l'évolution des prix d'une année à l'autre, le taux d'inflation de l'IPC en Ontario devrait s'établir en moyenne à 1,9 % en 2009 et à 2,0 % en 2010.



### La vigueur des investissements, gage de croissance

Les investissements des entreprises sont demeurés considérables en 2007 et l'on s'attend à ce qu'ils jouent un rôle prépondérant dans la croissance de l'économie ontarienne au cours des années à venir. Les investissements réels dans les structures commerciales et industrielles ont augmenté de 4,6 %, tandis que les investissements réels dans les machines et le matériel ont connu une hausse de 8,4 %.

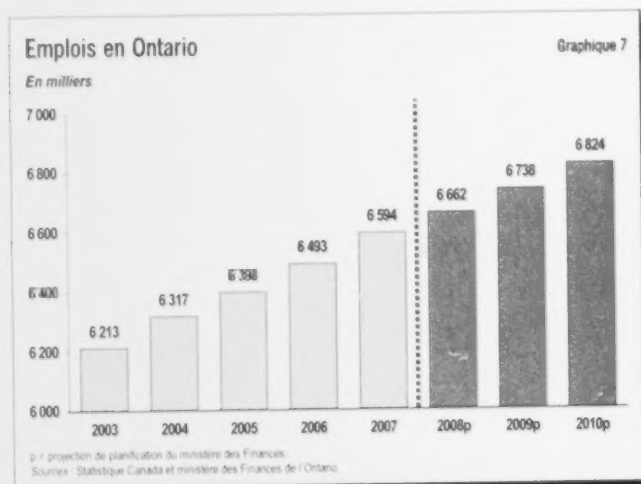
Les bilans positifs des entreprises et la hausse du dollar canadien ont encouragé les entreprises à investir. Les bénéfices des entreprises enregistrent une croissance moyenne annuelle de 4,7 % depuis 2003, et on prévoit qu'ils augmenteront en moyenne de 4,4 % par année entre 2008 et 2010. En raison de la croissance des bénéfices des sociétés, le climat financier devrait demeurer propice aux investissements en Ontario. On prévoit que les taux d'intérêt diminueront cette année, ce qui fera baisser les coûts d'emprunt pour l'expansion des entreprises et la mise à niveau des machines et du matériel.

L'appréciation du dollar canadien diminue le coût des machines et du matériel importés, ce qui rend plus intéressants pour les entreprises les investissements dans les technologies de pointe. On prévoit que les investissements réels dans les machines et le matériel augmenteront de 6,0 % en 2008 et de 4,3 % par année en moyenne en 2009 et 2010. La construction commerciale et industrielle devrait également demeurer vigoureuse. Les dépenses réelles dans le secteur de la construction commerciale devraient augmenter de 2,5 % en 2008 et de 2,4 % par année en moyenne en 2009 et 2010.

### La croissance de l'emploi se poursuivra

Depuis octobre 2003, l'économie de l'Ontario a créé 456 800 emplois nets, dont 383 500, ou 84 %, étaient des emplois à plein temps. La croissance de l'emploi a été forte dans les secteurs où les salaires sont plus élevés que la moyenne comme les finances (47 800), l'éducation (93 500), la santé et l'aide sociale (71 100), la construction (71 400) et les services professionnels (62 000).

En 2007, l'économie de l'Ontario a créé plus de 101 100 emplois nets, soit une hausse de 1,6 %, la plus forte enregistrée depuis 2004. Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que la croissance de l'emploi se poursuive. Le ministère des Finances prévoit une croissance de l'emploi de 1,0 % cette année, de 1,1 % en 2009 et de 1,3 % en 2010, ce qui représentera un gain total de 230 000 nouveaux emplois nets au cours de cette période de trois ans. Le taux de chômage annuel devrait diminuer pour s'établir à 6,3 % d'ici 2010.



## Les revenus et les dépenses des ménages devraient augmenter

La vigueur du marché de l'emploi s'est traduite par une croissance solide des salaires. Depuis 2003, le salaire horaire moyen a augmenté de 12,7 %. Les gains constants dans le secteur de l'emploi et la hausse des salaires ont donné lieu à une augmentation de 4,9 % des revenus du travail en 2007. Ceux-ci devraient progresser de 3,4 % en 2008 et s'accélérer à moyen terme pour atteindre une moyenne de 4,0 % en 2009 et 2010.

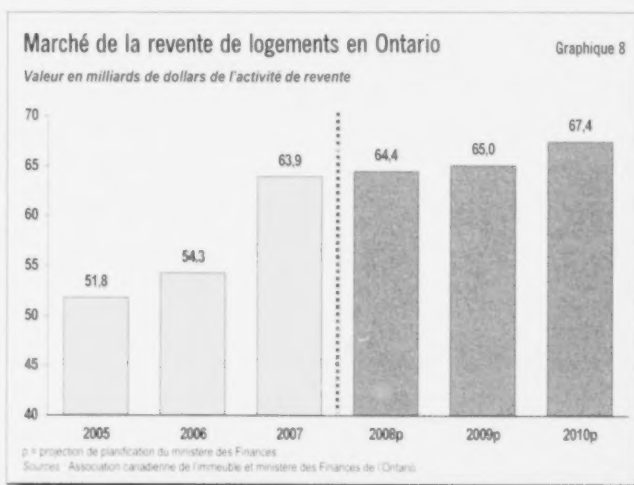
La hausse des revenus favorisera l'augmentation des dépenses des ménages. En 2007, les dépenses réelles à la consommation ont augmenté de 3,4 % et on s'attend à ce que cette croissance se stabilise autour de 2,6 % en moyenne par année entre 2008 et 2010, correspondant ainsi à la croissance du revenu après impôt.

## Vigueur du marché du logement

L'effervescence du marché du logement en Ontario s'est maintenue en 2007. La revente de logements a atteint un sommet en 2007, augmentant de 9,5 %. La forte activité dans le marché de la revente a favorisé une importante augmentation des prix, le prix moyen de revente augmentant de 7,6 % pour atteindre 299 500 \$ en 2007. L'an dernier, les mises en chantier ont accusé une légère baisse, passant de 73 400 logements en 2006 à 68 100 logements en 2007.

La croissance démographique devrait entraîner la création d'un nombre net de 67 700 ménages par année en Ontario de 2008 à 2010, ce qui favorisera la demande de logements. On prévoit que les mises en chantier atteindront 64 300 en moyenne par année entre 2008 et 2010.

Le nombre de reventes devrait diminuer légèrement en 2008 et 2009 avant d'augmenter à nouveau en 2010. Le taux de revente de logements pour la période allant de 2008 à 2010 devrait demeurer à près de 4 % au-dessus de la moyenne enregistrée de 2003 à 2007. Il est prévu que le prix moyen de revente d'un logement en Ontario passera de 311 400 \$ en 2008 à 328 900 \$ en 2010. On prévoit que le logement demeurera abordable en 2008, car les taux d'intérêt plus faibles et la hausse des revenus devraient neutraliser l'augmentation du prix des maisons.



## Détails des perspectives économiques de l'Ontario

Le tableau qui suit indique les principaux détails des perspectives économiques du ministère des Finances, de 2008 à 2010.

Économie de l'Ontario, de 2005 à 2010  
(Variation en pourcentage)

Tableau 9

	Chiffres réels			Projections		
	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Produit intérieur brut réel	2,9	2,1	2,1e	1,1	2,1	2,7
Consommation personnelle	3,6	3,5	3,4e	2,5	2,6	2,6
Construction résidentielle	1,8	1,1	0,6e	(0,5)	1,3	2,5
Construction non résidentielle	3,6	10,4	4,6e	2,5	2,0	2,9
Machines et matériel	9,1	11,2	8,4e	6,0	4,1	4,6
Exportations	2,2	(0,2)	1,4e	0,0	2,5	2,9
Importations	3,9	2,7	3,8e	2,2	2,7	3,0
Produit intérieur brut nominal	3,9	3,9	5,1e	2,8	3,9	4,6
Autres indicateurs économiques						
Ventes au détail	4,8	4,1	4,0	3,4	3,7	4,1
Mises en chantier de logements (en milliers)	78,8	73,4	68,1	64,0	63,0	66,0
Revenu des particuliers	4,5	4,8	5,0e	3,1	4,0	4,4
Revenus du travail	5,0	4,5	4,9e	3,4	3,9	4,1
Bénéfices des sociétés	(2,7)	3,2	8,5e	4,0	4,9	4,5
Indice des prix à la consommation	2,2	1,8	1,8	1,4	1,9	2,0
Marché du travail						
Emploi	1,3	1,5	1,6	1,0	1,1	1,3
Création d'emplois (en milliers)	81	95	101	68	76	87
Taux de chômage (en pourcentage)	6,6	6,3	6,4	6,6	6,5	6,3

e = estimation.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement et ministère des Finances de l'Ontario.

**Changements aux principales hypothèses économiques**  
**Comparaison entre les données des budgets de 2007 et de 2008 (variation en pourcentage)**

**Tableau 10**

	2007		2008		2009	
	Budget 2007	Chiffres réels	Budget 2007	Budget 2008	Budget 2007	Budget 2008
Produit intérieur brut réel	1,6	2,1e	2,8	1,1	3,1	2,1
Produit intérieur brut nominal	3,1	5,1e	4,7	2,8	4,7	3,9
Ventes au détail	3,6	4,0	4,6	3,4	4,6	3,7
Mises en chantier de logements (en milliers)	68,0	68,1	67,0	64,0	68,0	63,0
Revenu des particuliers	3,9	5,0e	4,7	3,1	4,9	4,0
Revenus du travail	3,9	4,9e	4,8	3,4	4,9	3,9
Bénéfices des sociétés	1,1	8,5e	2,4	4,0	2,5	4,9
Emploi	1,1	1,6	1,4	1,0	1,6	1,1
Création d'emplois (en milliers)	71	101	90	68	109	76
<b>Facteurs externes importants</b>						
Pétrole brut (en \$US le baril)	61,0	72,3	61,0	85,0	61,0	80,0
Produit intérieur brut réel américain	2,7	2,2	3,0	1,7	3,1	2,6
Dollar canadien (en cents américains)	86,0	93,1	87,5	100,0	88,0	98,0
Taux des bons du Trésor de trois mois	4,1	4,2	4,3	3,3	4,5	3,8
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement	4,2	4,3	4,7	3,9	5,1	4,5

e = estimation.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, New York Mercantile Exchange, U.S. Bureau of Economic Analysis, *Blue Chip Economic Indicators* et ministère des Finances de l'Ontario.

Le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 2,1 % en 2007, soit 0,5 point de pourcentage de plus que le prévoyait le ministère au moment des prévisions du budget de 2007, en dépit d'une conjoncture plus difficile, et notamment du ralentissement de la croissance aux États-Unis, de l'appréciation du dollar, de la hausse des prix du pétrole et du resserrement du crédit. Le marché du travail était sain, l'emploi augmentant de 1,6 %, soit 0,5 point de pourcentage de plus que les prévisions du budget, ce qui s'est traduit par la création de 30 000 emplois de plus que prévu. La croissance des revenus a été de 5,0 % en 2007, soit 1,1 point de pourcentage de plus que les prévisions du budget. À 8,5 %, la hausse des bénéfices des entreprises a été beaucoup plus forte que celle de 1,1 % prévue avec prudence dans le budget. Le PIB nominal a augmenté de 5,1 %, soit 2 points de pourcentage de plus que les projections du budget.

Les prévisions de croissance pour 2008 et 2009 sont plus faibles que ce qui avait été prévu dans le budget de 2007, en raison de la croissance beaucoup plus faible aux États-Unis, de l'appréciation du dollar canadien et de la hausse des prix du pétrole. Les prévisions de croissance du PIB réel ont été abaissées de 1,7 point de pourcentage en 2008 et de 1,0 point de pourcentage en 2009 depuis le budget de 2007. De même, le PIB nominal a été abaissé de 1,9 point de pourcentage en 2008 et de 0,8 point de pourcentage en 2009. La croissance des traitements et des salaires ainsi que les ventes au détail, des sources de revenus cruciales, devraient être inférieures à ce qui avait été établi dans le budget de 2007, mais on s'attend à ce que les bénéfices des entreprises, une autre source de revenus importante, augmentent plus que ce qui avait été prévu dans le budget de 2007.

## SECTION D PERSPECTIVES DE REVENUS DE L'ONTARIO

Les prévisions des revenus à moyen terme tiennent compte des perspectives économiques du ministère des Finances pour l'Ontario et des incidences prévues des décisions de principe du gouvernement. Les revenus totaux devraient augmenter de 6,9 milliards de dollars, soit 3,5 % en moyenne par année, entre 2008-2009 et 2010-2011.

**Sommaire des perspectives à moyen terme**  
(En milliards de dollars)

**Tableau 11**

Revenus	Chiffres provisoires	Plan	Perspectives	
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Revenus fiscaux	68,3	69,0	71,9	74,5
Impôt sur le revenu des particuliers	24,7	25,2	26,6	28,1
Taxe de vente au détail	16,9	17,2	18,1	19,0
Contribution-santé de l'Ontario	2,7	2,8	2,9	3,1
Impôt sur le revenu des sociétés	12,7	12,3	12,5	12,3
Tous les autres impôts et taxes	11,3	11,5	11,8	12,0
Gouvernement du Canada	16,9	16,5	17,0	17,7
Revenus tirés des entreprises publiques	4,1	4,1	4,3	4,6
Autres revenus non fiscaux	7,3	7,4	7,3	7,0
<b>Total des revenus</b>	<b>96,6</b>	<b>96,9</b>	<b>100,6</b>	<b>103,8</b>

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

*Source :* ministère des Finances de l'Ontario.

Les prévisions concernant les revenus tirés de l'**impôt sur le revenu des particuliers (IRP)** sont conformes aux prévisions de croissance des traitements et des salaires. Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers sont supérieurs en 2007-2008 en raison, d'une part, d'un redressement ponctuel de 0,5 milliard de dollars à la suite d'une sous-estimation de ces revenus pour 2006-2007 dans les Comptes publics et, d'autre part, d'un autre redressement de 0,1 milliard de dollars attribuable à un paiement reçu du gouvernement fédéral à la suite, notamment, d'une correction aux montants d'impôt auxquels l'Ontario avait droit en 2005. Les prévisions de revenus tirés de l'IRP tiennent compte des mesures fiscales déjà annoncées et des mesures proposées dans le présent budget et présentées au chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*. L'assiette de l'impôt sur le revenu des particuliers tend à augmenter plus rapidement que les revenus des particuliers en raison de la nature progressive du régime fiscal.



**Revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers**  
(En milliards de dollars)

**Tableau 12**

	Chiffres provisoires	Plan	Perspectives	
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Total des revenus prévus	24,7	25,2	26,6	28,1
Mesures incluses dans le total <sup>1</sup>	—	(0,1)	(0,1)	(0,2)
Rajustements pour les revenus d'exercices précédents	0,5	—	—	—
Autres revenus ponctuels	0,1	—	—	—
Assiette de base <sup>2</sup>	24,0	25,2	26,7	28,3
Croissance de l'assiette de base (en pourcentage)	5,7	5,1	5,8	5,9
Croissance des traitements et salaires (en pourcentage)	4,8	3,4	3,9	4,1

<sup>1</sup> Correspond à l'incidence cumulative sur les revenus de toutes les mesures fiscales annoncées antérieurement et dans la présente mise à jour sur les finances par rapport à leur incidence sur les revenus en 2007-2008.

<sup>2</sup> Correspond au « Total des revenus prévus » moins les répercussions des mesures fiscales ou d'autres facteurs ponctuels tels les rajustements pour les exercices précédents. L'assiette de base tient compte des répercussions des facteurs macroéconomiques sous-jacents.

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

La croissance des revenus tirés de la **taxe de vente au détail (TVD)** est fondée sur les prévisions à la hausse des dépenses des ménages et des entreprises. Les perspectives des revenus tirés de la taxe de vente au détail tiennent compte de l'incidence prévue des mesures fiscales déjà annoncées et des mesures proposées dans le présent budget et présentées au chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*.

Les prévisions concernant la **Contribution-santé de l'Ontario** sont fondées sur les perspectives de croissance de l'emploi et du revenu des particuliers.

Les perspectives de revenus tirés de l'**impôt sur le revenu des sociétés** correspondent dans une large mesure aux perspectives des bénéfices des sociétés avant impôt. Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés en 2007-2008 comprennent 0,6 milliard de dollars en recettes ponctuelles attribuables en bonne partie à des versements d'impôts élevés en ce qui concerne les années antérieures. Les perspectives de revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés tiennent également compte des mesures fiscales déjà annoncées et des mesures proposées dans le présent budget et présentées au chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*.

**Perspectives des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés**  
(En milliards de dollars)

**Tableau 13**

	Chiffres provisoires	Plan	Perspectives	
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Total des revenus prévus	12,7	12,3	12,5	12,3
Mesures incluses dans le total <sup>1</sup>	(0,2)	(0,4)	(0,6)	(1,2)
Rajustements pour les revenus d'exercices précédents	0,6	—	—	—
Autres revenus ponctuels	—	—	—	—
Assiette de base <sup>2</sup>	12,3	12,7	13,1	13,5
Croissance de l'assiette de base (en pourcentage)	6,2	3,0	3,2	3,1
Croissance des bénéfices (en pourcentage)	8,5	4,0	4,9	4,5

<sup>1</sup> Correspond à l'incidence cumulative sur les revenus de toutes les mesures fiscales annoncées antérieurement et dans la présente mise à jour sur les finances par rapport à leur incidence sur les revenus en 2007-2008.

<sup>2</sup> Correspond au « Total des revenus prévus » moins les répercussions des mesures fiscales ou d'autres facteurs ponctuels tels les rajustements pour les exercices précédents. L'assiette de base tient compte des répercussions des facteurs macroéconomiques sous-jacents.

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les prévisions relatives à **tous les autres impôts et taxes** reposent sur les perspectives de croissance économique décrites dans la section C, *Perspectives économiques de l'Ontario*. Tous les autres impôts et taxes comprennent, par exemple, l'impôt-santé des employeurs, les taxes sur l'essence et les carburants et les droits de cession immobilière. Les prévisions sont établies poste par poste. Par exemple, les prévisions concernant les revenus tirés de l'impôt-santé des employeurs reposent sur les perspectives de croissance des traitements et des salaires. Les prévisions relatives à tous les autres impôts et taxes tiennent compte des mesures fiscales déjà annoncées et des mesures proposées dans le présent budget et présentées au chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*.

Les prévisions des transferts du **gouvernement du Canada** se fondent sur l'hypothèse voulant que les ententes actuelles relatives aux transferts du gouvernement fédéral soient renouvelées. Les perspectives tiennent compte notamment de l'annonce, dans le budget fédéral de 2007, de fonds destinés à réduire les temps d'attente des patients et à offrir un programme d'immunisation par le vaccin contre le papillomavirus de même que l'annonce, dans le budget fédéral de 2008, de fonds au titre du développement communautaire et des transports en commun. Les perspectives supposent aussi que le gouvernement fédéral continuera à financer au niveau de 2008-2009 les transferts à durée limitée déjà annoncés. Ces revenus servent à financer les dépenses projetées dans le présent budget.

Les perspectives relatives au **revenu net des entreprises publiques** sont fondées sur les données fournies par ces entreprises. Les revenus totaux nets devraient augmenter en moyenne de 5,1 % par année entre 2008-2009 et 2010-2011. La vigueur du dollar canadien et la concurrence transfrontalière ont des répercussions sur le revenu net de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG). Le revenu net de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) devrait progresser de façon constante grâce à l'augmentation des ventes. Les revenus nets d'OPG et de Hydro One, quant à eux, devraient augmenter, car on s'attend à ce que le rendement des capitaux propres soit à la hausse et à mesure que les projets visés par de nouveaux investissements dans des systèmes de production, de transport et de distribution seront achevés.

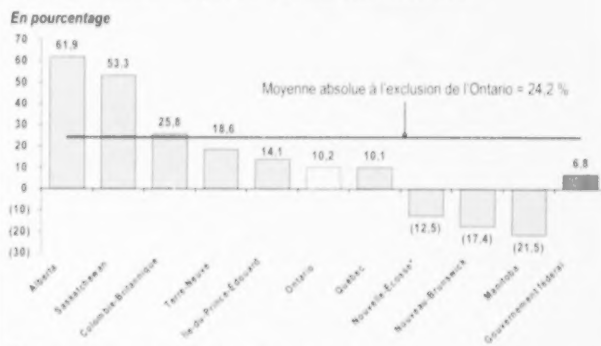
Les prévisions relatives aux **autres revenus non fiscaux** sont fondées sur les données fournies par les ministères et les organismes provinciaux. Il est prévu qu'entre 2008-2009 et 2010-2011, les autres revenus non fiscaux devraient diminuer de 0,3 milliard de dollars. Cela est principalement attribuable à la décision du gouvernement de prendre graduellement en charge la part des coûts du POSPI et du PMO assumée par les municipalités.

## Incertitude quant aux prévisions de revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés

Il arrive qu'il y ait des écarts par rapport aux prévisions des revenus en raison de l'incertitude inhérente à la prévision de l'avenir et des retards dans le flux de l'information. Ces incertitudes et retards présentent un défi particulier pour ce qui est de la prévision des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés, comme l'illustre clairement l'expérience des provinces et des territoires canadiens en 2006-2007 (graphique 9). En moyenne, les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés dans les autres provinces présentaient un écart de 24,2 % par rapport aux prévisions. Pour l'Ontario, cet écart était beaucoup plus bas et s'établissait à + 10,2 %.

Écart par rapport aux prévisions –  
Revenus tirés de l'impôt sur les sociétés 2006-2007

Graphique 9



Le système de paiement de l'impôt sur le revenu des sociétés se caractérise par un délai considérable entre les changements subis par les montants d'impôt à verser et les paiements d'impôt. Par conséquent, il peut parfois s'écouler beaucoup de temps avant de connaître les revenus exacts. Par exemple, les derniers versements d'impôts de la plupart des institutions du secteur financier sont effectués à la fin de décembre. Ceux de la plupart des entreprises du secteur non financier arrivent à la fin de février. Il en découle une grande incertitude en ce qui concerne les revenus à la fin de l'exercice du gouvernement. Cette incertitude continue de subsister en raison des montants à recevoir après la fin de l'exercice du gouvernement, comme les paiements faits sur production des déclarations de revenus de 2007 (principalement entre avril et juin) et les paiements et remboursements subséquents au titre des cotisations d'impôt qui résultent du traitement de ces déclarations de revenus (principalement entre juillet et décembre). C'est l'un des principaux facteurs qui a mené au dépôt de la *Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario*, proposée par le gouvernement, qui permettrait de consacrer aux investissements prioritaires une partie de tout écart positif entre les données provisoires et les données réelles sur les revenus de 2007-2008, comme l'explique la section G, *Responsabilité, transparence et gestion financière*.

## Sources de l'évolution des revenus à moyen terme depuis la publication du budget de l'Ontario de 2007

Sommaire des variations des revenus à moyen terme depuis la publication du budget de 2007  
(En milliards de dollars)

Tableau 14

	Chiffres provisoires			
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Principales variations des revenus depuis la publication du budget de l'Ontario de 2007				
Traitement de déclarations de revenus d'années antérieures – Continu	1,7	1,9	2,0	2,0
Traitement de déclarations de revenus d'années antérieures – Ponctuel	1,4			
Croissance économique plus vigoureuse en 2007	2,2	2,4	2,5	2,7
Ralentissement de la croissance économique en 2008 et 2009	0,0	(1,1)	(1,5)	(2,0)
Mesures liées aux politiques fiscales	(0,9)	(1,1)	(0,8)	(0,7)
Transferts du gouvernement du Canada (budgets fédéraux de 2007 et de 2008)	0,3	0,3	0,4	0,2
Autres	0,3	(0,2)	0,3	0,5
Total des variations des revenus	5,1	2,2	2,8	2,7

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les prévisions à moyen terme relatives au total des revenus sont pour chaque année plus élevées que celles qui figurent dans le budget de 2007.

Depuis la publication du budget de 2007, le traitement de **déclarations de revenus d'années antérieures** a eu un effet positif sur l'assiette de revenus estimée pour 2006-2007 à laquelle est appliquée la croissance pour 2007-2008 et les exercices suivants. Il y a aussi une hausse ponctuelle des revenus en 2007-2008, car les variations par rapport aux estimations antérieures des Comptes publics sont relevées pendant l'exercice en cours.

La **croissance économique plus vigoureuse en 2007** contribue également à accroître l'assiette de revenus à laquelle est appliquée la croissance pour 2008-2009 et les exercices suivants.

Les perspectives de **ralentissement de la croissance économique à partir de 2008** tempèrent la hausse des revenus entre 2008-2009 et 2010-2011. Les perspectives économiques sont examinées en détail dans la section C, *Perspectives économiques de l'Ontario*.

Les nouvelles **mesures fiscales** annoncées depuis le budget de 2007 diminuent les perspectives de revenus. Les chiffres indiqués tiennent compte de l'incidence des mesures annoncées par la province, notamment pour faire pendant à des mesures fiscales que le gouvernement fédéral a annoncées dans ses budgets de 2007 et de 2008. Les mesures fiscales proposées sont examinées en détail au chapitre III, *Soutien fiscal aux familles et aux entreprises*.

Les **budgets fédéraux de 2007 et de 2008** comprenaient des mesures qui se traduisent par une hausse nette des transferts du gouvernement du Canada à moyen terme. Les nouveaux transferts annoncés dans le budget fédéral de 2008 qui sont pris en compte dans les prévisions comprennent des fonds pour le développement communautaire et les transports en commun. Le budget fédéral de 2007 comprenait des modifications au Transfert canadien en matière de santé (TCS) et au Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), dont l'adoption d'une norme s'appliquant aux dix provinces pour le calcul des paiements de péréquation dans le cadre du TCS et l'adoption de la méthode de calcul des versements du TCPS par habitant. Il comprenait également des fonds au titre des garanties de délai d'attente pour les patients et d'un programme de vaccination contre le papillomavirus.

Les **autres** modifications tiennent compte de l'hypothèse voulant que le gouvernement fédéral continue de financer aux taux de 2008-2009, des transferts de durée limitée déjà annoncés, d'une hausse des transferts fédéraux en matière d'infrastructure, de l'augmentation des ventes et des locations, et d'autres revenus non fiscaux plus élevés que prévu. Ces augmentations sont en partie neutralisées par la baisse des revenus à moyen terme de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et du secteur de l'électricité, ainsi que de la décision du gouvernement de prendre graduellement en charge sur quatre ans, à partir de 2008, la part des coûts du POSPH et du PMO à l'intention des bénéficiaires de l'aide sociale assumée par les municipalités. À l'heure actuelle, les municipalités remboursent à la province une partie des coûts associés à la prestation de ces programmes. Une fois pleinement mise en oeuvre, soit en 2011, cette prise en charge fera économiser plus de 900 millions de dollars par année aux municipalités.

## Risques éventuels pour les revenus provinciaux

---

La présente section met en relief certains des risques et sensibilités clés qui pourraient avoir une incidence sur le plan financier si la conjoncture économique subissait des changements inattendus. Il convient de signaler que ces estimations, quoiqu'utiles, ne sont que des indications et que les résultats concrets peuvent varier selon la nature et l'interaction des divers facteurs. Les risques ainsi déterminés sont ceux qui pourraient avoir le plus de conséquences sur les principales sources de revenus. Il existe d'autres risques éventuels, mais ils ne sont pas inclus, parce qu'ils ne sont pas aussi importants ou sont difficiles à chiffrer. Par exemple, les revenus tirés des entreprises publiques, qui s'établissent à plus ou moins 4 % de la totalité des revenus, pourraient être touchés par des changements survenus dans l'environnement particulier de chaque secteur commercial (conjoncture économique, marché, évolution du cadre politique et de réglementation, etc.). De même, les perspectives quant aux paiements de transfert du gouvernement du Canada sont assujetties à de futures négociations et lois.

Éléments clés	Hypothèses 2008-2009	Sensibilités 2008-2009
<b>Total des revenus</b>		
– PIB réel	Croissance de 1,1 % en 2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel modifie les revenus de 730 millions de dollars. Ce montant peut varier grandement selon la nature et la source de la variation du taux de croissance du PIB.
– Déflateur du PIB	Croissance de 1,7 % en 2008	
– Taux d'intérêt au Canada	Taux des bons du Trésor de 3 mois fixé à 3,3 % en 2008	Une augmentation de un point de pourcentage de taux d'intérêt fait diminuer les revenus de 75 à 365 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
– PIB réel aux États-Unis	Croissance de 1,7 % en 2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel des États-Unis modifie les revenus de 220 à 510 millions de dollars.
– Taux de change du dollar canadien	100,0 cents américains en 2008	Une augmentation de un cent du taux de change du dollar canadien fait diminuer les revenus de 15 à 110 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
<b>Total des revenus fiscaux</b>		
– Assiette de revenus <sup>1</sup>	Croissance de 3,4 % en 2008-2009	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB nominal modifie les revenus de 505 millions de dollars. Ce montant peut varier grandement selon la nature et la source de la variation du taux de croissance du PIB.
– PIB nominal	Croissance de 2,8 % en 2008	
<b>Revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers</b>		
– Assiette de revenus	Croissance de 5,1 % en 2008-2009	
<b>Principales hypothèses économiques</b>		
– Traitements et salaires	Croissance de 3,4 % en 2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des traitements et salaires modifie les revenus de 310 millions de dollars.
– Emplois	Croissance de 1,0 % en 2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du revenu des entreprises non constituées en personne morale modifie les revenus de 36 millions de dollars.
– Revenu des entreprises non constituées en personne morale	Croissance de 3,0 % en 2008	
<b>Principales hypothèses en matière de revenus</b>		
– Revenus nets – gains en capital	Diminution de 0,6 % en 2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des gains en capital nets modifie les revenus de 13 millions de dollars.
– Déductions au titre des REER	Croissance de 5,2 % en 2008	Une augmentation de un point de pourcentage du taux de croissance des déductions au titre des REER fait diminuer les revenus de 16 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
– Cotisations pour l'année d'imposition 2007 <sup>2</sup>	22,6 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations fiscales des particuliers en 2007 modifie les revenus de 226 millions de dollars <sup>1</sup> .
– Cotisations pour l'année d'imposition 2006 et les années antérieures <sup>2</sup>	1,1 milliard de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations fiscales des particuliers en 2006 et au cours des années antérieures modifie les revenus de 11 millions de dollars <sup>1</sup> .

## Certains risques et sensibilités – Économie et revenus

Éléments clés	Hypothèses 2008-2009	Sensibilités 2008-2009
<b>Revenus tirés de la taxe de vente au détail</b>		
– Assiette de revenus	Croissance de 2,1 % en 2008-2009	
Comprend :		
– Dépenses des ménages imposables	Croissance de 1,7 % en 2008-2009	
– Autres dépenses imposables	Croissance de 2,6 % en 2008-2009	
<b>Principales hypothèses économiques</b>		
– Ventes au détail	Croissance de 3,4 % en 2008	
– Dépenses de consommation nominales	Croissance de 3,5 % en 2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des dépenses de consommation nominales modifie les revenus de 125 millions de dollars.
<b>Revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés</b>		
– Assiette de revenus	Croissance de 3,0 % en 2008-2009	
– Bénéfices des sociétés	Croissance de 4,0 % en 2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des bénéfices des sociétés avant impôt modifie les revenus de 70 millions de dollars.
– Remboursements au titre des cotisations fiscales de 2007-2008 <sup>4</sup>	1,7 milliard de dollars exigibles en 2008-2009	Une augmentation de un point de pourcentage des remboursements de 2007-2008 fait diminuer les revenus de 17 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai <sup>4</sup> .
– Paiements d'impôt au moment de la production de la déclaration de 2007-2008 <sup>4</sup>	1,1 milliard de dollars à recevoir en 2008-2009	Une variation de un point de pourcentage des paiements d'impôt au moment de la production de la déclaration en 2007-2008 modifie les revenus de 11 millions de dollars <sup>4</sup> .
– Paiements des cotisations d'impôt de 2007-2008 <sup>4</sup>	1,1 milliard de dollars à recevoir en 2007-2008 et en 2008-2009	Une variation de un point de pourcentage des paiements des cotisations d'impôt en 2007-2008 modifie les revenus de 11 millions de dollars <sup>4</sup> .
<b>Revenus tirés de l'impôt-santé des employeurs</b>		
– Assiette de revenu	Croissance de 3,2 % en 2007-2008	
– Traitements et salaires	Croissance de 3,4 % en 2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des traitements et salaires modifie les revenus de 42 millions de dollars.
<b>Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario</b>		
– Assiette de revenu	Croissance de 4,1 % en 2008-2009	
– Revenu des particuliers	Croissance de 3,1 % en 2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du revenu des particuliers modifie les revenus de 26 millions de dollars.
– Cotisations pour l'année d'imposition 2007	2,5 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations au titre de la Contribution-santé de l'Ontario de 2007 modifie les revenus de 25 millions de dollars.



## Certains risques et sensibilités – Économie et revenus

Éléments clés	Hypothèses 2008-2009	Sensibilités 2008-2009
<b>Revenus tirés de la taxe sur l'essence</b>		
Assiette de revenu	Croissance de 1,0 % en 2008-2009	
Prix de l'essence à la pompe	101,4 cents le litre en 2008	Une augmentation de un cent le litre du prix de l'essence à la pompe fait diminuer les revenus de 5 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
<b>Revenus tirés de la taxe sur les carburants</b>		
Assiette de revenu	Croissance de 2,0 % en 2008-2009	
PIB réel	Croissance de 1,1 % en 2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel modifie les revenus de 7 millions de dollars.
<b>Revenus tirés des droits de cession immobilière</b>		
Assiette de revenu	Diminution de 0,7 % en 2008-2009	
Reventes de logements	Diminution de 3,0 % en 2008	Une variation de un point de pourcentage du nombre de logements revendus et du prix de revente modifie les revenus de 18 millions de dollars.
Prix de revente	Croissance de 4,0 % en 2008	
<b>Transfert canadien en matière de santé</b>		
Pourcentage de la population de l'Ontario	Croissance de 38,8 % en 2007-2008	Une variation de un dixième de point de pourcentage de la population modifie les revenus de 34 millions de dollars.
Part de l'assiette de l'IRP fédéral de base de l'Ontario	42,1 % en 2007-2008	Une augmentation de un dixième de point de pourcentage de l'assiette de l'impôt fédéral de base sur le revenu des particuliers de l'Ontario fait diminuer les revenus de 9 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
<b>Transfert canadien en matière de services sociaux</b>		
Pourcentage de la population de l'Ontario	38,8 % en 2007-2008	Une variation de un dixième de point de pourcentage de la population modifie les revenus de 11 millions de dollars.

<sup>1</sup> L'assiette de revenus est constituée des revenus, à l'exception de l'incidence des mesures, des rajustements pour les variations avec les estimations antérieures des Comptes publics et d'autres facteurs ponctuels.

<sup>2</sup> Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) de l'Ontario de 2007 sont estimatifs, car l'Agence du revenu du Canada doit toujours évaluer les déclarations de revenus de 2007. Certains montants fiscaux de 2006 et d'années précédentes doivent toujours être évalués en 2008, et les perspectives de revenus comprennent des estimations de ces montants.

<sup>3</sup> Un changement dans les cotisations aux fins de l'IRP de 2007 ou d'années antérieures ou dans les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés de 2007-2008 aura un effet sur les revenus de 2008-2009 en raison d'un changement à l'assiette de revenu à laquelle est appliquée la croissance pour cette année-là.

<sup>4</sup> Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés pour 2007-2008 sont toujours incertains, car une forte proportion des sociétés ont jusqu'au 30 juin 2008 pour produire leur déclaration de revenus de 2007 et une grande partie des activités en décaissant (paiements sur production, remboursements, sommes versées au titre des contributions) auront lieu après le dépôt du présent budget.

## SECTION E PERSPECTIVES DE CHARGES À MOYEN TERME

On prévoit que les perspectives de charges totales de la province passeront de 96,2 milliards de dollars en 2008-2009 à 102,6 milliards de dollars en 2010-2011. Cette augmentation de 6,4 milliards de dollars tient compte des initiatives et des investissements annoncés dans le présent budget en matière de santé, d'éducation, d'éducation postsecondaire et de formation, de services sociaux, d'infrastructure et d'environnement.

Un élément essentiel de la politique axée sur la prudence et la discipline adoptée à l'égard du plan financier à moyen terme du gouvernement consiste à faire en sorte que la croissance annuelle moyenne des charges reste inférieure à celle des revenus. On prévoit que la croissance annuelle moyenne des charges sera de 3,3 % à moyen terme, alors que le total des revenus augmentera de 6,9 milliards de dollars – passant de 96,9 milliards de dollars en 2008-2009 à 103,8 milliards de dollars en 2010-2011 – soit une croissance annuelle moyenne plus élevée atteignant 3,5 %.

Le total des charges de programmes, qui comprend les charges d'immobilisations et les charges de fonctionnement, passera de 87,3 milliards de dollars en 2008-2009 à 93,4 milliards de dollars en 2010-2011. Cette augmentation comprend les investissements faits aux termes du plan économique continu en cinq points que présente le gouvernement dans le présent budget.

Est inclus dans les perspectives de charges totales l'intérêt sur la dette provinciale, qui devrait augmenter à moyen terme, pour passer de 8,9 milliards de dollars en 2008-2009 à 9,1 milliards de dollars en 2010-2011, principalement en raison d'emprunts supplémentaires pour financer des investissements dans des immobilisations.

### Détails des perspectives de charges

- ❑ Les dépenses totales dans le secteur de la **santé**, y compris les charges nettes des hôpitaux, passeront de 40,4 milliards de dollars en 2008-2009 à 44,7 milliards de dollars en 2010-2011. Cette augmentation de 4,2 milliards de dollars découle d'une croissance annuelle moyenne de 5,1 % à moyen terme.
- ❑ Les dépenses totales dans le secteur de l'**éducation**, y compris les charges nettes des conseils scolaires de la province, augmenteront de 1,0 milliard de dollars, soit 8,4 %, passant de 12,4 milliards de dollars en 2007-2008 à 13,4 milliards de dollars en 2010-2011, en raison principalement de la hausse des subventions provinciales versées aux conseils scolaires afin qu'ils poursuivent leurs efforts pour améliorer les résultats scolaires.
- ❑ Les dépenses totales du secteur de l'**éducation postsecondaire et de la formation**, y compris les charges nettes des 24 collèges d'arts appliqués et de technologie de la province, augmenteront de 0,3 milliard de dollars, soit 5,5 %, passant de 5,9 milliards de dollars en 2007-2008, excluant les investissements ponctuels, à 6,2 milliards de dollars en 2008-2009. Les dépenses totales du secteur passeront à 6,5 milliards de dollars d'ici 2010-2011. Cette augmentation est attribuable surtout aux initiatives comprises dans le Plan d'action pour la connexion compétences-emplois.
- ❑ Le financement total du secteur des **services à l'enfance et des services sociaux** augmentera annuellement de 0,5 milliard de dollars en 2008-2009, de 0,2 milliard de dollars en 2009-2010, et de 0,1 milliard de dollars en 2010-2011. Ce soutien accru accordé aux familles ontariennes comprend l'octroi graduel prévu de montants supplémentaires aux fins de la Prestation ontarienne pour enfants, l'augmentation du financement destiné aux adultes ayant une déficience intellectuelle et leur famille, et une nouvelle hausse de 2 % des prestations d'aide sociale.

- Les dépenses du secteur de la **justice** augmenteront de 4,7 %, passant de 3,7 milliards de dollars en 2008-2009 à 3,9 milliards de dollars en 2009-2010, et de 3,9 % de plus, pour atteindre 4,0 milliards de dollars en 2010-2011. Ces montants serviront, entre autres, à diverses initiatives dans le secteur de la justice, notamment des améliorations à des palais de justice, à des établissements correctionnels et à la sécurité dans les collectivités.
- Les dépenses au titre des **autres programmes** passeront de 11,9 milliards de dollars en 2008-2009 à 12,8 milliards de dollars en 2010-2011. Cette augmentation de 0,9 milliard de dollars permettra de faire des investissements dans l'infrastructure de la province ainsi que d'accorder un soutien continu et croissant pour favoriser un environnement propice à l'innovation.
- Les charges liées à **l'intérêt sur la dette** augmentent de 0,2 milliard de dollars – passant de 8,9 milliards de dollars en 2008-2009 à 9,1 milliards de dollars en 2010-2011 – en raison d'emprunts additionnels pour financer des investissements dans des immobilisations.

## Risques pour les perspectives de charges

---

Il existe un certain nombre de risques liés aux revenus et aux charges pouvant avoir une incidence sur la capacité de la province d'atteindre ses objectifs financiers à moyen terme. Les programmes et services axés sur la demande découlant de l'évolution des perspectives économiques ou des taux d'utilisation ou d'inscription constituent les principaux inducteurs de coûts qui influent sur les perspectives de charges de la province. Ces pressions sont manifestes dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services sociaux, lesquels représentent plus des deux tiers des charges totales de la province, et reposent sur des hypothèses relatives à l'utilisation et au nombre d'inscriptions et de cas prévus. Par exemple, une augmentation de 1 % du nombre de bénéficiaires du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées coûterait 46 millions de dollars de plus à la province chaque année. Il est donc important que le gouvernement continue d'investir de façon ciblée et disciplinée dans les principaux domaines prioritaires, tout en gérant les dépenses de la province de façon prudente et méthodique. Le gouvernement intègre à son plan financier un élément de prudence, sous forme de fonds de prévoyance et d'une réserve, afin de se prémunir contre ces risques.

Le tableau qui suit résume les risques et sensibilités clés que pourraient entraîner des changements imprévus touchant la conjoncture économique et la demande liée aux programmes. Un changement dans ces facteurs pourrait avoir une incidence sur les charges totales, ce qui aurait pour effet de modifier les prévisions financières globales. Il faut noter que ces risques et sensibilités ne sont que des indications et qu'ils peuvent varier selon la nature et la composition des risques possibles.

## Certains risques et sensibilités liés aux charges

Tableau 16

Programme/Secteur	Hypothèse 2008-2009	Sensibilité 2008-2009
Services de santé	Croissance annuelle de 6,2 %.	Variation de 1 % des charges du secteur de la santé : 404 millions de dollars.
Charges nettes des hôpitaux	Croissance annuelle de 6,1 %.	Variation de 1 % des charges nettes des hôpitaux : 184 millions de dollars.
Programmes de médicaments	Croissance annuelle de l'utilisation de 6,9 %.	Variation de 1 % dans l'utilisation de tous les programmes de médicaments : 44 millions de dollars (personnes âgées et bénéficiaires de l'aide sociale).
Foyers de soins de longue durée	75 866 lits de soins de longue durée financés. Le coût moyen de fonctionnement provincial d'un lit dans un foyer de soins de longue durée est de 40 800 \$ par année.	Variation de 1 % du nombre de lits : environ 29 millions de dollars.
Soins à domicile	Plus de 17 millions d'heures de service d'aides familiales et de soutien; 10 millions de visites par du personnel infirmier et des professionnels de la santé.	Variation de 1 % des heures de service d'aides familiales et de soutien : 5 millions de dollars. Variation de 1 % des visites par du personnel infirmier et des professionnels : 6 millions de dollars.
Étudiants universitaires <sup>1</sup>	325 075 étudiants à temps plein des premier, deuxième et troisième cycles.	Variation de 1 % de l'effectif : charges nettes de 25 millions de dollars.
Ontario au travail	Moyenne annuelle de 192 000 cas.	Variation de 1 % du nombre de cas : 16 millions de dollars.
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées	Moyenne annuelle de 244 000 cas.	Variation de 1 % du nombre de cas : 30 millions de dollars.
Étudiants de niveau collégial	155 000 étudiants à plein temps.	Variation de 1 % de l'effectif : 13 millions de dollars.
Intérêt sur la dette	Coût moyen d'emprunt prévu en 2008-2009 : environ 4,8 %.	Incidence en 2008-2009 d'une variation prévue de 100 points de base des taux d'emprunt : environ 290 millions de dollars.
Système correctionnel	3,0 millions de jours-détenus adultes par année. Coût moyen de 160 \$ par jour par détenu.	Variation de 1 % des jours-détenus : 5 millions de dollars.

<sup>1</sup> Chiffres de 2007-2008.

Les coûts de rémunération et les règlements salariaux constituent aussi d'importants inducteurs de coûts et pourraient avoir une incidence considérable tant sur les finances des partenaires du secteur parapublic que sur celles de la province.

#### Certains coûts de rémunération

Tableau 17

Secteur	Coût de 1 % d'augmentation salariale	Taille du secteur
Paievements versés aux médecins dans le cadre de l'Assurance-santé de l'Ontario	87 millions de dollars	Près de 23 200 médecins en Ontario, englobant 11 200 médecins de famille et 12 000 spécialistes.
Personnel des écoles élémentaires et secondaires <sup>1</sup>	145 millions de dollars	Plus de 200 000 membres du personnel ETP, y compris le personnel enseignant, administratif, de direction, de soutien et d'entretien.
Personnel des collèges <sup>2</sup>	15 millions de dollars	Environ 37 000 membres du personnel, y compris le corps professoral ainsi que le personnel administratif, de soutien et d'entretien.
Fonctionnaires de l'Ontario <sup>3</sup>	56 millions de dollars	Plus de 66 000 fonctionnaires.

<sup>1</sup> Un pour cent d'augmentation des repères salariaux des Subventions pour les besoins des élèves en fonction de l'année scolaire 2007-2008.

<sup>2</sup> Chiffres de 2006-2007; représentent les coûts totaux de rémunération.

<sup>3</sup> Chiffres de 2006-2007; représentent les coûts totaux de rémunération.

### Passif éventuel

Outre les principaux risques économiques et sensibilités liés à la demande auxquels il est exposé, le plan financier est aussi assujéti à d'autres risques découlant du passif éventuel du gouvernement. La concrétisation ou non de ces éventualités échappe au contrôle du gouvernement. Il pourrait donc essuyer des pertes à la suite de règlements judiciaires, de manquements dans le cadre de projets et de garanties de prêt ou de financement. Des provisions pour pertes ayant de fortes chances de se réaliser et dont on peut raisonnablement faire une estimation sont imputées au titre des passifs dans les états financiers de la province. D'importants passifs éventuels sont décrits ci-après.

#### Ontario Nuclear Funds Agreement

La province a certaines responsabilités en matière de déclassement des centrales nucléaires et de gestion de leurs déchets de combustion. La province, l'Ontario Power Generation Inc. (OPG), une filiale appartenant entièrement à la province, et certaines filiales de l'OPG sont parties à l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA), qui vise à mettre sur pied, à financer et à gérer des fonds distincts de façon à pouvoir assumer les coûts de gestion des déchets de combustion et de déclassement des centrales nucléaires. Aux termes de l'ONFA, la province est tenue d'effectuer des paiements si les coûts estimatifs de gestion des déchets nucléaires dépassent les seuils établis pour un volume donné de combustible épuisé. En outre, la province garantit un rendement de 3,25 % au-dessus de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario pour le fonds de gestion des déchets de combustion des centrales nucléaires. Elle a également procuré une garantie provinciale directe à la Commission canadienne de sûreté nucléaire au nom de l'OPG jusqu'à concurrence de 760 millions de dollars (prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2008) en ce qui a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par les fonds distincts.

#### Obligations garanties par la province

La province fournit des garanties de prêts au nom de diverses parties. La limite autorisée pour les prêts garantis par la province au 31 mars 2007 était de 2,9 milliards de dollars. Les encours de prêts garantis et les autres éventualités s'élevaient à 2,6 milliards de dollars au 31 mars 2007. Une provision de 416 millions de dollars, fondée sur une estimation de la perte probable découlant de garanties données en vertu des programmes de soutien aux étudiants, a été comptabilisée dans les États financiers consolidés de 2006-2007 de la province.

### **Logement social – Ententes d'assurance-prêts**

La province est tenue d'indemniser et de rembourser la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour tous frais nets, y compris tout passif environnemental résultant de défauts de paiement, dans le cadre de tous les projets de logement sans but lucratif faisant partie du portefeuille de la province. Au 31 mars 2007, les prêts hypothécaires en cours étaient de 8,3 milliards de dollars.

### **Créances exigibles de la Couronne**

Les créances exigibles de la Couronne découlent de poursuites judiciaires, en cours ou éventuelles, relatives à des revendications territoriales présentées par des Autochtones, à l'inexécution de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens, ou à des faits semblables. Au 31 mars 2007, il y avait 111 créances exigibles de la Couronne s'élevant à plus de 50 millions de dollars.

### **Société canadienne du sang**

Les gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada ont conclu une Entente de soutien à la compagnie d'assurance captive avec la Société canadienne du sang et la Compagnie d'assurance captive de la Société canadienne du sang Limitée, une filiale appartenant entièrement à la Société canadienne du sang établie en vertu des lois de la Colombie-Britannique. Selon cette entente, chaque gouvernement indemnise, au prorata, cette compagnie d'assurance de tout paiement qu'elle est tenue de verser en vertu d'une police d'assurance tous risques liés au sang qu'elle fournit à la Société canadienne du sang. La police a un montant de garantie global de 750 millions de dollars, qui peut couvrir les règlements, les jugements et les coûts de défense. La police est excédentaire et complémentaire à une police d'assurance tous risques de 250 millions de dollars souscrite par la CBS Insurance Company Limited, une filiale de la Société canadienne du sang établie aux Bermudes. Compte tenu de la population actuelle, l'obligation potentielle maximale de l'Ontario en vertu de l'Entente de soutien à la compagnie d'assurance captive se chiffre à environ 376 millions de dollars. À la connaissance du gouvernement de l'Ontario, il n'y a pas d'instance en cours qui pourrait entraîner une demande de règlement à l'égard de la province en vertu de l'Entente de soutien à la compagnie d'assurance captive.

## SECTION F PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO

### Perspectives financières à moyen terme

Malgré les importants défis que pose la conjoncture économique mondiale, la province est en voie d'afficher six budgets équilibrés consécutifs de 2005-2006 à 2010-2011. Si cela se réalise, il s'agira du plus grand nombre de budgets équilibrés présentés consécutivement par la province depuis 1908.

Les revenus totaux augmentent de 6,9 milliards de dollars à moyen terme, passant de 96,9 milliards de dollars en 2008-2009 à 103,8 milliards de dollars en 2010-2011, soit une croissance annuelle moyenne de 3,5 %. La hausse des revenus est atténuée par le fait que le rythme de croissance économique devrait être plus lent que ce qui était prévu dans le budget de 2007.

On prévoit que les charges totales à moyen terme passeront de 96,2 milliards de dollars en 2008-2009 à 102,6 milliards de dollars en 2010-2011, ce qui tient compte des investissements pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois prévus dans le plan économique en cinq points du gouvernement. Les perspectives de charges totales incluent aussi l'intérêt sur la dette, qui augmente à moyen terme en raison d'emprunts supplémentaires pour financer des investissements dans les immobilisations de la province.

De plus, le plan financier comporte un élément de prudence sous forme de réserves de 0,8 milliard de dollars en 2008-2009, de 1,0 milliard de dollars en 2009-2010 et de 1,2 milliard de dollars en 2010-2011.

**Plan financier et perspectives à moyen terme**  
(En milliards de dollars)

**Tableau 18**

	Chiffres provisoires	Plan	Perspectives	
	2007-2008		2009-2010	2010-2011
<b>Total des revenus</b>	<b>96,6</b>	<b>96,9</b>	<b>100,6</b>	<b>103,8</b>
<b>Charges</b>				
Programmes				
Secteur de la santé	38,1	40,4	42,4	44,7
Secteur de l'éducation <sup>1</sup>	12,4	13,1	13,4	13,4
Secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation	6,6	6,2	6,4	6,5
Secteur des services sociaux et des services à l'enfance	11,3	11,8	12,0	12,1
Secteur de la justice	3,7	3,7	3,9	4,0
Autres programmes	14,9	11,9	12,5	12,8
<b>Total des charges des programmes</b>	<b>87,0</b>	<b>87,3</b>	<b>90,6</b>	<b>93,4</b>
Intérêt sur la dette	9,0	8,9	9,0	9,1
<b>Total des charges</b>	<b>96,0</b>	<b>96,2</b>	<b>99,6</b>	<b>102,6</b>
Réserve	—	0,8	1,0	1,2
<b>Excédent/(Déficit)</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

<sup>1</sup> Comprend le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.



## Éléments clés du plan financier à moyen terme de l'Ontario

---

La *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières* établit un certain nombre de critères auxquels le plan financier de la province doit se conformer. Ces critères sont destinés à assurer un maximum de transparence et de responsabilité dans l'élaboration des plans et des rapports financiers.

Selon cette loi, le gouvernement de l'Ontario est tenu d'élaborer des plans qui prévoient des budgets équilibrés. Pour favoriser la réalisation de six budgets équilibrés consécutifs, le plan financier comprend les éléments clés suivants, selon lesquels le gouvernement doit :

- prendre des décisions méthodiques et réaliser des économies pour s'assurer que le taux annuel moyen de croissance des charges totales soit inférieur au taux annuel moyen de croissance des revenus totaux à moyen terme;
- consolider l'avantage économique de l'Ontario grâce à un plan économique en cinq points prévoyant ce qui suit : investir dans les compétences et le savoir, réduire les frais des entreprises, renforcer un environnement propice à l'innovation, investir dans l'infrastructure, établir des partenariats clés afin de renforcer les industries ontariennes;
- favoriser l'établissement d'un ensemble de mesures financières fédérales-provinciales durables, fondées sur des principes;
- maintenir un rapport dette-PIB prudent;
- maintenir un plan financier responsable et prudent, comprenant notamment un fonds de prévoyance et une réserve annuels.

## Prudence financière

---

En plus de faire montre de prudence et de discipline dans les dépenses pour tenir compte du ralentissement de la croissance économique et d'autres défis posés par la conjoncture économique mondiale, le gouvernement intègre chaque année à son plan financier d'autres éléments de prudence clés afin de protéger ses objectifs financiers généraux et de faire en sorte que les objectifs financiers soient atteints.

En vertu de pratiques financières judicieuses, les perspectives de revenus de la province sont fondées sur des hypothèses économiques prudentes.

Conformément aux exigences de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le gouvernement incorpore comme élément de prudence dans son plan financier une réserve afin de protéger les perspectives financières contre les variations défavorables des revenus et des charges de la province, y compris celles découlant de changements dans la performance économique de l'Ontario. Le plan financier à moyen terme comprend des réserves de 0,8 milliard de dollars en 2008-2009, de 1,0 milliard de dollars en 2009-2010 et de 1,2 milliard de dollars en 2010-2011. La réserve augmente à moyen terme afin de mieux tenir compte de la nature incertaine des prévisions à moyen terme touchant les revenus et les charges. Le plan financier inclut également des fonds de prévoyance (fonctionnement et immobilisations) totalisant 0,6 milliard de dollars en 2008-2009 pour atténuer les risques liés aux charges qui pourraient autrement avoir une incidence négative sur les résultats.

## Risques et perspectives financières

---

Les perspectives pour chaque exercice sont susceptibles de changer et sont fondées sur un continuum d'information qui commence avec le dépôt du budget et qui se termine avec le dépôt des Comptes publics. Les prévisions financières sont modifiées pendant l'année au fur et à mesure que surgissent de nouveaux renseignements touchant les hypothèses relatives à la conjoncture économique, aux revenus et aux dépenses. Dans ce contexte, il est important de noter que les prévisions présentées dans les mises à jour économiques et financières, y compris dans le présent budget, représentent un moment précis le long de ce continuum et sont basées sur les meilleurs renseignements alors disponibles.

Les prévisions relatives aux revenus reposent, entre autres, sur des hypothèses concernant les déclarations de revenus et sur la croissance escomptée dans certains domaines clés, notamment les traitements et salaires, le revenu disponible et les prix des logements. Les prévisions tiennent compte également des ententes de financement actuellement en vigueur entre les gouvernements fédéral et provincial et des formules de financement en place pour les transferts en matière de santé et de services sociaux. L'estimation des revenus exige aussi des prévisions économiques très détaillées qui comportent des hypothèses relatives aux facteurs suivants : les perspectives économiques des États-Unis, le taux de change du dollar canadien, les prix du pétrole et la croissance de l'économie dans le reste du Canada.

Des écarts par rapport aux estimations des revenus surviennent en raison de l'incertitude qui accompagne nécessairement l'établissement de prévisions et du décalage dans le flux d'information. Le moindre écart dans tout facteur clé qui sous-tend les hypothèses relatives aux revenus pourrait donner lieu à une modification des prévisions des revenus.

Les prévisions relatives aux charges totales sont fondées sur des hypothèses concernant la croissance et les exigences des programmes, ainsi que sur les dépenses supplémentaires prévues dans les secteurs prioritaires. Étant donné que les prévisions des dépenses d'un grand nombre de ministères sont fondées sur des hypothèses concernant le taux d'utilisation, le nombre d'inscriptions ou le nombre de cas relatifs aux programmes et services du gouvernement, un changement dans ces facteurs pourrait avoir une incidence sur les charges totales, ce qui aurait pour effet de modifier les prévisions financières globales.

Par exemple, un changement de 1 % dans les revenus totaux ou dans les charges totales pour 2010-2011 représente un changement d'environ 1,0 milliard de dollars dans les perspectives financières globales de la province. Bien que ce changement puisse sembler minime par rapport au budget global du gouvernement, il peut entraîner des oscillations considérables dans l'excédent ou le déficit de la province. C'est en raison de ce type d'incertitude que le plan financier comporte des prévisions relatives aux revenus qui sont fondées sur des hypothèses économiques prudentes, des fonds de prévoyance et une réserve. Ces formes de prudence ont pour but de contrebalancer les effets défavorables que pourrait avoir sur le plan financier le moindre écart dans les prévisions des revenus et des charges.

Vu l'interaction et les fluctuations continues des facteurs et hypothèses sur lesquels reposent les prévisions relatives aux revenus et aux charges, il est fort possible que ces dernières soient rajustées en conséquence lors des mises à jour financières et économiques en cours d'exercice. Les mises à jour comme celles fournies dans le présent budget sont fondées sur les meilleurs renseignements disponibles, et assurent la transparence au sujet des changements apportés aux prévisions financières et des renseignements concernant les risques clés et les principales sensibilités qui pourraient modifier le plan financier.

Pour atténuer l'incidence que ces écarts peuvent avoir sur la capacité du gouvernement d'investir dans des secteurs prioritaires clés, la nouvelle *Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario* autorisera le gouvernement à investir tout excédent imprévu en 2007-2008 pour réduire le déficit financier accumulé de la province et aider les municipalités à combler leurs besoins prioritaires en matière d'infrastructure, comme les routes et les ponts, les transports en commun et le logement social.

## SECTION G RESPONSABILITÉ, TRANSPARENCE ET GESTION FINANCIÈRE

Le gouvernement est résolu à accroître la responsabilité et la transparence et à améliorer sa gestion financière. Depuis qu'il a pris le pouvoir en 2003, il a apporté un certain nombre d'améliorations importantes à cette fin et il prend d'autres mesures pour mieux rendre compte de la manière dont il dépense l'argent des contribuables, pour communiquer l'information financière de façon plus transparente et pour accroître l'efficacité au sein du gouvernement ainsi que dans les hôpitaux, les écoles et d'autres organismes du secteur parapublic.

### Investissement des excédents imprévus de fin d'exercice

---

Le gouvernement est déterminé à maintenir les normes les plus élevées de transparence financière, à faire en sorte que ses politiques comptables favorisent la prise de décisions judicieuses en matière de politiques publiques et à faciliter la compréhension de ses rapports financiers par le public.

Les excédents de fin d'exercice sont prévus à partir des meilleurs renseignements disponibles au moment de l'élaboration des budgets. Cependant, ces prévisions sont assujetties aux risques liés à l'économie et aux programmes. L'excédent ou le déficit final des Comptes publics dépend des renseignements sur les revenus fiscaux et les charges consolidées qui, dans certains cas, ne sont connus qu'un certain nombre de mois après la fin de l'exercice du gouvernement. Cet intervalle peut donner lieu à des excédents ou à des déficits imprévus. Il s'agit d'un risque auquel font face tous les gouvernements du Canada.

Le gouvernement vient de déposer la *Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario*. Si elle est adoptée, cette loi permettra au gouvernement d'utiliser les excédents de fin d'exercice imprévus pour combler les besoins publics prioritaires, comme ceux liés au déficit en matière d'infrastructure municipale, et de réduire le déficit financier accumulé. Par les années passées, le gouvernement n'avait pas d'autre choix que d'utiliser tous les excédents imprévus pour réduire le déficit financier accumulé de la province.

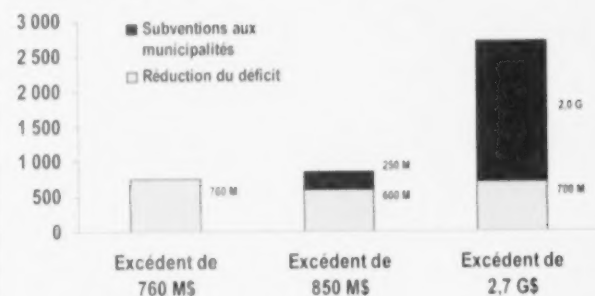
## LOI DE 2008 PERMETTANT D'INVESTIR DANS L'ONTARIO PROPOSÉE

- Le gouvernement a déposé la *Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario* qui permettrait d'utiliser une partie des excédents imprévus de fin d'exercice dans des mesures visant à répondre aux besoins publics dans des secteurs prioritaires comme les déficits en matière d'infrastructure municipale.
- Une fois la loi promulguée, le cas échéant, le gouvernement utiliserait le pouvoir de faire des règlements que lui conférerait la loi proposée pour verser une partie de l'excédent de 2007-2008 aux municipalités de la province, proportionnellement à leur population, pour les aider à combler leurs besoins prioritaires en immobilisations dans des secteurs comme les routes, les ponts, le transport en commun et le logement social.
- Le montant total à verser aux municipalités serait établi selon la formule décrite ci-après. Si l'excédent de la province pour 2007-2008, établi dans les Comptes publics cet été, était :
  - inférieur à 800 millions de dollars** : le montant total serait appliqué à la réduction du déficit financier accumulé de la province. Les municipalités ne recevraient pas de financement supplémentaire;  
Exemple : si l'excédent était de 760 millions de dollars, il serait alors utilisé en entier pour réduire le déficit financier accumulé de la province.
  - supérieur à 800 millions de dollars mais inférieur à 2,6 milliards de dollars** : 600 millions de dollars seraient appliqués à la réduction du déficit financier accumulé de la province et le solde serait versé aux municipalités;  
Exemple : si l'excédent était de 850 millions de dollars, 250 millions de dollars seraient alors alloués à des municipalités et 600 millions de dollars seraient utilisés pour réduire le déficit financier accumulé de la province.
  - supérieur à 2,6 milliards de dollars** : 2 milliards de dollars seraient versés aux municipalités et le solde serait appliqué à la réduction du déficit financier accumulé de la province.  
Exemple : si l'excédent était de 2,7 milliards de dollars, 2 milliards de dollars seraient alors versés aux municipalités et 700 millions de dollars seraient utilisés pour réduire le déficit financier accumulé de la province.
- Pour faire en sorte que les fonds disponibles soient répartis équitablement et de façon transparente à toutes les municipalités, le gouvernement propose d'utiliser une formule de répartition par habitant pour répartir les fonds entre les municipalités à un seul palier et les régions de palier supérieur.
- Dans les secteurs qui comptent deux paliers d'administration municipale, la part par habitant des fonds disponibles pour la région serait d'abord divisée entre la municipalité de palier supérieur et l'ensemble des municipalités de palier inférieur en fonction de la part relative des dépenses en immobilisations que chaque palier a assumée au cours des cinq dernières années. La portion globale des municipalités de palier inférieur serait ensuite répartie entre les municipalités de palier inférieur selon la formule de répartition par habitant.
- Les données sur la population seraient tirées du Recensement de 2006 et les dépenses en immobilisations des municipalités seraient établies en fonction des Rapports d'information financière.

Exemples d'affectation des excédents<sup>1</sup>

Graphique 10

(En millions de dollars)



<sup>1</sup> Excédent dans les Comptes publics avant la prise en compte de la Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario proposée.

## Accroître la responsabilité en matière de paiements de transfert

---

Chaque année, le gouvernement verse plus de 65 milliards de dollars en paiements de transfert à des particuliers et des organismes de l'Ontario. En août 2007, il a établi une directive sur la responsabilisation en matière de paiements de transfert pour bien s'assurer que ces deniers publics sont dépensés aux fins prévues.

En outre, en raison des préoccupations soulevées par le vérificateur général de l'Ontario, le gouvernement a pris des mesures précises pour accroître la responsabilisation concernant ses transferts de fin d'exercice. Le ministère des Finances a collaboré avec le vérificateur général pour faire en sorte que nombre des dispositions de la nouvelle directive sur la responsabilisation en matière de paiements de transfert puissent s'appliquer également aux paiements de transfert de fin d'exercice sans en compromettre le traitement comptable. Le gouvernement a également renforcé ses processus de diligence requise afin de bien s'assurer aussi que les transferts de fin d'exercice satisfont à ces exigences plus rigoureuses.

## Efficience et économies dans la fonction publique de l'Ontario

---

Depuis 2004, dans la foulée de son engagement d'accroître l'efficience et de maximiser les économies, le gouvernement réduit ses coûts, ce qui s'est traduit en 2007 par des économies se chiffrant à plus de 800 millions de dollars par année. Jusqu'à maintenant, les initiatives visant à accroître l'efficience ont surtout porté sur les économies pouvant être réalisées notamment en rationalisant les achats, en utilisant mieux la technologie et en épongeant les augmentations de coûts grâce à un examen des programmes. Les économies ainsi réalisées ont été réinvesties dans les secteurs prioritaires comme l'éducation et la santé.

Au cours des quatre dernières années, le gouvernement a aussi établi un objectif d'économies de fin d'exercice représentant environ 1 % des dépenses totales. Ces économies résultent principalement de l'efficience des programmes, de retards dans le démarrage des nouveaux programmes et de modifications apportées aux plans de mise en oeuvre. Avec la hausse des dépenses globales, le gouvernement a établi un objectif d'économies annuelles de 1,1 milliard de dollars qui s'appliquera à compter de 2008-2009.

Ensemble, les organismes du secteur parapublic achètent des produits et des services valant plus de 10 milliards de dollars. Étant donné l'ampleur de ce montant, le gouvernement a comme priorité de s'assurer que ces organismes fonctionnent efficacement.

Qu'il s'agisse de fournir des soins aux patients, d'enseigner aux enfants ou de déneiger les routes, les membres du personnel de première ligne du secteur parapublic ont à coeur d'offrir un excellent service. Leur dévouement n'a d'égal que celui de leurs collègues qui leur fournissent un soutien administratif crucial dans des domaines tels que la comptabilité, les ressources humaines et la chaîne d'approvisionnement.

AchatsOntario est un programme novateur dont l'objectif est simple : diminuer le temps et l'argent que le secteur parapublic consacre à l'approvisionnement en biens (plus de 4 milliards de dollars dans le secteur de la santé seulement) et réinvestir les économies ainsi réalisées dans les services de première ligne.

Le programme AchatsOntario a démontré que l'adoption des principales pratiques de la chaîne d'approvisionnement peut améliorer l'efficience et l'efficacité du secteur parapublic de l'Ontario. Le gouvernement soutient fortement la mise en oeuvre de ces pratiques dans le secteur parapublic afin d'accroître l'efficience, d'améliorer l'efficacité et de relever les niveaux de services à la clientèle internes.

---

## INITIATIVES PRISES DANS LE CADRE DU PROGRAMME ACHATSONTARIO

- **Chaînes d'approvisionnement régionales des hôpitaux**
    - Au total, 75 hôpitaux de la province, représentant 70 % du secteur, ont reçu du financement dans le cadre du programme AchatsOntario pour moderniser et rationaliser leur système de passation de commandes, d'entreposage et de paiement des fournitures. Les hôpitaux qui ont reçu les premiers fonds ont déjà constaté des résultats positifs : baisse des coûts unitaires, baisse des niveaux de stocks et réduction des pénuries de stocks, et diminution du temps passé par le personnel infirmier à chercher des fournitures.
    - Résultats escomptés : une fois les chaînes d'approvisionnement régionales mises en oeuvre dans tout le réseau hospitalier, on s'attend à des économies de plus de 50 millions de dollars par année ainsi qu'à des améliorations de la productivité et de la qualité des services internes. Les économies annuelles dépassent déjà 10 millions de dollars et les niveaux de services internes ont été améliorés.
  - **Conseils scolaires, collèges et universités**
    - À l'heure actuelle, les conseils scolaires, les collèges et les universités de l'Ontario ont tendance à acheter leurs propres fournitures et beaucoup utilisent des systèmes manuels inefficaces d'achat (sur papier). Le Marché éducationnel collaboratif de l'Ontario (MECO) a été créé pour faciliter les achats de groupe et instaurer un marché électronique intégré.
    - Résultats escomptés : les professionnels de l'enseignement pourront se concentrer davantage sur l'enseignement, la recherche et les services aux élèves et aux étudiants. Les économies et les gains réalisés en matière de productivité devraient dépasser 250 millions de dollars sur cinq ans, et les économies seront réinvesties dans les fournitures, le matériel et autres fournitures qui répondent aux besoins des élèves et des étudiants.
- 

---

## RÉSULTATS POUR 2007-2008

Plexxus est un organisme de services partagés sans but lucratif que les hôpitaux de la région de Toronto ont mis sur pied pour fusionner et améliorer les services de la chaîne d'approvisionnement. Il génère déjà des économies de 6 millions de dollars par année grâce à la rationalisation et à l'automatisation des processus d'approvisionnement et à une coordination efficace de la sélection des produits.

Vingt-quatre hôpitaux de l'Ontario ont reçu au total 1 million de dollars pour analyser la fixation des prix de milliers d'articles qu'ils achètent collectivement. Le projet est en voie de rapporter des économies annuelles qui représenteront le double de l'investissement ponctuel.

Le Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario a reçu du financement en 2007-2008 pour scanner 50 000 livres et les rendre accessibles en ligne aux étudiants universitaires. En 12 mois, 100 000 livres avaient été scannés, créant des emplois pour les étudiants et fournissant un accès aux documents, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, pour les étudiants de partout en Ontario.

---



AchatsOntario, un programme relativement modeste, a été établi pour faciliter et accélérer l'adoption dans le secteur parapublic des principales pratiques de la chaîne d'approvisionnement. Dès le début de 2008, l'intérêt des institutions du secteur parapublic à l'égard du financement supplémentaire pour des projets administratifs à forte incidence dépassait déjà les fonds disponibles, ce qui témoigne de la volonté des institutions du secteur parapublic d'apporter des changements et d'améliorer les services. Compte tenu des résultats obtenus jusqu'à maintenant, le gouvernement a l'intention de renouveler et d'élargir le mandat du programme AchatsOntario et prévoit investir 15 millions de dollars de plus pour trouver d'autres économies grâce à la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic. En outre, le gouvernement proposera des mesures législatives pour soutenir le renouvellement et l'expansion du programme AchatsOntario.

Le gouvernement envisage également de déposer des dispositions législatives exigeant des organismes du secteur parapublic qu'ils rendent compte des progrès qu'ils ont faits en vue de la mise en oeuvre des principales pratiques de la chaîne d'approvisionnement, en commençant par les fournisseurs de services de santé.

## Améliorer la transparence dans la présentation de l'information financière

---

### Rapport préélectoral 2007

En avril 2007, le gouvernement a publié son premier rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario. Conçu pour informer les Ontariennes et Ontariens ainsi que les partis politiques sur les perspectives financières de la province avant les élections générales provinciales, ce rapport était le premier du genre au Canada et parmi les premiers dans le monde.

---

« Nous avons constaté que le rapport préélectoral du gouvernement était un document informatif qui fournissait des renseignements détaillés sur la situation financière prévue de l'Ontario au cours des trois prochains exercices (2007-2008 à 2009-2010). »

Jim McCarter, vérificateur général de l'Ontario  
*Rapport annuel de 2007, Bureau du vérificateur général de l'Ontario.*

---

### Consolidation des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges

Le gouvernement verse plus de 30 milliards de dollars par année aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collèges partout en Ontario. Conformément aux normes comptables du secteur public, le gouvernement a commencé à inclure les résultats financiers de ces organismes dans ceux de la province, au moyen de la consolidation sur une seule ligne, dans son budget de 2006 et dans les états financiers annuels de 2005-2006. Il a également commencé à donner des renseignements financiers supplémentaires dans ses états financiers annuels concernant les revenus, les charges, les actifs et les passifs de chacune de ces grandes composantes du secteur public.

Le gouvernement croit que la présentation des états financiers au moyen de la consolidation sur une seule ligne permet de mieux rendre compte de la gestion des deniers publics par ces entités et de communiquer les résultats financiers de manière plus transparente et plus facile à comprendre. En outre, elle respecte l'obligation des conseils scolaires et des conseils d'administration des hôpitaux et des collèges de rendre compte de la gestion du rendement de leurs organismes aux collectivités qu'ils servent dans toute la province.



Le gouvernement de l'Ontario a exprimé ce point de vue au Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) et lui a demandé de revoir sa position voulant que tous les gouvernements provinciaux du Canada fusionnent les résultats financiers de ces entités du secteur parapublic avec ceux des ministères et des organismes gouvernementaux par intégration proportionnelle dans leurs états financiers. Pour le gouvernement, cette façon de procéder atténuerait la transparence de l'information financière de la province et irait à l'encontre des structures de comptabilité publique établies en Ontario. En novembre 2007, le CCSP a réitéré sa position voulant que les gouvernements au Canada commencent à présenter leur information financière par intégration proportionnelle pour les exercices débutant le 1<sup>er</sup> avril 2008.

Le gouvernement de l'Ontario continue de soutenir que les résultats financiers des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges devraient être présentés au moyen de la consolidation sur une seule ligne dans ses états financiers. La présentation sur une seule ligne des charges nettes des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges est conforme à l'engagement du gouvernement en matière de responsabilité et de transparence de l'information financière. Le gouvernement consultera d'autres intervenants touchés par la décision du CCSP.

### **Groupe de travail mixte du CCSP**

À leur réunion de juin 2007, les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux des Finances ont demandé qu'un groupe de sous-ministres rencontre des membres du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) pour discuter de l'importance des normes comptables du gouvernement et de leur incidence sur la transparence financière, la comptabilité publique et la prise de décisions judicieuses en matière de politiques gouvernementales. À la suite de ces discussions, un groupe de travail mixte de sous-ministres et de membres du CCSP a été mis sur pied pour examiner les normes comptables du gouvernement dans un certain nombre de secteurs naissants. On espère que ce dialogue permettra de mieux comprendre les normes comptables du secteur public et de mieux les aligner sur les objectifs des gouvernements au Canada en matière de transparence financière et de responsabilité publique.

### **Investissements dans les immobilisations corporelles**

À la suite des modifications apportées aux normes du CCSP, le gouvernement a commencé à comptabiliser ses investissements dans les terrains, les immeubles et l'infrastructure des transports au titre des immobilisations corporelles en 2003. Avec l'adoption de ce traitement comptable, les investissements dans les actifs amortissables, dont les immeubles, les routes et les ponts, sont amortis dans les charges pendant leur durée de vie utile au lieu d'être passés en charges dans les années où les actifs sont achetés ou construits. À compter de l'exercice 2009-2010, cette politique s'appliquera aux améliorations locatives, aux actifs acquis en vertu d'un contrat de location-acquisition et à d'autres immobilisations corporelles appartenant à la province comme des véhicules, des aéronefs, l'infrastructure de la technologie de l'information, les systèmes informatiques, etc. Avec l'application de cette politique à ces catégories d'immobilisations, l'Ontario comptabilisera ses immobilisations corporelles d'une manière comparable à celle du gouvernement fédéral et d'autres provinces.

### ***Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières***

Dans la foulée de son engagement d'accroître la responsabilité et la transparence et d'améliorer la présentation de l'information financière, le gouvernement promulguait en décembre 2004 la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*.

Le gouvernement propose d'autres mesures législatives et des modifications à celles qui existent pour accroître la responsabilité et la transparence et améliorer la gestion financière. Il propose également des dispositions législatives autorisant la dépense de crédits temporaires et visant à clarifier sur quelles bases déterminer si un passif a été engagé et le pouvoir décisionnel du Conseil du Trésor en ce qui concerne les paiements qui se situent dans les limites d'un crédit.

Compte tenu du fait que les élections se tiennent maintenant à date fixe et que des modifications ont été apportées aux normes comptables du secteur public depuis le dépôt de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le gouvernement passera également la Loi en revue en fonction de l'expérience vécue jusqu'à maintenant et des nouvelles réalités externes pour déterminer s'il y a lieu de proposer des modifications.

## SECTION H DÉTAILS DES FINANCES DE L'ONTARIO

Les pages suivantes renferment des renseignements sur les finances de la province, qui incluent des données historiques, des indicateurs financiers clés et des détails sur le plan et les perspectives à moyen terme de l'Ontario.

**Plan financier et perspectives à moyen terme**  
(En milliards de dollars)

**Tableau 19**

	Chiffres provisoires	Plan	Perspectives	
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
<b>Revenus</b>	<b>96,6</b>	<b>96,9</b>	<b>100,6</b>	<b>103,8</b>
<b>Charges</b>				
Programmes	87,0	87,3	90,6	93,4
Intérêt sur la dette <sup>1</sup>	9,0	8,9	9,0	9,1
<b>Total des charges</b>	<b>96,0</b>	<b>96,2</b>	<b>99,6</b>	<b>102,6</b>
Reserve		0,8	1,0	1,2
<b>Excédent/(Déficit)</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Investissement dans les immobilisations corporelles	3,6	4,9	6,0	7,1
Dette nette <sup>2</sup>	142,8	146,2	150,6	156,1
Déficit accumulé <sup>3</sup>	106,2	106,2	106,2	106,2

<sup>1</sup> Les frais d'intérêt sur la dette augmentent de 0,2 milliard de 2008-2009 à 2010-2011 en raison d'emprunts supplémentaires pour financer des investissements dans les immobilisations.

<sup>2</sup> La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation sur le plan des immobilisations corporelles ainsi que de la variation des actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs, lesquels comprennent les immobilisations corporelles ainsi que les actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges.

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

**Perspectives financières pour 2008-2009**  
(En millions de dollars)

**Tableau 20**

	Chiffres provisoires	Plan	Variation	
	2007-2008	2008-2009	En millions de dollars	Pourcentage
<b>Revenus</b>	<b>96 563</b>	<b>96 920</b>	<b>357</b>	<b>0,4</b>
<b>Charges</b>				
Programmes	86 997	87 279	282	0,3
Intérêt sur la dette	8 966	8 891	(75)	(0,8)
<b>Total des charges</b>	<b>95 963</b>	<b>96 170</b>	<b>207</b>	<b>0,2</b>
Reserve		750	750	—
<b>Excédent/(Déficit)</b>	<b>600</b>	<b>0</b>	<b>(600)</b>	<b>—</b>
Investissement dans les immobilisations	3 603	4 935	1 332	37,0
Dette nette <sup>1</sup>	142 839	146 232	3 393	2,4
Déficit accumulé <sup>2</sup>	106 176	106 176	—	—

<sup>1</sup> La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation sur le plan des immobilisations corporelles et de la variation des actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs, lesquels comprennent les immobilisations corporelles ainsi que les actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges.

**Revenus**  
(En millions de dollars)

**Tableau 21**

	2004-2005	2005-2006	Chiffres réels 2006-2007	Chiffres provisoires 2007-2008	Plan 2008-2009
<b>Revenus fiscaux</b>					
Impôt sur le revenu des particuliers	19 320	21 041	23 655	24 666	25 171
Taxe de vente au détail	14 855	15 554	16 228	16 880	17 206
Impôt sur les sociétés	9 883	9 984	10 845	12 746	12 339
Impôt-santé des employeurs	3 886	4 197	4 371	4 672	4 821
Contribution-santé de l'Ontario	1 737	2 350	2 589	2 708	2 809
Taxe sur l'essence	2 277	2 281	2 310	2 357	2 380
Droits de cession immobilière	1 043	1 159	1 197	1 422	1 343
Taxe sur le tabac	1 453	1 379	1 236	1 121	1 092
Taxe sur les carburants	727	729	723	726	742
Paievements tenant lieu d'impôts (électricité)	511	951	757	558	600
Autres – Revenus fiscaux	283	292	399	466	472
	<b>55 975</b>	<b>59 917</b>	<b>64 310</b>	<b>68 322</b>	<b>68 975</b>
<b>Gouvernement du Canada</b>					
Transfert canadien en matière de santé (TCS)	5 640	7 148	7 702	8 445	8 826
Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS)	2 912	3 324	3 478	3 872	4 089
Suppléments au titre du TCSPS	775	584			
Logement social	522	520	532	517	514
Fonds pour la réduction des temps d'attente	242	243	467	468	235
Programmes d'infrastructure	209	285	191	219	234
Fonds pour les appareils médicaux	387	194			
Autres – Gouvernement du Canada	1 195	953	1 666	3 343	2 559
	<b>11 882</b>	<b>13 251</b>	<b>14 036</b>	<b>16 864</b>	<b>16 457</b>
<b>Revenus d'investissement dans les entreprises publiques</b>					
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 992	2 027	1 945	1 805	1 772
Régie des alcools de l'Ontario	1 147	1 197	1 307	1 366	1 420
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	444	1 107	947	930	930
Autres – Entreprises publiques	(5)	(23)	(3)	2	
	<b>3 578</b>	<b>4 308</b>	<b>4 196</b>	<b>4 103</b>	<b>4 122</b>
<b>Autres revenus non fiscaux</b>					
Remboursements	1 241	1 295	1 415	1 524	1 412
Droits – Permis de conduire et immatriculation des véhicules	976	763	970	1 027	1 044
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	997	1 021	991	995	1 004
Ventes d'électricité	610	779	863	831	856
Ventes et locations	352	465	1 108	523	701
Autres droits et redevances	506	550	624	624	615
Revenus tirés des permis d'alcool	489	516	467	454	454
Reduction nette du passif lié aux conventions d'achat d'électricité	236	396	412	398	373
Redevances	278	191	215	211	242
Autres – Revenus non fiscaux	721	773	790	687	665
	<b>6 406</b>	<b>6 749</b>	<b>7 855</b>	<b>7 274</b>	<b>7 366</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>77 841</b>	<b>84 225</b>	<b>90 397</b>	<b>96 563</b>	<b>96 920</b>

**Total des charges**  
(En millions de dollars)

**Tableau 22**

Charges des ministères	Chiffres réels			Chiffres provisoires	Plan
	2004-2005	2005-2006 <sup>1</sup>	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Affaires autochtones <sup>2</sup>	21	50	25	34,7	55,6
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales <sup>2</sup>	795	861	796	869,4	945,6
Procureur général <sup>3</sup>	1 195	1 277	1 338	1 686,8	1 592,4
Commission de régie interne	145	150	163	244,9	173,9
Services à l'enfance et à la jeunesse	2 793	3 271	3 264	3 703,3	4 074,3
Affaires civiques et Immigration <sup>4</sup>	62	89	112	91,3	88,6
Services sociaux et communautaires	6 360	6 717	7 181	7 617,8	7 727,2
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 732	1 749	1 876	2 004,7	2 110,4
Culture <sup>2</sup>	346	478	414	348,2	379,8
Développement économique et Commerce <sup>2</sup>	66	176	199	340,4	445,3
Éducation <sup>5</sup>	365	440	423	462,9	472,5
Charges nettes des conseils scolaires	10 274	10 886	11 290	11 921,5	12 669,7
Énergie	194	207	229	301,5	304,4
Environnement	305	274	314	349,3	398,0
Bureaux du corps exécutif <sup>6</sup>	34	31	37	36,5	35,2
Finances <sup>2</sup>	538	582	568	465,7	559,1
Office des affaires francophones	3	4	4	5,0	5,2
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs <sup>2</sup>	1 075	740	971	958,4	1 102,0
Santé et Soins de longue durée	17 521	17 808	19 130	20 353,1	21 621,9
Charges nettes des hôpitaux	13 877	14 816	16 145	17 382,7	18 436,3
Promotion de la santé	236	290	391	367,3	389,7
Travail	129	141	146	159,8	170,2
Affaires municipales et Logement <sup>2</sup>	770	926	843	747,1	795,9
Richesses naturelles <sup>4</sup>	557	626	731	803,3	780,5
Développement du Nord et Mines	320	337	318	343,6	357,5
Renouvellement de l'infrastructure publique <sup>3,4</sup>	41	107	286	169,3	(33,0)
Recherche et Innovation <sup>2</sup>	236	332	316	309,5	382,8
Revenus	523	442	563	577,5	610,6
Petites entreprises et Entrepreneuriat <sup>3</sup>	20	26	25	31,7	27,8
Tourisme <sup>4</sup>	167	210	204	242,5	176,1
Formation, Collèges et Universités <sup>2</sup>	3 297	3 509	4 115	4 406,2	4 825,8
Charges nettes des collèges <sup>6</sup>	1 289	1 185	1 273	1 508,7	1 414,5
Transports <sup>2,7</sup>	1 744	2 116	2 660	1 883,1	1 961,7
Intérêt sur la dette	9 368	9 019	8 831	8 966,0	8 891,0
Autres charges <sup>8</sup>	2 998	4 055	2 947	6 269,3	3 321,3
Economies de fin d'exercice	—	—	—	—	(1 100,0)
<b>Total des charges</b>	<b>79 396</b>	<b>83 927</b>	<b>88 128</b>	<b>95 963,2</b>	<b>96 169,7</b>

<sup>1</sup> Depuis 2005-2006, la présentation de la situation financière de la province englobe les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges au moyen de la consolidation « sur une seule ligne ». Les chiffres des exercices antérieurs à 2005-2006 tiennent compte des subventions accordées à ces organismes à des fins de comparaison.

<sup>2</sup> Le détail des autres charges des ministères se trouvent dans le tableau 23, Autres charges.

<sup>3</sup> La baisse entre les chiffres de 2007-2008 et ceux de 2008-2009 est attribuable à des initiatives ponctuelles réalisées en 2007-2008.

<sup>4</sup> Inclut le Bureau du Conseil des ministres, le Cabinet du Premier ministre et le Bureau du Lieutenant-gouverneur.

<sup>5</sup> Les charges négatives découlent des redressements de consolidation visant à éviter la comptabilisation en double de la facturation interne présentée aux ministères par la Société immobilière de l'Ontario. La baisse de 202 millions de dollars par rapport aux 169 millions de dollars en 2007-2008, donnant un résultat de (33 millions de dollars) dans le plan de 2008-2009, est attribuable aux effets de la consolidation de (227 millions de dollars) par la Société. La consolidation est négative pour compenser l'effet de la croissance des biens d'immobilisations amortis sur une longue période au lieu d'être comptabilisés au cours de l'exercice.

<sup>6</sup> Les charges nettes des collèges pour 2008-2009 devraient être de 94 millions de dollars inférieures à celles de 2007-2008 en raison surtout d'investissements ponctuels faits en 2007-2008 dans les installations et le renouvellement des campus.

<sup>7</sup> La baisse entre les chiffres réels de 2006-2007 et les chiffres provisoires de 2007-2008 est attribuable aux initiatives ponctuelles de transports en commun réalisées en 2006-2007.

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

**Autres charges**  
(En millions de dollars)

**Tableau 23**

			Chiffres réels	Chiffres provisoires	Plan
Charges des ministères	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Affaires autochtones					
Charge ponctuelle pour l'Entente de partage des recettes de jeux avec les Premières nations	—	—	—	201,0	—
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales					
Aide ponctuelle extraordinaire	458	125	259	283,7	—
Aide provisoire	143	157	19	77,3	166,5
Culture					
Investissements ponctuels	—	—	—	57,2	—
Développement économique et Commerce					
Investissements ponctuels	—	—	—	116,8	—
Éducation					
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario <sup>1</sup>	240	295	345	342,0	54,0
Finances					
Financement ponctuel de transition du Fonds de réinvestissement communautaire	233	—	—	—	—
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario <sup>2</sup>	626	714	758	916,7	934,8
Fonds de prévoyance pour le fonctionnement	—	—	—	50,0	420,0
Achats d'électricité	840	803	863	831,0	856,0
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs					
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs	458	729	557	522,0	715,0
Affaires municipales et Logement					
Investissement ponctuel dans le parc immobilier social municipal	—	—	—	100,0	—
Renouvellement de l'infrastructure publique					
Fonds de prévoyance pour les immobilisations	—	—	—	—	175,0
Investissements ponctuels dans l'infrastructure municipale	—	—	140	450,0	—
Recherche et Innovation					
Investissements ponctuels	—	—	—	86,5	—
Formation, Collèges et Universités					
Investissements ponctuels	—	—	—	698,8	—
Transports					
Investissements ponctuels dans les transports en commun et l'infrastructure	—	1 232	6	1 536,4	—
<b>Total des autres charges</b>	<b>2 998</b>	<b>4 055</b>	<b>2 947</b>	<b>6 269,3</b>	<b>3 321,3</b>

<sup>1</sup> Les chiffres tiennent compte des recommandations du CCSP concernant la passation en charges des cotisations aux régimes de retraite. Les cotisations de contrepartie de l'Ontario au Régime sont passées de 708 millions de dollars en 2004-2005 à 808 millions de dollars en 2007-2008 et à 1 061 millions de dollars en 2008-2009.

<sup>2</sup> Les chiffres de 2004-2005 incluent les transferts aux termes du Fonds de réinvestissement communautaire.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

**Dépenses liées à l'infrastructure 2008-2009**  
(En millions de dollars)

**Tableau 24**

Secteur	Dépenses totales liées à l'infrastructure Chiffres provisoires 2007-2008	Plan 2008-2009		Dépenses totales liées à l'infrastructure
		Investissement dans les immobilisations	Transferts et autres dépenses liés à l'infrastructure <sup>1</sup>	
Transports				
Transports en commun	1 925,3	901,0	349,9	1 250,9
Construction de routes	1 345,7	1 484,3	—	1 484,3
Autres – Transports <sup>2</sup>	832,8	520,5	70,7	591,3
Santé				
Hôpitaux	674,1	1 045,7	2,5	1 048,2
Autres – Santé	241,8	60,8	187,4	248,1
Éducation				
Conseils scolaires	1 000,4	—	1 018,6	1 018,6
Collèges	181,3	202,0	—	202,0
Universités	677,0	—	54,8	54,8
Eau/Environnement	259,5	16,3	286,9	303,2
Infrastructure municipale et locale <sup>3</sup>	816,8	33,1	273,1	306,2
Justice	215,5	426,2	49,7	475,9
Autres	700,8	244,9	295,9	540,8
<b>Total<sup>4</sup></b>	<b>8 871,1</b>	<b>4 934,7</b>	<b>2 589,5</b>	<b>7 524,2</b>

<sup>1</sup> Consistent principalement en transferts pour immobilisations aux municipalités et aux universités, en dépenses pour le service de la dette liée aux immobilisations des écoles et en dépenses pour la réparation et la réhabilitation d'écoles. Ces montants sont inclus dans les charges totales de la province aux tableaux 22 et 23.

<sup>2</sup> Comprend les activités de planification, l'acquisition de biens et d'autres programmes d'infrastructure (p. ex., routes municipales et locales, aménagement d'aéroports dans les régions éloignées).

<sup>3</sup> Les investissements au titre de l'infrastructure municipale et locale des usines de filtration d'eau et d'épuration des eaux usées sont compris dans la catégorie Eau/Environnement.

<sup>4</sup> Les charges totales pour 2008-2009 englobent des transferts de 48 millions de dollars au poste des investissements dans les immobilisations (pour les routes provinciales), 225 millions de dollars en transferts et autres dépenses dans l'infrastructure (15 millions de dollars pour les transports, 15 millions de dollars pour la santé, 67 millions de dollars pour l'eau et l'environnement et 128 millions de dollars pour l'infrastructure municipale et locale).

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.



**Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices**  
(En millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001	2001-2002
<b>Opérations financières</b>			
<b>Revenus</b>	<b>65 042</b>	<b>66 294</b>	<b>66 534</b>
<b>Charges</b>			
Programmes	53 347	53 519	55 822
Intérêt sur la dette	11 027	10 873	10 337
<b>Total des charges</b>	<b>64 374</b>	<b>64 392</b>	<b>66 159</b>
Reserve			
<b>Excédent/(Déficit)</b>	<b>668</b>	<b>1 902</b>	<b>375</b>
<b>Dette nette<sup>1,4</sup></b>	<b>134 398</b>	<b>132 496</b>	<b>132 121</b>
<b>Déficit accumulé<sup>2</sup></b>	<b>134 398</b>	<b>132 496</b>	<b>132 121</b>
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	409 020	440 759	453 701
Revenu des particuliers	321 702	347 653	361 187
Population - juillet (en milliers)	11 506	11 685	11 898
Dette nette par habitant (en dollars)	11 681	11 339	11 104
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	27 959	29 752	30 357
Total des charges en pourcentage du PIB	15,7	14,6	14,6
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	17,0	16,4	15,5
Dette nette en pourcentage du PIB	32,9	30,1	29,1
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	32,9	30,1	29,1

<sup>1</sup> Depuis 2002-2003, les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères sont comptabilisées à titre de charges au cours de l'année d'acquisition ou de construction. Toutes les immobilisations appartenant à des organismes publics intégrés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale.

<sup>2</sup> Depuis 2005-2006, la présentation de la situation financière de la province englobe les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges au moyen de la consolidation « sur une seule ligne ». Le total des charges des exercices antérieurs à 2005-2006 n'a pas été redressé pour tenir compte de ce fait.

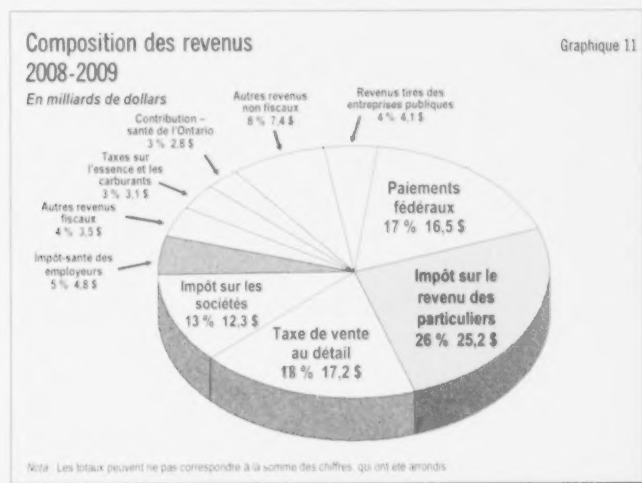
<sup>3</sup> La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation sur le plan des immobilisations corporelles ainsi que de la variation des actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs, lesquels comprennent les immobilisations corporelles ainsi que les actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent ou au déficit. Pour l'exercice 2005-2006, la variation du déficit accumulé découle, entre autres, des actifs d'ouverture nets combinés des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges qui ont été pris en compte lors de la consolidation de ces organismes parapublics. Pour l'exercice 2006-2007, la variation du déficit accumulé comprend un rajustement de la dette non provisionnée de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario en début d'exercice.

<sup>4</sup> La dette nette a été redressée en 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006 pour tenir compte de la valeur des corridors de transmission électrique que Hydro One Inc. a transférés à la province.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

Tableau 25

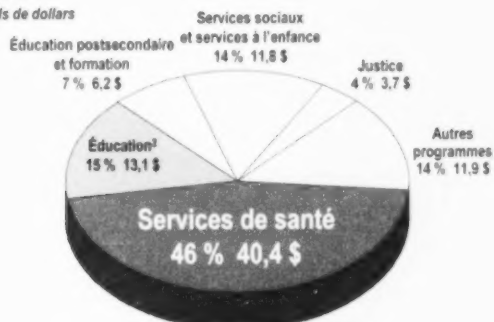
2002-2003 <sup>1</sup>	2003-2004	2004-2005	2005-2006 <sup>2</sup>	Chiffres réels	Chiffres provisoires	Plan
				2006-2007	2007-2008	2008-2009
68 891	68 400	77 841	84 225	90 397	96 563	96 920
59 080	64 279	70 028	74 908	79 297	86 997	87 279
9 694	9 604	9 368	9 019	8 831	8 966	8 891
68 774	73 883	79 396	83 927	88 128	95 963	96 170
						750
117	(5 483)	(1 555)	298	2 269	600	0
132 647	138 816	140 921	141 928	141 100	142 839	146 232
118 705	124 188	125 743	109 155	106 776	106 176	106 176
477 763	493 081	516 792	536 908	557 784	586 494	603 197
369 420	381 309	399 781	417 861	438 030	459 938	474 134
12 102	12 263	12 420	12 565	12 705	12 804	12 942
10 961	11 320	11 346	11 295	11 106	11 156	11 299
30 526	31 094	32 188	33 255	34 476	35 922	36 635
14,4	15,0	15,4	15,6	15,8	16,4	15,9
14,1	14,0	12,0	10,7	9,8	9,3	9,2
27,8	28,2	27,3	26,4	25,3	24,4	24,2
24,8	25,2	24,3	20,3	19,1	18,1	17,6



# Composition des charges de programmes<sup>1</sup> 2008-2009

Graphique 12

En milliards de dollars

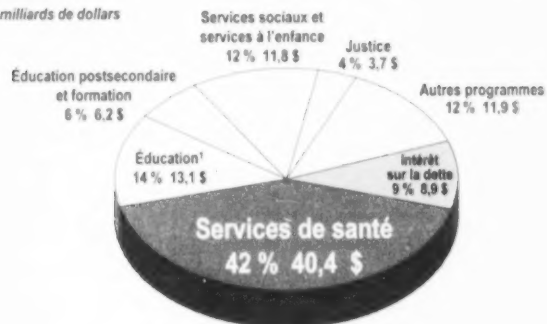


<sup>1</sup> Les charges de programmes représentent le total des charges moins l'intérêt sur la dette.  
<sup>2</sup> Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.  
 Note : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

# Composition des charges totales 2008-2009

Graphique 13

En milliards de dollars



<sup>1</sup> Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.  
 Note : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

## Soutien découlant des activités de jeu et affecté à la santé, à la Fondation Trillium de l'Ontario et aux collectivités

Le produit des activités de jeu qui revient à la province continue d'être utilisé pour soutenir les priorités provinciales, notamment le fonctionnement et le soutien des hôpitaux, les organismes de bienfaisance, les sports amateurs, les collectivités et le secteur agricole.

**Soutien aux services de santé, aux organismes de bienfaisance et aux programmes de traitement du jeu problématique et aux programmes connexes**  
(En millions de dollars)

**Tableau 26**

	Chiffres provisaires 2007-2008	Plan 2008-2009
<b>Revenus tirés des loteries, des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes</b>		
Fonctionnement des hôpitaux	1 507	1 493
Fondation Trillium de l'Ontario	105	110
Programmes de traitement du jeu problématique et programmes connexes	37	39
Sports amateurs de l'Ontario	10	10
<b>Revenus générés par les casinos commerciaux</b>		
Priorités générales du gouvernement	146	120
<b>Total</b>	<b>1 805</b>	<b>1 772</b>

Sources : ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique et ministère des Finances de l'Ontario.

### Recettes tirées des loteries, des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes

Aux termes de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*, les revenus provinciaux nets générés par les loteries, les casinos de bienfaisance et les machines à sous dans les hippodromes doivent être utilisés pour soutenir des services tels que le fonctionnement des hôpitaux, les programmes de traitement du jeu problématique et les programmes connexes, les sports amateurs ainsi que le financement d'organismes de bienfaisance et à but non lucratif par l'entremise de la Fondation Trillium de l'Ontario.

En 2008-2009, on estime que des revenus nets de 1 493 millions de dollars provenant de loteries, de casinos de bienfaisance et de machines à sous dans les hippodromes seront affectés au fonctionnement des hôpitaux. Les fonds générés par le secteur des jeux qui sont versés aux hôpitaux sont légèrement inférieurs à ce qu'ils étaient l'année dernière, alors que les charges nettes des hôpitaux, après consolidation, augmenteront de 1 054 millions de dollars cette année, pour passer à 18,4 milliards de dollars. Les charges seront acquittées grâce à d'autres sources de revenus du gouvernement.

En 2008-2009, la Fondation Trillium de l'Ontario recevra 110 millions de dollars pour aider à bâtir des collectivités saines et dynamiques grâce à des contributions aux organismes de bienfaisance et à des organismes sans but lucratif dans les secteurs suivants : arts et culture, sports et loisirs, services à la personne et services sociaux, environnement.

Deux pour cent des revenus bruts tirés des machines à sous, ce qui devrait représenter 39 millions de dollars en 2008-2009, sont affectés à des programmes de recherche, de prévention et de traitement touchant le jeu problématique.

La loterie Quest for Gold permettra d'accorder, en 2008-2009, un soutien financier direct estimé à 10 millions de dollars aux athlètes amateurs ontariens de haut niveau. Ce financement leur permettra également d'avoir accès à des entraîneurs chevronnés et d'améliorer leur performance.

## Profits des casinos commerciaux

En 2008-2009, les revenus provinciaux nets tirés des casinos commerciaux, estimés à 120 millions de dollars, seront utilisés pour soutenir les priorités générales du gouvernement, notamment les services de santé, l'éducation et l'infrastructure publique. En plus de soutenir ces priorités, les activités des casinos commerciaux procurent environ 11 300 emplois directs en Ontario et fournissent à leur collectivité respective des attractions vitales en matière de tourisme et de développement économique.

## Autres bénéficiaires des revenus générés par les casinos de bienfaisance et les machines à sous dans les hippodromes

Vingt pour cent des revenus bruts générés par les machines à sous dans les hippodromes visent à favoriser la croissance économique de l'industrie des courses de chevaux. Depuis 1998, cette initiative a permis de verser plus de 2 milliards de dollars à cette composante clé du secteur agricole de la province. Pour 2008-2009, on évalue à 346 millions de dollars le soutien supplémentaire qui sera accordé.

Une partie des revenus bruts générés par les machines à sous, évaluée à 80 millions de dollars en 2008-2009, sera fournie aux municipalités où se trouvent des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes. Ces revenus compenseront en partie les coûts de l'infrastructure et des services locaux.

**Soutien au secteur agricole et aux municipalités  
(En millions de dollars)**

**Tableau 27**

	Chiffres provisoires	Plan
	2007-2008	2008-2009
Secteur agricole <sup>1</sup>	337	346
Municipalités	78	80
<b>Total</b>	<b>415</b>	<b>426</b>

<sup>1</sup> La part des revenus tirés des machines à sous des hippodromes qui revient au secteur agricole et la part des revenus tirés des machines à sous des casinos de bienfaisance et des hippodromes qui revient aux municipalités sont versées directement par la Société des loteries et des jeux de l'Ontario.

Source : ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique de l'Ontario.

### **CHAPITRE III**

## **SOUTIEN FISCAL AUX FAMILLES ET AUX ENTREPRISES**

---





## Aperçu

---

Le régime fiscal de l'Ontario tient une place importante dans le vaste plan que le gouvernement a élaboré pour favoriser la prospérité économique et sociale et sur lequel reposent les initiatives proposées dans le présent budget. Ces initiatives visent à :

- investir dans les gens et les collectivités;
- favoriser une économie novatrice;
- réduire les coûts pour les entreprises;
- favoriser un environnement et un mode de vie sains pour les Ontariennes et Ontariens.

Les mesures fiscales annoncées dans le présent budget pourraient représenter un avantage supplémentaire de près de 1,5 milliard de dollars sur quatre ans pour les particuliers et les entreprises.

## Investir dans les gens et les collectivités

---

### **Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier**

Le gouvernement est résolu à aider les personnes âgées à faible revenu et à revenu modeste qui sont propriétaires d'un logement à payer leurs impôts fonciers. Outre le crédit d'impôt foncier actuel, la province propose de verser une nouvelle subvention au titre de l'impôt foncier aux personnes âgées à faible revenu et à revenu modeste qui sont propriétaires de leur logement. Cette nouvelle subvention serait disponible au début de 2009 pour aider les personnes âgées à payer leurs impôts fonciers municipaux et scolaires de 2009, et elle serait versée chaque année par la suite.

En 2009, quelque 550 000 personnes âgées propriétaires pourraient obtenir une nouvelle subvention pouvant atteindre 250 \$. La subvention maximale passerait à 500 \$ à partir de 2010. Les personnes âgées propriétaires d'un logement demanderaient la subvention avec leurs déclarations de revenus de 2008 et des années suivantes.

Les personnes âgées admissibles vivant seules qui paient des impôts fonciers de 500 \$ ou plus et touchent des revenus d'au plus 35 000 \$ par année recevraient la subvention maximale. Celles dont les revenus se situent entre 35 000 \$ et 50 000 \$ recevraient une subvention réduite proportionnellement. Les couples de personnes âgées admissibles qui paient des impôts fonciers de 500 \$ ou plus et touchent des revenus d'au plus 45 000 \$ par année recevraient la subvention maximale. Ceux dont les revenus se situent entre 45 000 \$ et 60 000 \$ recevraient une subvention réduite proportionnellement.

Grâce à cette nouvelle subvention, la province fournirait 1 milliard de dollars sur cinq ans aux personnes âgées.

Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier proposée  
Montants typiques de la subvention et crédits d'impôt foncier actuels  
(En dollars)

Tableau 1

Personnes âgées vivant seules payant 2 000 \$ en impôts fonciers

Revenu	2009			2010 et années suivantes		
	Nouvelle subvention	Crédit d'impôt foncier <sup>1</sup>	Allègement fiscal total	Nouvelle subvention	Crédit d'impôt foncier <sup>1</sup>	Allègement fiscal total
20 000	250	825	1 075	500	825	1 325
25 000	250	718	968	500	718	1 218
30 000	250	540	790	500	540	1 040
35 000	250	361	611	500	361	861
40 000	167	183	350	334	183	517
45 000	84	4	88	167	4	171
50 000	0	0	0	0	0	0

Couple de personnes âgées payant 2 000 \$ en impôts fonciers

Revenu	2009			2010 et années suivantes		
	Nouvelle subvention	Crédit d'impôt foncier <sup>1</sup>	Allègement fiscal total	Nouvelle subvention	Crédit d'impôt foncier <sup>1</sup>	Allègement fiscal total
25 000	250	803	1 053	500	803	1 303
30 000	250	642	892	500	642	1 142
35 000	250	481	731	500	481	981
40 000	250	320	570	500	320	820
45 000	250	159	409	500	159	659
50 000	167	0	167	334	0	334
55 000	84	0	84	167	0	167
60 000	0	0	0	0	0	0

<sup>1</sup> Représente la part des crédits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes calculée en proportion de l'impôt foncier admissible à partir d'une estimation de la hausse proposée du seuil de revenu des personnes âgées pour 2008.

## Crédits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes pour les personnes âgées de l'Ontario

Ces crédits d'impôt remboursables sont offerts aux personnes âgées à revenu modeste. Depuis 2003, le gouvernement a bonifié ces crédits plusieurs fois pour qu'ils tiennent mieux compte de la situation des personnes âgées.

En 2004, le gouvernement a majoré ces crédits d'impôt en augmentant le montant du crédit d'impôt foncier de 25 %, pour le porter de 500 \$ à 625 \$. Le gouvernement a également relevé le seuil de revenu à partir duquel les prestations des personnes âgées commencent à diminuer pour le porter à 22 250 \$ en 2005, 23 090 \$ en 2006 et 23 820 \$ en 2007.

Le gouvernement de l'Ontario veut que les personnes âgées qui touchent le niveau de revenu minimal garanti en vertu du régime de Sécurité de la vieillesse, du Supplément de revenu garanti et du Régime de revenu annuel garanti (RRAG) de l'Ontario tirent pleinement profit des crédits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes pour les personnes âgées de l'Ontario. Comme ce niveau de revenu augmente, la province propose d'augmenter le seuil de revenu des personnes âgées aux fins de ces crédits à compter de 2008. Le nouveau seuil serait établi lorsque le gouvernement fédéral fixera le montant de la sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti pour 2008. Près de 735 000 personnes âgées profiteraient cette année des bonifications, estimées à 107 millions de dollars, qui ont été apportées à ces crédits depuis 2003, y compris celles proposées dans le présent budget.

### **Compte d'épargne libre d'impôt**

Le budget fédéral de 2008 propose un nouveau véhicule d'épargne, un compte d'épargne libre d'impôt (CELI) qui permettrait aux Ontariennes et aux Ontariens de réaliser des revenus de placement sans payer d'impôt.

À compter de 2009, les Ontariennes et Ontariens pourraient verser 5 000 \$ par année dans un CELI. Les cotisations ne seraient pas déductibles, mais les gains en capital et les revenus de placement réalisés dans le CELI ainsi que les retraits du CELI ne seraient pas imposables. Les retraits et les droits de cotisation inutilisés seraient reportés. Il serait possible de détenir dans un CELI les mêmes types de placements que dans un régime enregistré d'épargne-retraite (REER), soit des obligations, des actions, des fonds communs de placement et des certificats de placement garanti.

Cette nouvelle mesure serait automatiquement adoptée dans le cas de l'impôt ontarien sur le revenu lorsque la loi fédérale aura reçu la sanction royale.

### **Cessions de terres agricoles familiales**

Les exploitations agricoles et les entreprises connexes apportent une contribution importante à l'économie de l'Ontario. À l'heure actuelle, les cessions de terres agricoles entre membres d'une même famille et au sein d'une corporation agricole familiale sont exonérées des droits de cession immobilière. Afin de fournir un allègement à tous les agriculteurs, on proposera d'apporter des modifications aux règlements pour élargir l'exonération afin qu'elle s'applique aux cessions de terres agricoles d'une corporation agricole familiale aux membres individuels d'une famille. Cette mesure contribuera à maintenir la tradition de faire passer la propriété de la ferme familiale de génération en génération.

La mesure proposée s'appliquerait aux cessions admissibles après le 25 mars 2008.

### **Exonération de la taxe de vente au détail (TVD) s'appliquant aux journaux**

Comme on l'a annoncé en décembre 2007, l'Ontario a élargi la définition de « journal » afin de permettre à des publications à plus petit tirage ou publiées moins fréquemment, comme les journaux communautaires ou ethniques, d'être admissibles à l'exonération de la TVD s'appliquant aux journaux.

Un projet de règlement a été affiché dans le site Web du ministère des Finances en décembre 2007 pour fins de consultation. On s'attend à ce que la version définitive du règlement soit prête au printemps. La définition élargie s'appliquera rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2000 et sera mieux adaptée en utilisant une liste de caractéristiques physiques typiques des journaux, et des points ont été attribués à chaque caractéristique.

## **Exonération de la TVD s'appliquant aux frais de marketing de destinations**

Pour continuer à soutenir l'initiative de financement de la commercialisation du tourisme mise en oeuvre par l'industrie hôtelière et du tourisme de l'Ontario, le gouvernement propose de prolonger de deux ans supplémentaires l'exonération de la TVD pour les frais de marketing de destinations. Les frais de marketing de destinations facturés le 30 juin 2010 ou avant seraient admissibles à l'exonération de 5 % de la TVD sur les chambres qui s'appliquerait normalement.

## **Exonération de la TVD s'appliquant aux entrées dans les théâtres de 3 200 places ou moins**

L'Ontario reconnaît que les productions théâtrales contribuent à attirer des touristes en Ontario. À l'heure actuelle, les entrées aux théâtres de 3 200 places ou moins qui présentent des productions comme des pièces de théâtre, du ballet, des concerts d'un orchestre ou des opéras sont temporairement exonérées de la TVD.

Le gouvernement propose de déposer des dispositions législatives qui rendraient cette exonération permanente à partir du 1<sup>er</sup> avril 2008.

## **Favoriser une économie novatrice**

---

### **Exonération fiscale ontarienne pour la commercialisation**

Pour favoriser encore davantage l'innovation dans l'économie de l'Ontario, le gouvernement propose d'exonérer de l'impôt sur le revenu des sociétés et de l'impôt minimum sur les sociétés, pour une période de dix ans, les nouvelles sociétés qui commercialisent de la propriété intellectuelle mise au point par des universités, des collèges ou des instituts de recherche admissibles du Canada.

Une société admissible, établie entre le 24 mars 2008 et le 25 mars 2012, serait exonérée de ces deux impôts pendant ses dix premières années d'imposition.

L'exonération s'appliquerait généralement aux sociétés qui commercialisent de la propriété intellectuelle dans des secteurs prioritaires comme, notamment, la bioéconomie et les technologies propres, les technologies de pointe de la santé, les télécommunications, et les technologies informatiques et numériques.

Les activités de commercialisation admissibles comprendraient l'élaboration de prototypes ainsi que la fabrication et la mise en marché des produits liés à la propriété intellectuelle.

Une société admissible serait constituée au Canada et tirerait la totalité ou la plus grande partie de ses revenus des activités de commercialisation qu'elle mène en Ontario.

La province demande au gouvernement fédéral de soutenir l'innovation en offrant une exonération équivalente.

## **Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario**

Le crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario est un crédit d'impôt remboursable de 10 % offert aux petites et moyennes entreprises au titre des activités admissibles de recherche scientifique et de développement expérimental (RS&DE) qu'elles mènent en Ontario.

Le gouvernement propose d'élargir l'application du crédit d'impôt pour en faire bénéficier un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises et rendre admissibles plus de dépenses en RS&DE.

Cette mesure s'alignerait sur les bonifications proposées dans le budget fédéral de 2008 en ce qui a trait au crédit d'impôt pour les activités de RS&DE. Le gouvernement de l'Ontario propose de porter de 2 millions à 3 millions de dollars le montant maximum des dépenses de RS&DE admissibles. Il propose également de porter à 700 000 \$ le plafond de la fourchette d'élimination progressive du revenu imposable, cette fourchette étant actuellement de 400 000 \$ à 600 000 \$.

Les modifications nécessaires seraient apportées à la *Loi sur l'imposition des sociétés* et à la *Loi de 2007 sur les impôts* lorsque la loi fédérale de mise en oeuvre aura été promulguée. La date d'entrée en vigueur des modifications et les règles de mise en oeuvre progressive correspondraient aux modifications fédérales.

Par ailleurs, le budget fédéral de 2008 propose une nouvelle fourchette d'élimination progressive du capital imposable de 10 millions à 50 millions de dollars aux fins du crédit d'impôt pour les activités de RS&DE. L'Ontario ne modifiera pas sa fourchette d'élimination progressive du capital imposable aux fins de son crédit d'impôt à l'innovation, qui est actuellement de 25 millions à 50 millions de dollars et donc supérieure à la fourchette fédérale actuelle et proposée.

En outre, contrairement au crédit d'impôt remboursable du gouvernement fédéral pour les activités de RS&DE, le crédit d'impôt de l'Ontario n'est pas accessible uniquement aux sociétés privées sous contrôle canadien. Par conséquent, même après que les bonifications proposées dans le budget fédéral auront été mises en oeuvre, le crédit d'impôt de l'Ontario continuera d'être accessible à un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises qui mènent des activités de RS&DE en Ontario que le crédit d'impôt fédéral.

## **Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques**

Le crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques (CIOPMIN) est un crédit d'impôt remboursable offert aux sociétés de l'Ontario qui conçoivent, commercialisent et distribuent des produits multimédias interactifs numériques.

Le présent budget propose de bonifier ce crédit d'impôt et de prolonger la période d'admissibilité des dépenses.

Dans le budget de l'Ontario de 2006, le crédit d'impôt était augmenté et porté à 30 % pour les sociétés dont le revenu brut annuel ne dépasse pas 20 millions de dollars et l'actif total s'élève au plus à 10 millions de dollars et qui conçoivent et commercialisent leurs propres produits multimédias numériques. Le budget de 2006 rendait également admissibles à un crédit d'impôt de 20 % les sociétés qui ne satisfont pas aux exigences relatives au revenu brut et à l'actif total et permettait aux entreprises sous-traitantes sans droit d'auteur relativement à un produit multimédia numérique de demander le CIOPMIN lorsque ce sont elles qui conçoivent la totalité ou la quasi-totalité du produit, et non le propriétaire du droit d'auteur. Cette bonification s'applique aux dépenses engagées après le 23 mars 2006 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, et notamment aux dépenses engagées en vertu de contrats d'achat de services conclus avant le 24 mars 2006.

Le présent budget propose d'accroître le taux du crédit d'impôt pour le faire passer de 20 % à 25 % pour les dépenses admissibles engagées après le 25 mars 2008 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012 dans le cas des entreprises qui ne satisfont pas aux exigences relatives au revenu brut et à l'actif total et dans le cas des travaux rémunérés à l'acte.

On propose également que les petites entreprises aient droit au crédit d'impôt bonifié de 30 % pour les dépenses admissibles engagées après le 31 décembre 2009 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

En outre, le présent budget propose de faire passer de deux à trois ans la période d'admissibilité des dépenses de main-d'oeuvre admissibles dans le cas des produits multimédias numériques admissibles au crédit d'impôt. À l'heure actuelle, les dépenses de main-d'oeuvre admissibles doivent être engagées sur une période de deux ans, prenant fin lorsque le développement du produit est terminé. Cette mesure s'appliquerait aux produits terminés après le 25 mars 2008.

## Réduire les coûts pour les entreprises

### Élimination de l'impôt sur le capital pour les activités des secteurs de la fabrication et des ressources

Dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*, il était proposé d'éliminer l'impôt sur le capital à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 pour les entreprises ontariennes exerçant des activités principalement dans les secteurs de la fabrication et des ressources.

Dans le présent budget, le gouvernement propose d'éliminer l'impôt sur le capital un an plus tôt, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007, pour ces entreprises.

Cette mesure injecterait 190 millions de dollars de plus dans les secteurs de la fabrication et des ressources, qui sont durement touchés par le ralentissement de l'économie américaine et la force du dollar canadien. Le gouvernement fournirait cet allègement fiscal soit en émettant un chèque de remboursement, soit en annulant d'autres impôts exigibles des entreprises.

L'élimination proposée de l'impôt sur le capital pour les activités des secteurs de la fabrication et des ressources s'appliquerait aux entreprises dont les traitements et salaires liés aux activités de fabrication, de transformation, d'exploitation minière ou forestière, d'agriculture ou de pêche en Ontario représentent 50 % ou plus des traitements et salaires totaux qu'elles versent en Ontario.



Pour les entreprises dont les traitements et salaires versés en Ontario au titre de ces activités représentent moins de 50 %, mais plus de 20 % des traitements et salaires totaux qu'elles versent en Ontario, l'impôt sur le capital serait réduit proportionnellement, selon la méthode de l'amortissement linéaire. Par exemple, dans le cas d'une société dont les traitements et salaires qu'elle verse en Ontario au titre de ces activités représentent 35 % des traitements et salaires totaux qu'elle verse en Ontario, l'impôt sur le capital serait réduit de moitié.

L'élimination proposée pour 2007 s'appliquerait aux sociétés admissibles et aux sociétés remplaçantes qui comptent des employés travaillant dans un établissement permanent situé en Ontario le 25 mars 2008.

---

#### **EXEMPLES D'ENTREPRISES QUI PROFITERAIENT DE L'ÉLIMINATION PROPOSÉE DE L'IMPÔT SUR LE CAPITAL AVEC EFFET RÉTROACTIF AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2007 POUR LES ACTIVITÉS DES SECTEURS DE LA FABRICATION ET DES RESSOURCES**

##### **SECTEUR DE LA FABRICATION**

- Automobiles et pièces d'automobiles
- Produits chimiques et pétroliers
- Produits électriques
- Aliments et boissons
- Machines
- Produits de plastique et de caoutchouc
- Métaux de première fusion et produits métalliques
- Matériel de transport (sauf automobiles et pièces d'automobiles)
- Produits du bois et du papier

##### **SECTEUR DES RESSOURCES**

- Agriculture
  - Exploitation forestière
  - Exploitation minière
- 

### **Calendrier d'élimination de l'impôt sur le capital**

Le gouvernement s'emploie depuis longtemps à éliminer l'impôt sur le capital qui est généralement reconnu comme un obstacle à l'investissement et à la prospérité économique.

Conformément aux dispositions législatives actuelles, la déduction au titre de l'impôt sur le capital augmentera le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et passera à 15 millions de dollars. L'impôt sur le capital sera complètement éliminé le 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Le tableau suivant illustre le calendrier d'élimination de l'impôt sur le capital selon les mesures proposées dans le présent budget et les initiatives contenues dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*.



**Plan accéléré de l'Ontario visant à éliminer l'impôt  
sur le capital selon les initiatives proposées**

**Tableau 2**

	Déduction (en millions de dollars)	Taux (%)				
		Institutions non financières		Institutions financières		
		Fabrication- transformation et ressources <sup>1</sup>	Autres sociétés	1 <sup>re</sup> tranche de 400 millions de dollars du capital imposable	Capital imposable au-dessus de 400 millions de dollars	
					Dépôts non acceptés	Dépôts acceptés
2004	5	0,3	0,3	0,6	0,72	0,9
1 <sup>er</sup> janv. 2007	12,5	0,285	0,285	0,57	0,684	0,855
1 <sup>er</sup> janv. 2007	12,5	<b>Éliminé</b>	<b>0,225</b>	<b>0,45</b>	<b>0,54</b>	<b>0,675</b>
1 <sup>er</sup> janv. 2008	15		<b>0,225</b>	<b>0,45</b>	<b>0,54</b>	<b>0,675</b>
1 <sup>er</sup> janv. 2009	15		0,225	0,45	0,54	0,675
1 <sup>er</sup> janv. 2010	15		0,15	0,3	0,36	0,45
1 <sup>er</sup> juill. 2010	Date d'élimination accélérée prévue par voie législative					

Baisse  
du taux  
de 21 %

Les zones ombrées indiquent les initiatives proposées dans le présent budget et dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*.

Les mesures feraient l'objet d'un calcul au prorata pour les années d'imposition chevauchant la date d'entrée en vigueur.

<sup>1</sup> Entreprises se livrant principalement à des activités de fabrication, de transformation, d'exploitation minière ou forestière, d'agriculture ou de pêche en Ontario.

## Accélération de la déduction pour amortissement (DPA) au titre des investissements dans les machines et le matériel de fabrication et de transformation

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral proposait un incitatif fiscal temporaire permettant l'amortissement linéaire, à un taux de 50 %, des machines et du matériel de fabrication et de transformation acquis le 19 mars 2007 ou après et avant 2009. L'Ontario a annoncé qu'il fera pendant à cette mesure et a, à maintes reprises, pressé le gouvernement fédéral de prolonger la période d'application de cet incitatif temporaire afin de favoriser davantage la création d'emplois et les nouveaux investissements.

Dans le budget fédéral de 2008, on propose de prolonger la période d'application de cet incitatif en permettant l'amortissement linéaire à un taux de 50 % des actifs admissibles acquis en 2009 et l'amortissement dégressif des actifs admissibles acquis en 2010 et en 2011.

Sous réserve de la promulgation des règlements fédéraux pertinents, il est proposé dans le présent budget de prolonger la période d'application de cet incitatif fiscal pour les manufacturiers, en tenant compte des taux et des dates de prise d'effet que propose le gouvernement fédéral. L'Ontario continue d'exhorter le gouvernement fédéral à prolonger l'amortissement linéaire à un taux de 50 % des machines et du matériel de fabrication et de transformation jusqu'en 2014 afin de favoriser les nouveaux investissements.

## Déduction pour amortissement : Autres mesures

Sous réserve de la promulgation des règlements fédéraux pertinents, l'Ontario propose d'aligner ses initiatives touchant l'impôt sur le revenu des sociétés, et plus précisément la DPA, y compris les dates de prise d'effet, sur les initiatives suivantes, qui ont été annoncées dans le budget fédéral de 2008 :

- élargissement de l'admissibilité à la déduction pour amortissement accéléré prévue à la catégorie 43.2 de façon à inclure un plus large éventail d'équipements de production d'énergie propre comprenant les systèmes de production de biogaz et des applications supplémentaires des pompes géothermiques et des systèmes de production de chaleur alimentés par des sources de déchets;
- augmentation du taux de DPA s'appliquant aux pipelines de dioxyde de carbone et établissement des taux de DPA pour le matériel connexe de pompage et de compression pour l'aligner sur le taux qui s'applique aux pipelines de pétrole et de gaz naturel et au matériel connexe;
- augmentation du taux de DPA applicable aux locomotives de chemin de fer de manière à mieux prendre en compte la durée de vie utile de ces actifs.

## Réduction de l'impôt scolaire applicable aux entreprises

Dans le budget de 2007, le gouvernement a annoncé une réduction de 540 millions de dollars sur sept ans des taux élevés de l'impôt scolaire applicable aux entreprises pour les ramener à un taux maximal cible de 1,60 %. Cette mesure est un élément clé de la stratégie globale du gouvernement visant à améliorer le climat d'investissement en Ontario.

Cette initiative contribuera également à réduire les différences importantes entre les taux qui existent dans la province et qui faussent les décisions quant au choix d'un bon emplacement pour les entreprises, ce qui défavorise de nombreuses régions de la province et nuit à l'économie provinciale dans son ensemble.

Le présent budget prévoit un plan de réduction accélérée de l'impôt scolaire applicable aux entreprises dans le Nord de l'Ontario. Ce plan fera en sorte que les entreprises du Nord profiteront de la réduction de l'impôt scolaire applicable aux entreprises d'ici 2010, soit quatre ans plus tôt que ce qui avait été initialement annoncé.

Les entreprises du Nord sont celles qui sont établies dans les districts suivants : Algoma, Cochrane, Kenora, Manitoulin, Nipissing, Parry Sound, Rainy River, Sudbury, Thunder Bay et Timiskaming.

Taux plafonds annuels d'imposition scolaire applicable aux entreprises du Nord de l'Ontario

Tableau 3  
(%)

Année	Selon l'annonce initiale		Selon le plan de réduction accélérée	
	Taux plafond annuel – Biens commerciaux	Taux plafond annuel – Biens industriels	Taux plafond annuel – Biens commerciaux	Taux plafond annuel – Biens industriels
2008	2,50	3,00	2,35	2,75
2009	2,35	2,75	2,05	2,30
2010	2,20	2,50	1,60	1,60
2011	2,05	2,25	1,60	1,60
2012	1,90	2,00	1,60	1,60
2013	1,75	1,75	1,60	1,60
2014	1,60	1,60	1,60	1,60

*Nota :* Il se peut que les taux d'imposition scolaire applicable aux entreprises doivent être recalculés en 2009 et par la suite pour tenir compte de l'incidence des changements liés à la réévaluation. Il se peut également que les taux plafonds maximaux cibles doivent être rajustés en fonction de ces changements.

Le plan de réduction accélérée de l'impôt scolaire applicable aux entreprises reconnaît les problèmes uniques que connaissent les entreprises du Nord et fait suite aux récentes recommandations de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et d'autres intervenants. Dans les années à venir, on pourrait envisager d'accélérer la réduction de l'impôt scolaire applicable aux entreprises dans d'autres régions de la province dans la mesure où le plan financier le permettrait.

La réduction accélérée de l'impôt scolaire applicable aux entreprises dans le Nord de l'Ontario profitera à plus de 30 000 entreprises de toutes tailles, situées dans 85 municipalités, qui bénéficieront d'économies totalisant plus de 70 millions de dollars au cours des trois prochaines années. Elle améliorera la position concurrentielle des entreprises du Nord de l'Ontario, contribuera à créer des emplois et consolidera l'économie provinciale.

Réduction de l'impôt scolaire applicable aux entreprises du Nord de l'Ontario

Tableau 4  
(En millions de dollars)

Année	Réduction annoncée initialement	Réduction accélérée
2008	4	8
2009	8	19
2010	13	47
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>73</b>

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

### Application progressive obligatoire des augmentations de l'évaluation foncière

Dans le budget de 2007, on annonçait la modification du système d'évaluation foncière en vue d'établir un cycle de réévaluation de quatre ans et l'application progressive obligatoire des augmentations de l'évaluation foncière applicable aux biens-fonds résidentiels.

Après avoir consulté des représentants municipaux et du monde des affaires, la province a décidé d'étendre l'application progressive obligatoire des augmentations de l'évaluation foncière à toutes les catégories de biens, dont les catégories de biens commerciaux et industriels et les immeubles à logements multiples.

Cette mesure procurera aux entreprises contribuables la même stabilité et la même prévisibilité accrues qu'aux propriétaires de logements et contribuera à assurer l'équité et l'uniformité entre les différents types de biens-fonds.

## Favoriser un environnement et un mode de vie sains pour les Ontariennes et Ontariens

---

### **Exonération de la TVD s'appliquant aux électroménagers et aux ampoules ENERGY STAR®**

Pour encourager les Ontariennes et Ontariens à acheter des produits plus éconergétiques, la province a instauré une exonération temporaire de la TVD s'appliquant aux nouveaux électroménagers et ampoules ENERGY STAR® admissibles, achetés entre le 20 juillet 2007 et le 19 juillet 2008 inclusivement.

Cette exonération au point de vente s'applique aux nouveaux électroménagers et ampoules admissibles, homologués ENERGY STAR® par l'Office de l'efficacité énergétique, Ressources naturelles Canada, au moment de l'achat.

L'exonération s'applique au premier achat ou à la première location d'au moins un an d'un produit neuf admissible.

Sont admissibles les produits ménagers à utilisation non commerciale, dont les réfrigérateurs, lave-vaisselle, lessiveuses (y compris lessiveuses-sècheuses combinées), congélateurs, déshumidificateurs, climatiseurs individuels, ampoules électriques et guirlandes d'ampoules décoratives.

Le gouvernement propose de déposer des dispositions législatives pour prolonger cette exonération temporaire afin d'inclure les électroménagers admissibles achetés ou loués le 31 août 2009 ou avant et livrés le 30 septembre 2009 ou avant, ainsi que les ampoules admissibles achetées le 31 août 2009 ou avant.

### **Exonération de la TVD s'appliquant aux bicyclettes et à l'équipement de sécurité connexe**

Pour encourager les Ontariennes et Ontariens à demeurer en santé et à être actifs dans leur vie de tous les jours, le gouvernement exonère temporairement de la TVD les bicyclettes et l'équipement de sécurité connexe achetés entre le 1<sup>er</sup> décembre 2007 et le 30 novembre 2008 inclusivement. L'exonération s'applique aux bicyclettes neuves ou d'occasion, y compris aux tricycles et aux monocycles, dont le prix d'achat est de 1 000 \$ ou moins, ainsi qu'à l'équipement de sécurité, y compris les casques protecteurs.

Le gouvernement propose de déposer des dispositions législatives pour étendre cette exonération aux achats faits le 31 décembre 2010 ou avant.

### **Exonération de la TVD s'appliquant aux thérapies de substitution de la nicotine**

L'Ontario est déterminé à aider les gens à arrêter de fumer. En juillet 2007, la province a établi une exonération de la TVD pour les thérapies de substitution de la nicotine sans ordonnance achetées entre le 13 août 2007 et le 12 août 2008 inclusivement auxquelles le gouvernement fédéral a attribué un numéro d'identification du médicament.

Le gouvernement propose de déposer des dispositions législatives qui établiraient une exonération permanente dans la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Après le 25 mars 2008, les thérapies de substitution de la nicotine admissibles seraient celles auxquelles le gouvernement fédéral a attribué un numéro d'identification du médicament ou un numéro de produit naturel et qui sont vendues à seule fin d'aider à arrêter de fumer les personnes qui les achètent. Elles se présentent sous différentes formes, dont les timbres transdermiques, la gomme, les pastilles, les inhalateurs, les vaporisateurs et les comprimés sublinguaux.

Les produits vendus comme des thérapies de substitution de la nicotine auxquels le gouvernement fédéral n'a attribué ni numéro d'identification du médicament ni numéro de produit naturel demeurent taxables.

## Alignement sur les mesures fiscales fédérales

---

### **Correspondance avec la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada***

Un certain nombre d'autres propositions que le gouvernement fédéral a annoncées dans son budget de 2008 seraient automatiquement adoptées lorsque les modifications aux lois et aux règlements fédéraux auront été adoptées. Ces propositions comprennent ce qui suit :

- modification des régimes enregistrés d'épargne-études, à compter de l'année d'imposition 2008, en prolongeant de dix ans la durée de vie maximale d'un REEE et la période maximale de cotisation ainsi que l'âge limite de cotisation à un régime familial;
- bonification de la déduction pour les habitants de régions éloignées à compter de l'année d'imposition 2008;
- augmentation de la liste des dépenses admissibles au crédit d'impôt pour frais médicaux, qui élargirait le genre de dépenses admissibles au crédit, à compter de l'année d'imposition 2008, et indication que les dépenses engagées après le 26 février 2008 pour des médicaments vendus sans ordonnance ne sont pas admissibles au crédit d'impôt;
- élargissement de la portée de l'exonération des gains en capital qui s'applique actuellement aux dons de titres cotés en bourse, dans certaines circonstances, afin d'inclure les gains en capital réalisés sur l'échange de titres non cotés en bourse déterminés contre des titres cotés en bourse, lorsqu'il est ensuite fait don des titres cotés en bourse, après le 25 février 2008, à des organismes de bienfaisance enregistrés et à d'autres bénéficiaires;
- modification des règles régissant l'exonération des gains en capital à l'égard des dons de bienfaisance de titres cotés en bourse à des fondations privées;
- modifications au traitement fiscal des dividendes qui réduiraient, à compter de 2010, le facteur de majoration s'appliquant aux dividendes admissibles que touchent les particuliers ontariens. L'Ontario propose de maintenir son plan qui consiste à augmenter le taux du crédit d'impôt dans le cas des dividendes admissibles majorés pour le faire passer de 7,0 % en 2008 à 7,4 % en 2009 et à 7,7 % en 2010 et pour les années suivantes.

### Administration unique de l'impôt sur le revenu des sociétés

En octobre 2006, l'Ontario et le gouvernement fédéral ont conclu un protocole d'entente qui confiait au gouvernement fédéral la perception et l'administration de certaines composantes de l'impôt ontarien sur le revenu des sociétés.

Après la signature de cette entente, l'Assemblée législative a promulgué la *Loi de 2007 sur les impôts*, qui permet à l'Agence du revenu du Canada (ARC) de percevoir et d'administrer l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt sur le capital, l'impôt minimum sur les sociétés et l'impôt supplémentaire spécial que paient les assureurs-vie pour les années d'imposition se terminant après le 31 décembre 2008.

L'administration unique réduira les coûts d'observation pour les entreprises et améliorera la compétitivité de l'Ontario. Les sociétés ontariennes économiseront 90 millions de dollars par année au titre de l'impôt ontarien sur le revenu des sociétés grâce à l'harmonisation de l'assiette fiscale et jusqu'à 100 millions de dollars de plus par année en coûts d'observation grâce à une seule série de règles fiscales, une seule déclaration de revenus à remplir et une seule entité administrative.

À compter d'avril 2008, les sociétés ontariennes commenceront à voir les économies que leur permettront de réaliser les vérifications, les décisions, les oppositions et les appels intégrés en matière de coûts d'observation pour toutes les années d'imposition précédant 2009. À compter du 3 avril 2008, les entreprises de l'Ontario ne feront affaire qu'avec une entité administrative pour ces fonctions. Ensuite, elles présenteront une seule déclaration de revenus pour les années d'imposition se terminant après le 31 décembre 2008.

L'ARC a commencé à percevoir les acomptes de l'impôt sur le revenu des sociétés de l'Ontario pour les années d'imposition se terminant en 2009.

### Acomptes provisionnels des petites entreprises

La *Loi sur l'imposition des sociétés* prévoit que les petites entreprises doivent payer des acomptes provisionnels trimestriels au titre de l'impôt de l'Ontario pour les années d'imposition se terminant avant 2009. Pour prendre en charge l'administration des impôts de l'Ontario pour les années d'imposition suivantes, le gouvernement fédéral a notamment exigé que soient suivies les règles fédérales qui ne prévoient pas d'acomptes provisionnels trimestriels pour les sociétés.

Une loi déposée récemment par le gouvernement fédéral a modifié les règles régissant les acomptes provisionnels des entreprises afin de permettre aux petites sociétés sous contrôle canadien de faire leurs acomptes provisionnels chaque trimestre plutôt que chaque mois. La nouvelle loi fédérale exempte également les sociétés dont les impôts de l'année en cours ou de l'année précédente sont de 3 000 \$ (l'ancienne limite était de 1 000 \$) de l'obligation de faire des acomptes provisionnels.

Pour les années d'imposition se terminant après 2008, on propose de modifier les règles régissant les acomptes provisionnels des sociétés dans la *Loi de 2007 sur les impôts* pour qu'elles correspondent aux nouvelles règles fédérales.



### ***Loi sur l'évaluation foncière***

Le gouvernement examinera le traitement, du point de vue de l'impôt foncier, des foyers de soins de longue durée établis sous le régime de la *Loi sur les établissements de bienfaisance* pour préciser et maintenir l'admissibilité à l'exonération fiscale qui est traditionnellement offerte à ces établissements.

### ***Loi sur la taxe de vente au détail***

On propose d'apporter des modifications à la *Loi sur la taxe de vente au détail*, avec effet rétroactif au 7 mai 1997, à la suite d'une récente interprétation des tribunaux. Les modifications proposées confirmeraient ce que l'Ontario exige depuis longtemps, à savoir la nécessité de payer la TVD à l'achat de contenants et d'articles d'emballage, d'entreposage et d'expédition consignés devant être réutilisés pour l'emballage, l'entreposage ou l'expédition de biens, et confirmeraient également la nécessité de payer la TVD à l'achat de contenants et d'autres articles qui sont fournis dans le cadre d'une distribution promotionnelle.

### ***Succession Duty Act***

Les droits successoraux ont été éliminés en 1979 relativement aux personnes décédées après le 10 avril de cette année. Cependant, dans certains cas, les droits successoraux ont continué de s'appliquer aux successions des personnes qui sont décédées à cette date ou avant cette date si la valeur d'un héritage ou l'identité d'un bénéficiaire demeuraient incertaines jusqu'à une date ultérieure; par exemple, lorsqu'un intérêt viager était attribué au conjoint de la personne décédée et qu'un intérêt résiduel était accordé aux enfants.

En 2001, des modifications ont été apportées pour éliminer les droits successoraux, sauf lorsque ces droits étaient dus le 8 mai 2001. Par conséquent, le nombre de successions à l'égard desquelles le paiement des droits successoraux a été reporté est devenu négligeable.

Afin de mettre un terme aux droits successoraux en Ontario, le gouvernement proposera de modifier la *Succession Duty Repeal Act, 1979*, d'abroger la *Succession Duty Act Supplementary Provisions Act, 1980* et de supprimer des lois suivantes toute mention de droits successoraux :

- *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*
- *Loi sur l'administration financière*
- *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*
- *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*
- *Loi sur l'enregistrement des actes*
- *Loi portant réforme du droit des successions*
- *Loi sur les fiduciaires*



## ***Loi de la taxe sur le tabac***

L'Ontario continue de collaborer avec le gouvernement fédéral et les autres provinces pour trouver de nouveaux moyens novateurs de faire échec à la contrebande du tabac.

L'Ontario continue également d'examiner les possibilités que lui offrent ses propres lois d'accroître ses mesures d'application pour favoriser le respect de *Loi de la taxe sur le tabac*. Les propositions qui suivent s'inspirent des mesures prises en 2004, 2006 et 2007 pour renforcer les mesures d'application de la loi visant à contrer la fabrication et la distribution illégales de produits du tabac :

- exiger des acheteurs ou des importateurs de matériel de fabrication de cigarettes qu'ils soient inscrits à titre de fabricants en vertu de la Loi;
- ajouter plus de dispositions législatives qui permettraient de saisir des produits du tabac de personnes reconnues coupables d'avoir enfreint la Loi;
- ajouter des sanctions administratives minimales aux pénalités fiscales actuellement imposées aux personnes reconnues coupables d'avoir enfreint la Loi.

La province continuera de consulter les intervenants clés pour trouver d'autres moyens d'améliorer l'administration et l'observation de la Loi.

## **Mise en oeuvre des mesures fiscales annoncées dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007***

---

Dans le document précité, le gouvernement a proposé les mesures suivantes qui se traduiront par un allègement fiscal de plus de 1,4 milliard de dollars pendant la période allant de 2007-2008 à 2009-2010 :

- élimination de l'impôt sur le capital pour les activités des secteurs de la fabrication et des ressources;
- réduction de 21 % du taux de l'impôt sur le capital pour toutes les entreprises, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007;
- application du taux d'imposition réduit des petites sociétés à un plus grand nombre de petites entreprises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007;
- augmentation des taux du crédit d'impôt pour la production cinématographique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008;
- prolongation de la période d'élimination graduelle du crédit d'impôt relatif aux fonds de placement des travailleurs d'une année et hausse de l'investissement admissible maximal pour le faire passer à 7 500 \$;
- élargissement du programme de remboursement des droits de cession immobilière à l'intention des acheteurs d'un premier logement afin d'y inclure les reventes de logements pour les ententes d'achat et de vente conclues après le 13 décembre 2007.

Un projet de loi unique sera déposé pour mettre en oeuvre les initiatives fiscales proposées dans le document *Perspectives économiques et revue financière de 2007* et celles proposées dans le présent budget.

## Autres modifications de forme

---

Pour améliorer l'efficacité administrative, mieux appliquer la loi, maintenir l'intégrité et l'équité du régime fiscal et du système de perception des revenus de l'Ontario, clarifier les lois et assouplir les règlements afin qu'on puisse préserver l'intention des politiques, on proposera des mesures législatives, dont différentes modifications aux lois suivantes :

- *Loi sur l'évaluation foncière*
- *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*
- *Loi sur l'imposition des sociétés*
- *Loi sur l'éducation*
- *Loi sur l'impôt-santé des employeurs*
- *Loi de la taxe sur les carburants*
- *Loi de la taxe sur l'essence*
- *Loi de l'impôt sur le revenu*
- *Loi sur les droits de cession immobilière*
- *Loi sur le ministère du Revenu*
- *Loi de 2001 sur les municipalités*
- *Loi de 1997 sur la Société d'évaluation foncière des municipalités*
- *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial*
- *Loi sur la taxe de vente au détail*
- *Loi de 2007 sur les impôts*
- *Loi de la taxe sur le tabac*

**Résumé des incidences du budget de 2008**  
(En millions de dollars)

**Tableau 5**

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
<b>Investir dans les gens et les collectivités</b>				
Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier <sup>1</sup>	—	(30)	(160)	(260)
Credits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes pour les personnes âgées de l'Ontario <sup>2</sup>	(1)	(5)	(5)	(5)
Compte d'épargne libre d'impôt	—	(1)	(12)	(43)
Cessions de terres agricoles familiales	—	(1)	(1)	(1)
Exonération de la taxe de vente au détail (TVD) s'appliquant aux journaux	(2)	(2)	(2)	(2)
Exonération de la TVD s'appliquant aux frais de marketing de destinations	—	(2)	(3)	(1)
Exonération de la TVD s'appliquant aux entrées dans les théâtres de 3 200 places ou moins	—	(18)	(18)	(18)
<b>Favoriser une économie novatrice</b>				
Exonération fiscale ontarienne pour la commercialisation	—	—	(2)	(5)
Credit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	—	(11)	(15)	(15)
Credit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	—	(7)	(7)	(7)
<b>Réduire les coûts pour les entreprises</b>				
Élimination de l'impôt sur le capital pour les activités des secteurs de la fabrication et des ressources	(190)	—	—	—
Accélération de la déduction pour amortissement au titre des investissements dans les machines et le matériel de fabrication et de transformation	—	(12)	(120)	(295)
Deduction pour amortissement : Autres mesures	—	(1)	(2)	(3)
Réduction de l'impôt scolaire applicable aux entreprises <sup>3</sup>	(2)	(6)	(18)	(28)
<b>Favoriser un environnement et un mode de vie sains pour les Ontariennes et Ontariens</b>				
Exonération de la TVD s'appliquant aux électroménagers et aux ampoules ENERGY STAR <sup>4</sup>	—	(37)	(22)	—
Exonération de la TVD s'appliquant aux bicyclettes et à l'équipement de sécurité connexe	—	(5)	(16)	(12)
Exonération de la TVD s'appliquant aux thérapies de substitution de la nicotine	—	(3)	(5)	(5)
<b>S'aligner sur les mesures fiscales fédérales</b>				
Correspondance avec la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> du Canada	—	(1)	(1)	(3)
<b>Mesures administratives</b>				
<b>Total des modifications aux revenus<sup>4</sup></b>	<b>(195)</b>	<b>(142)</b>	<b>(409)</b>	<b>(703)</b>

Incidence faible ou nulle ou mesure n'entraînant pas de perte de revenu.

<sup>1</sup> Comprend les dépenses du ministère des Finances indiquées dans le tableau « Total des charges » au chapitre II, *Perspectives économiques et plan financier de l'Ontario*.

Estimation fondée sur le redressement prévu du seuil de revenu des couples de personnes âgées pour 2008.

<sup>3</sup> L'impôt scolaire applicable aux entreprises n'est pas une source de revenus directe pour la province; les transferts de la province aux conseils scolaires seront augmentés pour faire en sorte que les réductions de l'impôt scolaire applicable aux entreprises n'entraînent pas les augmentations prévues au financement global de l'éducation.

<sup>4</sup> Comprend la Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier et l'impôt scolaire applicable aux entreprises.



## **CHAPITRE IV**

# **EMPRUNTS ET GESTION DE LA DETTE**

---



## Emprunts à long terme sur les marchés publics

En tant qu'organisme du ministère des Finances, l'Office ontarien de financement (OOF) gère de façon efficiente les activités de la province et de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) en matière d'emprunt, de gestion de la dette, d'investissement et de trésorerie.

Les besoins provisoires d'emprunt à long terme sur les marchés publics pour 2007-2008 se chiffrent à 18,0 milliards de dollars, soit 0,8 milliard de moins que les 18,8 milliards estimés dans le plan budgétaire de 2007. Cette baisse découle de l'amélioration de la situation financière de la province.

L'OOF a continué à gérer son programme d'emprunts en ayant recours à des démarches souples et en surveillant les marchés financiers canadien et internationaux afin de minimiser les frais de service de la dette et de saisir des occasions de diversifier le programme d'emprunts. La province envisage généralement de combler 25 % de ses besoins d'emprunt sur les marchés internationaux. Environ 14 % de ces besoins, soit 2,6 milliards de dollars, ont été comblés de cette façon, étant donné que les coûts d'emprunt ont été, en général, beaucoup plus élevés à l'étranger. La majorité des emprunts ont été contractés sur le marché canadien, mais la province a aussi émis des titres de créances sur les marchés financiers internationaux, en l'occurrence deux obligations planétaires en dollars américains.

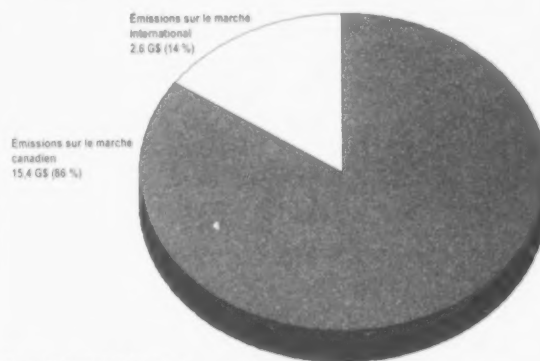
Environ 15,4 milliards de dollars, soit 86 % des besoins d'emprunt, proviennent de l'émission, sur le marché canadien, des titres de créances suivants :

- des obligations consortiales
- des obligations par adjudication
- des obligations à taux variable
- des Obligations d'épargne de l'Ontario
- des billets à moyen terme

### Emprunts – Tous les marchés

Graphique 1

Émissions : 18,0 milliards de dollars canadiens

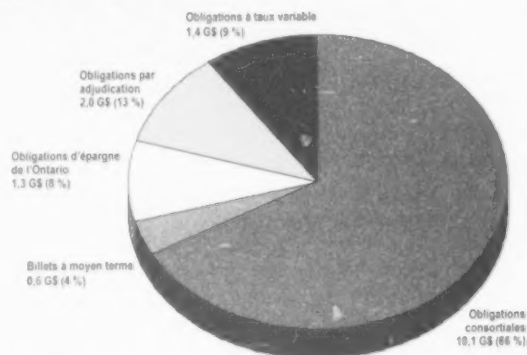


Source : Office ontarien de financement.

### Emprunts – Marché canadien

Graphique 2

Émissions : 15,4 milliards de dollars canadiens



Source : Office ontarien de financement.



Les marchés des obligations ont été très volatils ces derniers mois, mais l'accès de la province au marché canadien des obligations demeure relativement stable en raison de la confiance des investisseurs en Ontario et de la liquidité que procurent les émissions d'obligations de référence.

**Programme d'emprunts 2007-2008 : Province et SFEO**  
(En milliards de dollars)

**Tableau 1**

	Plan budgétaire	Chiffres provisoires	Variation en cours d'exercice
Déficit/(Excédent)	0,4	(0,6)	(1,0)
Redressements sans effet sur la trésorerie	(0,5)	(0,3)	0,1
Investissement dans des immobilisations corporelles	3,3	3,6	0,3
Prêts/Investissements nets	1,2	2,3	1,1
Dette arrivant à échéance	14,4	13,5	(0,9)
Rachats de titres de créances	0,9	1,3	0,4
<b>Total des besoins en matière de financement</b>	<b>19,7</b>	<b>19,8</b>	<b>0,0</b>
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(0,4)	(0,3)	0,2
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(0,5)	(1,4)	(0,8)
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents	0,0	(0,2)	(0,2)
<b>Total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics</b>	<b>18,8</b>	<b>18,0</b>	<b>(0,8)</b>

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

La diminution du total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics est surtout attribuable à l'amélioration de 1 milliard de dollars de la situation budgétaire et à la réduction de 0,9 milliard de dollars de la dette arrivant à échéance. Cette diminution est neutralisée en partie par une augmentation de 1,1 milliard de dollars au titre des prêts/investissements nets, dont 0,8 milliard de dollars sont attribuables à des prêts consentis à l'Ontario Power Generation Inc. (OPG). Le total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics a aussi été réduit par une hausse des emprunts à court terme de 0,8 milliard de dollars.

La province détient actuellement environ 645 millions de dollars en papier commercial adossé à des actifs (PCAA) dans son portefeuille, comparativement aux 720 millions de dollars signalés dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*. La différence de 75 millions de dollars est attribuable au remboursement du PCAA détenu dans Skeena Trust le 20 décembre 2007, lorsque cette fiducie a été restructurée.

**Perspectives du programme d'emprunt à moyen terme : Province et SFEO**  
(En milliards de dollars)

**Tableau 2**

	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Déficit/(Excédent)	0,0	0,0	0,0
Redressements sans effet sur la trésorerie	(0,9)	(1,7)	(1,9)
Investissement dans des immobilisations corporelles	4,9	6,0	7,1
Prêts/Investissements nets	1,3	0,8	0,3
Dette arrivant à échéance :			
En cours	20,5	14,6	10,4
Impact différentiel du financement futur	0,0	0,0	1,9
Rachats de titres de créances	1,0	1,0	1,0
<b>Total des besoins en matière de financement</b>	<b>26,9</b>	<b>20,6</b>	<b>18,9</b>
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(0,6)	(0,7)	0,0
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(2,0)	0,9	0,4
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents	0,0	0,0	0,0
<b>Total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics</b>	<b>24,3</b>	<b>20,9</b>	<b>19,4</b>

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

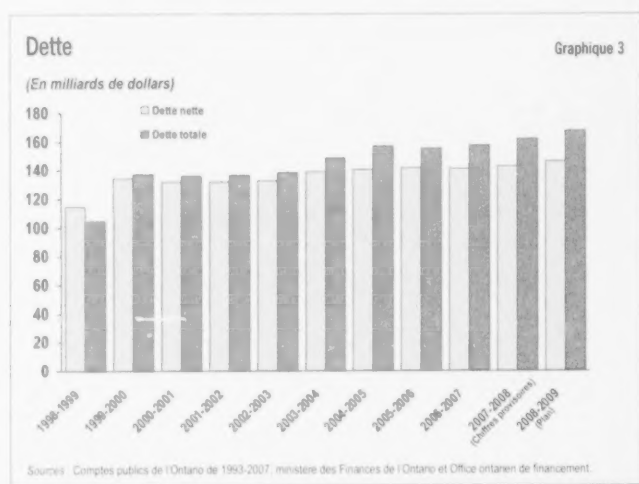
Le refinancement de la dette arrivant à échéance et le financement des investissements de capitaux représentent les éléments principaux des perspectives du programme d'emprunt à moyen terme. La dette arrivant à échéance de la province et de la SFEO devrait s'élever à 20,5 milliards de dollars en 2008-2009, à 14,6 milliards de dollars en 2009-2010 et à 12,3 milliards de dollars en 2010-2011.

Le gouvernement demandera à l'Assemblée législative de lui accorder un pouvoir accru d'emprunter pour combler les besoins de programmes. Il proposera de plus des modifications à la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario* et à la *Loi sur les alcools* visant les besoins d'emprunter aux fins de dépenses d'immobilisations de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et à la Régie des alcools de l'Ontario.

## Dette

La dette totale, qui représente tous les emprunts sans y inclure les actifs financiers, qui ont pour effet de la contrebalancer, devrait s'élever à 162,3 milliards de dollars au 31 mars 2008, comparativement à 157,3 milliards de dollars au 31 mars 2007.

La dette nette de l'Ontario, qui équivaut à la différence entre le total des passifs et le total des actifs financiers, devrait atteindre 142,8 milliards de dollars au 31 mars 2008, comparativement à 141,1 milliards de dollars au 31 mars 2007.



Le déficit accumulé, soit la troisième définition de la dette, est la somme de tous les excédents et de tous les déficits provinciaux antérieurs. Il devrait diminuer de 0,6 milliard de dollars, passant ainsi de 106,8 milliards au 31 mars 2007 à 106,2 milliards de dollars au 31 mars 2008.

On prévoit que le déficit accumulé diminuera en fonction de l'excédent, mais qu'il y aura une hausse de la dette totale et de la dette nette. La dette totale devrait augmenter en raison des dépenses en immobilisations du gouvernement dans les secteurs prioritaires clés, des prêts accordés aux conseils scolaires pour des projets d'immobilisations et des emprunts accrus à court terme contractés pour maintenir le niveau d'encaisse. L'augmentation de la dette nette découle surtout des dépenses en immobilisations du gouvernement.

L'investissement du gouvernement dans ces immobilisations est comparable à l'investissement d'une famille dans une maison en ayant recours à une hypothèque, qui est remboursée sur une longue période. Tout comme pour une hypothèque, en vertu de laquelle le montant total nécessaire pour l'achat de la maison est emprunté au moment de l'achat, le gouvernement emprunte le montant intégral nécessaire pour investir dans les immobilisations lors de la construction. Cela a pour effet d'augmenter la dette totale et la dette nette. L'incidence de cette augmentation sur l'excédent du gouvernement et sur le déficit accumulé se limite aux coûts d'amortissement de ces investissements. L'amortissement a pour effet de répartir le coût de ces investissements pendant la durée de vie utile des actifs au lieu de passer en charges la totalité des coûts engagés dès le départ pour un bien qui servira pendant de nombreuses années.

La dette de la Société ontarienne de travaux d'infrastructure (« SOTI » ou « Infrastructure Ontario ») devrait s'élever à 1,6 milliard de dollars au 31 mars 2008. Cette dette est comprise dans la dette totale. Toutefois, cela a une incidence beaucoup moins importante sur la dette nette puisque la dette d'Infrastructure Ontario est neutralisée en grande partie par des actifs nets prévus de 1,4 milliard de dollars. La dette d'Infrastructure Ontario n'est pas garantie par la province.

Les résultats provisoires de 2007-2008 pour la SFIEO indiquent que les revenus pourraient être de quelque 1,1 milliard de dollars supérieurs aux charges, ce qui réduirait la dette non provisionnée de la Société (ou dette insurmontable du secteur de l'électricité), pour la faire passer de 18,3 à 17,2 milliards de dollars au 31 mars 2008. La dette insurmontable diminuerait ainsi pour la quatrième année consécutive (2,2 milliards de dollars de moins que le niveau de 19,4 milliards de dollars atteint lors de la restructuration de la société Ontario Hydro le 1<sup>er</sup> avril 1999). Pour 2008-2009, on prévoit que les revenus de la SFIEO seront supérieurs de quelque 1,2 milliard de dollars à ses charges, ce qui permet de projeter une réduction de sa dette non provisionnée, qui sera ramenée à environ 16,1 milliards de dollars au 31 mars 2009.

## Rapports dette-PIB

Le rapport dette nette-PIB a atteint un sommet de 32,9 % en 1999-2000, soit l'année où la province a consolidé pour la première fois la dette non provisionnée ou insurmontable de la SFIEO. Depuis, le rapport dette nette-PIB de l'Ontario a suivi une tendance à la baisse. Selon les perspectives actuelles, ce rapport devrait être de 24,4 % en 2007-2008, soit le niveau le plus bas depuis 1992-1993. Le rapport devrait s'améliorer encore plus et être ramené à 24,2 % en 2008-2009, 24,0 % en 2009-2010 et 23,8 % en 2010-2011.

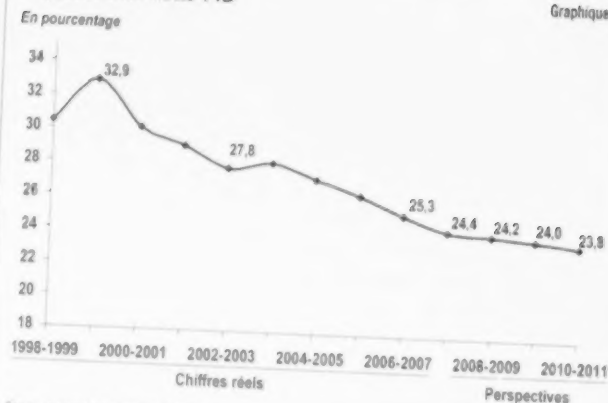
En plus des six budgets équilibrés consécutifs prévus, on s'attend à une amélioration du rapport déficit accumulé-PIB de la province, qui constitue une autre mesure du rapport dette-PIB. Il devrait passer de 25,2 % en 2003-2004 à 16,2 % d'ici 2010-2011.

Le graphique 5 illustre la tendance du rapport déficit accumulé-PIB depuis la promulgation de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, qui définit la dette provinciale comme étant le déficit accumulé.

Le rapport dette-PIB de la province devrait poursuivre sa tendance à la baisse, selon les deux définitions. Il diminue plus rapidement selon la définition de déficit accumulé puisque cette définition de la dette n'englobe que les coûts d'amortissement des investissements du gouvernement dans les immobilisations. La dette nette correspond au montant intégral de la dette contractée pour ces projets.

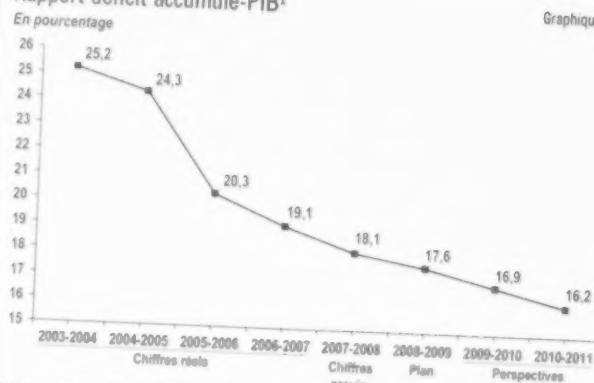
Rapport dette nette-PIB

Graphique 4



Rapport déficit accumulé-PIB<sup>1</sup>

Graphique 5



<sup>1</sup> La baisse marquée en 2005-2006 est surtout attribuable à une réduction ponctuelle de 16,3 milliards de dollars du déficit accumulé de la province, qui a découlé de l'intégration des résultats des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges dans les états financiers de la province. Elle résulte donc de la différence entre les actifs et les passifs de ces secteurs au 1<sup>er</sup> avril 2005.

## Composition de la dette totale

La dette totale est constituée d'obligations émises sur les marchés financiers publics à court et à long terme et d'une dette interne.

La dette contractée sur les marchés publics totalise 142,0 milliards de dollars et consiste principalement en obligations émises en 11 devises sur les marchés publics canadien et internationaux à long terme. L'Ontario a aussi une dette interne de 20,3 milliards de dollars contractée en dollars canadiens. La dette interne est constituée de titres de créances qui sont détenus par des régimes de retraite du secteur public de l'Ontario et l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada. Cette dette contractée hors des marchés publics est non négociable.

## Gestion de la dette

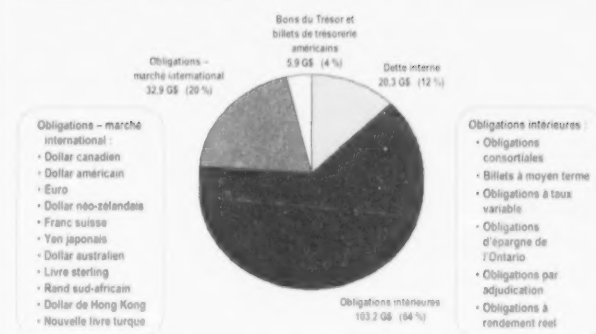
La province limite son exposition aux risques associés aux changements nets de taux d'intérêt à 35 % de la dette contractée pour les besoins de la province et son exposition aux risques de change, à 5 %.

Au 29 février 2008, l'exposition de la province aux risques associés aux changements nets de taux d'intérêt était de 14,8 %. Son exposition aux risques de change était de 0,5 %. Toutes les expositions sont restées nettement inférieures aux limites prévues dans la politique en 2007-2008.

## Composition de la dette totale

Graphique 6

162,3 milliards de dollars canadiens

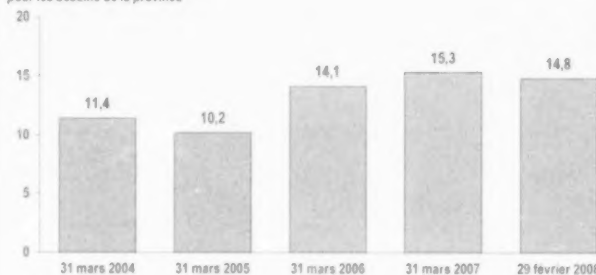


Source : Office ontarien de financement

## Exposition aux risques associés aux changements des taux d'intérêt

Graphique 7

Pourcentage de la dette contractée pour les besoins de la province



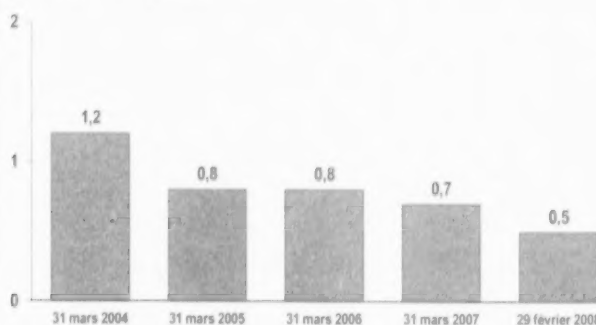
Source : Office ontarien de financement

Exclut la dette de la SFIED

## Exposition aux risques de change

Graphique 8

Pourcentage de la dette contractée pour les besoins de la province



Source : Office ontarien de financement

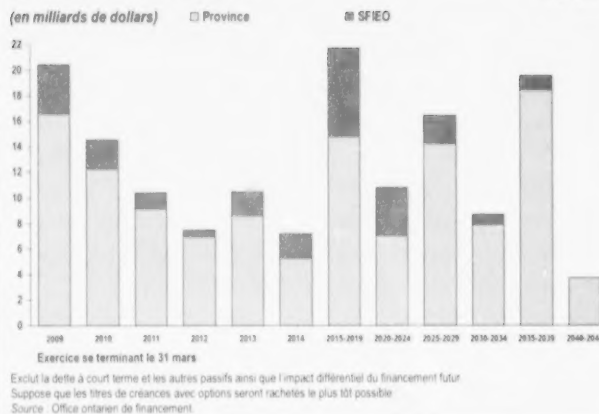
Exclut la dette de la SFIED

## Dettes arrivant à échéance

Le refinancement de la dette arrivant à échéance représente l'élément le plus important du programme d'emprunts. La variation qui survient d'une année à l'autre en ce qui a trait à la dette arrivant à échéance découle en grande partie des activités d'emprunt antérieures. La province poursuivra ses efforts en vue d'équilibrer son profil d'échéances et de tirer profit des possibilités de répartir les échéances selon les années où le nombre de titres de créances arrivant à échéance est moins élevé.

Dettes arrivant à échéance

Graphique 9



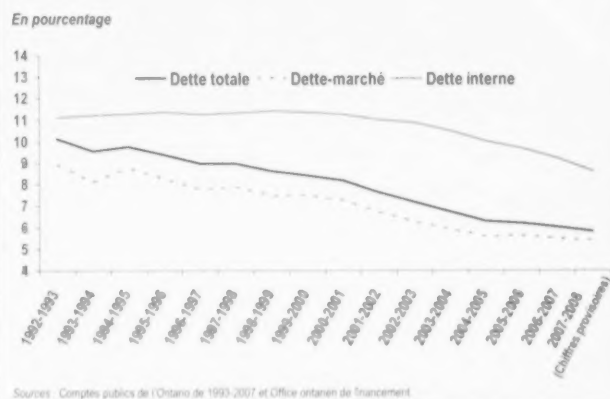
## Coût de la dette

Au 31 mars 2008, le taux d'intérêt effectif (selon une moyenne pondérée) sur la dette totale est estimé à 5,80 % comparativement à 6,02 % au 31 mars 2007. À titre comparatif, au 31 mars 1993, ce taux était de 10,14 %.

Le 31 mars 2008, le taux d'intérêt effectif sur la dette contractée sur les marchés publics est estimé à 5,40 % comparativement à 5,48 % au 31 mars 2007. Le 31 mars 2008, le taux d'intérêt effectif sur la dette interne est estimé à 8,62 % par rapport à 9,23 % au 31 mars 2007.

Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée) de la dette

Graphique 10



## Tableaux financiers consolidés

**Dettes nette et déficit accumulé**  
Chiffres provisoires pour 2008

**Tableau 3**  
(En millions de dollars)

	Chiffres		Chiffres		Chiffres	
	provis.		provis.		Plan	
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
<b>Dettes<sup>1</sup></b>						
Dettes contractées sur les marchés publics						
Obligations <sup>2</sup>	116 732	125 279	123 129	128 666	134 302	139 535
Bons du Trésor	3 359	3 747	5 215	4 249	5 247	7 247
Billets de trésorerie américains <sup>3</sup>	1 156	269	706	254	619	619
Société ontarienne de travaux d'infrastructure (SOTI) <sup>4</sup>	323	1 288	1 323	1 262	1 573	1 950
Autre	422	404	387			
	121 992	130 987	130 760	134 431	141 741	149 351
<b>Dettes internes</b>						
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	10 233	10 233	10 233	10 233	10 233	10 233
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	9 487	8 666	7 596	6 411	4 466	3 001
Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario	3 052	2 886	2 705	2 502	2 260	1 991
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO)	1 450	1 371	1 285	1 188	1 074	946
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 047	1 003	960	914	865	813
Autre <sup>5</sup>	1 096	1 231	1 367	1 314	1 419	1 377
	26 365	25 390	24 146	22 562	20 317	18 361
	148 357	156 377	154 906	156 993	162 058	167 712
Gains de change latents <sup>6</sup>	376	424	426	318	225	132
<b>Dettes totales</b>	148 733	156 801	155 332	157 311	162 283	167 844
Espèces et placements temporaires	(8 139)	(13 422)	(6 258)	(6 622)	(5 400)	(5 400)
Autres (actifs)/passifs nets <sup>7</sup>	(1 465)	(1 193)	(5 824)	(8 493)	(12 658)	(14 454)
(Actifs)/autres passifs nets de la SOTI <sup>8</sup>	(313)	(1 265)	(1 322)	(1 096)	(1 386)	(1 758)
<b>Dettes nettes</b>	138 816	140 921	141 928	141 100	142 839	146 232
Actifs non financiers <sup>9</sup>	(14 628)	(15 178)	(32 773)	(34 324)	(36 663)	(40 056)
<b>Déficit accumulé<sup>10</sup></b>	124 188	125 743	109 155	106 776	106 176	106 176

<sup>1</sup> Y compris la dette contractée par la province et les organismes du gouvernement, notamment la SFHEO.

<sup>2</sup> Tous les soldes sont exprimés en dollars canadiens. Les soldes ci-dessus tiennent compte de l'effet des contrats dérivés connexes.

<sup>3</sup> La dette provisoire de la SOTI pour 2007-2008 se compose des Obligations de financement de projets de l'Ontario (323 millions de dollars), des Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure (950 millions de dollars) et de billets de trésorerie à court terme (300 millions de dollars). Elle n'est pas garantie par la province. Les (actifs)/autres passifs nets de la SOTI comprennent les espèces, les placements temporaires, les débiteurs, les prêts en cours, le coût des émissions obligataires, les créanciers et les emprunts.

<sup>4</sup> Le poste « autre » de la dette interne comprend la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario, le Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie, le régime de retraite de Ryerson, la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants et la dette indirecte des conseils scolaires. (La dette indirecte des conseils scolaires a été contractée en juin 2003 pour refinancer la dette de 55 conseils scolaires qui n'était pas financée de façon permanente. Un montant équivalent est inclus dans les actifs nets sous forme de paiements anticipés aux conseils scolaires.)

<sup>5</sup> En vue de se conformer à la présentation des Comptes publics, les gains de change latents, qui étaient intégrés aux autres (actifs)/passifs nets, sont désormais inscrits séparément.

<sup>6</sup> Les autres (actifs)/passifs nets comprennent les débiteurs, les prêts en cours, les avances et les investissements dans les entreprises publiques, les créanciers, les charges à payer, les régimes de retraite et le passif associé aux conventions d'achat d'électricité passées avec les producteurs privés.

<sup>7</sup> Les actifs non financiers comprennent les immobilisations corporelles de la province et les actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges qui, à partir de l'exercice 2005-2006, sont consolidés « sur une seule ligne ».

<sup>8</sup> Le déficit accumulé représente la dette nette redressée en fonction des actifs non financiers. À compter de 2005-2006, le déficit accumulé comprend les actifs nets combinés d'ouverture des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.



Échéances de la dette  
Chiffres provisoires pour 2008

Tableau 4  
(En millions de dollars)

	Devise					Total des chiffres provis. 2007-2008	Total pour 2006-2007
	Dollar canadien	Dollar améric.	Yen japonais	Euro <sup>1</sup>	Autres devises <sup>2</sup>		
						Exercice	
1 <sup>er</sup> exercice	21 368	4 634	—	795	265	27 062	19 222
2 <sup>e</sup> exercice	9 028	1 629	685	1 443	870	13 655	20 556
3 <sup>e</sup> exercice	9 280	1 509	—	—	252	11 041	13 720
4 <sup>e</sup> exercice	6 168	1 136	—	—	47	7 351	6 438
5 <sup>e</sup> exercice	7 935	3 291	—	—	118	11 344	7 127
1-5 ans	53 779	12 199	685	2 238	1 552	70 453	67 063
6-10 ans	22 672	4 865	94	1 188	1 837	30 656	33 812
11-15 ans	9 038	—	—	—	—	9 038	6 424
16-20 ans	14 710	—	—	—	—	14 710	12 300
21-25 ans	13 486	—	—	—	—	13 486	13 606
26-40 ans <sup>3</sup>	23 715	—	—	—	—	23 715	23 788
Gains de change latents	—	123	102	—	—	225	318
<b>Total<sup>4</sup></b>	<b>137 400</b>	<b>17 187</b>	<b>881</b>	<b>3 426</b>	<b>3 389</b>	<b>162 283</b>	<b>157 311</b>
Dette contractée pour les besoins de la province	110 427	15 130	881	3 426	2 463	132 327	128 046
Dette de la SFEO	25 400	2 057	—	—	926	28 383	28 003
Dette de la SOTI	1 573	—	—	—	—	1 573	1 262
<b>Total<sup>5</sup></b>	<b>137 400</b>	<b>17 187</b>	<b>881</b>	<b>3 426</b>	<b>3 389</b>	<b>162 283</b>	<b>157 311</b>

<sup>1</sup> Les emprunts en euros comprennent les emprunts contractés en euros et dans la devise antérieure, p. ex., le franc français.

<sup>2</sup> Les autres devises sont le dollar australien, le dollar néo-zélandais, la livre sterling, le franc suisse, le dollar de Hong Kong, le rand de l'Afrique du Sud et la nouvelle livre turque.

<sup>3</sup> L'échéance la plus longue prend fin le 2 juin 2047.

<sup>4</sup> Au 31 mars 2008, on projette que la dette contractée en devises étrangères, compte non tenu des gains de change latents, totalisera 24,7 milliards de dollars (28,2 milliards de dollars en 2007). De ce montant, 24,0 milliards de dollars, soit 97,1 % (27,2 milliards de dollars en 2007, soit 96,4 %), étaient entièrement couverts par un montant équivalent en dollars canadiens.

<sup>5</sup> La dette totale comprend des obligations totalisant 2,7 milliards de dollars (3,3 milliards de dollars en 2007) auxquelles sont intégrées des options dont la province ou le détenteur peuvent se prévaloir dans des conditions précises.

Perspectives à moyen terme Dettes nette et déficit accumulé	Tableau 5 (En milliards de dollars)	
	2009-2010	2010-2011
Dettes totale	173,2	178,5
Espèces et placements temporaires	(5,4)	(5,4)
Autres (actifs)/passifs nets	(15,0)	(14,5)
(Actifs)/passifs nets de la SOTI	(2,1)	(2,5)
<b>Dettes nette</b>	<b>150,6</b>	<b>156,1</b>
Actifs non financiers	(44,5)	(49,9)
Déficit accumulé	106,2	106,2

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Valeur nominale du portefeuille des instruments financiers dérivés Chiffres provisoires pour 2008								Tableau 6 (En millions de dollars)	
Échéance durant l'exercice	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total des chiffres provis. 2007-2008	Total pour 2006-2007
Échanges :									
Taux d'intérêt	11 457	8 910	4 561	2 411	7 174	20 552	4 794	59 859	68 565
Crédit croisé	5 270	5 529	1 972	1 225	2 796	10 057	—	26 849	31 320
Contrats de change à terme	1 933	—	—	—	—	—	—	1 933	1 803
Garanties de taux plafond et plancher	—	88	—	—	—	—	—	88	138
<b>Total</b>	<b>18 660</b>	<b>14 527</b>	<b>6 533</b>	<b>3 636</b>	<b>9 970</b>	<b>30 609</b>	<b>4 794</b>	<b>88 729</b>	<b>101 826</b>

Le tableau ci-dessus est un tableau provisoire au 31 mars 2008 des échéances des instruments financiers dérivés de la province, par type, fondé sur le montant nominal des contrats. Les montants nominaux représentent la valeur nominale des contrats dérivés en cours; ils ne sont pas indicatifs du risque de crédit ou du marché ni des flux de trésorerie. La province a recours aux instruments financiers dérivés pour couvrir et minimiser les frais d'intérêt. Les opérations de couverture sont effectuées principalement grâce à des échanges. Les échanges permettent à la province de compenser ou, en fait, de convertir ses obligations actuelles en obligations ayant des caractéristiques financières plus intéressantes.

**Nota :** La description des termes inclus dans le glossaire vise uniquement à aider les lecteurs du budget de 2008. Ni ce glossaire ni ses définitions n'ont pour but de modifier les termes ou le sens des termes définis en vertu des lois.

**Accord sur le commerce intérieur (ACI) :** accord que les premiers ministres ont signé en 1994 afin de réduire les obstacles au déplacement des personnes, des biens, des services et des investissements au Canada. L'ACI prévoit la simplification et l'harmonisation des règlements et des normes, l'élimination des obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre, un mécanisme officiel de règlement des différends pour les particuliers, les entreprises et les gouvernements, ainsi que des engagements à libéraliser davantage le commerce par l'entremise de négociations continues. (« Agreement on Internal Trade (AIT) »)

**Actifs financiers :** actifs pouvant servir à couvrir les passifs existants ou à financer des activités futures, mais qui ne doivent pas être utilisés dans le cours normal des activités. Les actifs financiers comprennent les espèces, les actifs convertibles en espèces, les droits contractuels de recevoir des espèces ou d'autres actifs financiers d'une tierce partie, les placements temporaires ou les portefeuilles de placements, les créances s'appliquant à un organisme non gouvernemental ou à un particulier et les stocks. (« Financial Assets »)

**Amortissement :** partie du coût d'un actif imputé à une période comptable par suite de sa radiation au cours de sa durée de vie utile estimative. (« Amortization »)

**Assurance-emploi (AE) :** programme de sécurité du revenu du gouvernement fédéral qui prévoit le remplacement temporaire du revenu pour les chômeurs. Outre ces prestations, dites régulières, le programme d'assurance-emploi prévoit également des prestations de maternité, d'adoption, de maladie, de soignant et de pêcheur, des prestations pour travail partagé ainsi que des prestations parentales. La partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi* prévoit le financement de programmes de formation et de soutien du revenu pendant la formation. Le gouvernement fédéral verse aux travailleurs des fonds en vertu de la partie II aux termes d'ententes sur le développement du marché du travail conclues avec chaque province. Le programme d'assurance-emploi est entièrement financé par les cotisations des travailleurs et des employeurs qui seront désormais versées dans un fonds dédié. (« Employment Insurance EI »)

**Billets à moyen terme :** titres de créances offerts dans le cadre d'un programme et structurés de manière à répondre aux besoins de certains investisseurs. (« Medium-Term Notes (MTNS) »)

**Billets de trésorerie américains :** instruments d'emprunt à court terme généralement émis aux États-Unis par un gouvernement ou une société à un prix inférieur à leur valeur nominale. Les billets de trésorerie américains comportent une échéance de 1 à 270 jours. (« U.S. Commercial Paper »)

**Bons du Trésor :** instruments d'emprunt à court terme émis par les gouvernements, à un prix inférieur à leur valeur nominale. (« Treasury Bills »)

**Charges de programmes :** charges relatives aux programmes de fonctionnement et d'immobilisations, incluant l'amortissement. (« Program Expense »)

**Compte immobilisé :** instrument d'épargne-retraite prescrit en vertu de la *Loi sur les régimes de retraite*, auquel les participants à un régime de retraite agréé peuvent transférer des fonds lorsqu'ils cessent de travailler ou d'adhérer à un régime de retraite. Les comptes immobilisés offerts en Ontario comprennent les comptes de retraite immobilisés (CRI), les fonds de revenu viager (FRV) et les fonds de revenu de retraite immobilisés (FRRRI). Un nouveau FRV autorisant le retrait de 25 % des fonds et des retraits annuels plus élevés est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008. (« Locked-in Accounts »)

**Comptes publics :** états financiers consolidés et états et annexes y afférents que la province doit fournir en vertu de la *Loi sur l'administration financière*, de la *Loi sur le Conseil du Trésor* et de la *Loi sur le Conseil de gestion du gouvernement*. (« Public Accounts »)

**Consolidation :** inclusion, dans les états financiers consolidés de la province, des résultats financiers d'organismes contrôlés par le gouvernement. (« Consolidation »)

**Contrat à terme normalisé :** contrat négocié en bourse qui confère l'obligation de vendre ou d'acheter, à une date future, des marchandises à un prix et à un montant déterminés. (« Futures »)

**Contrat de garantie de taux d'intérêt :** contrat à terme de gré à gré en vertu duquel une partie paie un taux d'intérêt fixe et reçoit des intérêts à taux variable. (« Forward Rate Agreement »)

**Contrat d'options :** contrat conférant le droit, mais non l'obligation, de vendre ou d'acheter un instrument désigné à un certain prix, à une date ultérieure déterminée. (« Option »)

**Courbe de rendement :** relation entre le rendement du marché et le rendement lorsque l'obligation arrive à échéance. La pente est souvent positive lorsque l'obligation arrive à échéance parce que les investisseurs exigent un meilleur rendement s'ils investissent des fonds à long terme. (« Yield Curve »)

**Critère de revenu :** sert à déterminer l'admissibilité financière à des programmes de prestations et les niveaux d'aide en fonction du revenu personnel ou familial. (« Income Test »)

**Croissance de la productivité :** hausse de la production unitaire d'un facteur de production dans l'économie. (« Productivity Growth »)

**Cybersanté :** terme général utilisé pour décrire l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans le secteur de la santé. La cybersanté touche différents aspects du système de santé allant de l'administration à la prestation des soins. (« e-Health »)

**Déficit :** écart négatif entre les revenus et les charges du gouvernement au cours d'une année donnée. Une réserve peut être incluse en prévision. (« Deficit »)

**Déficit accumulé :** le déficit accumulé correspond à la différence entre les passifs et les actifs. Il représente le total de tous les déficits annuels antérieurs moins le total de tous les excédents annuels antérieurs, y compris les redressements de la période précédente. (« Accumulated Deficit »)

**Déficit structurel :** peut se produire lorsque la croissance du total des charges du gouvernement dépasse régulièrement la croissance du total des revenus au cours de plusieurs années consécutives. (« Structural Deficit »)

**Dépenses en immobilisations :** argent dépensé pour acquérir ou améliorer des biens corporels, notamment l'infrastructure de transport, les terrains et les immeubles. (« Capital Expenditure »)

**Dettes :** obligation découlant de l'emprunt d'une somme d'argent. (« Debt »)

**Dettes arrivant à échéance :** montant total prévu de dettes devant être remboursé à des dates précises.  
(« Debt Maturities »)

**Dettes nettes :** différence entre le total des passifs et des actifs financiers de la province. (« Net Debt »)

**Dettes totales :** total des emprunts payables par la province, compte non tenu de ses actifs. (« Total Debt »)

**Durée d'une dette :** échéance d'une dette à long terme. (« Debt Term »)

**Emploi Ontario :** programme de la province, doté d'un budget annuel de 1 milliard de dollars, qui prévoit des services de formation et d'emploi, notamment de la formation en apprentissage, des cours d'alphabétisation, de la formation technique, des subventions salariales, un programme d'emplois d'été, une aide aux travailleurs licenciés et du counseling en matière d'emploi. Ces services sont offerts dans le cadre d'un réseau intégré établi dans les collectivités à l'échelle de la province. Les clients du programme comprennent les chômeurs, les jeunes à risque, les apprentis, les travailleurs licenciés, les personnes handicapées, les nouveaux arrivants, les jeunes qui cherchent un emploi d'été, les travailleurs qui ont besoin de perfectionner leurs compétences et les entreprises.  
(« Employment Ontario »)

**Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada (RPC) :** la province a la possibilité de contracter des emprunts à long terme auprès du RPC. (« Canada Pension Plan (CPP) Borrowing »)

**Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) :** aux termes de l'Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail, signée en novembre 2005, des fonds sont versés annuellement à l'Ontario en vertu de la partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi* pour aider la province à s'occuper de ses priorités en matière de marché du travail. Le financement soutient les services d'emploi et de formation. (« Labour Market Development Agreement (LMDA) »)

**Entente sur le marché du travail (EMT) :** aux termes de l'Entente Canada-Ontario sur le marché du travail, signée en février 2008, des fonds sont versés à l'Ontario au titre de services de formation et d'emploi offerts aux Ontariennes et aux Ontariens qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi, comme de nombreux immigrants ou les travailleurs peu scolarisés. (« Labour Market Agreement (LMA) »)

**Euro-billets à moyen terme :** titres de créances émis à l'extérieur des États-Unis et du Canada et structurés de manière à répondre aux besoins de certains investisseurs. (« Euro Medium-Term Notes »)

**Excédent :** écart positif entre les revenus et les charges du gouvernement au cours d'une année donnée. Une réserve peut être incluse en prévision. (« Surplus »)

**Exercice :** l'exercice de la province de l'Ontario va du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars. (« Fiscal Year »)

**Fonds :** entité financière ou comptable autonome établie dans le but d'exécuter certaines activités ou de réaliser certains objectifs conformément à des restrictions, des limites ou des règlements particuliers. (« Fund »)

**Fonds de prévoyance :** montant servant à parer aux dépenses imprévisibles, par exemple pour fournir une aide en cas de catastrophe. (« Contingency Fund »)

**Frais d'intérêt sur la dette :** montant déclaré comme dépense associée aux emprunts. L'intérêt est calculé en pourcentage du montant de la dette pour une période donnée. (« Interest on Debt Expense »)

**Friches contaminées :** biens-fonds sous-développés ou ayant déjà été aménagés mais pouvant être contaminés. Ce sont généralement, mais pas exclusivement, d'anciens biens-fonds industriels ou commerciaux qui peuvent être sous-utilisés, abandonnés ou désaffectés. (« Brownfields »)

**Gain en capital :** bénéfice résultant de la vente ou du transfert d'immobilisations ou d'investissements, soit le produit ou la valeur marchande reçus moins la valeur comptable nette de l'immobilisation ou de l'investissement. (« Capital Gain »)

**Gestion axée sur les résultats :** démarche globale à l'échelle du gouvernement visant à éclairer le processus décisionnel fondé sur des résultats, afin que les activités financées par le gouvernement soient conformes aux stratégies qui contribuent à atteindre les objectifs prioritaires du gouvernement ou à satisfaire à d'importants intérêts publics. (« Results-Based Management »)

**Groupe des huit (G-8) :** les huit principaux pays industrialisés du monde, soit les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Canada et la Russie. Parfois appelé G7 et Russie. Les chefs de ces pays se rencontrent une fois par an pour discuter de questions politiques et économiques qui les concernent tous. En outre, les ministres des Finances du G-8 se réunissent plusieurs fois par an pour traiter de politique économique. Des réunions périodiques des hauts fonctionnaires, dont les représentants des Finances du G-8, renforcent leurs initiatives. (« Group of Eight (G8) »)

**Immobilisations corporelles :** biens durables comprenant les terrains, les immeubles, l'infrastructure de transport, l'infrastructure et les systèmes informatiques, les véhicules et le matériel. (« Tangible Capital Assets »)

**Impôt scolaire applicable aux entreprises :** impôts destinés à l'éducation dont le montant est établi en fonction de la valeur imposable des biens selon les catégories dans lesquelles ils sont classés, à savoir biens commerciaux, biens industriels ou pipelines. (« Business Education Tax (BET) »)

**Impôt sur le capital :** impôt prélevé sur le capital imposable d'une société qui comprend le capital-actions, les surplus, les dettes et les réserves. (« Capital Tax »)

**Indice des prix à la consommation (IPC) :** mesure des prix, publiée tous les mois par Statistique Canada. L'IPC mesure le prix au détail d'un « panier à provisions » composé d'environ 300 biens et services, dont les suivants : aliments, logement, transport, vêtements et loisirs. L'indice est pondéré afin de tenir compte des habitudes de consommation. Les variations des indices de prix, dont fait partie l'IPC, servent à évaluer l'inflation. Une augmentation de l'IPC signifie une hausse du coût de la vie. (« Consumer Price Index (CPI) »)

**Inforoute Santé du Canada :** organisme indépendant, sans but lucratif, financé par le gouvernement fédéral, dont les membres sont les 14 sous-ministres de la Santé des paliers fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada. L'Inforoute Santé du Canada est le catalyseur de changements faits en collaboration en vue d'accélérer l'utilisation des systèmes électroniques d'information sur la santé et des dossiers de santé électroniques (DSE) partout au pays. (« Canada Health Infoway »)

**Infrastructure :** installations, systèmes et équipement nécessaires pour fournir des services publics et appuyer l'activité économique du secteur privé, y compris l'infrastructure de réseau (p. ex. routes, ponts, réseaux d'adduction d'eau et d'égouts, systèmes importants de technologie de l'information), bâtiments (p. ex. hôpitaux, écoles, tribunaux), et machines et matériel (p. ex. équipement médical, équipement de recherche). (« Infrastructure »)

**Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale (IIM) :** programme de financement ponctuel doté d'un budget de 450 millions de dollars qui a été lancé en 2007-2008 pour soutenir les investissements dans les

priorités en matière d'infrastructure locale dans les collectivités de l'Ontario. Ce programme a pour objectif d'orienter le nouveau financement vers la construction ou le renouvellement des éléments de l'infrastructure municipale. (« Municipal Infrastructure Investment Initiative (MIII) »)

**Initiative d'investissement dans l'infrastructure rurale :** programme de financement ponctuel doté d'un budget de 140 millions de dollars qui a été lancé en 2006-2007 pour soutenir les investissements visant à aider les municipalités rurales et les municipalités de petite taille à mettre en place une infrastructure sécuritaire et fiable à l'échelle locale. En tout, 190 collectivités des quatre coins de la province ont reçu une partie des fonds prévus dans le cadre de cette initiative. (« Rural Infrastructure Investment Initiative (RIII) »)

**Instruments financiers dérivés :** contrats financiers dont la valeur provient d'autres actifs sous-jacents. La province a recours aux instruments financiers dérivés, par exemple des échanges, des contrats de change à terme, des contrats de garantie de taux d'intérêt, des contrats à terme normalisés et des contrats d'options, pour couvrir et minimiser les frais d'intérêt. (« Derivatives »)

**Investissements dans des immobilisations corporelles :** montant engagé pendant l'exercice pour acquérir ou améliorer des immobilisations corporelles importantes, notamment les terrains, les immeubles, les routes et les ponts, qui appartiennent à la province ou aux organismes dont les résultats sont consolidés. (« Investment in Capital Assets »)

**Justification fondée sur les moyens :** sert à déterminer l'admissibilité à des programmes de prestations et les niveaux d'aide en fonction du revenu et des actifs personnels ou familiaux. (« Means Test »)

**Liquidation :** dissolution d'une société faite soit volontairement par les actionnaires ou les membres, soit en vertu d'une ordonnance du tribunal. (« Winding-Up »)

**Méthode de l'imputation :** dans le contexte des prestations gouvernementales, il s'agit de la méthode utilisée par le gouvernement provincial, qui consiste à *ne pas déduire* une partie ou la totalité d'une prestation fédérale, par exemple le Supplément de la prestation nationale pour enfants, des prestations subordonnées au revenu ou aux moyens. (« Flow-Through »)

**Obligations à taux variable :** titres de créances portant un taux d'intérêt variable. (« Floating Rate Notes (FRN) »)

**Obligations consortiales :** titres de créances souscrits et placés par un groupe de courtiers en valeurs mobilières. (« Syndicated Bond Issues »)

**Obligations intérieures :** titres de créances émis sur le marché canadien qui passent par un système de compensation intérieur. (« Domestic Bonds »)

**Obligations planétaires :** titres de créances émis simultanément sur les marchés international et canadien qui passent par différents systèmes de compensation mondiaux. Ces titres peuvent être émis dans une variété de devises, notamment en dollars canadiens ou américains. (« Global Bonds »)

**Ontario au travail :** programme provincial qui accorde un soutien du revenu et une aide à l'emploi aux personnes qui sont temporairement dans le besoin. Les bénéficiaires du programme Ontario au travail doivent participer à une ou plusieurs activités d'aide à l'emploi pour pouvoir recevoir une aide financière. Ce programme aide les gens à trouver du travail et à devenir autonomes le plus rapidement possible. (« Ontario Works (OW) »)



**Période comptable :** période couverte par des états financiers, qui peut être de n'importe quelle durée mais qui correspond généralement à un exercice (du mois d'avril au mois de mars pour la province), un trimestre ou un mois. (« Accounting Period »)

**PIB réel :** produit intérieur brut calculé sans tenir compte de l'incidence des variations des prix. (« Real GDP »)

**Plan financier :** description du plan des revenus et des charges consolidés du gouvernement pour l'exercice à venir et le moyen terme, qui comprend des renseignements sur l'excédent ou le déficit prévu. Le plan fait officiellement partie du budget, que le gouvernement présente au printemps de chaque année, et il est mis à jour, au besoin, au cours de l'exercice. Les chiffres présentés dans le plan financier peuvent différer de ceux décrits dans le Budget des dépenses. (« Fiscal Plan »)

**Politique budgétaire :** politique relative aux impôts, aux dépenses et aux emprunts du gouvernement.  
(« Fiscal Policy »)

**Prestation ontarienne pour enfants (POE) :** annoncée dans le budget de 2007, cette prestation non imposable et subordonnée au revenu est versée aux familles à faible revenu de l'Ontario qui ont des enfants. À compter de juillet 2008, la POE sera versée chaque mois. Elle regroupera les prestations d'aide sociale pour enfants et le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants en une seule prestation qui sera versée à toutes les familles à faible revenu ayant des enfants, quelle que soit la source de leurs revenus. Ce programme est mis en œuvre graduellement sur cinq ans et le montant versé augmentera chaque année jusqu'à ce qu'il atteigne le maximum de 1 100 \$ en juillet 2011. (« Ontario Child Benefit (OCB) »)

**Prêts/Investissements nets :** total des fonds versés par la province pour des prêts ou des investissements desquels on a déduit les remboursements de prêts. (« Net Loans/Investments »)

**Produit intérieur brut (PIB) :** valeur totale sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'un pays ou d'une région au cours d'une période donnée telle qu'un trimestre ou une année. Le PIB peut être calculé de trois façons : il peut représenter la somme des revenus gagnés dans la production courante, la somme des dépenses finales de la production courante ou la somme des valeurs ajoutées nettes dans la production courante. (« Gross Domestic Product (GDP) »)

**Programme de médicaments de l'Ontario (PMO) :** l'un des programmes d'assurance-médicaments les plus généreux du Canada, le PMO prend en charge le coût de plus de 3 200 produits médicamenteux, dont certains produits nutritionnels et agents de détection du diabète. Les personnes âgées et les prestataires du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées sont admissibles à une aide en vertu du PMO. (« Ontario Drug Benefit Program (ODB) »)

**Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) :** programme conçu pour répondre aux besoins particuliers des personnes handicapées qui sont dans le besoin, ou qui souhaitent travailler et en sont capables et ont besoin d'une aide. Les personnes âgées de 65 ou plus non admissibles à la Sécurité de la vieillesse peuvent également avoir droit à une aide dans le cadre du POSPH si elles sont dans le besoin. Le POSPH comprend deux volets : soutien du revenu et soutien de l'emploi. Le volet « soutien du revenu » accorde une aide financière et d'autres prestations aux personnes handicapées admissibles et à leur famille. Le volet « soutien de l'emploi » emploie un personnel qui travaille avec les fournisseurs de services de la collectivité pour aider les personnes handicapées à se préparer au marché du travail, à trouver et à garder un emploi et à faire progresser leur carrière. Les personnes handicapées peuvent aussi recevoir de l'aide pour travailler à leur compte.  
(« Ontario Disability Support Program (ODSP) »)

**Rachats des titres de créances :** montant total prévu découlant d'obligations devant être rachetées avant leur échéance. Les rachats des titres de créance ont essentiellement trait aux Obligations d'épargne de l'Ontario. (« Debt Redemptions »)

**Rapport dette-PIB :** mesure de la dette du gouvernement en pourcentage du produit intérieur brut. Cette mesure évalue la dette par rapport à l'économie et à la capacité d'assumer et de rembourser la dette. (« Debt-to-GDP Ratio »)

**Redressements sans effet sur la trésorerie :** redressements requis afin de déterminer les flux de trésorerie résultant des activités de fonctionnement. Les redressements sans effet sur la trésorerie comprennent les variations des comptes du bilan comme les créditeurs et les débiteurs, les charges payées d'avance et le revenu reporté. L'amortissement des immobilisations est aussi un redressement sans effet sur la trésorerie. (« Non-Cash Adjustments »)

**Région élargie du Golden Horseshoe :** région de l'Ontario qui englobe la région du Grand Toronto et une grande partie du Centre de la province dont Hamilton, Peterborough, Waterloo, Niagara et Simcoe. (« Greater Golden Horseshoe (GGH) »)

**Rendement :** taux d'intérêt effectif d'un placement. Le rendement indique le taux annuel de rendement de tout investissement ou de toute créance et est exprimé en pourcentage. (« Yield »)

**Réserve :** fonds inscrit dans le plan financier afin de se prémunir contre les variations défavorables des perspectives économiques ou des revenus et des charges de la province. Toute partie de la réserve dont on n'a pas besoin à la fin de l'exercice est utilisée pour accroître l'excédent ou réduire le déficit. (« Reserve »)

**Revenus non fiscaux :** revenus que le gouvernement perçoit de sources extérieures. Cela comprend également les revenus tirés de la vente de biens et de services, des amendes et des pénalités associées à l'observation des lois et règlements gouvernementaux, de droits et permis; les redevances; les profits réalisés par un organisme de la Couronne autonome; et le produit de l'aliénation d'actifs. (« Non-Tax Revenue »)

**Secteur parapublic :** organismes qui reçoivent des paiements de transfert du gouvernement pour dispenser des services au public. Il s'agit notamment des universités, collèges, conseils scolaires, hôpitaux, établissements de soins de longue durée, centres d'accès aux soins communautaires et sociétés d'aide à l'enfance. (« Broader Public Sector (BPS) »)

**Supplément de la prestation nationale pour enfants :** prestation en espèces du gouvernement fédéral, fondée sur le revenu. Elle s'ajoute à la Prestation fiscale canadienne pour enfants, prestation similaire versée à environ 80 % des familles canadiennes ayant des enfants. Le gouvernement fédéral verse le Supplément de la prestation nationale pour enfants à toutes les familles à faible revenu qui ont des enfants, qu'elles travaillent ou reçoivent de l'aide sociale. (« National Child Benefit Supplement (NCBS) »)

**Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants :** supplément fondé sur le revenu et non imposable, versé aux familles travailleuses à faible revenu qui ont des enfants de moins de sept ans. Le but de ce supplément est d'inciter les gens à continuer de travailler. En juillet 2008, les paiements du Supplément seront regroupés avec la Prestation ontarienne pour enfants (POE). Si une famille a droit à un Supplément supérieur à sa POE, elle recevra la prestation additionnelle du Supplément. Lorsque la POE sera entièrement mise en oeuvre en juillet 2011, le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants sera graduellement éliminé sur sept ans. (« Ontario Child Care Supplement for Working Families (OCCS) »)

**Taux d'intérêt selon une moyenne pondérée :** tient compte de la proportion de la dette à chaque niveau de taux d'intérêt dans le portefeuille de la dette. (« Weighted-Average Interest Rate »)

**Total des dépenses :** somme des dépenses engagées au titre des programmes et de l'intérêt sur la dette.  
(« Total Expense »)

**Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) :** transfert fédéral effectué à chaque province et territoire pour appuyer l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et les services sociaux, y compris le développement de la petite enfance, l'apprentissage durant la petite enfance et la garde des jeunes enfants.  
(« Canada Social Transfer (CST) »)

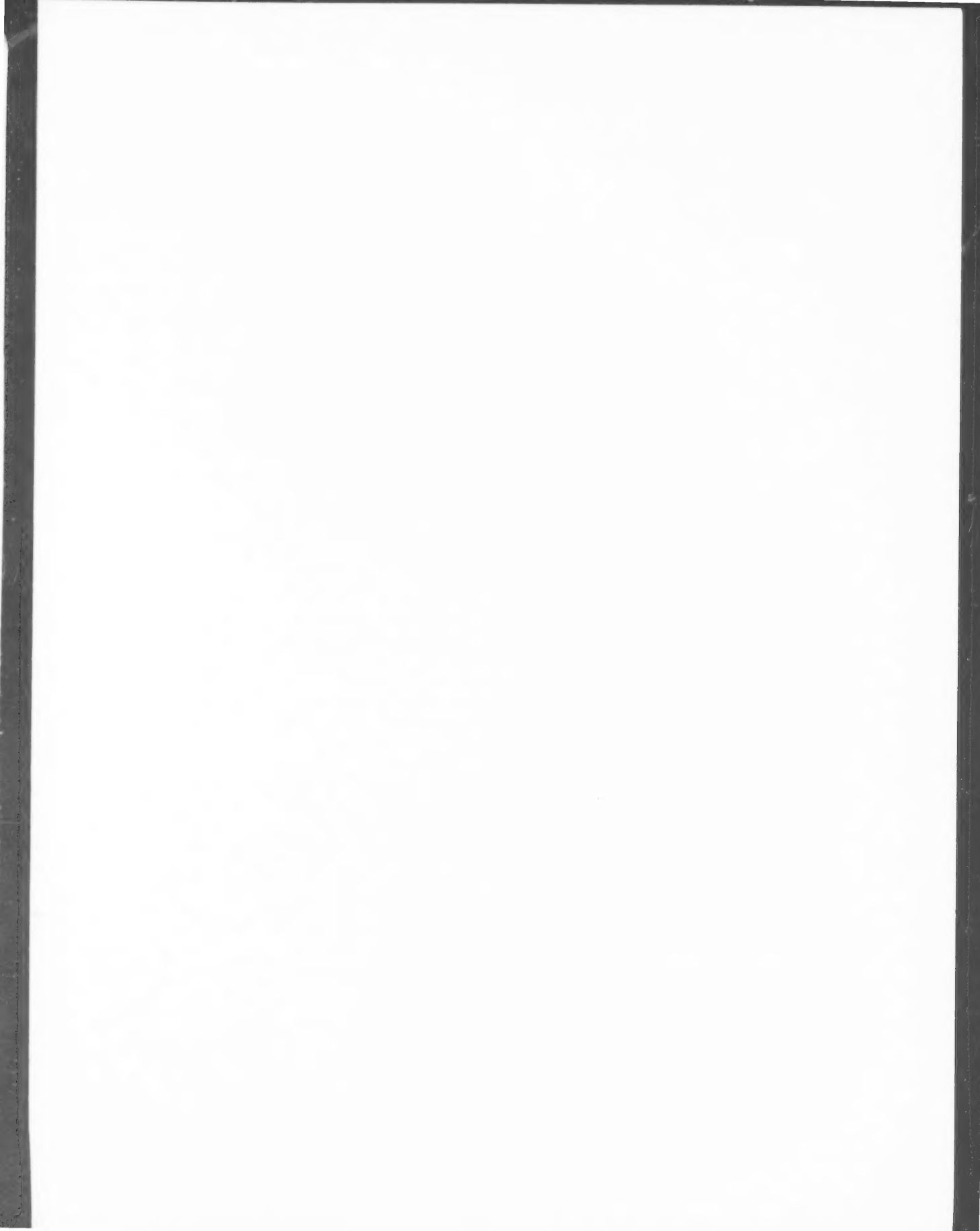
**Transfert canadien en matière de santé (TCS) :** transfert fédéral effectué à chaque province et territoire pour appuyer les services de santé. (« Canada Health Transfer (CHT) »)

**Trésor :** ensemble des fonds que perçoit le ministère des Finances en son nom ou au nom d'un organisme de la Couronne approuvé par le lieutenant-gouverneur de l'Ontario. (« Consolidated Revenue Fund »)

**Trésorerie et équivalents :** espèces ou autres instruments de placement liquides à faible risque et à court terme qui peuvent être convertis rapidement en espèces, généralement à l'intérieur d'une période ne dépassant pas trois mois. (« Cash and Cash Equivalents »)

**Valeur nominale :** montant exprimé en dollars sans redressement pour les variations de prix attribuables à l'inflation ou à la déflation. Ne constitue pas un bon moyen de comparer les valeurs du PIB pour des années données, cette comparaison nécessitant une valeur « réelle » exprimée en dollars indexés (c.-à-d. redressés en fonction des prix). Voir également PIB réel. (« Nominal »)

**Variation de la dette nette :** la variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation sur le plan des immobilisations corporelles ainsi que de la variation des actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. (« Change in Net Debt »)





© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2008

ISBN 978-1-4249-6162-7 (Imprimé)

ISBN 978-1-4249-6164-1 (PDF)

ISBN 978-1-4249-6163-4 (HTML)

